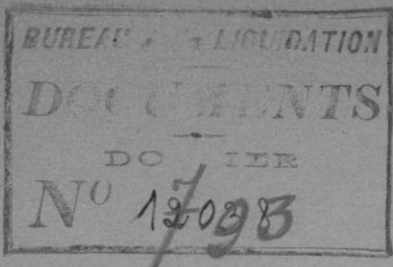


24118086/6
(1940-1944)

Indemnité pour privation de jouissance du
matériel roulant

(période du 1^{er} juillet 1940 au 31 juillet 1942) -



Questions comptables.

Liquidation des exercices

Arrêtés provisoires (SNEF) des exercices (Questions de principe) -

Location de matériel roulant à la Reichsbahn

12 Novembre 1943

12038

Monsieur le Ministre,

Par lettre D.G.T., 1er Bureau, du 15 Juillet 1943, faisant suite aux propositions que nous vous avons soumises le 11 Janvier, vous avez bien voulu approuver la répartition du versement forfaitaire de 2.500 M de francs reçu de la Deutsche Reichsbahn au titre des prestations de matériel moteur et roulant durant la période du 1er Juillet 1940 au 31 Juillet 1942.

En ce qui concerne l'exercice 1941 toutefois, vous ne considérez pas qu'il soit possible d'inscrire au compte du fonds de renouvellement une somme supérieure à celle qui avait été fixée pour l'exercice 1942.

Nous nous rallions à cette dernière proposition en vue de réaliser un accord complet sur l'ensemble des mesures envisagées, et nous prenons acte de l'entente intervenue à leur égard entre l'Etat et la S.N.C.F.

La mise en oeuvre de cette décision pose un problème délicat qui a retenu toute notre attention.

Pour rationnelle qu'elle soit dans son principe même, cette opération conduit, en effet, à apporter d'importantes modifications dans les comptes relatifs aux exercices intéressés. Or, ces comptes ont été, en leur temps régulièrement approuvés par l'Assemblée Générale de nos Actionnaires qui ne conserve plus aujourd'hui, en l'absence de toute erreur et de toute omission, la liberté de revenir sur les chiffres qu'elle a arrêtés et qui sont seuls soumis à votre contrôle.

Il nous est ainsi apparu que ces rectifications ne pouvaient découler que d'une décision de l'Autorité à laquelle la réglementation en vigueur donne pouvoir de clore définitivement nos écritures.

Mais cette procédure excédant le champ d'application normale des dispositions du décret du 11 Décembre 1940 en raison de l'absence de toute irrégularité dans l'établissement de nos comptes, il serait indispensable, pour lever toute difficulté éventuelle, que l'accord intervenu entre l'Etat et la S.N.C.F. fut expressément visé tant dans l'avis de la Commission de Vérification des comptes que dans l'arrêté ministériel.

Nous serions en résumé d'accord pour que soient prescrits dès à présent dans un arrêté pris sous votre signature, après avis de la Commission de Vérification et consultation de M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, et sous les réserves indiquées ci-dessus, les redressements destinés à traduire les imputations nouvelles dans la liquidation de chacun des exercices 1940, 1941 et 1942; la décision ainsi prise à titre provisionnel s'imposerait par la suite lors du règlement définitif des comptes de ces exercices.

Il va de soi, au surplus, que le rapport de notre Conseil d'Administration sur l'exercice 1943 rendra compte à l'Assemblée Générale des Actionnaires de Monsieur le Ministre, Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications, la S.N.C.F. D S RECTIFICATIONS ainsi opérées.

Je crois devoir préciser en terminant que les redressements ordonnés dans les conditions ci-dessus définies donneront lieu de notre part, valeur 2 Juin 1943, jour de l'encaissement de la somme de 2.500 M, aux versements

T.S.V.P.

Monsieur le Ministre, Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications

Copie à MM. FILIPPI - VACOGNE - Le Chef de la Délégation Communications
Secrétariat de la présidence - MM. LEQUILLE - DUCAS - Services M - T - G - F

qui en découlent au titre du remboursement partiel au Trésor des avances qu'il a faites par application de l'article 25 de la Convention du 31 Aout 1937, et de l'indemnité compensatrice qu'il a versée en exécution de l'article 2 de la Convention du 9 Septembre 1939 modifiée par l'Avenant du 4 Mars 1942.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration

signé : FOURNIER

SS

S. N. C. F.

44/1

Paris, le 28 AOUT 1944

SERVICES FINANCIERS

Division Centrale

de la

Comptabilité Générale

DOCUMENTS
F2 CGE3 n° 412-1230

DOSSIER

N° 12038

Monsieur le Chef de la
Subdivision de la
Comptabilité du Service
Matériel et Traction
de la Région OUEST

Réf.: Lettre MTO/C2/901 du 3 août 1944.

Objet: Location de matériel aux autorités
d'occupation.

La lettre F2 CGE3 N° 967, du 15 juin dernier, vous a indiqué les nouvelles imputations à donner aux recettes effectuées au titre "Location de matériel Roulant aux autorités d'occupation" (Locomotives, voitures et wagons).

En ce qui concerne le matériel divers, grues, etc..... loué aux autorités allemandes aucune modification de la Nomenclature n'ayant été prévue, il convient d'imputer ces recettes comme par le passé, au Chapitre II - Article 4 - § 7.

Le Chef de l'Inspection Générale
des Comptabilités,

~~Signature~~: HOULEZ

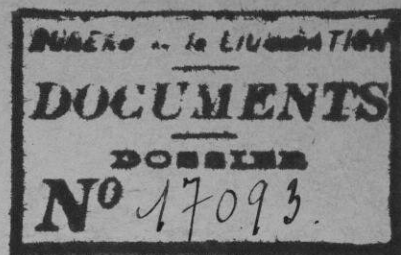
Copie transmise à
M. le Chef de la Subdivision
des Ecritures Générales.
Paris, le 28 AOUT 1944
Le Chef de l'Inspection Générale
des Comptabilités

~~Signature~~

VU ET ARRÊTÉ,
BON A PAYER :

A Paris, le 19.....

Pour le Directeur des Services Financiers :



Remboursement éventuel des frais de
remise en état du réseau

Recettes complémentaires relatives aux transports
effectués en zone Sud, du 11 Novembre au 31 Décembre 1942

Comptes de Liquidation des Exercices 1940 à 1943

Comparaison entre les chiffres primitifs et les chiffres rectifiés pour tenir compte de la part de chaque exercice:

- 1) du remboursement éventuel des frais de remise en état du réseau à la demande des autorités d'occupation 2.836.844.637,4 (1^{re} évaluation)
- 2) de l'encaissement de l'indemnité pour privation de jouissance du matériel roulant, (période du 1.8. au 31.12.1942) 848.126.280
- 3) de l'encaissement des recettes complémentaires relatives aux transports effectués en Zone Sud du 1.11 au 31.12.1942 224.010.460

19 Juillet 1944

Prestation aux autorités d'occupation
(28.9.44)

- PRESTATIONS AUX AUTORITES D'OCCUPATION -

-:~::~:~::~:~::~:-

		Prestations	Amortissement	Reste dû	Observations
- TRANSPORTS - ¹⁹⁴⁰					
Zone Nord (de juin à fin mai 1944)	35.815.606.000				(1) Y compris les prestations W.L., S.T.E.F. et A.B.C. (33 M)
évaluations (juin 500M)					
(juillet 330M)					(2) Notre part approximative dans les règlements mensuels des Autorités allemandes pour tous les transports ferroviaires.
(Août 160M)	990.000.000	36.805.606.000 (1)	117.659.503.000 (2)	119.146.103.000	(3) Versement spécial à la S.N.C.F.
Zone Sud - Période antérieure à Novembre 1943.....		1.746.421.000	1.700.810.000 (3)	45.611.000	
Période de Novembre 1943 à					
Mai 1944	938.965.000				
évaluations (Juin 75M)					
(Juillet 50M)					
(Août 25M)	150.000.000	1.088.965.000	451.745.000 (2)	637.220.000	
- PRESTATIONS DIVERSES - (y compris travaux neufs					
(Commission Favière)					
de juin 1940 à fin mai 1944.....	616.414.000				(4) Sur le versement de 65 M effectué par les Autorités allemandes, un reliquat de 1M,7 reste disponible et sera appliqué à l'amortissement des travaux en cours d'achèvement pour lesquels des mémoires n'ont pas été établis.
évaluations (juin 26.511.000)					
(juillet 20.000.000)					(4)!
(août 16.000.000)	62.511.000	678.925.000	63.300.000 (4)	615.625.000	
- DEPOSES DE VOIES -					
a) Frais de déposes		47.500.000 (5)	104.409.000	56.909.000	(5) Les mémoires établis à ce jour par les Régions et présentés à la H.V.D. ne s'élèvent qu'à 47M,500.000
b) valeur du matériel déposé		600.000.000	800.000.000 (6)	400.000.000	
c) Frais de repose		130.000.000	-	130.000.000	
- LOCATIONS A LA WEHRMACHT -		1.076.727.000	-	1.076.727.000	(6) Un versement de 300 M avait été annoncé pour le début de juin 1944 et n'a pas été effectué
- LOCATIONS A LA REICHSBAHN - (dont détail à l'état joint).....		4.282.104.000	2.718.045.000	1.564.059.000	
		146.456.248.000	122.897.812.000	123.558.436.000	

Pour mémoire :

I - Utilisation des fourgons M (Fourgons spéciaux incorporés dans les trains PV) objet d'un litige avec la DR.....	8.115.990	-	8.115.990,-
II- Location et réparation de locomotives mises à la disposition de la S.N.C.B.....	39.605.444,4	-	39.605.444,4
III- Montant des mandats de recette émis au débat des Autorités allemandes, restés impayés au 11 novembre 1944.....	3.726.141,8	-	3.726.141,8
IV- Mitropa: Prestations acceptées par la Société, mais non réglées depuis avril 1944.....	100.000,-	-	100.000,-

28-9-44

Sommes restant dues pour la Reichsbahn
au titre des prestations de matériel roulant
des années 1942, 1943, 1944

	VAGONS à MARCHANDISES		VOITURES à VOYAGEURS				LOCOMOTIVES		Grues de :	Complément de :	Frais accessoires :		
	Location	Réparations	Location	Réparations	Location spéciale de 155 voitures	Décomptes R.I.C.	Location	Réparations	relevage :	taxe de per- (location : et frais : de convoiage :	question réglée à l'O.F.F.A. par la SNCF à l'émission des bons Zest	occasionnés pour : la mise à disposi- tion de la D.R. du matériel moteur et roulant de la S.N.C.F.	Totaux
EXERCICE 1942													
Prestations	501.221.510,-	22.188.920	72.679.960	6.751.789,2	-	29.976.662	166.340.860	102.834.860,-	-	3.942.154,-	17.166.870,3	923.103.585,5	
Amortissement	476.782.480,-	-	72.679.960	-	-	-	166.340.860	102.834.860,-	-	-	-	818.638.160,-	
Reste dû	24.439.030,-	22.188.920	-	6.751.789,2	-	29.976.662	-	-	-	3.942.154,-	17.166.870,3	104.465.425,5	
EXERCICE 1943													
Prestations	1.045.573.990	55.203.880	172.849.540	21.159.079,4	5.908.870	51.847.513	393.834.520	153.148.786,2	100.974	1.555.403,2	6.163.910,-	1.907.346.465,8	
Amortissement	1.001.334.640	-	171.447.830	-	-	-	393.834.520	146.313.502,2	100.974	-	-	1.713.031.466,2	
Reste dû	44.239.350	55.203.880	1.401.710	21.159.079,4	5.908.870	51.847.513	-	6.835.284,-	-	1.555.403,2	6.163.910,-	194.314.999,6	
EXERCICE 1944													
Prestations	924.295.395,4	22.726.080	134.382.653	9.909.587,6	3.288.026	36.452.617	245.783.256	72.012.570,8	48.346	-	2.755.620,7	1.451.654.152,5	
Amortissement	143.591.760,-	-	42.772.330	-	-	-	-	-	11.005	-	-	186.375.095,-	
Reste dû	780.703.635,4	22.726.080	91.610.323	9.909.587,6	3.288.026	36.452.617	245.783.256	72.012.570,8	37.341	-	2.755.620,7	1.265.279.057,5	
Totaux (1):													
Prestations	2.471.090.895,4	100.118.880	379.912.153	37.820.456,2	9.196.896	118.276.792	805.958.636	327.996.217,-	149.320	5.497.557,2	26.086.401,-	4.282.104.203,8	
Totaux versements	1.621.708.880,-	-	286.900.120	-	-	-	560.175.380	249.148.362,2	111.979	-	-	2.718.044.721,2	
Reste dû	849.382.015,4	100.118.880	93.012.033	37.820.456,2	9.196.896	118.276.792	245.783.256	78.847.854,8	37.341	5.497.557,2	26.086.401,-	1.564.059.482,6	

(1) Ces sommes comprenant les débits supplémentaires à la D.R. pour Remes T.C.O. et wagons non banalisés

(2) Ce total ne comprend pas le versement effectué par la D.R. compris dans la compensation de la V.A.ST de juillet (1ère quinzaine) 72.039.180 f. et celui de 29.228.108,2 annoncé par l'Office des Changes le 27.7.44 (Encaissements non effectués)

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

....
CABINET DU PRÉSIDENT
....

*ne faut-il
pas faire
un dossier de
remboursement de
passé ?*

M. Brodet

Directeur des Travaux Financiers

—

Ci joint le projet de lettre
que je vais de remettre à M. Filippi
sur la question de nos dommages de
guerre.

Je vous en serai très obligé de bien
vouloir me faire part de vos obser-
vations que vos estimations opportunes
m'en apporteront.

21.6.44

Clouet

Monsieur le Ministre,

Par dépêche du 21 octobre 1940, vous avez invité la S.N.C.F. à imputer provisoirement à son compte d'exploitation les dépenses de reconstruction et de réparation des installations et du matériel ferroviaire détruits ou endommagés par faits de guerre.

A diverses reprises, et notamment par lettre du 15 juillet 1942, nous vous avons exposé les raisons pour lesquelles nous pensons que les dépenses de l'espèce doivent, en définitive, nous être remboursées par l'Etat. Toutefois, ^{s'agissant} jusqu'à ce jour de remises en état limitées et bien définies et réserve étant faite de nos droits, nous n'avons pas eu d'objection à nous conformer à la décision qui nous avait été ainsi notifiée.

Les conditions dans lesquelles les hostilités anglo-allemandes se poursuivent depuis ces dernières semaines et les conséquences qui en résultent pour notre exploitation placent, désormais, le problème sur un plan nouveau, entièrement différent de celui qui avait pu être envisagé lorsque cette décision a été prise.

Les dommages que nous subissons se sont étendus de proche en proche à l'ensemble du réseau national. Sur la

.....

totalité du territoire, des bombardements, d'une intensité et d'une violence sans cesse accrues, s'attaquent à nos voies et ouvrages d'art, à nos gares, à nos grands triages, à nos ateliers et à nos dépôts, entraînant des destructions considérables. D'autre part, une fraction de plus en plus importante de notre parc de matériel moteur et roulant est mise hors de service. Au total, l'ampleur des mises en état auxquelles il doit être procédé augmente de jour en jour et à un rythme tel qu'on ne saurait prévoir l'ordre de grandeur des charges que pourront représenter les travaux au cours des mois qui viennent.

Dans le même temps, en proportion même de la contraction de nos moyens et des possibilités d'acheminement qui nous sont laissées, nous enregistrons une régression continue du trafic, et parallèlement une chute massive des recettes devant pourvoir à l'équilibre de nos comptes. Encore la plus large part de ce trafic est-elle réservée aux transports des autorités allemandes, alors que, comme je l'ai souligné dans ma lettre B 570-10 du 26 avril, les sommes que nous recevons à ce titre sont en fait très loin de correspondre à l'élévation de notre prix de revient. Du point de vue financier, ce resserrement de nos disponibilités commande une révision sévère de nos imputations budgétaires, et en premier lieu l'élimination de toute charge dont la couverture ne serait pas pour nous strictement obligatoire.

En présence de cet état de choses, il n'apparaît pas que votre décision du 21 octobre 1940 puisse être maintenue et vous serez certainement d'accord avec nous pour reconnaître que ^{des} ~~que~~
 ~~du point~~

modalités définitives de règlement de nos dépenses de reconstruction et de réparation doivent sans plus attendre être fixées.

Or, tel ^{le} que je viens d'en définir les éléments, la situation à laquelle il y a lieu d'apporter solution est celle-là même en présence de laquelle s'étaient trouvés les rédacteurs de la Convention du 9 septembre 1939 sur le régime financier des chemins de fer en temps de guerre et que ceux-ci ont entendu régler par les dispositions qui font l'objet des articles 3 et 4 de ladite Convention. L'incertitude est la même quant à l'étendue éventuelle des dommages, l'importance d'ores et déjà certains de ceux-ci excluant, d'autre part, - de même qu'on pouvait le penser en 1939 - toute possibilité de financement des travaux de remise en état par imputation sur les seules ressources de ^{notre} exploitation.

Nous sommes fondés à penser, dans ces conditions, que les règles spéciales de remboursement mises en oeuvre à l'occasion des dommages subis au cours des opérations de la guerre franco-allemande doivent encore normalement trouver aujourd'hui leur application.

Reprenant la demande dont nous vous avons déjà antérieurement saisi, nous insistons de façon pressante pour que vous veuillez bien reconsidérer sous cet angle la question du remboursement des charges exceptionnelles de reconstruction et de réparation que ¹ ~~nous~~ ^{au chemin de fer} impose la continuation des hostilités et nous donner, en définitive, votre accord sur le maintien à cet égard des effets de la Convention du 9 septembre 1939.

Le principe posé par l'article 3 de cette Conven-

*Paraphrase
paraphrase en
question ?*

tion est le remboursement par l'Etat sur présentation de mémoires, dans les conditions en vigueur en ce qui concerne les travaux remboursables en capital, de toutes les dépenses engagées à la demande de l'Autorité militaire.

Une interprétation rationnelle de ce texte conduit à admettre que, dans les circonstances actuelles qui ne pouvaient alors être prévues, le ministre des Communications se trouve substitué à l'Autorité militaire. La demande reconnue nécessaire serait, dès lors, constituée par une décision de ce dernier fixant les catégories de travaux devant être regardés comme exécutés sur l'ordre du Gouvernement.

En liaison avec vos services, nous avons dressé la liste de ces travaux que je vous demande de bien vouloir trouver ci-jointe. Celle-ci, si vous l'approuvez, constituerait un protocole arrêtant pour le présent les dépenses dont l'Etat accepte le remboursement.

Ces dépenses et les remboursements effectués seraient repris dans un "compte spécial" à ouvrir dans nos écritures, selon la méthode déjà pratiquée pour les travaux de défense passive que l'Etat prend à sa charge.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

M. Metka

Mr. Tamm
class
12

Travaux faits à la demande de l'autorité militaire française ou des
autorités d'occupation. (Exercices 1940 à 1943)

26 OCTO 1944

au italien	1940	1941	1942	1943	Redressement à opérer sur les Exercices			Chiffres rectifiés			
					1941	1942	1943	1940	1941	1942	1943
	1.940.226,8	4.999.217,1	3.428.583,2	2.565.534,6				1.940.226,8	4.999.217,1	3.428.583,2	2.565.534,6
	5.933.244,9	5.297.463,3	5.852.986,2	28.397.308,1			- 1.784.529,7	5.933.244,9	5.297.463,3	5.852.986,2	26.612.778,3
	488.850.264,4 496.172.109,7	812.935.180,1	388.036.210,4 380.713.365,1	295.771.263,9	{	+ 185.440,3 + 2.768.746,7 - 26.566.771,5 - 23.622.584,6	+ 54.720,1 + 4.604.230,4 - 1.416.000,1 - 2.358.659,9 + 27.820,9 + 256.460,5	488.850.264,4 496.172.109,7	812.935.180,1	388.036.210,4 357.090.780,6	296.627.729,4
	496.723.736,4 504.045.581,4	823.231.860,5	397.316.779,6 389.994.934,3	326.734.106,5		- 23.622.584,6	- 928.064,2	496.723.736,4 504.045.581,4	823.231.860,5	397.316.779,6 366.372.349,8	325.806.042,3
	2.044.006.482,7				- 24.550.648,7			2.019.455.834,0			
	504.045.581,4	823.231.860,5	389.994.934,3	326.734.106,5	- 24.550.648,7			Différence pour arrondi 0,1			
	2.044.006.482,7							<u>2.019.455.833,9</u>			

— Travaux faits à la demande de l'Autorité militaire française
ou des Autorités d'occupation.
(de 1940 au 31 Décembre 1943)

Imputé au compte d'Exploitation en 1940, 1941, 1942 et 1943.....	2.071.110. 665,24
Imputé au compte 4518 pendant la même période.....	2.009.761. 136,4
Différence.....	+ 61.349.528,84

Savoir :

Dépenses imputées à tort à un autre article avant 1942 pour lesquelles les redressements n'ont pu être effectués.....	+ 178.904,5
Rectifications au compte d'Exploitation en 1942.....	- 185.486,4
Dépenses imputées au compte d'Exploitation en 1943 et dont les mémoires ne seront présentés qu'en 1944.....	+ 9.696.861,1
Dépenses pour lesquelles il n'est pas établi de mémoires (Notre technique N°115T) <small>(fourniture de main d'œuvre, relevage de matériel)</small>	+ 30.123.590,2
Mémoires non comptabilisés (Dommages de guerre).....	+ 28.925.430,5
Approvisionnement détruits (reportés à un autre art. du compte d'Exploitation).....	- 7.362.977,1
Imputé à tort à un art du compte d'Exploitation en 1943 (Redressement en 1944).....	+ 27.825,9
Report au crédit de l'art. 35 (Valeur de matériaux vendus).....	- 54.720,-
	+ 61.349.528,7
Différence pour arrondi.....	+ 0,1
	+ 61.349.528,8

Travaux faits à la demande de l'Autorité militaire française ou des Autorités d'occupation
Exercices 1940-1941-1942 et 1943

Compte d'Exploitation 1	Compte H 518 2	Différence 3 = 1 - 2 3	Causes des différences										Total		
			Imputé à tort à un autre article avant 1942, non redressé 1	Rectification au compte d'exploitation en 1942 et en 2	Depenses imputées en 1943 au compte d'exploit. et en 1944 au compte de contrainte 3	Depenses imputées au compte d'exploitation, dont les memores ne sont pas présentés (Dépenses en cours attribuées de main d'œuvre) 4	memores non comptabilisés (Dommages de guerre) 5	Approvisionn- ments détruits reportés à un autre article du compte d'exploit. 6	Imputé à tort à l'article Redressement en 1944 7	Rectification au compte d'exploitation en 1942 8	Report au credit de l'art. 35 (valeur de matériaux) 9	Depenses pour lesquelles il n'a pas été établi de memores (Note 61157 du central d'act. 10)		Reprise de ligne H.T. comptabilisée par M.T. bud. Ouest et memores présentés par le S.C. A. 11	Différence pour arrondi 12
Chap. II Oct. 20															
4303.686,33	4.084.941,9	+ 221.744,42	+ 221.790,5	- 46,1										+ 221.744,4	
7.838.009,85	7.838.009,8	+ 0 05	}												
307.892,64	307.892,6	+ 0 04													
288.048,83	288.048,8	+ 0 03												+ 0,1	+ 0,1
195.924,09	195.924,1	- 0 01													
12.933.561,74	12.744.817,2	+ 221.744,54	+ 221.790,5	- 46,1									+ 0,1	+ 221.744,5	
Chap. III Oct. 27, 28															
5.103.494,30	5.103.494,3	"													
14.721.576	13.772.627,5	+ 948.948,5			+ 948.948,5									+ 948.948,5	
19.899.492,50	16.219.034,8	+ 3.680.457,7			+ 3.680.457,7									+ 3.680.457,7	
1.992.331,80	1.490.426,8	+ 501.905				+ 501.905								+ 501.905	
2.764.107,60	1.541.068,9	+ 2.223.038,7			+ 940.414	+ 1.282.624,7								+ 2.223.038,7	
115.481.002,20	38.126.652,3	+ 7.354.349,9			+ 5.569.820,2	+ 1.784.529,7								+ 7.354.349,9	
Chap. IV Oct. 31, 31, 31															
790.425.176,5	790.753.261,2	- 328.084,7					+ 7.034.892,4	- 7.362.977,1						- 328.084,7	
602.461.885,4	602.434.059,5	+ 27.825,9						+ 27.825,9						+ 27.825,9	
337.732.798,6	325.004.757,7	+ 12.728.040,9			+ 4.127.040,9	+ 4.416.000	+ 7.485.000							+ 12.728.040,9	
57.978.637,7	55.612.294,7	+ 2.366.343					+ 2.366.343							+ 2.366.343	
196.993.420,6	184.937.271,8	+ 12.056.148,8	- 42.886				+ 12.339.495,1			- 185.440,3	- 54.720			+ 12.056.148,8	
1.985.591.918,8	1.958.741.644,9	+ 26.850.273,9	- 42.886		+ 4.127.040,9	+ 4.416.000	+ 28.925.430,5	- 7.362.977,1	+ 27.825,9	- 185.440,3	- 54.720			+ 26.850.273,9	
Chap. V Oct. 11, 12															
2.120.060,9	"	+ 2.120.060,9									+ 2.120.060,9			+ 2.120.060,9	
5.532.135,2	"	+ 5.532.135,2									+ 5.532.135,2			+ 5.532.135,2	
8.726.783,2	"	+ 8.726.783,2									+ 8.726.783,2			+ 8.726.783,2	
3.692.553,9	"	+ 3.692.553,9									+ 3.511.531,9	+ 181.022		+ 3.692.553,9	
7.032.649,3	"	+ 7.032.649,3									+ 7.032.649,3			+ 7.032.649,3	
27.104.182,5	"	+ 27.104.182,5									+ 26.923.160,5	+ 181.022		+ 27.104.182,5	
"	181.022	- 181.022										- 181.022		- 181.022	
"	181.022	- 181.022										- 181.022		- 181.022	
2.071.110.665,24	2.009.761.136,4	+ 61.349.528,84	+ 178.904,5	- 46,1	+ 9.696.861,1	+ 3.200.529,7	+ 28.925.430,5	- 7.362.977,1	+ 27.825,9	- 185.440,3	- 54.720	+ 26.923.160,5		+ 0,1	+ 61.349.528,8
2.044.006.482,7															

Travaux fait a la demande de l'autorité militaire française ou des autorités d'occupation
Exercices 1940 a 1943.

Attributions Attribution	Exercices 1940 a 1943.					Rectifications		
	1940	1941	1942	1943	Total	Exercice 1941	Exercice 1942	Exercice 1943
20	1.940.226,8	4.999.217,1	3.428.583,2	2.565.534,6	12.933.561,7			
et 28	5.933.244,9	5.297.463,3	5.852.986	28.397.308,-	45.481.002,2			-1.784.529,7
a 41	488.850.264,4 496.171.109,7	812.935.180,1	388.935.210,4 388.713.365,1 380.713.365,1	295.771.263,9	1.985.591.918,8	+185.440,3 +2.758.746,7 -26.506.771,5	+54.720,- +4.604.230,4 -1.416.000	
	476.723.736,1 504.045.581,4	823.231.860,5	1899.1734,3 397.316.771,6 389.914.934,3	326.734.106,5	2.044.006.482,7	+162.390-	+18.632	-23.18.659 27.825,9
					Chap. V 11412	+162.390-	-29.661.446,9	-10.190.313,2
							-23.543.912,1	-87.412,7
								-87.412,7
								988.064,2
								988.064,2

1941	1942	1943
426.333,9	259.908,8	
1.767,7		
2.408.268,7	1.826.126,4	
8.723,6	601.662,0	
178.160,1	170.087,1	
3.023.254,0	2.857.784,3	
269.724,6	329.056,1	
123.086,6		
826.567,2	351.573,4	
702.518,3	1.598.116,1	
352.312,6	716.456,1	
2.274.209,3	2.995.201,7	
5.297.463,3	5.852.986,0	

26 OCTO 1944

Montant des mémoires figurant au compte de constatation à fin 1943—	2. 009. 761. 136,4
Mémoires présentées en 1944—	+ 9. 696. 861,1
Sommes pour lesquelles des mémoires doivent être présentés—	+ 178. 904,5
Sommes pour lesquelles des mémoires ne sont pas à présenter—	- 46,1
— de —	- 181. 022, „
	<hr/> 2. 019. 455. 833,9 <hr/>

Sommes figurant aux art. 20, 27 et 28,
33 à 41 des Chap. II, III et IV du
Compte d'Exploitation— 2. 044. 006. 482,7

Somme qui devrait être portée au débit de
ce compte :

(valeur de matériaux vendus)—	+ 54. 720, „
(Rectification)—	+ 185. 440,3
(Approvisionnements)—	+ 7. 362. 977,1

Sommes pour lesquelles des mémoires ne
sont pas présentées et qui devraient être
déduites du Compte d'Exploitation.

(Travaux ex cours)—	- 3. 200. 529,7
(Dommages de guerre)—	- 28. 925. 430,5
Somme imputée à tort à un article du compte d'exploitation qui sera régularisée en 1944—	- 27. 825,9

Différence pour arrondi— - 0,1

2. 019. 455. 833,9

Imputation au Compte d'Exploitation art 20, 27, 28 et 33a41.	1940	1941	1942	1943	Total
	504.045.581,4		389.994.934,3		
	496.723.736,1	823.281.860,5	397.316.779,6	326.734.106,5	2.044.006.482,7
	488.850.264,4				
Redressements		+ 162.390,1	+ 185.440,3	- 1.784.529,7	} - 24.369.626,7
			+ 2.758.746,7	+ 54.720,1	
			- 26.566.771,5	+ 4.604.230,4	
			+ 18.632,1	- 1.416.000,1	
			- 23.603.952,3	- 2.358.659,1	
			23.422.584,5	- 27.825,9	
				- 928.064,2	
	496.723.736,1	823.394.250,5	373.712.824,1	326.806.092,3	2.019.636.856,0
	488.850.264,4		366.390.981,8		- ,1
	504.045.581,4	823.281.860,5	366.372.349,8		2.019.636.855,9
				Difference pour arrondi	

1940

33. 1 465.631.2
 2 6.856.214.1
 3 "
 4 "
 5 "
 6 "
 7 "
 8 "
7.321.841.3

34 1. 79.910.779.7
 2 408.939.484.7
488.850.264.4

35. niant

36 niant

37. niant

38. niant

39. niant

40. niant

41. niant

Total 496.172.109.7

488.850.264.4

art 33a 41
1941

25 OCTO 1944

33 1. 177.989.9
 2 274.352.5
 3 8.349.186.1
 5 848.7
 7 14.782.2
8.268.414.3

34-1 5.759.137.1
 2 4.027.132.5
 3 8.799.643.7
 5 1.164.697.1
 6 261.748.2
 7 1.286.560.1
21.298.918.6

35-1 31.163.838.5
 2 574.747.772.7
 3 96.126.993.2
 5 91.652.1
 6 400.750.2
 7 117.190.1
702.648.196.7

36-1 13.272.874.1
 2 11.861.269.4
 3 17.503.773.7
 5 338.373.8
 6 39.512.6
 7 368.322.3
43.384.121.8

37-1 92.102.8
 2 62.957.7
 3 52.989.4
 5 11.769.4
 7 6.848.7
226.668.0

38-1 153.799.9
 2 584.685.7
 3 435.894.5
 5 34.491.9
 6 84.739.7
 7 65.679.5
1.359.291.2

39-1 342.845.3
 2 1.216.385.1
 3 642.831.4
 5 82.998.7
 6 20.271.1
 7 57.133.2
2.362.464.7

40-1 5.113.312.4
 2 18.145.029.9
 3 8.093.851.6
 5 442.572.1
 6 1.338.193.5
 7 806.775.3
33.939.734.7

41-1 1.784.426.1
 2 1.525.212.9
 3 379.824.1
 5 15.005.1
 6 48.463.8
 7 22.894.5
552.673.9

8.268.454.3
 21.298.918.6
 702.648.196.7
 43.384.125.8
 226.668.0
 1.359.291.2
 2.362.464.7
 33.939.734.7
 552.673.9
812.935.180.1

1942

33.1 278.095.1 -
2 67.887.9 -
3 735.250.8 -
6 3.028.5 -
7 29.973.1 -
158.045.2

34 1 1.396.056.2 -
2 1.497.330.4 -
3 2.820.268.4 -
5 2.990.077.1 -
6 2.004.419.3 -
7 2.007.489.8 -
12.715.641.2

35 1 24.131.972.0 -
2 287.399.028.2 -
3 11.954.320.5 -
5 106.196. -
6 1.662.430.5 -
7 137.964. -
329.331.911.2

36 1 4.114.084.4 -
2 5.108.047.3 -
3 5.338.015.7 -
5 716.998.6 -
6 340.219.9 -
7 752.476.1 -
14.369.842.0

37 1 22.845.4 -
2 7.643.3 -
3 5.841. -
5 312.604.5 -
6 373.152.2 -
7 338.857.7 -
1.060.944.1

38 1 131.269.7
2 526.224.6
3 543.362.5
5 } 64.485.4
5 } 477.3
6 245.191.9
7 294.413.9

1.805.425.3

39 1 221.752.7
2 749.071.9
3 306.910.2
5 83.980.3
6 314.324.9
7 307.329.3

1.983.369.3

40 1 537.745.5
2 8.710.387.7
3 299.125.8
3 325.
5 607.791.3
6 3.023.353.6
7 1.868.859.4

15.073.263.3

41-1 79.367.7
2 1.286.444.4
3 307.351.2
5 22.792.3
6 81.512.1
7 37.455.8

1.814.923.5

33 558.045.2

34 12.715.641.2

35 329.331.911.2

36 16.369.842. -

37 1.060.944.1

38 1.805.425.3

39 1.983.369.3

40 15.073.263.3

41 1.814.923.5

380.713.365.1

7321.845.3

388.095.210.4

380.713.365.1

Documents remis le ^{14 Août 1945} 23 Mai 1944 à M^r Girard

- ^{copie} Lettre du 15 Juillet du Ministère de la Production Industrielle - Direction des
Chemins de fer - 1^{er} Bureau
- Copie d'une note de M. Closset du 17-7-43 avec annotations marginales.
- d' — du 26-7-43 transmise à M. Brochu par M. Closset
- Dossier des recours possibles transmis à M. Brochu par M. Closset le
10 Août 1943
- Copie de la lettre 121050/5 du 12-11-43 adressée par M. le Président du Conseil
l'Administration à M. le Ministre à la P.I. et aux Communications.
- Copie de la lettre D 810/12 du 17-11-43 d' — — — — —
- Copie de la lettre du 3 avril 1944 du Ministère de la Production Industrielle - Direction
des Chemins de fer - 1^{er} Bureau
- Copie de l'arrêté du 3 avril 1944
- Arrêt n^o 4585 du 5 février 1944 de la Commission de Vérification des comptes
- Copie de la lettre F.2 Cge 3 n^o 880 du 13-4-44 adressée à M. le Directeur Général
- Tableau donnant, par exercice, la répartition du versement de 2.500 M

17093

AFFECTATION DE LA SOMME DE 2.500 M
VERSEE PAR LA DEUTSCHE REICHSBAHN POUR L'UTILISATION
DE MATERIEL ROULANT
PENDANT LA PERIODE 1^{er} Juillet 1940 au 31 Juillet 1942

La S.N.C.F. a encaissé de la Deutsche Reichsbahn, le 2 juin 1943, une somme de 2.500 M à titre d'indemnité forfaitaire pour l'utilisation de son matériel roulant pendant la période du 1^{er} juillet 1940 au 31 juillet 1942. L'inscription rétroactive de cette somme a été faite par application de l'arrêté ministériel du 3 avril 1944, dans les comptes des exercices clos 1940, 1941 et 1942, à concurrence de leur part respective, soit :

- pour 1940	90.000.000,-
- pour 1941	1.329.000.000,-
- pour 1942	1.081.000.000,-

Ce rattachement modifie les résultats des deux premiers exercices qui s'étaient soldés en petit équilibre sans intervention d'une indemnité compensatrice d'augmentation de tarifs non autorisée. Aucune difficulté ne s'est présentée pour l'exercice 1940.

Pour l'exercice 1941, au contraire, l'imputation à cet exercice de sa part dans le versement allemand soulevait une question d'interprétation de l'avenant du 4 mars 1942. Celui-ci dispose, en effet, que, à titre exceptionnel pour l'exercice en cause, le second élément de la dotation du Fonds de Renouvellement est égal à la somme dont l'imputation dans les dépenses d'exploitation réalise le petit équilibre. Par application de ce texte, l'inscription en recette de la part de l'exercice dans le versement de 2.500 M, soit 1.329 M aurait eu pour conséquence l'augmentation à due concurrence de la dotation du Fonds de Renouvellement. Mais le Ministre des Finances a fait observer que l'avenant stipulait d'une part, que la dotation de l'exercice 1942 serait fixée à la moitié de l'annuité théorique de renouvellement, d'autre part, que la seconde moitié de l'annuité ne serait incorporée que progressivement et par étapes, à l'équilibre budgétaire. Or, l'affectation de la totalité du versement allemand à la dotation eût porté celle-ci pour 1941 à un chiffre supérieur au chiffre de 1942. Le Ministre a estimé qu'un tel résultat ne serait pas conforme à l'intention des parties au moment de la signature de l'avenant.

Après discussion, l'Administration et la S.N.C.F. se sont mises d'accord pour n'imputer au Fonds de Renouvellement que la somme nécessaire pour porter la dotation de 1941 au montant qu'elle a atteint en 1942, le surplus du versement allemand venant atténuer l'insuffisance de grand équilibre de l'exercice.

Pour l'exercice 1942, qui s'était soldé en petit équilibre par l'imputation en recette d'une indemnité compensatrice de 1.988.126.064 frs 5, l'application de l'avenant entraîne pour la S.N.C.F. l'obligation de reverser au Trésor, sur cette indemnité compensatrice, une somme égale à la recette supplémentaire provenant du versement allemand de façon à maintenir le compte de liquidation en petit équilibre.

En définitive, la somme de 2.500 M a une triple destination :

1^o - Le Fonds de Renouvellement reçoit, au titre de 1941, une dotation complémentaire de 683.074.967 frs 4 qui porte le montant total du second élément de la dotation pour cet exercice
de 1.152.025.032 frs 6
à 1.835.100.000 frs
somme égale à la dotation de l'exercice 1942.

2^o - La S.N.C.F. doit reverser à l'Etat une somme de 1.783.088.449 frs 7, comprenant :

- pour 1940, au titre des charges du grand équilibre	86.033.343,-
- pour 1941, au même titre que ci-dessus	615.951.262,4
- pour 1942, au titre de l'indemnité compensatrice	1.126.149.838,3

Cette dernière somme devant être diminuée du fait de l'impôt acquitté l'an dernier par la S.N.C.F.	- 45.045.994,-
	<hr/>
	1.783.088.449,7

Le total des deux premières sommes, soit 701.984.605,4 figure à l'inventaire à un compte créditeur "Somme à rembourser au titre d'avances du Trésor (Convention du 31 août 1937 - Art. 25 - 1^{er} alinéa) (Arrêté ministériel du 3 avril 1944)".

Au Bilan, les comptes avec l'Etat "Charges financières non incorporées dans l'équilibre budgétaire" et "Avances du Trésor (art. 25 - 1^{er} alinéa de la Convention du 31 août 1937)" ont été diminués du même montant.

Quant à la somme à rembourser au titre de l'indemnité compensatrice, elle figure à un compte : Excédent de versement sur indemnité compensatrice à rembourser au Trésor (art. 2 c de la Convention du 9 septembre 1939).

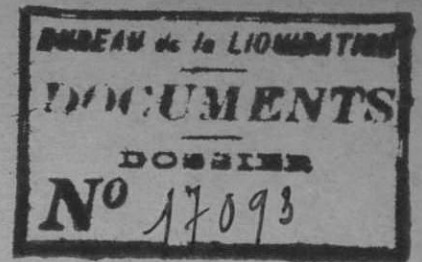
3^o - Les sommes indiquées ci-dessus ayant été rétroactivement portées en recette dans les exercices correspondants, la prime d'exploitation s'est trouvée modifiée.

L'arrêté ministériel du 22 mars 1944 pris en application de la loi n° 63 du 4 mars 1944, prescrit que "les corrections de primes résultant de rectifications opérées sur les comptes d'exercices clos sont reportées, en supplément ou en diminution, sur le montant de la prime du premier exercice dont la liquidation intervient postérieurement à la décision ministérielle prescrivant ces corrections".

La somme suivante provenant des rectifications des primes d'exploitation, soit :

- Prime de l'exercice 1940	+	3.966.657,-
- Prime de l'exercice 1941	+	29.973.770,2
- Prime de l'exercice 1942	-	103.844,3
		<hr/>
Total	+	33.836.582,9

doit être distribuée en même temps que la prime de l'exercice 1943. Elle figure à l'inventaire à un paragraphe spécial du Compte "Prime d'exploitation".



Répercussions du versement allemand de 2^M,5 sur les
comptes approuvés par l'Assemblée Générale et sur la prime

Examen juridique de la question.

BUREAU de la LIQUIDATION
DOCUMENTS
DOSSIER
N° 17 093

Prime

RECOURS POSSIBLES

On lit également dans une note de M. le Professeur Boistel (D. 1889.2.265) : "En principe, et dans l'état normal des choses, l'approbation donnée par l'Assemblée Générale aux comptes des administrateurs a une valeur absolue et définitive; elle ferme la porte à toute discussion sur les comptes qui en ont été l'objet...."

Selon MM. Thaller et Pic (Traité des Sociétés Commerciales, t. 2 N° 1326) "Le vote d'approbation des comptes sans réserves est irrévocable: les intérêts auraient simplement le droit (le cas de fraude excepté) de demander la rectification des erreurs, omissions, etc.; "d'ordre purement matériel".

Dans quels cas exactement une Assemblée Générale, en droit commun, a-t-elle le droit de revenir sur des comptes précédemment approuvés par elle ? Quelle est la doctrine à ce sujet et y a-t-il une jurisprudence ?

- I -

Par note du 10 août, vous avez bien voulu me demander d'étudier spécialement diverses questions relatives à la répartition des 2.500 M. versés par la D.R. au titre du matériel maintenu hors du territoire pendant la période cou- rue jusqu'au 1er août 1942.

Secrétaire Général du Conseil d'Administration

Note pour Monsieur CLOSET



Boistel
Boistel
Boistel
Boistel
Boistel

6 septembre 1943

"Mais tous les contrats sont sujets à certaines causes de nullité et parmi celles-ci figure en première ligne l'erreur sur les éléments substantiels de l'obligation. Spéciallement en matière de reddition de comptes, l'article 541 du C. Pr. Civ. reconnaît que le vice d'erreur permet de revenir même sur les décisions de la justice qui auraient établi ou approuvé tous les éléments du compte. Cet article doit être appliqué par analogie complète au compte rendu à l'assemblée. Il vise comme causes, en apparence multiples, de révision du compte, les erreurs, omissions, faux ou doubles emplois; mais si l'on analyse ces différents cas, on se convainc facilement qu'ils se ramènent tous à l'erreur. C'est donc à bon droit qu'il a été jugé que l'Assemblée Générale peut par suite revenir sur l'approbation donnée par elle aux comptes d'une année antérieure, lorsqu'il s'agit de rectifier des inexactitudes graves survenues dans le bilan".

M. Houpin et Bosvieux écrivent de même: "L'inventaire, lorsqu'il a reçu l'approbation de l'Assemblée Générale, est assimilable à un arrêté de comptes. Il y a donc lieu de lui appliquer l'article 541 du C. Pr. Civ. aux termes duquel il ne peut être procédé à la révision d'aucun compte que s'il y a erreurs, omissions, faux ou doubles emplois. Mais - ajoutent ces auteurs - l'Assemblée Générale peut toujours relever et rectifier les inexactitudes contenues dans les bilans antérieurs". (Traité des Sociétés, t. 2, N° 1231 - Cf. également Champaz et Leblond, Précis des Sociétés, N° 1406, 4°).

Et M. Decugis se prononce dans ce sens: "Il convient de remarquer que, si l'Assemblée Générale ne peut, sans excéder ses pouvoirs, annuler les délibérations régulièrement prises par les assemblées précédentes, elle peut néanmoins rectifier les erreurs ou les inexactitudes des bilans antérieurs" (Traité des Sociétés par actionnaires, N° 364, page 543).

Enfin, dans leur ouvrage sur les bilans et inventaires, M. Le Batonnier Jacques Charpentier et M. Hemelin exposent ce qui suit (paragraphe 507):

"L'Assemblée Générale peut toujours rectifier les bilans des années précédentes, même s'ils ont été régulièrement approuvés."

"Ce droit de l'Assemblée Générale a été vivement
"contesté au nom de ce qu'on appelle "la continuité des
"bilans". Il est de principe, dans une comptabilité
"bien tenue, que les énonciations de chaque bilan
"doivent se retrouver dans le suivant, sous la seule
"réserve des modifications survenues dans le dernier
"exercice. Au nom de ce principe, on a prétendu inter-
"dire toute révision des comptes antérieurs régulière-
"ment approuvés.

"Mais cette règle comptable ne peut être opposée
"à la nécessité juridique de dresser des bilans exacts.
"Il est impossible de laisser l'erreur se perpétuer
"dans le bilan du dernier exercice, impossible de dire
"que, parce qu'elle aura passé inaperçue dans une pre-
"mière assemblée, elle s'imposera à toutes les assem-
"blées suivantes; d'autre part, si elle n'est effacée
"que dans le dernier bilan, celui-ci sera en désaccord
"avec les bilans antérieurs. C'est donc au nom même du
"principe de continuité que la rectification de tous
"les bilans inexacts s'impose. Une objection plus sé-
"rieuse peut être tirée de l'article 541 C. Pr. Civ.
"qui interdit la révision des comptes. Il est générale-
"ment admis que cet article s'applique aux inventaires.
"Mais il laisse ouverte l'action en redressement en cas
"d'erreurs, omissions, faux ou doubles emplois. Les
"rectifications à apporter aux bilans rentrent fréquem-
"ment dans ce cadre".

En résumé, la doctrine considère que si, en principe,
l'approbation des comptes par l'Assemblée a un caractère
définitif, des redressements restent toujours possibles,
tout au moins dans le cadre de l'article 541 du C. Pr. Civ.

Un auteur, M. Copper-Royer, se montre encore plus
large:

"L'Assemblée Générale - écrit-il - demeure libre de
"prendre toute résolution nouvelle qui lui paraît con-
"venable pour ses intérêts. Spécialement elle peut
"ordonner tout redressement des comptes; par exemple,
"elle peut ordonner que la somme mise une première fois
"en réserve en vue de la distribution d'un dividende en
"actions sera désaffectée et employée à tels ou tels
"amortissements" (Traité des Sociétés anonymes, t.2, p.536).

Dans cette thèse, une erreur proprement dite, dans des comptes ne serait même pas nécessaire pour qu'une rectification soit possible; mais il s'agit là d'une opinion isolée que les Tribunaux admettraient sans doute difficilement.

Les redressements des bilans antérieurs ne sont pas, d'ailleurs, seulement une faculté réservée à l'Assemblée Générale; le Conseil d'Administration a même, sous peine d'engager sa responsabilité, le devoir de les provoquer, s'il a eu connaissance des irrégularités commises (Chapentier et Hamelin, parag. 509; Houpin et Bosvieux, N° 1231).

La jurisprudence a eu, dans diverses décisions, à se prononcer sur des difficultés relatives à la rectification de comptes approuvés par des Assemblées Générales.

Dans une affaire Compagnie La Clémentine c/ Lemarchand, Maillet et Cons., sur laquelle a statué la Cour d'Appel de Paris par arrêt du 20 janvier 1888, une Assemblée Générale du 21 juillet 1883 avait modifié les chiffres des principaux éléments qui composaient le bilan de l'exercice de 1881 présenté l'année précédente à l'Assemblée Générale des actionnaires du 21 mai 1882, et rectifié le bilan de telle sorte que le compte de profits et pertes, au lieu de présenter un bénéfice de plus d'un million, s'est soldé en une perte de plus de 500.000 francs. A raison de cette modification, l'Assemblée avait prescrit au nouveau Conseil d'Administration de réclamer aux anciens administrateurs les sommes qui leur avaient été attribuées en vertu de ce bilan, tant à titre de part de bénéfice qu'à titre de dividende. Un ancien administrateur, M. Lemarchand, demandait la nullité de la résolution prise par l'Assemblée de 1883, en faisant valoir que l'Assemblée de 1882 avait délibéré en toute liberté sur ses intérêts, et que le vote émis par elle donnait aux chiffres du bilan de cet exercice un caractère définitif sur lequel aucune assemblée postérieure n'avait le pouvoir de revenir.

Par jugement du 27 juillet 1885, le Tribunal de Commerce de la Seine avait donné gain de cause à M. Lemarchand mais la Cour de Paris a réformé ce jugement pour les motifs ci-après:

"Considérant qu'il n'est pas interdit à une société, régulièrement représentée par son Assemblée Générale, de relever et rectifier les inexactitudes graves survenues dans les bilans antérieurs; que le souci du bon ordre et de la bonne tenue de sa comptabilité peut même, dans certaines circonstances, lui en faire un devoir rigoureux; qu'il ne lui est pas davantage défendu de prendre les mesures et de prescrire les réactions qui lui paraissent commandées par la sauvegarde de ses intérêts et par l'appréciation des responsabilités engagées vis-à-vis d'elle, sauf à subir, en cas d'échec, la peine réservée par la loi aux plaideurs téméraires; que la résolution attaquée n'ayant pas eu une autre portée, il n'échet d'en prononcer la nullité" (D. 1889.2.265).

Dans un autre arrêt du 19 mars 1890, la Cour de Paris a également jugé qu'une Assemblée Générale d'actionnaires peut relever et rectifier les inexactitudes contenues dans un bilan antérieur (J.S. 1891, p. 478).

La Cour de Douai a eu, elle aussi, à connaître d'un litige soulevé par des actionnaires de la "Fabrique de tubes de Solesmes" au sujet du montant des dividendes afférents aux exercices écoulés de 1923 à 1928. Selon les actionnaires demandeurs, les répartitions effectuées étaient insuffisantes en regard aux règles statutaires qui, - disaient-ils - n'autorisaient pas l'attribution, à un fonds de prévoyance, de la somme prélevée.

En cours d'instance, la Société crut pouvoir opérer des rectifications qui furent approuvées par une Assemblée Générale.

Dans son arrêt du 26 juin 1930 (J.S. 1932, p. 348) rappelé dans un autre arrêt du 23 avril 1932 (G.S. 1933, p. 487), la Cour d'Appel n'a pas admis qu'au cours d'une instance, et dans le but d'empêcher une expertise, une Société modifie, sans aucun contrôle, les chiffres précédemment approuvés, mais elle a précisé "que les Assemblées Générales peuvent rectifier leurs décisions antérieures en cas d'erreurs graves commises dans l'établissement des bilans".

Au sujet d'un différend relatif à un prix de cession d'actions fixé eu égard aux bénéfices sociaux, les prétentions de l'actionnaire vendeur, tendant à remettre en question les comptes approuvés, ont été rejetées par la Cour de Lyon dans un arrêt du 3 décembre 1925 (J.S. 1927, p. 351).

Le demandeur, M. Brochier, critiquait l'évaluation des marchandises et la consistance des stocks qui, par suite de leur fixation trop faible, selon lui, avaient pour conséquence d'abaisser le prix de cession.

Dans ses motifs, la Cour s'exprime en ces termes:

"Attendu qu'il ne saurait être procédé à la
"révision des comptes d'une société ayant régulière-
"ment délibéré, lorsque ceux-ci ayant été vérifiés par
"les commissaires aux comptes, les inventaires approu-
"vés, la décision a été prise par la majorité des ac-
"tionnaires, après production par l'actionnaire oppo-
"sant qui prétend à cette révision, de toutes les cri-
"tiques et moyens qu'il reprendra dans la suite, ainsi
"que Brochier l'a fait à l'appui de sa demande; que,
"dans les cas où l'action en révision demeure ouverte,
"elle doit être fondée sur des erreurs, omissions,
"faux ou doubles emplois qui auraient déterminé l'ac-
"ceptation, par les parties, du règlement dont Bro-
"chier n'apporte point la preuve; que ses conclusions
"tendant à une expertise portent sur des faits dès
"maintenant démentis par les documents de la cause et
"que la mesure sollicitée serait/inutile et frustra-
"toire".
ainsi

On peut rapprocher de cette décision un arrêt de la Cour de Paris du 10 février 1932 (J.S. 1933, p. 114) intervenu sur la liquidation des droits d'associés exclus d'une société anonyme à capital variable (Société des Charpentiers français).

L'arrêt a débouté les associés, MM. Prat et Charrières, dans les termes suivants:

"Considérant que Prat et Charrières demandent
"que, préalablement à l'établissement de leur part,
"la révision des bilans et écritures sociaux soit
"ordonnée; mais que s'agissant de comptes arrêtés et
"approuvés par les Assemblées Générales compétentes

"dont la décision, dès lors qu'elle a été régulière,
"même en ce qui concerne le bilan de 1926, lie les
"appelants, puisque dans le procès ils font valoir
"le droit qu'ils tiennent de leur qualité d'action-
"naires, cette révision n'est possible, ainsi que le
"reconnaissent d'ailleurs les appelants, que dans les
"termes de l'article 541 du C. Pr. Civ., c'est-à-dire
"pour faux, erreur ou omission; que les appelants
"ne formulent aucun grief de cet ordre; qu'il ressort
"de leurs explications devant l'arbitre, que ce qu'ils
"critiquent ce sont les emplois faits des valeurs
"sociales, les attributions qui leur ont été données,
"c'est-à-dire la gestion même de la Société; que la
"demande de ce chef est irrecevable".

Citons, enfin, un autre arrêt de la Cour d'Appel de
Paris, en date du 3 décembre 1910 (J.S. 1912, p. 230) qui
n'a pas été rendu, il est vrai, sur des comptes approuvés
par une Assemblée Générale, mais qui applique les principes
relatifs aux comptes en matière de sociétés. En l'espèce,
il s'agissait de cession de droits sociaux moyennant un
prix payable à terme, étant entendu que l'acquéreur se ré-
servait un droit de remboursement anticipé, moyennant une
indemnité calculée suivant un certain pourcentage sur les
bénéfices. Ce paiement par anticipation ayant eu lieu, l'ac-
quéreur voulait revenir sur le règlement intervenu, l'inven-
taire ayant servi de base au calcul des bénéfices devant,
selon eux, être rectifié par suite du non-recouvrement de
créances ou de pertes des marchandises qui y figuraient.

La Cour déclara le demandeur mal fondé dans ses pré-
tentions.

"Considérant que le bilan du 30 avril 1907 a
"été dressé et établi par Robert et Cie; que c'est
"volontairement qu'ils ont porté à l'actif, pour leur
"montant intégral, des créances que déjà ils étaient
"en mesure de présumer irrecevables; que les inven-
"taires d'une société commerciale, approuvés et
"exécutés par les intéressés, constituent des comptes
"dans le sens de l'article 541 du C. Pr. Civ., dont
"la révision est interdite hors des cas prévus par le
"dit article; que l'erreur visée par l'article 541 a
"trait à une valeur totalement inexistante; que les
"appelants allèguent simplement qu'ils se sont trom-
"pés sur la solvabilité de leurs débiteurs et sur

"l'élévation de leur valeur active, sans d'ailleurs
"s'être trompés sur aucun des éléments matériels de
"l'inventaire; qu'ainsi l'erreur invoquée ne rentre
"pas dans la catégorie de celles qu'indique l'article
"541; que, par suite, il n'y a pas lieu à révision
"et que les chiffres portés à l'inventaire règlent
"les droits des parties".

L'annotateur de cet arrêt indique que l'omission, c'est l'oubli d'un article qui devait figurer en recette ou en dépense; une erreur portant sur l'évaluation de valeurs actives ou passives ou sur l'appréciation de la solvabilité de débiteurs, ne rentre donc pas dans un des cas prévus par l'article 541 qui autorisent une action en redressement de compte.

Il ressort de ces diverses décisions que, comme la doctrine, la jurisprudence considère que les redressements de comptes approuvés par des Assemblées Générales peuvent, et même doivent être opérés en cas d'inexactitudes graves, ou tout au moins s'il y a eu erreurs, omissions, faux ou doubles emplois.

La Cour de Cassation décide que les juges du fond apprécient souverainement si la demande tend à la révision d'un compte ou à un simple redressement pour erreurs, omissions, faux ou doubles emplois (Glasson, Tissier et Morel, Traité de procédure civile, t. 5, N° 1743).

- II -

Le cas échéant, quels seraient les recours auxquels nous nous exposerions ? a) En ce qui concerne le remaniement des comptes, on peut envisager un recours, soit de la part des Compagnies, soit de la part d'un obligataire ancien, soit de la part d'un souscripteur à l'un des récents emprunts S.N.C.F., lequel pourrait se plaindre de ce que le bilan qui a été publié au moment de l'émission ne serait plus le même aujourd'hui. - b) En ce qui concerne les modalités de répartition de la prime les recours pourraient venir:

- soit des bénéficiaires des primes des exercices 1940,

1941 et 1942 qui soutiendraient que la majoration doit leur être attribuée (avec ventilation entre les trois exercices);

- soit des bénéficiaires de la prime de l'exercice 1943 qui pourraient soutenir que la recette n'ayant été réalisée qu'en 1943, c'est la prime de ce dernier exercice qui aurait dû être majorée.

Avons-nous un moyen de nous prémunir contre ces recours ?

a) Je suis d'accord avec vous pour considérer que nous serions couverts, du côté des Compagnies, par l'accord que leurs représentants au Conseil d'Administration ont donné à la formule proposée par le Ministre, ainsi que par l'unanimité à l'Assemblée Générale.

Du côté des obligataires, nous ne courrons également aucun risque de réclamations, la convention de 1937 garantissant le service de leurs titres, quel que soit le déficit du compte de liquidation de la S.N.C.F.

b) Mais il en est différemment, comme vous l'avez indiqué, en ce qui concerne les bénéficiaires de la prime d'exploitation.

Les bénéficiaires des primes afférentes aux exercices 1940 et 1941 qui n'auraient plus droit à la prime de l'exercice 1942 auraient intérêt à soutenir que les exercices 1940 et 1941 doivent être rectifiés, afin de se voir attribuer une majoration de la prime qu'ils ont touchée.

D'autre part, ceux des bénéficiaires de la prime de l'exercice 1943, qui n'auraient pas droit aux primes des exercices précédents auraient intérêt à soutenir que la recette doit figurer exclusivement à l'exercice 1943 et que c'est la prime de ce dernier exercice qui doit être majorée.

Il est évident que pratiquement ce sont les bénéficiaires appartenant à la première catégorie dont un recours est le plus à craindre.

Pourrait-on soutenir que la question de la répartition de la somme en cause entre divers exercices constitue un acte de gestion de la Société dans lequel des tiers n'ont pas à s'immiscer, et que toute demande de la part de ceux-ci serait irrecevable ?

Une difficulté analogue a été examinée dans le Traité des bilans et inventaires de MM. Jacques Charpentier et Hamelin (parag. 513 et suiv.).

Ces auteurs envisagent le cas des tiers intéressés dans les bénéfices: porteurs de parts de fondateurs, personnel participant aux bénéfices, etc. et se demandent quel est le droit de contrôle qu'ils peuvent exercer pour sauvegarder leurs intérêts.

En ce qui concerne le droit de communication de pièces comptables, la loi ne prévoit aucun droit spécial, mais il est reconnu que les tiers pourraient, tout au moins, exiger la représentation et l'examen des comptes par expert.

Beaucoup plus délicats est la question du droit de critique. MM. Charpentier et Hamelin estiment qu'elle doit se résoudre au moyen d'une distinction entre les actes de gestion et les opérations de comptabilité.

La Société est seule maîtresse de la gestion de la Société. Mais les opérations de comptabilité, qui ont pour objet de traduire en chiffre une situation économique déterminée, ne sauraient - disent-ils - être laissées à l'arbitraire de la Société. Sans doute, celle-ci est libre d'organiser sa comptabilité comme elle l'entend; mais quelle que soit la méthode qu'elle a adoptée, il faut que les résultats soient conformes à la situation véritable. Ce n'est plus là une question comptable. C'est une question de droit.

Et selon ces auteurs, si la Société est libre de se charger de frais généraux aussi lourds qu'il lui convient sans que les intéressés aux bénéfices puissent l'en empêcher, ceux-ci peuvent lui interdire d'enfler le compte de frais généraux en y incorporant des dépenses qui n'en présentent pas le caractère. De même, le taux des amortissements doit être calculé sur le dépérissement des valeurs actives. Si la Société le dépasse, les tiers sont en droit de s'élever contre les réserves occultes constituées par ce moyen.

Sans doute laisse-t-on ainsi moins de liberté à la Société dans les simples opérations de comptabilité que dans les actes beaucoup plus importants de la gestion. Mais il faut tenir compte de l'intérêt des tiers à être exactement instruits, par des bilans sincères, des opérations de la Société.

La jurisprudence tend à rattacher ses décisions à la théorie de l'abus de droit: la Société serait maîtresse de sa comptabilité, à moins qu'elle n'abusât de ce droit pour nuire aux tiers.

En définitive, nous ne saurions, en cas d'action, opposer une fin de non-recevoir pure et simple, tirée de l'irrecevabilité de la demande.

Pour faire échec à une telle action, il faudrait, comme vous l'avez envisagé, qu'un texte spécial nous permit d'effectuer la répartition correspondant à la recette des 2.500 M., en complément de la prime afférente à l'exercice 1942.

Ce texte est d'autant plus nécessaire que les bénéficiaires de la prime de l'exercice 1943 pourraient se prévaloir des principes posés dans un arrêt du Conseil d'Etat du 12 juin 1874 (Lebon, 1874, p. 543) suivant lequel "les recettes de l'exploitation sont portées au compte de l'exercice pendant lequel elles ont été constatées, quand même l'encaissement n'aurait eu lieu que postérieurement, mais on ne peut admettre comme constatées que les recettes dont le montant ne fait l'objet d'aucun litige et dont le recouvrement est assuré" - et, en la circonstance, il pourrait être objecté que précisément la recette de 2.500 M. n'a été vraiment établie et liquidée qu'en 1943.

Le texte à prendre peut-il être un arrêté ou l'autorité-juridictionnelle peut-elle recourir à une loi ?

Aux termes de l'article 37 de la convention du 31 août 1937, un arrêté concerté des ministres des Travaux Publics et des Finances fixera, la Société Nationale ent-

due, les modalités de répartition de la prime.

Comme vous l'avez fait observer, il est peut-être difficile de considérer qu'il s'agit, en l'espèce, d'une simple "modalité", dès lors que la mesure envisagée peut avoir pour effet d'éliminer certains intéressés et de profiter à d'autres bénéficiaires.

Sans doute, les parties prenantes ne sont-elles pas définies dans la Convention et, d'autre part, il y a le précédent du décret du 29 décembre 1922, relatif à la prime de gestion sous le régime de la Convention de 1921.

Mais, au cas présent, si nous voulons avoir toute sécurité, j'estime qu'il serait préférable - si cela est possible - de procéder par la voie législative, soit directement au moyen d'une loi, soit en passant avec l'Etat une convention qui réglerait la difficulté et serait approuvée elle-même par une loi.

6 Septembre 1943

Signé : J. AURENGE

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le

17

novembre 1943

D 810/12

Monsieur le Ministre

Deux arrêtés ministériels en date du 21 septembre 1940 ont déterminé les conditions de répartition des primes d'exploitation qui, en vertu de l'article 36 de la Convention du 31 août 1937, sont allouées au personnel de notre Société et à son Conseil d'Administration en fonction des résultats de la gestion.

L'un de ces arrêtés précise que prennent part à la distribution "les agents du cadre permanent qui ont reçu une gratification au titre de l'exercice correspondant" et, de même, l'attribution, ainsi qu'il est normal, est faite aux administrateurs et au personnel dirigeant ayant exercé leurs fonctions durant le même exercice. Mais aucune disposition ne se réfère au cas de correction de primes résultant de rectifications opérées sur les comptes d'exercices clos.

De telles rectifications interviendront inévitablement et il en sera ainsi dès maintenant à l'occasion des imputations rétroactives auxquelles conduira la ventilation du versement de 2.500 M. que nous avons encaissé de la Deutsche Reichsbahn, le 2 juin 1943, en rémunération de prestations de matériel moteur et roulant. Il importe donc que les règles à suivre en pareille éventualité soient fixées sans plus tarder.

Etant donnés les délais que requiert l'approbation des comptes dans le cadre de la procédure instituée par le décret du 11 décembre 1940, il n'apparaît pas que nous puissions envisager de rechercher, dans chaque cas, les parties prenantes ayant bénéficié des primes afférentes à l'exercice rectifié. Aussi bien, n'apercevons-nous pas comment, le cas échéant, il serait possible de procéder à la reprise des sommes dont les remaniements comptables feraient apparaître qu'elles ont été indûment perçues.

La règle qui doit être admise en la circonstance ne peut, dès lors, être autre que celle instituée par le décret du 29 septembre 1922 sous l'empire de la Convention du 28 juin 1921 et aux termes de laquelle les corrections étaient reportées sur le montant de la prime de l'exercice au cours duquel le Ministre arrêtait les comptes définitifs.

Nous vous demandons, en conséquence, de bien vouloir en accord avec Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, compléter chacun des arrêtés du 21 septembre 1940 par les dispositions suivantes :

"Art. 3.- Les corrections de primes résultant de rectifications opérées sur les comptes d'exercices clos sont reportées, en supplément ou en diminution, sur le montant de la prime du 1er exercice dont la liquidation intervient postérieurement à la décision ministérielle prescrivant ces corrections.

"En l'absence de distribution de prime pour cet exercice,

.....

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications.

"les corrections donnent lieu, selon les cas, soit à une répartition spéciale valant distribution de prime pour ledit exercice, soit à une inscription à un compte provisoire en vue d'une reprise sur le montant de la ou des premières primes allouées au titre d'exercices ultérieurs.

"Si la prime payée l'année en cause est inférieure aux retenues à effectuer, il est, pareillement, procédé à une reprise pour la différence non couverte".

Toutefois, encore qu'on ne puisse mettre en doute l'intention des signataires de la Convention du 31 août 1937 de maintenir, en cette matière, les errements qui étaient appliqués antérieurement, on ne saurait affirmer que de telles prescriptions n'excèderaient pas la délégation de pouvoirs donnée aux Ministres des Communications et des Finances par l'article 37 de ladite Convention. Cet article, en effet, ne mentionne explicitement que "les modalités de la répartition".

Nous pensons, dans ces conditions, que, si l'on veut écarter toute possibilité de contestation, il serait opportun de compléter ledit article 37 en stipulant expressément que les Ministres ont tous pouvoirs à l'effet de statuer par arrêté sur les conditions d'attribution et de mise en paiement des primes, ainsi que sur les règles applicables au cas de corrections de primes d'exercices clos.

Pour le cas où telle serait également votre manière de voir, je vous sou mets, ci-joint, le texte d'un projet de loi auquel, suivant la procédure qui a déjà été employée à diverses reprises lorsqu'il s'est agi de modifier la Convention du 31 août 1937, les Présidents des Compagnies, par lettres en date du [] dont ci-joint également copie, m'ont d'ores et déjà fait connaître que celles-ci donnaient leur accord.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Signé : P. Fournier

LOI du

modifiant la Convention du 31 août 1937 relative
au régime des chemins de fer

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat français,

Vu le décret-loi du 31 août 1937, relatif au nouveau régime des Chemins de fer et la Convention du même jour y annexée,

Vu les lettres d'adhésion des Compagnies du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi en date du

Le Conseil des Ministres entendu,

Décrétons :

Article 1er. - L'article 37 de la Convention du 31 août 1937 annexée au décret-loi de même date est modifié ainsi qu'il suit :

Un arrêté concerté du Ministre Secrétaire d'Etat aux Communications et du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances fixera, la Société Nationale entendue, les conditions dans lesquelles les primes visées à l'article 36 devront être attribuées et mises en paiement et déterminera les règles applicables au cas de correction de primes résultant de rectifications de comptes sur exercices clos.

Article 2. - Le présent décret, qui sera publié au Journal Officiel et exécuté comme loi de l'Etat, est applicable à tous les exercices de la Société Nationale des Chemins de fer n'ayant pas encore fait l'objet d'un arrêté ministériel définitif d'approbation de comptes.

Fait à Vichy, le

RECOURS POSSIBLES

A. - De la part des bénéficiaires de primes 1943.

Le complément de prime résultant pour 1943 de la ventilation des 2.500 M. étant de 32 M., il ressort du tableau ci-joint que cette ventilation aurait pour effet, par rapport à la formule qui aurait consisté à imputer la totalité des 2.500 M. à 1943 :

- de désavantager les bénéficiaires de primes dans le cas de solde de l'exercice par un déficit de 1.000 M.

35 M + 32 M au lieu de 80 M.

- d'avantager ces mêmes bénéficiaires dans le cas de solde de l'exercice par un déficit de 500 M.

55 M + 32 M au lieu de 80 M.

B. - De la part des bénéficiaires de primes 1940, 1941, 1942.

Ils n'auraient aucun recours contre l'arrêté approuvant la ventilation entre les 3 exercices. Car si on ne faisait pas cette ventilation, les 2.500 M. iraient à 1943.

Mais ils pourraient attaquer l'arrêté modifiant les modalités de répartition de la prime en tant que celle-ci dépasserait la délégation de pouvoirs donnée par l'article 37 de la Convention du 31 août 1937.

1ère solution : procédure du décret de 1940 - avis de la Commission de Vérification des Comptes et arrêté ministériel.

A.- Irrégularité de cette procédure

a) On peut envisager deux modalités de cette procédure :

- sans plus attendre, la Commission de Vérification des Comptes, déjà saisie des comptes de 1940, 1941 et 1942, rattache la recette à ces trois exercices et la répartit entre eux.

- L'Assemblée générale de juin 1944 rattache les 8.500 M. à 1943 et la Commission statuant aussitôt les rejette pour les affecter à 1940, 1941 et 1942.

b) Dans les deux cas, la Commission de Vérification des Comptes dépasserait les dix pouvoirs qu'elle tient du décret de 1940 et qu'elle a précisés par sa jurisprudence : elle rattacherait rétroactivement à certains exercices des recettes qui n'ont pas existé avant leur clôture, au moins au point de vue liquidité.

De plus, dans la 1ère formule, la Commission des Comptes se prononcera sur des éléments dont l'Assemblée Générale et la S.N.C.F. ne l'auront pas saisi au préalable.

B. - Risques de recours

a) des bénéficiaires de primes 1943.

2 éventualités sont à envisager :

- équilibre des comptes
- déficit des comptes

b) des bénéficiaires de primes 1940, 1941, 1942.

Ils n'ont aucun recours contre l'arrêté approuvant la ventilation entre les trois exercices. Car si l'on ne faisait pas cette ventilation, les 8.500 M. iraient à 1943.

.....

modalités de répartition de la prime (texte inspiré du décret de 1922).

On se bornerait à modifier l'article 37 de la convention du 31 août 1937 de telle manière que la régularité du nouvel arrêté fixant les modalités de répartition de la prime ne puisse être contestée.

Ceci fait, la question des 2.500 M. serait réglée avec la 1ère solution ci-dessus.

Textes à proposer.

- projet de convention
- projet d'avenant modifiant l'art.37 de la Convention de 1937.
- nouvel arrêté fixant les modalités de répartition de la prime.

Avis du Contentieux.

- Possibilités de recours dans les diverses solutions
- Intervention de l'Assemblée générale dans la formule de la convention spéciale.

N O T E

La question se pose de savoir si le fait qu'une loi a fixé les règles à appliquer en cas de corrections de primes résultant de rectifications de comptes sur exercices clos supprime toute possibilité de recours de la part d'agents s'estimant lésés.

Il y a lieu, tout d'abord, de noter qu'aucune action ne pourrait être intentée contre la Société Nationale puisque les nouvelles mesures seraient édictées par une loi.

Reste l'action en responsabilité contre l'Etat.

Cette responsabilité en matière législative a été reconnue sur la base du principe de l'égalité des citoyens devant les charges publiques ou d'intérêt général. Lorsqu'une loi en interdisant une industrie ou un commerce impose à une ou plusieurs personnes un préjudice spécial, exceptionnel et anormal, l'Etat est tenu à une indemnité, même dans le silence de la loi.

De même lorsqu'une loi impose une charge supplémentaire de pension à une collectivité publique.

La jurisprudence intervenue n'offre pas de précédent directement applicable au cas actuel.

On ne peut dénier qu'en la circonstance les intéressés puissent invoquer un préjudice anormal.

Le fait que la mesure a un caractère d'ordre collectif suffirait-il pour faire écarter le recours ? Cela n'est pas absolument certain et à cet égard le Professeur ROLLAND écrit, en 1938, dans un commentaire sur l'arrêt du Conseil d'Etat dans une affaire LAFLEURETTE (interdiction d'une crème ne provenant pas du lait) "en cas de dommages résultant de l'entrée en vigueur d'une disposition légale, peu importe que cette disposition ait un caractère de grande généralité. Ce qui importe, c'est le caractère spécial, anormal, exceptionnel du préjudice subi en fait par le requérant." Le Professeur ROLLAND ajoute que, sans doute, dans sa jurisprudence antérieure, le Conseil d'Etat relevait pour rejeter la demande d'indemnité le caractère de mesure générale de la loi génératrice de dommage mais dans l'examen de l'affaire LAFLEURETTE, le Conseil d'Etat n'a plus retenu cette condition. Bien que la loi critiquée ait eu une portée générale, le Conseil d'Etat a accordé une indemnité à la Société lésée.

.....

Dans notre espèce, la mesure répond à un intérêt d'ordre général pour la S.N.C.F. dont elle simplifie la tâche mais en fait un préjudice exceptionnel va retomber sur un nombre plus ou moins grand d'individus.

Bien que l'hypothèse actuelle soit neuve en jurisprudence, il ne peut pas être absolument exclu que le Conseil d'Etat accueille un recours, encore que dans les circonstances actuelles la notion des droits et intérêts des particuliers est moins prise en considération.

Si on tient néanmoins à écarter tout risque quel qu'il soit, il faudrait que la loi précise formellement que ses dispositions ne pourront pas donner lieu à ouverture d'un recours en indemnité.

Signé : AURENCE.

Monsieur Brochu

de la part
de M^r Clouet.

19-7-43 :

La lettre du Secrétariat d'Etat aux Communications relative à la répartition des 2.500 M. pose diverses questions.

1..- Nous sommes en marge de l'Avenant du 4 mars 1942, d'où il suit qu'il serait nécessaire que les Compagnies manifestent qu'elles n'ont pas d'objection.

Me donner pour le
prochain Conseil.
P.F.

La solution serait de rendre compte de la lettre au Conseil et d'enregistrer l'accord de celui-ci dans le P.V.

2..- Les comptes 1940, 1941 et 1942 doivent être remaniés et il convient de se demander s'il n'y aurait pas lieu de mettre l'Assemblée Générale des Actionnaires dans le circuit, d'autant plus qu'il y aura réaction sur le montant de la prime d'exploitation (pour 1940 et 1941).

Les conditions dans lesquelles l'Assemblée Générale serait appelée à intervenir doivent être examinées, compte tenu de ce que :

- d'une part, cette Assemblée n'approuve les comptes, chaque année, que sous réserve de la décision de la Commission de Vérification des Comptes et de l'arrêté de règlement définitif;

Cependant, n'est-il pas prescrit que les comptes doivent être approuvés au plus tard le 30 juin ?
P.C.

- d'autre part, on ne voit pas comment la prime pourrait être payée sans que l'Assemblée Générale se soit, au préalable, prononcée sur les comptes révisés.

L'étude, à faire avec le Service du Contentieux, devrait porter en réalité sur les deux situations qui peuvent se présenter :

examiner rap-
pidement.
P.F.

- révision de comptes à la suite d'un accord d'imputation rétroactive réalisé entre la S.N.C.F. et les départements des Communications et des Finances;

- mise en oeuvre de corrections apportées par l'arrêté définitif du Secrétaire d'Etat aux Communications après avis de la Commission de Vérification des Comptes.

3.6 Une dernière question est celle de savoir à quelles parties prenantes le complément des primes 1940 et 1941 aurait éventuellement à être versé.

Logiquement doivent en bénéficier les agents ayant participé à la répartition des primes de chacun de ces exercices. Mais il pourra y avoir, dans la pratique, certaines difficultés du fait des départs en retraite et des décès.

Les arrêtés ministériels sur la prime, pris en exécution

A étudier = mais, en principe, éviter de la répartition entre les parties prenantes des anciens exercices et répartir sur les prochains exercices.

l'art. 36 de la Convention du 31 août 1937, ne font pas mention du cas de rectification des comptes.

Je signale qu'au contraire, le décret du 29 décembre 1922 intervenu sous le régime de la Convention de 1921 en ce qui concerne la prime de gestion contenait à ce sujet la disposition suivante :

"Les corrections que pourrait faire apparaître la vérification ultérieure des comptes de chaque Réseau sont reportées sur le montant de la prime afférente à l'exercice au cours duquel le Ministre arrête le compte définitif".

17 juillet 1943

Signé: P. CLOSSET.

JG SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

....
CABINET DU PRÉSIDENT
....

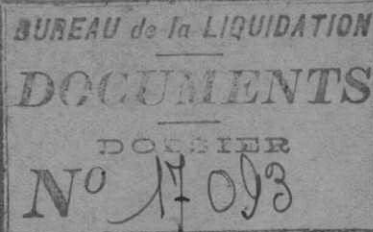
Monsieur BROCHU
Directeur des Services Financiers

L'échange de vues auquel a
procédé le Comité de Trésorerie
mardi dernier m'a conduit à réexami-
ner la question posée par la répar-
tition des 2.500 M. entre 1940-1941
1942.

Je vous demande de bien vou-
loir trouver ci-joint l'exposé des
conclusions auxquelles j'ai abouti
et vous serais très obligé de me
dire si ces conclusions et le rai-
sonnement duquel elles sont déduites
rencontrent votre accord.

26.7.1943

Brochu



Répartition entre 1940-41-42
des 2.500 M. versés par la
D.R.

I.- Les modifications de comptes que suppose la mise en œuvre de la D.M. du 15 Juillet 1945 impliquent-elles l'intervention de l'Assemblée Générale des actionnaires.

A.- Les principes généraux en la matière semblent être les suivants.

D'une part, ainsi qu'il est de règle, l'Assemblée Générale approuve les comptes avec la réserve ci-après insérée in fine du Rapport du Conseil d'Administration :

"Ajoutons que les chiffres par lesquels se traduit la liquidation de l'exercice ne sont pas définitifs. Ils sont susceptibles de se trouver ultérieurement modifiés par l'arrêté ministériel qui cloturera les comptes après avis de la Commission de vérification des comptes".

D'autre part, l'art.16 du décret du 11 Décembre 1940 modifié par le décret du 18 Décembre 1941, relatif à l'organisation du contrôle, est ainsi conçu :

"La commission vérifie la régularité, au regard des textes et des conventions en vigueur, des imputations de dépenses et de recettes de la Société Nationale des chemins de fer français et des autres concessionnaires de chemins de fer d'intérêt général. Elle émet un avis quant au règlement des comptes et propose, le cas échéant, aux Secrétaires d'Etat aux Communications et aux Finances les observations et redressements qu'elle estime devoir être faits sur ces comptes, en particulier sur les dépenses irrégulières, frustatoires ou ne présentant pas un caractère suffisant d'utilité.

"Les avis de la commission peuvent être donnés sur un élément isolé d'un compte avant l'examen de l'ensemble de ce dernier.

"Il est statué définitivement sur les comptes par les Secrétaires d'Etat aux Communications et aux Finances.

"Sur l'avis émis par la commission à l'occasion des éléments isolés dont elle est saisie, le Secrétaire d'Etat aux Communications peut, s'il y a lieu, prendre, après consultation,

BUREAU DE LA LIQUIDATION
DOCUMENTS
N° 1070

"consultation du Secrétaire d'Etat aux Finances, une décision dont il sera fait état lors du règlement des comptes".

De la combinaison de ces dispositions, on peut déduire ce qui suit :

- l'Assemblée Générale arrête les propositions à soumettre aux Ministres en vue du règlement des comptes;

- les Ministres, après avis de la Commission de vérification, statuent définitivement sur les comptes; les rectifications qu'ils ordonnent obligent la S.N.C.F., sauf recours de celle-ci devant le Conseil d'Etat;

- il doit être rendu compte à l'Assemblée Générale des rectifications ainsi décidées; celles-ci lui sont soumises à la faveur des opérations auxquelles elles donnent lieu au titre de l'exercice au cours duquel l'arrêté de règlement est intervenu; le rapport du Conseil d'Administration commentera ces opérations, mais, à s'en tenir aux errements pratiqués antérieurement par les Compagnies qui étaient dans la même situation, il n'y a pas lieu de soumettre à l'Assemblée une résolution spéciale d'entérinement.

B. - Tels étant les principes, on peut retenir que l'article du décret du 11 Décembre 1940 donne latitude :

- d'une part, à la Commission de vérification de se prononcer sur un point particulier avant l'examen d'ensemble d'un compte;

- d'autre part, au Ministre Secrétaire d'Etat aux Communications, après consultation du Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances, de prendre sans plus attendre, sur cet avis de la Commission, une décision dont il sera fait état lors du règlement définitif.

Nous avons admis, tout d'abord, qu'en la circonstance présente cette procédure pourrait être suivie suivant le schéma ci-après :

- il aurait été demandé à la Commission de Vérification de donner son avis sur les redressements à opérer dans les Comptes 1940-1941-1942 par suite de la ventilation des 2.500 M. entre ces exercices; cet avis aurait été suivi d'une décision du Ministre Secrétaire d'Etat aux Communications en accord avec son collègue des Finances;

- les opérations comptables auxquelles cette décision aurait donné lieu auraient trouvé leur traduction dans les Comptes de 1943 à soumettre à l'Assemblée Générale de 1944; il aurait suffi

à ce moment d'appeler spécialement l'attention de l'Assemblée sur ces redressements. Mais un examen plus approfondi amène à formuler, à l'encontre de cette solution, une double objection.

a) Il n'est pas certain que les rectifications ainsi opérées puissent être regardées comme parfaites avant ratification à posteriori par l'Assemblée Générale.

En particulier, il semble difficile d'admettre qu'elles produisent juridiquement leurs effets dès la décision du Ministre au point d'autoriser la S.N.C.F. à mettre en paiement, sans attendre l'Assemblée Générale de 1944, la complément de prime d'exploitation en décaissant.

b) Surtout la procédure de rectification à posteriori, dans le cadre du règlement des comptes, ne vaut que pour autant que l'on se trouve dans la situation définie par l'art. 16 du décret du 11 décembre 1940.

Or, celle-ci n'est réalisée que dans la mesure où il s'agit d'irrégularités constatées "au regard des textes et conventions en vigueur, des imputations de dépenses et de recettes de la S.N.C.F.". On peut se demander si ne sont pas ainsi visées seulement les imputations faites par la S.N.C.F., donc approuvées par son Assemblée Générale.

En l'espèce, le doute est d'autant plus sérieux que le redressement porterait sur une recette non réalisée au cours de l'exercice.

c.- Pratiquement, il ne s'agit pas aujourd'hui d'une rectification des comptes tels que, arrêtés par l'Assemblée Générale, ils ont été proposés en vue du règlement définitif. On entend refaire ces comptes, en y comprenant des éléments nouveaux dont l'Assemblée Générale ne pouvait avoir connaissance au moment où elle s'est prononcée et que, par suite, elle n'avait pas à y inclure.

Dans ces conditions, il paraît logique de considérer que cette Assemblée doit arrêter elle-même de nouveaux comptes.

Sans doute, ne saurait-on oublier que les règles du droit commun, en matière d'approbation des comptes comme en tout autre domaine, s'appliquent à la S.N.C.F. dans la mesure où celle-ci n'est pas tributaire de dispositions particulières. Or, les sociétés commerciales, dans le régime de la loi de 1867,

ne peuvent procéder à la révision de leurs comptes, une fois ceux-ci approuvés par l'Assemblée Générale, que dans les cas d'erreur matérielle ou d'omission, et la situation à laquelle nous devons aujourd'hui faire face ne correspond à aucun de ces cas.

Mais il y a lieu de rappeler que l'Etat a, d'ores et déjà, donné son accord à la révision. Dans la mesure où les Compagnies maintiendront celui que suppose l'attitude de leurs représentants lors du compte rendu de la D.M. du 15 Juillet 1943 fait au dernier Conseil, l'unanimité sera réalisée à l'Assemblée Générale. Cette unanimité couvrira l'irrégularité.

II. - Modalités de répartition de la prime -

A. - La Convention du 31 Août 1937 ne contient aucune disposition définissant dans le temps les bénéficiaires de la prime d'exploitation. Les arrêtés du 21 septembre 1939, pris en application de son article 37 sont également muets à cet égard.

Dans ces conditions, la prime, ainsi qu'il est normal, est attribuée aux fonctionnaires et agents ayant servi durant l'exercice au titre duquel il y a prime.

Cette règle, dans les circonstances présentes, conduirait à rechercher les parties prenantes de chacun des exercices 1940 et 1941 en vue de répartition entre elles.

En fait, il n'est pas possible de procéder ainsi et il faut trouver une formule qui permette de payer sans références au passé.

B. - Le décret du 29 décembre 1922 fixant les modalités de répartition de la prime de gestion sous l'empire de la Convention de 1921 contenait à cet égard la disposition suivante :

"Les corrections que pourrait faire apparaître la vérification ultérieure des comptes de chaque réseau sont reportées sur le montant de la prime afférente à l'exercice au cours duquel le Ministre arrête le compte définitif."

Il semble que nous pourrions aujourd'hui envisager une formule analogue tendant à compléter les arrêtés du 21 septembre 1939 qui, sous le nouveau régime de la Convention du 31 Août 1937, correspondent au décret du 29 décembre 1922.

Toutefois, le texte à proposer devrait, eu égard aux difficultés particulières que nous cherchons à résoudre aujourd'hui, tenir compte :

- d'une part, de ce que les rectifications de compte peuvent provenir en fait de révisions décidées par l'Assemblée Générale;

- d'autre part, de ce que nous désirerions nous réserver la possibilité de payer le complément de prime avant la mise en distribution de la prime afférente à l'exercice 1943.

La rédaction pourrait être la suivante :

"Les redressements que ferait apparaître une rectification ultérieure des comptes sont reportés sur le montant de la prime afférente à l'exercice au cours duquel cette rectification intervient.

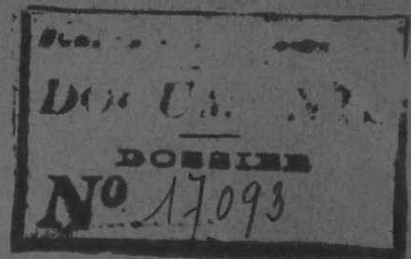
"Toutefois, lorsque les redressements trouvent leur origine dans un remaniement des comptes par l'Assemblée générale des actionnaires et s'ils ont pour effet de majorer la prime, la somme correspondante peut être mise en distribution en complément de la prime payée ou à payer dans l'exercice en cours."

C.- On pourrait faire grief à une telle disposition d'excéder les pouvoirs délégués aux Ministres Secréétaires d'Etat aux Communications et aux Finances par l'art. 37 de la Convention du 31 Août 1937. Cet article ne vise, en effet, que les modalités de répartition et il est peut être difficile de considérer qu'il s'agit, dans la circonstance, d'une simple modalité, dès lors qu'il y a réaction sur les parties prenantes.

A cette objection, cependant, on peut répondre que la Convention du 31 Août 1937 ne définit pas elle-même les parties prenantes.

Au surplus, le décret du 29 décembre 1922 donnait prise à la même critique. Or, il n'a jamais été attaqué sur ce point.

signé : CLOSET



Indemnité de 2.500.000.000 frs
versée par la Reichsbahn
au titre d'indemnité pour privation
de jouissance de matériel

Calculs & Ecritures

Indemnité de 2.500^m
versée par la D.R.

Calculs

BUREAU de la LIQUIDATION
DOCUMENTS
DO. IER
N° 17 093

REPARTITION DU VERSEMENT
de 2.500 M

COMPTES DE LIQUIDATION DES EXERCICES 1940 à 1942

Comparaison entre les chiffres primitifs et les chiffres rectifiés pour tenir compte de la part de chaque exercice dans :
la somme de 2.500.000.000 frs encaissée de la Reichsbahn, au titre de l'indemnité pour privation de jouissance de matériel
(Période du 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942)

	Exercice 1940			Exercice 1941		
	Chiffres primitifs	Chiffres rectifiés	Différences	Chiffres primitifs	Chiffres rectifiés	Différences
A - RECETTES D'EXPLOITATION						
Recettes (sans location à la Reichsbahn).....	19.683.461.208,1	19.683.461.208,1	"	21.610.396.584,4	21.610.396.584,4	"
Répartition des 2.500 ^M	"	90.000.000,-	+ 90.000.000,-	"	1.329.000.000,-	+ 1.329.000.000,-
Indemnité compensatrice	"	"	"	"	"	"
TOTAL DES RECETTES	19.683.461.208,1	19.773.461.208,1	+ 90.000.000,-	21.610.396.584,4	22.939.396.584,4	+ 1.329.000.000,-
B - PRELEVEMENTS						
a) Dépenses d'exploitation et fonds de renouvellement	17.036.405.989,6	17.036.405.989,6	"	21.039.468.165,1	21.722.543.132,5	+ 683.074.967,4
b) Charges du capital social et des emprunts pour le compte de la S.N.C.F.	272.262.368,4	272.262.368,4	"	335.306.805,4	335.306.805,4	"
c) Charges des emprunts pour le compte des ex-Réseaux	3.949.994.966,5	3.949.994.966,5	"	4.063.098.246,6	4.063.098.246,6	"
d) Insuffisances des exploitations annexes ...	4.405.797,5	4.405.797,5	"	3.112.159,9	3.112.159,9	"
e) Sommes versées aux Compagnies	134.892.359,9	134.892.359,9	"	135.034.607,-	135.034.607,-	"
f) Primes d'exploitation	45.271.960,8	49.238.617,8	+ 3.966.657,-	49.703.912,2	79.677.682,4	+ 29.973.770,2
g) Provision pour amortissement de l'insuffisance de 1938 (petit équilibre)	2.190.222.731,9	2.190.222.731,9	"	47.770.934,8	47.770.934,8	"
TOTAL DES PRELEVEMENTS	23.633.456.174,6	23.637.422.831,6	+ 3.966.657,-	25.673.494.831,-	26.386.543.568,6	+ 713.048.737,6
Excédent des prélèvements sur les recettes ..	3.949.994.966,5	3.863.961.623,5	- 86.033.343,-	4.063.098.246,6	3.447.146.984,2	- 615.951.262,4

Exercice 1942			Ensemble des différences
Chiffres primitifs	Chiffres rectifiés	Différences	
25.560.171.270,5	25.560.171.270,5	"	"
"	1.081.000.000,-	+ 1.081.000.000,-	+ 2.500.000.000,-
1.988.126.064,5	861.976.226,2	- 1.126.149.838,3	- 1.126.149.838,3
27.548.297.335,-	27.503.147.496,7	- 45.149.838,3	+ 1.373.850.161,7
26.924.490.172,9	26.879.444.178,9	- 45.045.994,-	+ 638.028.973,4
418.744.593,9	418.744.593,9	"	"
3.866.402.937,7	3.866.402.937,7	"	"
6.536.547,7	6.536.547,7	"	"
135.164.936,6	135.164.936,6	"	"
63.361.083,9	63.257.239,6	- 103.844,3	+ 33.836.582,9
"	"	"	"
31.414.700.272,7	31.369.550.434,4	- 45.149.838,3	+ 671.865.556,3
3.866.402.937,7	3.866.402.937,7	"	- 701.984.605,4

des sommes encaissées de la Reichsbahn

OBSERVATIONS

EXERCICE 1941

Modification des résultats d'exploitation du fait de l'incorporation
des sommes encaissées de la Reichsbahn

A - RECETTES D'EXPLOITATION	EXERCICE 1941			OBSERVATIONS (Imputations données aux différences)
	Chiffres primitifs	Chiffres rectifiés	Différences	
Recettes sans location à la Reichsbahn	21.610.396.584,4	21.610.396.584,4	"	
Répartition des 2.500 M	"	1.329.000.000,-	+ 1.329.000.000,-	Chap. II - Recettes
Indemnité compensatrice	"	"	"	
TOTAL DES RECETTES	21.610.396.584,4	22.939.396.584,4	+ 1.329.000.000,-	
B - PRELEVEMENTS	EXERCICE 1941			OBSERVATIONS (Imputations données aux différences)
	Chiffres primitifs	Chiffres rectifiés	Différences	
a) Dépenses d'exploitation et fonds de renouvellement	21.039.468.165,1	21.722.543.132,5	+ 683.074.967,4	Chap. VI - Dépenses
b) Charges du capital social et des emprunts pour le compte de la S.N.C.F.	335.306.805,4	335.306.805,4	"	
c) Charges des emprunts pour le compte des ex-Réseaux	4.063.098.246,6	4.063.098.246,6	"	
d) Insuffisances des exploitations annexes	3.112.159,9	3.112.159,9	"	
e) Sommes versées aux Compagnies	135.034.607,-	135.034.607,-	"	
f) Primes d'Exploitation	49.703.912,2	79.677.682,4	+ 29.973.770,2	Chap. VII - Dépenses
g) Provision pour amortissement de l'insuffisance de 1938 (petit équilibre)	47.770.934,8	47.770.934,8	"	
TOTAL DES PRELEVEMENTS	25.673.494.831,-	26.386.543.568,6	+ 713.048.737,6	
Excédent des prélèvements sur les recettes	4.063.098.246,6	3.447.146.984,2	- 615.951.262,4	

E X E R C I C E 1 9 4 2

Modification des résultats d'exploitation du fait de l'incorporation
des sommes encaissées de la Reichsbahn

	EXERCICE 1942			OBSERVATIONS
	Chiffres primitifs	Chiffres rectifiés	Différences	(Imputations données aux différences)
A - RECETTES D'EXPLOITATION				
Recettes sans location à la Reichsbahn	25.560.171.270,5	25.560.171.270,5	"	
Répartition des 2.500 M	"	1.081.000.000,-	+ 1.081.000.000,-	Chap. II Recettes
Indemnité compensatrice	1.988.126.064,5	861.976.226,2	- 1.126.149.838,3	Chap. I Re cettes
TOTAL DES RECETTES	27.548.297.335,-	27.503.147.496,7	- 45.149.838,3	
B - PRELEVEMENTS				
a) Dépenses d'exploitation et fonds de renou- vellement	26.924.490.172,9	26.879.444.178,9	- 45.045.994,-	Chap. I Dépenses
b) Charges du capital social et des emprunts pour le compte de la S.N.C.F.....	418.744.593,9	418.744.593,9	"	
c) Charges des emprunts pour le compte des ex-Réseaux	3.866.402.937,7	3.866.402.937,7	"	
d) Insuffisances des exploitations annexes	6.536.547,7	6.536.547,7	"	
e) Sommes versées aux Compagnies	135.164.936,6	135.164.936,6	"	
f) Primes d'exploitation	63.361.083,9	63.257.239,6	- 103.844,3	Chap. VII - Dépenses
g) Provision pour amortissement de l'insuffi- sance de 1938 (petit équilibre)	"	"	"	
TOTAL DES PRELEVEMENTS	31.414.700.272,7	31.369.550.434,4	- 45.149.838,3	
Excédent des prélèvements sur les recettes	3.866.402.937,7	3.866.402.937,7	"	

COMPTES DE LIQUIDATION DE L'EXERCICE 1941

Comparaison entre les chiffres primitifs et les chiffres rectifiés pour tenir compte de la part de cet exercice dans la somme de 2.500.000.000 frs encaissée de la Reichsbahn au titre d'indemnité pour privation de jouissance de matériel (période du 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942)

A - RECETTES D'EXPLOITATION	Chiffres primitifs	Chiffres rectifiés	Différence
Recettes sans location à la Reichsbahn.....	21.610.396.584,4	21.610.396.584,4	"
Répartition des 2.500 M....	"	1.329.000.000,-	+1.329.000.000,-
Indemnité compensatrice ...	"	"	"
Total des Recettes....	21.610.396.584,4	22.939.396.584,4	+1.329.000.000,-
B - PRELEVEMENTS -			
a) Dépenses d'exploitation et fonds de renouvellement	21.039.468.165,1	21.722.543.132,5	(2) + 683.074.967,4
b) Charges du capital social et des emprunts pour le compte de la S.W.U.F...	335.306.805,4	335.306.805,4	"
c) Charges des emprunts pour le compte des ex-réseaux	4.063.098.246,6	4.063.098.246,6	"
d) Insuffisances des exploitations annexes	3.112.159,9	3.112.159,9	"
e) Sommes versées aux Compagnies	135.034.607,-	135.034.607,-	"
f) Primes d'exploitation..	49.703.912,2	79.677.682,4	+ 29.973.770,2
g) Provision pour amortissement de l'insuffisance de 1938 (petit équilibre)	47.770.934,8	47.770.934,8	"
Total des prélèvements ...	25.673.494.831,-	26.386.543.568,6	+ 713.048.737,6
Excédent des prélèvements sur les Recettes	4.063.098.246,6	3.447.146.984,2	- 615.951.262,4

(1) Le présent tableau se substitue à celui qui porte la date du 7 décembre 1943.

(2) Le 2ème élément du Fonds de renouvellement de 1941 a été porté au niveau du même élément de 1942, réévaluation non comprise.

28 janvier 1944 (1)

~~7 décembre 1943~~

COMPTÉ DE LIQUIDATION de l'EXERCICE 1941

Comparaison entre les chiffres primitifs et les chiffres rectifiés pour tenir compte de la part de cet exercice dans la somme de 2.500.000.000 frs encaissée de la Reichsbahn au titre d'indemnité pour privation de jouissance de matériel (période du 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942)

A - RECETTES d'EXPLOITATION -	Chiffres primitifs	Chiffres rectifiés	Différence
Recettes sans location à la Reichsbahn	21.610.396.584,4	21.610.396.584,4	"
Répartition des 2.500 ^M	"	1.329.000.000,-	+ 1.329.000.000,-
Indemnité compensatrice	"	"	"
Total des Recettes	21.610.396.584,4	22.939.396.584,4	+ 1.329.000.000,-
B - PRELEVEMENTS -			
a) Dépenses d'exploitation et fonds de renouvellement ...	21.039.468.165,1	21.722.543.132,5	+ 683.074.967,4 ⁽²⁾
b) Charges du capital social et des emprunts pour le compte de la S.N.C.F.	335.306.805,4	335.306.805,4	"
c) Charges des emprunts pour le compte des Ex-Réseaux.....	4.063.098.246,6	4.063.098.246,6	"
d) Insuffisances des exploitations annexes	3.112.159,9	3.112.159,9	"
e) Sommes versées aux Compagnies	135.034.607,-	135.034.607,-	"
f) Primes d'exploitation	49.703.912,2	47.677.500,7	+ 27.373.888,5
g) Provision pour amortissement de l'insuffisance de 1938 (petit équilibre).....	47.770.934,8	79.677.682,4 96	+ 29.973.770,2
Total des prélèvements	25.673.494.831,-	26.386.543.568,5	+ 713.048.737,6
Excédent des prélèvements sur les Recettes	4.063.098.246,6	3.447.146.984,2	- 615.951.262,4

(2) Le 2ème élément du Fonds de renouvellement de 1941 a été porté au niveau du même élément de 1942, réévaluation non comprise.

(1) Le présent tableau se substitue à celui qui porte la date du 7 décembre 1943.

28 janvier 1944 (1)

COMPTE DE LIQUIDATION DE L'EXERCICE 1941

Comparaison entre les chiffres primitifs et les chiffres rectifiés pour tenir compte de la part de cet exercice dans la somme de 2.500.000.000 frs encaissée de la Reichsbahn au titre d'indemnité pour privation de jouissance de matériel (période du 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942)

A - RECETTES D'EXPLOITATION	Chiffres primitifs	Chiffres rectifiés	Différence
Recettes sans location à la Reichsbahn.....	21.610.396.584,4	21.610.396.584,4	"
Répartition des 2.500 M....	"	1.329.000.000,-	+1.329.000.000,-
Indemnité compensatrice ...	"	"	"
Total des Recettes....	21.610.396.584,4	22.939.396.584,4	+1.329.000.000,-
B - PRELEVEMENTS -			
a) Dépenses d'exploitation et fonds de renouvellement	21.039.468.165,1	21.722.543.132,5	(2) + 683.074.967,4
b) Charges du capital social et des emprunts pour le compte de la S.N.C.F....	335.306.805,4	335.306.805,4	"
c) Charges des emprunts pour le compte des ex-réseaux	4.063.098.246,6	4.063.098.246,6	"
d) Insuffisances des exploitations annexes	3.112.159,9	3.112.159,9	"
e) Sommes versées aux Compagnies	135.034.607,-	135.034.607,-	"
f) Primes d'exploitation..	49.703.912,2	79.677.682,4	+ 29.973.770,2
g) Provision pour amortissement de l'insuffisance de 1938 (petit équilibre)	47.770.934,8	47.770.934,8	"
Total des prélèvements ...	25.673.494.831,-	26.386.543.568,6	+ 713.048.737,6
Excédent des prélèvements sur les Recettes	4.063.098.246,6	3.447.146.984,2	- 615.951.262,4

(1) Le présent tableau se substitue à celui qui porte la date du 7 décembre 1943.

(2) Le 2ème élément du Fonds de renouvellement de 1941 a été porté au niveau du même élément de 1942, réévaluation non comprise.

D
même nb d'exempl.
que l'état précédent.

Urgent

1 exemplaire à te remis à
M. Hatton Ministre des B. P.
le 2.2.44

28 janvier 1944 (4)
7 décembre 1943

REPARTITION DE LA SOMME DE 2.500.000.000 F
ENCAISSEE DE LA REICHSBAHN AU TITRE D'INDEMNITE POUR PRIVATION DE JOUISSANCE
DE MATERIEL
(Période du 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942)

	1940	1941	1942	Ensemble
Grand équilibre.....	86.033.343,0	615.951.262,1 617.951.444,1	-	701.984.605,4 703.984.787,1
Indemnité compensatrice	-	-	1.126.149.838,3	1.126.149.838,3
Impôt sur indemnité compensatrice.....	-	-	- 45.045.994,0	- 45.045.994,0
Total Trésor....	86.033.343,0	615.951.262,1 617.951.444,1	1.081.103.844,3	1.785.088.631,4 1.783.088.449,7
Fonds de renouvellement	-	683.074.967,4 29.973.770,2	-	683.074.967,4 33.836.582,9
Prime d'exploitation.....	3.966.657,0	29.973.770,2 29.973.688,5	- 103.844,3	31.856.401,2
Total Général...	90.000.000,0	1.329.000.000,0	1.081.000.000,0	2.500.000.000,0

(1) - Le présent état se substitue - - - - -

33 836

↓
Reporter la même formule que sur l'autre état.

28 janvier 1944 (1)

REPARTITION DE LA SOMME DE 2.500.000.000 Fr
ENCAISSEE DE LA REICHSBAHN AU TITRE D'INDEMNITE POUR PRIVATION DE JOUISSANCE
DE MATERIEL
(Période du 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942)

	1940	1941	1942	Ensemble
Grand équilibre	86.033.343,0	615.951.262,4	-	701.984.605,4
Indemnité compensatrice	-	-	1.126.149.838,3	1.126.149.838,3
Impôt sur indemnité compensatrice	-	-	- 45.045.994,0	- 45.045.994,0
Total Trésor	86.033.343,0	615.951.262,4	1.081.103.844,3	1.783.088.449,7
Fonds de renouvellement.	-	683.074.967,4	-	683.074.967,4
Prime d'exploitation ...	3.966.657,0	29.973.770,2	- 103.844,3	33.836.582,9
Total général	90.000.000,0	1.329.000.000,0	1.081.000.000,0	2.500.000.000,0

(1) Le présent état se substitue à celui qui porte la date du 7 décembre 1943.

COMPTÉ DE LIQUIDATION DE L'EXERCICE 1941

Comparaison entre les chiffres primitifs et les chiffres rectifiés pour tenir compte de la part de cet exercice dans la somme de 2.500.000.000 frs encaissée de la Reichsbahn au titre d'indemnité pour privation de jouissance de matériel (période du 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942)

	Chiffres primitifs	Chiffres rectifiés	Différence
A-RECETTES d'EXPLOITATION-			
Recettes sans location à la Reichsbahn	21.610.396.584,4	21.610.396.584,4	"
Répartition des 2.500 M....	"	1.329.000.000,-	+1.329.000.000,-
Indemnité compensatrice ...	"	"	"
Total des Recettes	21.610.396.584,4	22.939.396.584,4	+1.329.000.000,-
B- PRELEVEMENTS -			
a) Dépenses d'Exploitation et Fonds de Renouvellement	21.039.468.165,1	21.722.543.132,5	+ 683.074.967,4 (2)
b) Charges du capital social et des emprunts pour le compte de la S.N.C.F.	335.306.805,4	335.306.805,4	"
c) Charges des emprunts pour le compte des ex-Réseaux	4.063.098.246,6	4.063.098.246,6	"
d) Insuffisances des exploitations annexes	3.112.159,9	3.112.159,9	"
e) Sommes versées aux Compagnies	135.034.607,-	135.034.607,-	"
f) Primes d'Exploitation ..	49.703.912,2	79.677.682,4	+ 29.973.770,2
g) Provision pour amortissement de l'insuffisance de 1938 (petit équilibre)	47.770.934,8	47.770.934,8	"
Total des Prélèvements ..	25.673.494.831,-	26.386.543.568,6	+ 713.048.737,6
Excédent des prélèvements sur les Recettes	4.063.098.246,6	3.447.146.984,2	- 615.951.262,4

- (1) Le présent tableau se substitue à celui qui porte la date du 7 décembre 1942
- (2) Le 2^e élément du Fonds de Renouvellement de 1941 a été porté au niveau du même élément de 1942, réévaluation non comprise.

COMPTE DE LIQUIDATION DE L'EXERCICE 1941

Comparaison entre les chiffres primitifs et les chiffres rectifiés pour tenir compte de la part de cet exercice dans la somme de 2.500.000.000 frs encaissée de la Reichsbahn au titre d'indemnité pour privation de jouissance de matériel (période du 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942)

A-RECETTES d'EXPLOITATION-	Chiffres primitifs	Chiffres rectifiés	Différence
Recettes sans location à la Reichsbahn	21.610.396.584,4	21.610.396.584,4	"
Répartition des 2.500 M.	"	1.329.000.000,-	+1.329.000.000,-
Indemnité compensatrice ...	"	"	"
Total des Recettes	21.610.396.584,4	22.939.396.584,4	+1.329.000.000,-
B- PRELEVEMENTS -			
a) Dépenses d'Exploitation et Fonds de Renouvellement	21.039.468.165,1	21.722.543.132,5	+ 683.074.967,4 (2)
b) Charges du capital social et des emprunts pour le compte de la S.N.C.F.	335.306.805,4	335.306.805,4	"
c) Charges des emprunts pour le compte des ex-Réseaux	4.063.098.246,6	4.063.098.246,6	"
d) Insuffisances des exploitations annexes	3.112.159,9	3.112.159,9	"
e) Sommes versées aux Compagnies	135.034.607,-	135.034.607,-	"
f) Primes d'Exploitation .	49.703.912,2	79.677.682,4	+ 29.973.770,2
g) Provision pour amortissement de l'insuffisance de 1938 (petit équilibre)	47.770.934,8	47.770.934,8	"
Total des Prélèvements .	25.673.494.831,-	26.386.543.568,6	+ 713.048.737,6
Excédent des prélèvements sur les Recettes	4.063.098.246,6	3.447.146.984,2	- 615.951.262,4

- (1) Le présent tableau se substitue à celui qui porte la date du 7 décembre 1943
 (2) Le 2e élément du Fonds de Renouvellement de 1941 a été porté au niveau du même élément de 1942, réévaluation non comprise.

25 janvier 1944.

NOTE SUR L'INDEMNITE COMPENSATRICE
ET LA PRIME D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 1942.

*Envoyé à M. J. Martin
par M. Melles le 25/1/44*

La détermination de l'indemnité compensatrice et de la prime d'exploitation se fait en partant des équations suivantes, établies dans l'hypothèse où le petit équilibre est réalisé :

$$R + I = D + \pi + I \times 0,04$$

$$P = 0,002 (R + I)$$

$$\pi = P \times 1,15$$

où R représente les recettes, non compris l'indemnité compensatrice,
D représente les dépenses, y compris les charges autres que la prime d'exploitation et les charges de grand équilibre, mais non compris l'impôt sur l'indemnité compensatrice,
I représente l'indemnité compensatrice brute,
P représente la prime d'exploitation du personnel statutaire,
 π représente la prime d'exploitation totale.

Résolues, les équations donnent :

$$I = \frac{D - 0,9977 R}{0,9577}$$

$$P = 0,002 \frac{D - 0,04 R}{0,9577}$$

$$\pi = 0,0023 \frac{D - 0,04 R}{0,9577}$$

Appliquées à l'exercice 1942 tel qu'il a été liquidé en avril 1943 et tel qu'il doit être redressé à la suite de l'encaissement de l'indemnité pour privation de jouissance de matériel, ces formules donnent les chiffres suivants :

	Indemnité compensatrice I	Prime d'exploitation	
		du personnel statutaire P	totale π
Anciens chiffres	1.988.126.064 Fr,5	55.096.594 Fr,7	63.361.083 Fr,9
Nouveaux chiffres ...	861.976.226 Fr,2	55.006.295 Fr,0	63.257.239 Fr,6
Différence	1.126.149.838 Fr,3	90.299 Fr,7	103.844 Fr,3

La récupération de l'impôt correspondant à la part d'indemnité compensatrice reversée porte sur une somme égale (à un arrondi de décimes près) à 4 % de cette part, soit :

$$1.126.149.838 \text{ Fr,3} \times 0,04 = 45.045.994 \text{ Fr,0.}$$

25 janvier 1944.

NOTE SUR L'INDEMNITE COMPENSATRICE
ET LA PRIME D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 1942.

La détermination de l'indemnité compensatrice et de la prime d'exploitation se fait en partant des équations suivantes, établies dans l'hypothèse où le petit équilibre est réalisé :

$$R + I = D + \Pi + I \times 0,04$$

$$P = 0,002 (R + I)$$

$$\Pi = P \times 1,15$$

où R représente les recettes, non compris l'indemnité compensatrice,
D représente les dépenses, y compris les charges autres que la prime d'exploitation et les charges de grand équilibre, mais non compris l'impôt sur l'indemnité compensatrice,
I représente l'indemnité compensatrice brute,
P représente la prime d'exploitation du personnel statutaire,
 Π représente la prime d'exploitation totale.

Résolues, les équations donnent :

$$I = \frac{D - 0,9977 R}{0,9577}$$

$$P = 0,002 \frac{D - 0,04 R}{0,9577}$$

$$\Pi = 0,0023 \frac{D - 0,04 R}{0,9577}$$

Appliquées à l'exercice 1942 tel qu'il a été liquidé en avril 1943 et tel qu'il doit être redressé à la suite de l'encaissement de l'indemnité pour privation de jouissance de matériel, ces formules donnent les chiffres suivants :

	Indemnité compensatrice I	Prime d'exploitation	
		du personnel statutaire P	totale Π
Anciens chiffres ...	1.988.126.064 R,5	55.096.594 R,7	63.361.083 R,9
Nouveaux chiffres ...	861.976.226 R,2	55.006.295 R,0	63.257.239 R,6
Différence	1.126.149.838 R,3	90.299 R,7	103.844 R,3

La récupération de l'impôt correspondant à la part d'indemnité compensatrice reversée porte sur une somme égale (à un arrondi de décimes près) à 4 % de cette part, soit :

$$1.126.149.838 R,3 \times 0,04 = 45.045.994 R,0.$$

La détermination de l'indemnité compensatrice et de la prime d'exploitation se fait en partant des questions suivantes, établies dans l'hypothèse où la note équilibrée est réalisée :

$$H + I = B + \pi + I \times 0,04$$

$$B = 0,003 (H + I)$$

$$\pi = B \times 1,15$$

où H représente les recettes, non compris l'indemnité compensatrice, B représente les dépenses, A compris les charges autres que la prime d'exploitation et les charges de grand équilibre, mais non compris l'impôt sur l'indemnité compensatrice, I représente l'indemnité compensatrice brute, A représente la prime d'exploitation du personnel statutaire, B représente la prime d'exploitation totale.

Résolues, les équations donnent :

$$I = \frac{B - 0,0077 H}{0,0077}$$

$$B = \frac{0,003 B - 0,04 H}{0,0077}$$

$$\pi = \frac{0,0023 B + 0,04 H}{0,0077}$$

Appliquées à l'exercice 1943 tel qu'il a été liquidé en avril 1943 et tel qu'il doit être redressé à la suite de l'enregistrement de l'indemnité pour liquidation de jouissance de matériel, ces formules donnent les chiffres suivants :

Indemnité compensatrice	I	du personnel statutaire	B	Prime d'exploitation	A
Antérieurs chiffres ...	1.588.126.004 F,6	55.096.584 F,7	55.006.235 F,0	63.361.093 F,9	
Nouveaux chiffres ..	861.976.526 F,2	55.006.235 F,0	63.361.093 F,9		
Différence	1.726.149.838 F,3	50.588 F,4	103.944 F,3		

La répartition de l'impôt correspondant à la part d'indemnité compensatrice versée pour une somme égale (à un arrondi de dixième près) à 4 % de cette part, soit :

$$1.726.149.838 F,3 \times 0,04 = 69.059.994 F,0.$$

7 décembre 1943.

COMPTE DE LIQUIDATION DE L'EXERCICE 1940

Comparaison entre les chiffres primitifs et les chiffres rectifiés pour tenir compte de la part de cet exercice dans la somme de 2.500.000.000 Frs encaissée de la Reichsbahn au titre d'indemnité pour privation de jouissance de matériel (période du 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942).

	Chiffres primitifs	Chiffres rectifiés	Différences
A- RECETTES d'EXPLOITATION-			
Recettes sans location à la Reichsbahn.....	19.683.461.208,1	19.683.461.208,1	"
Répartition des 2.500 M. ...	"	90.000.000,-	+ 90.000.000,-
Indemnité compensatrice ...	"	"	"
Total des Recettes ...	19.683.461.208,1	19.773.461.208,1	+ 90.000.000,-
B - PRELEVEMENTS -			
a) Dépenses d'Exploitation et fonds de renouvellement .	17.036.405.989,6	17.036.405.989,6	"
b) Charges du capital social et des emprunts pour le compte de la S.N.C.F. ...	272.262.368,4	272.262.368,4	"
c) Charges des emprunts pour le compte des ex-Réseaux.	3.949.994.966,5	3.949.994.966,5	"
d) Insuffisances des exploitations annexes	4.405.797,5	4.405.797,5	"
e) Sommes versées aux Compagnies	134.892.359,9	134.892.359,9	"
f) Primes d'exploitation ...	45.271.960,8	49.238.617,8	+ 3.966.657,-
g) Provision pour amortissement de l'insuffisance de 1938 (petit équilibre)...	2.190.222.731,9	2.190.222.731,9	"
Total des Prélèvements.	23.633.456.174,6	23.637.422.831,6	+ 3.966.657,-
Excédent des prélèvements sur les Recettes	3.949.994.966,5	3.863.961.623,5	-86.033.343,-

COMPTE DE LIQUIDATION DE L'EXERCICE 1942

Comparaison entre les chiffres primitifs et les chiffres rectifiés pour tenir compte de la part de cet exercice dans la somme de 2.500.000.000 frs encaissée de la REICHSBAHN au titre d'indemnité pour privation de jouissance de Matériel (période du 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942)

	Chiffres primitifs	Chiffres rectifiés	Différences
A- RECETTES d'EXPLOITATION-			
Recettes sans location à la Reichsbahn	25.560.171.270,5	25.560.171.270,5	"
Répartition des 2.500 M. .	"	1.081.000.000,-	+1.081.000.000,-
Indemnité compensatrice ..	1.988.126.064,5	861.976.226,2	-1.126.149.838,3
Total des Recettes	27.548.297.335,-	27.503.147.496,7	- 45.149.838,3
B- PRELEVEMENTS -			
a) Dépenses d'exploitation et Fonds de Renouvellement	26.924.490.172,9	26.879.444.178,9	- 45.045.994,-
b) Charges du capital social et des emprunts pour le compte de la S.N.C.F.	418.744.593,9	418.744.593,9	"
c) Charges des emprunts pour le compte des ex-Réseaux	3.866.402.937,7	3.866.402.937,7	"
d) Insuffisances des exploitations annexes	6.536.547,7	6.536.547,7	"
e) Sommes versées aux Compagnies	135.164.936,6	135.164.936,6	"
f) Primes d'exploitation ..	63.361.083,9	63.257.239,6	- 103.844,3
g) Provision pour amortissement de l'insuffisance de 1938 (petit équilibre)	"	"	"
Total des prélèvements ...	31.414.700.272,7	31.369.550.434,4	- 45.149.838,3
Excédent des prélèvements sur les recettes	3.866.402.937,7	3.866.402.937,7	"

7 décembre 1943

REPARTITION DE LA SOMME DE 2.500.000.000 F
ENCAISSEE DE LA REICHSBAHN AU TITRE D'INDEMNITE POUR PRIVATION DE JOUISSANCE
DE MATERIEL

(Période du 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942)

	1940	1941	1942	Ensemble
Grand équilibre.....	86.033.343,0	617.951.444,1	-	703.984.787,1
Indemnité compensatrice	-	-	1.126.149.838,3	1.126.149.838,3
Impôt sur indemnité compensatrice.....	-	-	- 45.045.994,0	- 45.045.994,0
Total Trésor....	86.033.343,0	617.951.444,1	41.081.103.844,3	1.785.088.631,4
Fonds de renouvellement	-	683.074.967,4	-	683.074.967,4
Prime	3.966.657,0	27.973.588,5	- 103.844,3	31.836.401,2
Total Général...	90.000.000,0	1.329.000.000,0	1.081.000.000,0	2.500.000.000,0

7 décembre 1943.

.MM.

COMPTES de LIQUIDATION de l'EXERCICE 1940

Comparaison entre les chiffres primitifs et les chiffres rectifiés pour tenir compte de la part de cet exercice dans la somme de 2.500.000.000 fr. encaissée de la Reichsbahn au titre d'indemnité pour privation de jouissance de matériel (période du 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942).

	Chiffres primitifs.	Chiffres rectifiés.	Différences.
A - RECETTES D'EXPLOITATION			
Recettes sans location à la Reichsbahn	19.683.461.208,1	19.683.461.208,1	"
Répartition des 2.500 M... Indemnité compensatrice...	" "	90.000.000,0 "	+ 90.000.000,0 "
Total des Recettes....	19.683.461.208,1	19.773.461.208,1	+ 90.000.000,0
B - PRELEVEMENTS -			
a) Dépenses d'exploitation et fonds de renouvellement	17.036.405.989,6	17.036.405.989,6	"
b) Charges du capital so- cial et des emprunts pour le compte de la S.N.C.F..	272.262.368,4	272.262.368,4	"
c) Charges des emprunts pour le compte des ex- traseaux	3.949.994.966,5	3.949.994.966,5	"
d) Insuffisances des ex- ploitations annexes	4.405.797,5	4.405.797,5	"
e) Sommes versées aux Com- pagnies	134.892.359,9	134.892.359,9	"
f) Primes d'exploitation..	45.271.960,8	49.238.617,8	+ 3.966.657,0
g) Provision pour amortis- sement de l'insuffisance de 1938 (petit équilibre)	2.190.222.731,9	2.190.222.731,9	"
Total des Prélèvements ..	23.633.456.174,6	23.637.422.831,6	+ 3.966.657,0
Excédent des prélèvements sur les recettes	3.949.994.966,5	3.863.961.623,5	- 86.033.343,0

COMPTÉ DE LIQUIDATION de l'EXERCICE 1941

Comparaison entre les chiffres primitifs et les chiffres rectifiés pour tenir compte de la part de cet exercice dans la somme de 2.500.000.000 frs encaissée de la Reichsbahn au titre d'indemnité pour privation de jouissance de matériel (période du 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942)

	Chiffres primitifs	Chiffres rectifiés	Différences
A - RECETTES d'EXPLOITATION -			
Recettes sans location à la Reichsbahn	21.610.396.584,4	21.610.396.584,4	"
Répartition des 2.500 ^m	"	1.329.000.000,-	+ 1.329.000.000,-
Indemnité compensatrice	"	"	"
Total des Recettes	21.610.396.584,4	22.939.396.584,4	+ 1.329.000.000,-
B - PRELEVEMENTS -			
a) Dépenses d'exploitation et fonds de renouvellement ...	21.722.543.132,5	21.722.543.132,5	+ 683.074.967,4 ⁽¹⁾
b) Charges du capital social et des emprunts pour le compte de la S.N.C.F.	335.306.805,4	335.306.805,4	"
c) Charges des emprunts pour le compte des Ex-Réseaux	4.063.098.246,6	4.063.098.246,6	"
d) Insuffisances des exploitations annexes	3.112.159,9	3.112.159,9	"
e) Sommes versées aux Compagnies	135.034.607,-	135.034.607,-	"
f) Primes d'exploitation	49.703.912,2	77.677.500,7	+ 27.973.588,5
g) Provision pour amortissement de l'insuffisance de 1938 (petit équilibre)	47.770.934,8	47.770.934,8	"
Total des prélèvements	25.673.494.831,-	26.384.543.386,9	+ 711.048.555,9
Excédent des prélèvements sur les Recettes	4.063.098.246,6	3.445.146.802,5	- 617.951.444,1

(1) Le 2ème élément du Fonds de renouvellement de 1941 a été porté au niveau du même élément de 1942, réévaluation non comprise.

COMPTE DE LIQUIDATION DE L'EXERCICE 1942

Comparaison entre les chiffres primitifs et les chiffres rectifiés pour tenir compte de la part de cet exercice dans la somme de 2.500.000.000 francs encaissée de la Reichsbahn au titre d'indemnité pour privation de jouissance de matériel (période du 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942)

	Chiffres primitifs	Chiffres rectifiés	Différences
A - Recettes d'exploitation			
Recettes sans location à la Reichsbahn	25.560.171.270,5	25.560.171.270,5	"
Répartition des 2.500 ^M	"	1.081.000.000,-	+1.081.000.000,0
Indemnité compensatrice ...	1.988.126.064,5	861.976.226,2	-1.126.149.838,3
Total des Recettes ...	27.548.297.335,0	27.503.147.496,7	- 45.149.838,3
B - Prélèvements			
a) Dépenses d'exploitation et fonds de renouvellement	26.924.490.172,9	26.879.444.178,9	- 45.045.994,0
b) Charges du capital social et des emprunts pour le compte de la S.N.C.F...	418.744.593,9	418.744.593,9	"
c) Charges des emprunts pour le compte des ex-Réseaux	3.866.402.937,7	3.866.402.937,7	"
d) Insuffisances des exploitations annexes	6.536.547,7	6.536.547,7	"
e) Sommes versées aux Compagnies	135.164.936,6	135.164.936,6	"
f) Primes d'exploitation...	63.361.083,9	63.257.239,6	- 103.844,3
g) Provision pour amortissement de l'insuffisance de 1938 (petit équilibre)	"	"	"
Total des prélèvements...	31.414.700.272,7	31.369.550.434,4	- 45.149.838,3
Excédent des prélèvements sur les recettes	3.866.402.937,7	3.866.402.937,7	"

M. Brochu.

Pi vous les d'arriver sur les tableaux
ajoints, je les ferai taper et remettre
à M. Y. Meunier, comme me dit à la
demande par vous m'en avez faite
samedi.

M. Mettas

D'accord sur réserve 6 X 11 1943
de la substitution de mots
"indiqués par points de ponctuation"
et "matériel" aux mots :
"Locuteurs de ventricule" -
nous fournis remettre les tableaux
à M. Y. Meunier demain après midi
(Confiance S.A.W.)
6/12/43

Y. Martin

Chiffres définitifs de la répartition des

2.500 m

4XII43

JM

7 décembre 1943

de la somme

Repartition ~~de~~ 2.500.000.000⁺ encaissée de la Reichsbahn
au titre de location de matériel (période du 1^{er} juillet 1940 au
31 juillet 1942)
~~indemnité par fin de matériel~~

	1940	1941	1942	Ensemble
Grand équilibre	86.033.343,0	617.951.444,1	-	703.984.787,1
Indemnité compensatrice	-	-	1.126.149.838,3	1.126.149.838,3
Impôt sur indemnité compens- atrice	-	-	- 45.045.994,0	- 45.045.994,0
Total Trésor	86.033.343,0	617.951.444,1	1.081.103.844,3	1.785.088.631,4
Fonds de renouvellement	-	683.074.967,4	-	683.074.967,4
Prime	3.966.657,0	27.973.588,5	# - 103.844,3	31.836.401,2
Total général	90.000.000,0	1.329.000.000,0	1.081.000.000,0	2.500.000.000,0

(1) ~~Différence entre la diminution d'indemnité compensatrice brute~~
~~et l'impôt correspondant à récupérer par le S.R. C. F. (impôt qui~~
~~diminue les dépenses d'exploitation)~~

~~1.126.149.838,3~~~~45.045.994,0~~~~1.081.103.844,3~~

7 décembre 1943

1943

Répercussion de l'encaissement des 2.500.000.000⁺ (location de matériel à la Reichsbahn)

Nouveau compte de liquidation de l'exercice 1942 après
application dans les recettes de la part lui revenant
après le dit encaissement

A. Recettes d'exploitation

	Chiffres primitifs	Chiffres rectifiés	Différences
Recettes sans location à la Reichsbahn	25.560.171.270,5	25.560.171.270,5	"
Répartition des 2.500 ^M	"	1.081.000.000,0	+ 1.081.000.000,0
Indemnité compensatrice	1.988.126.064,5	861.976.226,2	- 1.126.149.838,3
Total des Recettes	27.548.297.335,0	27.503.147.496,7	- 45.149.838,3

B. Prélèvements

a) Dépenses d'exploitation et fonds de renouvellement	26.924.490.172,9	26.879.444.178,9	- 45.045.994,0
b) Charges du capital social et des emprunts pour le compte de la SNCF	418.744.593,9	418.744.593,9	"
c) Charges des emprunts pour le compte des ex. Réseaux	3.866.402.937,7	3.866.402.937,7	"
d) Insuffisances des exploitations annexes	6.536.547,7	6.536.547,7	"
e) Sommes versées aux Compagnies	135.164.936,6	135.164.936,6	"
f) Primes d'exploitation	63.361.083,9	63.257.239,6	- 103.844,3
g) Provision pour amortissement de l'insuffisance de 1938 (petit équilibre)			
Total des prélèvements	31.414.700.272,7	31.369.550.434,4	- 45.149.838,3
Excédent des prélèvements sur les recettes	3.866.402.937,7	3.866.402.937,7	"

7 décembre 1943

Répercussion de l'encaissement des 2.500.000.000^f (location de matériel à la Reichsbahn)

Nouveau compte de liquidation de l'exercice 1940 après
application dans les recettes de la part lui revenant dans
le dit encaissement

	Chiffres primitifs	Chiffres rectifiés	Différences
A. Recettes d'exploitation			
Recettes sans location à la Reichsbahn	19.683.461.208,1	19.683.461.208,1	"
Répartition des 2.500 ^M	"	90.000.000,0	+ 90.000.000,0
Indemnité compensatrice	"	"	"
Total des Recettes	19.683.461.208,1	19.773.461.208,1	+ 90.000.000,0
B. Prélèvements			
a) Dépenses d'exploitation et fonds de renouvellement	17.036.405.989,6	17.036.405.989,6	"
b) Charges du capital social et des emprunts pour le compte de la SNCF	272.262.368,4	272.262.368,4	"
c) Charges des emprunts pour le compte des ex-Réseaux	3.949.994.966,5	3.949.994.966,5	"
d) Insuffisances des exploitations annexes	4.405.797,5	4.405.797,5	"
e) Sommes versées aux Compagnies	134.892.359,9	134.892.359,9	"
f) Primes d'exploitation	45.271.960,8	49.238.617,8	+ 3.966.657,0
g) Provision pour amortissement de l'insuffisance de 1938 (pdt équilibre)	2.190.222.731,9	2.190.222.731,9	"
Total des prélèvements	23.633.456.174,6	23.637.422.831,6	+ 3.966.657,0
Excédent des prélèvements sur les recettes	3.949.994.966,5	3.863.961.623,5	- 86.033.343,0

28 octobre 1943

Répercussion de l'encaissement des 2.500.000.000 frs
(Location de matériel à la Reichsbahn)

Nouveaux montants de la prime d'exploitation et répartition
des 2.500.000.000 frs après application dans les recettes
de chacun des exercices 1940, 1941, 1942, de la part lui
revenant dans le dit encaissement

1^{re} - Nouveaux montants de la prime d'exploitation.

Prime	Primitive	Nouvelle	Différence
1940	45.271.960,8	49.238.617,8	+ 3.966.657,0
1941	49.703.912,2	77.677.500,7	+ 27.973.588,5
1942	63.361.083,9	63.257.239,6	- 103.844,3
		Total.....	31.836.401,2

2^{de} - Répartition des 2.500.000.000 frs (en millions de francs)

	Grand équi- libre	Indemnité compen- satrice	Total Trésor	Fonds de renouvelle- ment	Prime	Total général
1940	86	-	86	-	4	90
1941	618	-	618	683	28	1.329
1942	-	1.081	1.081	-	-	1.081
Total..	704	1.081	1.785	683	32	2.500

126

- 45

Répercussion de l'encaissement des 2.500.000.000^f
(location de matériel à la Reichsbahn)

Nouveau compte de liquidation des exercices 1940, 1941, 1942
après application dans les recettes de chacun d'eux
de la part lui revenant dans le dit encaissement

	1940	1941	1942
A - RECETTES D'EXPLOITATION			
Recettes sans location à la Reichsbahn	19.683.461.208,1	21.610.396.584,4	25.560.171.270,5
Répartition des 2.500 ^M	90.000.000,-	1.329.000.000,-	1.081.000.000,-
Indemnité compensatrice...	-	-	861.976.226,2
Total des Recettes..	19.773.461.208,1	22.939.396.584,4	27.503.147.496,7
B - PRELEVEMENTS -			
a) Dépenses d'exploitation et fonds de renouvellement	17.036.405.989,6	21.722.543.132,5	26.879.444.178,9
b) Charges du capital social et des emprunts pour le compte de la S.N.C.F.	272.262.368,4	335.306.805,4	418.744.593,9
c) Charges des emprunts pour le compte des ex-Réseaux	3.949.994.966,5	4.063.098.246,6	3.866.402.937,7
d) Insuffisances des exploitations annexes	4.405.797,5	3.112.159,9	6.536.547,7
e) Sommes versées aux Compagnies	134.892.359,9	135.034.607,-	135.164.936,6
f) Primes d'exploitation.	49.238.617,8	77.677.500,7	63.257.239,6
g) Provision pour amortissement de l'insuffisance de 1938 (petit équilibre)	2.190.222.731,9	47.770.934,8	-
Total des prélèvements	23.637.422.831,6	26.384.543.386,9	31.369.550.434,4
Excédent des prélèvements sur les recettes	3.863.961.623,5	3.445.146.802,5	3.866.402.937,7

28/10/43

Nouveau compte de liquidation de l'exercice 1942,
en tenant compte :

- de la part de cet exercice (1.081^m) dans les 2.500^m versés par les Allemands.
- ^(la réduction) de l'impôt sur le ^{la réduction} l'indemnité compensatrice.

A - Recettes d'exploitation -

Recettes (sans location de matériel aux Allemands ni indemnité compensatrice) -----	25.560.171.270,5
Location de matériel aux Allemands -----	1.081.000.000,0
Indemnité compensatrice -----	861.976.226,2
Total des Recettes =	27.503.147.496,7

B - Prélèvements -

	26.879.444.178,9
a) Dépenses d'exploit ^{on} (y compris fonds de roulement) --	26.645.375.626,2
b) Charges du capital social et des empr ^{ts} pour c/ SARL --	418.744.593,9
c) Charges des empr ^{ts} pour c/ ex-Réseaux -----	3.866.402.937,7
d) Insuff ^{isance} des exploitations annexes -----	6.536.547,7
e) Sommes versées aux Compagnies -----	135.164.936,6
f) Primes d'exploitation -----	63.257.239,8

Total des prélèvements ~~26.879.444.178,9~~

→ 31.369.550.434,4

Excédent des prélèvements s/ les recettes --- ~~26.879.444.178,9~~

→ 3.866.402.937,7

26.845.254.483,0 (Chap. I à VI, sans
34.479.049,0 l'impôt sur S)
26.879.733.532,0
289.353,1
26.879.444.178,9

→ 4% de 861.976.226,2
prélèvement sur dépenses publiques.

Ancienne prime = 63.361.083,9
Nouvelle prime = 63.257.239,6
Diminution = 103.844,3

28/10/43

1^o) Revenu^e futur de ind^{tes} compensatoires :

1942
$$\begin{array}{r} 1.988.126.064,5 \\ - 861.976.226,2 \\ \hline \end{array}$$

~~1.088.126.064,5~~
1.126.149.838,3

Les contre la S.N.C.F. aura à récupérer un impôt de 45.045.993,5

2^o) Revenu^e futur des avances de grand équilibre :

1940
$$\begin{array}{r} 3.949.994.966,5 \\ 3.863.961.623,5 \\ \hline \end{array}$$

86.033.343,0

1941
$$\begin{array}{r} 4.063.098.246,6 \\ 3.445.146.802,5 \\ \hline \end{array}$$

617.951.444,1

86.033.343,0

703.984.787,1

3^o) Augm^{en} du fonds de renouvellement :

1941
$$\begin{array}{r} 1.152.025.032,6 \\ 1.835.100.000,0 \\ \hline \end{array}$$

683.074.967,4

(4) 2 arrêtés interministériels (Finances
et Commerce) du 21/9/40 pour la
répartition de la prime : l'un pour
le Conseil et les 102 supérieurs,
l'autre pour le personnel technique.
(Reçu - donné par h. - J. - J. - J.)

Donné le 28/10/43
à 9 h 30
Clifford 10) rectifié
fin de la semaine
A

Accompagné de la reproduction d'impôt :
Clifford primitif = 79.525.043,0
nouveau = 34.479.049,0

Clifford = 46.045.994,0

Donc une diff. de 0,5 avec la clifford à recto. Cette
diff. provient d'une erreur de 0,4 commise dans
calcul primitif et d'un arrondi à 0,1.

Pour le Directeur des Services Financiers :

A Paris, le

19

(1) Timbre du service ordonnateur.

Répercussion de l'encaissement des 2.500.000.000^f
(location de matériel à la Reichsbahn)

Nouveau compte de liquidation des exercices 1940, 1941, 1942
après application dans les recettes de chacun d'eux
de la part lui revenant dans le dit encaissement

	1940	1941	1942
A - RECETTES D'EXPLOITATION			
19.683.461.208,1	21.610.396.584,4	25.560.171.270,5	
Répartition des 2.500 ^M ...	90.000.000,-	1.329.000.000,-	1.081.000.000,-
Indemnité compensatrice..	-	-	907.126.064,5
Total des Recettes...	19.773.461.208,1	22.939.396.584,4	27.548.297.335,-
B - PRELEVEMENTS			
a) Dépenses d'exploitation et fonds de renouvellement	17.036.405.989,6	21.722.543.132,5	26.924.490.172,9
b) Charges du capital social et des emprunts pour c/S.N.C.F.	272.262.368,4	335.306.805,4	418.744.593,9
c) Charges des emprunts pour c/ex-réseaux	3.949.994.966,5	4.063.098.246,6	3.866.402.937,7
d) Insuffisances des exploitations annexes	4.405.797,5	3.112.159,9	6.536.547,7
e) Sommes versées aux Compagnies	134.892.359,9	135.034.607,-	135.164.936,6
f) Primes d'exploitation..	49.238.617,8	77.677.500,7	63.361.083,9
g) Provision pour amortissement de l'insuffisance de 1938 (petit équilibre)	2.190.222.731,9	47.770.934,8	-
Total des prélèvements..	23.637.422.831,6	26.384.543.386,9	31.414.700.272,7
Excédent des prélèvements sur les recettes	3.863.961.623,5	3.445.146.802,5	3.866.402.937,7

Répercussion de l'encaissement des 2.500.000.000 frs (location de matériel à la Reichsbahn)

Nouveaux montants de la prime d'exploitation et répartition des 2.500.000.000 frs après application dans les recettes de chacun des exercices 1940, 1941, 1942, de la part lui revenant dans le dit encaissement

1) Nouveaux montants de la prime d'exploitation. -

Prime	Primitive	Nouvelle	Différence
1940	45.271.960,8	49.238.617,8	+ 3.966.657,-
1941	49.703.912,2	77.677.500,7	+ 27.973.588,5
1942	63.361.083,9	63.361.083,9	"
		Total.....	+ 31.940.245,5

2) Répartition des 2.500.000.000 frs. - (en millions de francs)

	Grand équi- libre	Indemnité com- pensatrice	Total Trésor	Fonds de renou- vellement	Prime	Total général
1940	86	-	86	-	4	90
1941	618	-	618	683	28	1.329
1942	-	1.081	1.081	-	-	1.081
Total....	704	1.081	1.785	683	32	2.500

Répercussion de l'encaissement des 2.500.000.000 francs
(Location de matériel à la Reichsbahn)

Application totale de l'encaissement aux Recettes de l'Exercice
1 9 4 3

	1ère Hypothèse		2ème Hypothèse		3ème Hypothèse	
	sans les 2.500 M	avec les 2.500 M	sans les 2.500 M	avec les 2.500 M	sans les 2.500 M	avec les 2.500 M
- EXERCICE 1943 -						
Recettes (Sauf l'indem- nité compensatrice) ...	30.700 M.	33.200 M.	30.950 M.	33.450 M.	31.200 M.	33.700 M.
Indemnité compensatrice.	3.700 M.	2.182 M.	3.700 M.	1.640 M.	3.700 M.	1.094 M.
Recettes Totales	34.400 M.	35.382 M.	34.650 M.	35.090 M.	34.900 M.	34.794 M.
Dépenses (sauf l'impôt sur l'indemnité compen- satrice et la prime)....	35.215 M.	35.215 M.	34.945 M.	34.945 M.	34.670 M.	34.670 M.
Impôt sur l'indemnité compensatrice	150 M.	87 M.	150 M.	65 M.	150 M.	44 M.
Prime	35 M.	80 M.	55 M.	80 M.	80 M.	80 M.
Dépenses Totales	35.400 M.	35.382 M.	35.150 M.	35.090 M.	34.900 M.	34.794 M.
Résultats	- 1.000 M.	-	- 500 M.	-	-	-
Différence sur la prime.	+ 45 M.		+ 25 M.		0 M.	

Recettes	(34.400 (dont 3200 ^m)	
Revenus		35.600	15/10/43
		<u> </u>	<u> </u>

Revenus 1 million

 500 m

Revenus

34.400

34.650 (dont 3200)

Revenus

35.400

35.150

- 1.000

- 500

Nouvelles hypothèses

15/10/43
Exercice 1843

R

D

$$P = \frac{40}{1000} \left(R - \frac{95}{100} D \right)$$

$$P = \frac{40R - 38D}{1000}$$

$P =$

$1,15 P =$

1^{ère} hypothèse

34.400^m

35.400^m

1.376

1.345

31^m

36^m

2^{ème} hypothèse

34.650^m

35.150^m

1.386

1.336

50^m

57^m

3^{ème} hypothèse

34.900^m

34.900^m

70^m

80^m

15/10/43

Exercice 1943

	1 ^{ère} hypothèse		2 ^{ème} hypothèse		3 ^{ème} hypothèse	
	sans les 2.500 ^m	avec les 2.500 ^m	sans les 2.500 ^m	avec les 2.500 ^m	sans les 2.500 ^m	avec les 2.500 ^m
Recettes (sauf l'ind ^{te} comp ^{ce}) ---	30.700 ^m	33.200 ^m	30.950 ^m	33.450 ^m	31.200 ^m	33.700 ^m
Indemnité compensatoire ---	3.700 ^m	2.182 ^m	3.700 ^m	1.640 ^m	3.700 ^m	1.094 ^m
Recettes totales ---	34.400 ^m	35.382 ^m	34.650 ^m	35.090 ^m	34.900 ^m	34.794 ^m
Dépenses (sauf l'impôt et l'ind ^{te} compens. et la prime) ---	35.215 ^m	35.215 ^m	34.945 ^m	34.945 ^m	34.670 ^m	34.670 ^m
Impôt et l'indemn. comp ^{ce} ---	150 ^m	87 ^m	150 ^m	65 ^m	150 ^m	44 ^m
Prime ---	35 ^m	80 ^m	55 ^m	80 ^m	80 ^m	80 ^m
Dépenses totales ---	35.400 ^m	35.382 ^m	35.150 ^m	35.090 ^m	34.900 ^m	34.794 ^m
Résultats ---	- 1.000 ^m	"	- 500 ^m	"	"	"
Différence au la prime	+ 45 ^m		+ 25 ^m		0	

15/10/43
revu le 15/10/43

Exercice 1943

1^{re} hypothèse

2^{de} hypothèse

3^{ème} hypothèse

sans les 2.500^m { Recettes ~~advers~~ ind^{te} comp.
Ind^{te} compensatoire
Recettes sans ind^{te} comp.

34.400^m x
3.700^m
30.700^m

34.650^m x
3.700^m
30.950^m

34.900^m x
3.700^m
31.200^m

avec les 2.500^m - Recettes sans ind^{te} comp.

(R) 33.200^m

33.450^m

33.700^m

avec ou sans les 2.500^m { Dépenses avec / impôt & l'I.C.
prime expl^{re}
Impôt & l'I.C. (4% de 3700^m) 150^m
Prime expl^{re} (évaluation forfaitaire) 36^m 57^m 80^m
Dépenses sans / impôt & l'I.C.
prime expl^{re} } (D)

35.400^m x

35.150^m x

34.900^m x

186^m
~~180^m~~
200^m

207^m
~~200^m~~

230^m

35.214^m
~~35.220^m~~
~~35.200^m~~

34.943^m

34.950^m

34.670^m

Formules à appliquer:

$$1) P = 0,002 \frac{D - 0,04 R}{0,9577}$$

$$0,04 R = 1.328^m$$

$$D - 0,04 R = 33.886^m$$

$$P =$$

$$P \times 1,15 = 81^m$$

$$2) S = \frac{D - 0,9977 R}{0,9577}$$

$$0,9977 R = 33.124^m$$

$$D - 0,9977 R = 2.090^m$$

$$S = 2.182^m$$

$$1.338^m$$

$$33.605^m$$

$$33.612^m$$

$$(70,178) 70^m$$

$$70^m$$

$$(80,705) 81^m$$

$$33.373^m$$

$$1.570^m$$

$$1.639^m$$

$$1.647^m$$

$$24^m$$

$$20^m$$

$$2.061^m$$

$$2.053^m$$

$$1.348^m$$

$$33.322^m$$

$$(69,587) 70^m$$

$$70^m$$

$$(80,025) 80^m$$

$$80^m$$

$$33.622^m$$

$$1.048^m$$

$$1.094^m$$

$$"$$

$$2.606^m$$

Conclusions { Augmentation de prime totale 45^m 41^m
Diminution d'ind^{te} comp^{re} 1.518^m 1.532^m
1.511^m

1^{er} et 2^{es} hypothèses -

1^{er} hypothèse - Calculs primitifs faits avec une prime de 50^M (chiffres noirs).

Calculs intermédiaires faits avec une prime de 30^M (chiffres rouges).

Calculs définitifs faits avec une prime de $30^M \times 1,15 = 36^M$ (chiff. verts).

2^{es} hypothèse - Calculs primitifs faits avec une prime de 50^M (chiffres noirs).

Calculs définitifs faits avec une prime de $50^M \times 1,15 = 57^M$ (ch. verts).

3^{es} hypothèse - Calculs faits directement avec une prime de 115%.

14/10/43

Indemnité compensatoire supposée égale
à 3.700^m

provisoire
situation du
petit équilibre
sans les
 2.500^m ,
mais avec les
 3.700^m

Sans encadrement des 2.500^m

Avec encadrement des 2.500^m

Reversent
à l'Etat

Situation défini-
tive du petit équil.

Reversent
à l'Etat

Situation défini-
tive du petit équilibre

1°) Excédent ($e > 0$):

a) $3.700^m > e > 1.200^m$

e

$e' = 0$

3.700^m

$e' = e - 1.200^m$

b) $e < 1.200^m$

e

$e' = 0$

$e + 2.500^m$

$e' = 0$

aucune influence sur la prime

2°) Petit équilibre
exact-valoré ($e = 0$):

0

$e' = e = 0$

2.500^m

$e' = e = 0$

aucune influence sur la prime

3°) Insuffisance ($e < 0$):

a) $e = -100^m$

0

$e' = -100^m$

2.400^m

$e' = 0$

b) $e = -500^m$

0

$e' = -500^m$

2.000^m

$e' = 0$

c) $e = -1000^m$

0

$e' = -1.000^m$

1.500^m

$e' = 0$

D'une manière générale, on a:

a) $e > -2.500^m$

(insuff. $< 2.500^m$ en
val. absolue)

0

$e' = e < 0$

$2.500^m + e$
($e < 0$)

$e' = 0$

b) $e < -2.500^m$

(insuff. $> 2.500^m$ en
val. absolue)

0

$e' = e < 0$

0

$e' = e + 2.500^m$
($e < 0$)

Pour le calcul de la prime, il faut, dans certains cas, faire une hypothèse
supplémentaire pour R ou D.

Recettes (Trafic + Hors-traffic + Indemnité
d'entretien)

- Reliquat de l'exercice de 1938

57.770.434,8

- Dotation des fonds de renouvellement
2^{ème} élément

1.152.025.032,6

Total du 2^{ème} élément rectifié: $1.152 + 1377 = 2.529^m$

Annule de renouvellement pour 1941 (2^{ème} élément)

Annule totale 3.284^m 3.284^m

Somme imputée en 1941 1.152^m

Somme à imputer 1372^m 2.529^m

% par rapport à l'annule totale - 77%

- Subvention de l'Etat.

1005 encaissés en fin

502,5 " Certifié

484,5 " Décaissé

1992

- Imputation de la recette.

Les produits de location de matériel sont imputés au chapitre II des Recettes et influent sur le calcul des primes de gestion (pendant la durée des hostilités le montant de la prime du personnel est pratiquement égal à 2% des recettes globales, la prime du personnel dirigeant étant en supplément).

Supplément de recettes au titre de 1940		Primes correspondantes			Primes totales à ce compte	Total
		Personnel	agents sup.	Total		
90 ^m		0 ^m ,180	0 ^m ,027	2 ^m ,207	45 ^m ,272	45 ^m ,479
1941	1329 ^m	2 ^m ,658	0 ^m ,399	3 ^m ,057	49 ^m ,704	52 ^m ,761
1942	2029 ^m	4 ^m ,058	0 ^m ,609	4 ^m ,667	53 ^m (1)	57 ^m ,667

(1) Budget rectifié au 1-10-42

Par ailleurs la dotation des fonds de renouvellement est obligatoirement imputée au chap. VI des dépenses d'exploitation. Si l'on veut observer cette prescription on peut créditer le chap. VI des dépenses de la part de recettes attribuée à l'exercice et débiter le même chapitre de la même somme par ^{de provision pour} crédit fonds de renouvellement. On peut également, imputer directement à ce compte de provision

Calculs écrits de
la main de M. Capuoné
faits courant septembre 43

Compte de liquidation des exercices 1940, 1941, 1942

Rectifié le
15/10/43

après incorporation dans les recettes de l'indemnité de 2.500^{fr}
de ~~chaque~~ chacun d'eux de la part leur revenant dans

15/10/43

A. Recettes d'exploitation

	1940	1941	1942 (3)
Recettes d'exploitation	19.683.461.208,1	21.610.396.584,4	25.566.171.270,5
Repartition des 2.500 ^{fr}	90.000.000	1.329.000.000	1.081.000.000
Indemnité Compensative	-	-	907.126.064,5
Total des Recettes:	19.773.461.208,1	22.939.396.584,4	27.548.297.335

B. Prélèvements

a) Dépenses d'exploitation et fcs. de renouvellement	17.036.405.989,6	21.757.415.423,5 21.722.543.132,5 (2)	26.924.490.172,9
b) Charges du capital social et des emprunts pour CSNCF	272.262.368,4	335.306.805,4	418.744.593,9
c) Charges des emprunts p.c/ex réseau	3.949.994.966,5	4.063.098.246,6	3.866.402.937,7
d) Intérêts des emprunts annexes	4.405.797,5	3.112.159,9	6.536.547,7
e) Sommes versées aux C ^{es}	134.842.359,9 49.238.617,8	135.034.607 77.677.500,7	135.164.936,6
f) Primes d'exploitation	47.247.249,2	80.217.751,9	63.361.083,9
g) Provisions pour amortissement de l'excédent de 1938 (petit équilibre)	2.190.222.731,9 2.190.222.731,9 17.770.934,8	47.770.934,8 47.770.934,8	
Total des prélèvements:	23.637.422.831,6	26.384.543.386,9	31.414.700.272,7
Excédent des prélèvements / les B3	23.635.431.468,0 23.683.202.398,8 3.863.961.623,5 3.861.970.254,9 3.909.741.184,7	26.421.955.929,1 26.374.184.994,3 3.445.146.802,5 3.482.559.344,7 3.434.788.107,9	3.866.402.937,7

Pour l'exercice 1942, voir nouveau
calculs du 28 octobre 43.

(1) Fds de ren^t 25^element 1942 - 1.869.972.291
1941 - 1.152.025.032,6
217.947.258,4
Prélèvement B.a de 1941 - 21.039.468.164,1
Prélèvement B.a nouveau - 21.757.415.423,5

Prime	Primaire	Nouvelle	Différence
1940	45.271.960,8	49.238.617,8	1.975.288,4
1941	49.703.912,2	77.677.500,7	30.563.839,7
1942	63.361.083,9	63.361.083,9	
			32.489.188,1

(2) voir calcul sur feuille annexée.

Prime	Primaire	Nouvelle	Différence
1940	45.271.960,8	49.238.617,8	+ 3.966.657,0
1941	49.703.912,2	77.677.500,7	+ 27.973.588,5
1942	63.361.083,9	63.361.083,9	"
			Total = + 31.940.245,5

15/10/43

	Grand épave	Indemnité compensative	Total Trésor.	Fonds de renouvellement	Prime	Total financé
1940	86		86		4	90
1941	618		618	683	28	1.329
1942		1081	1081			1.081
Total	704	1081	1785	683	32	2500

Calculs primitifs (chiffres noirs) faits dans les hypothèses suivantes:

- a) ant-complet en 1940 du reliquat de l'insuffisance de petit équilibre de 1938.
- b) relèvement du fonds de renouvellement de 1941 (2^{ème} élément) au montant correspondant de 1942, réévaluation comprise.

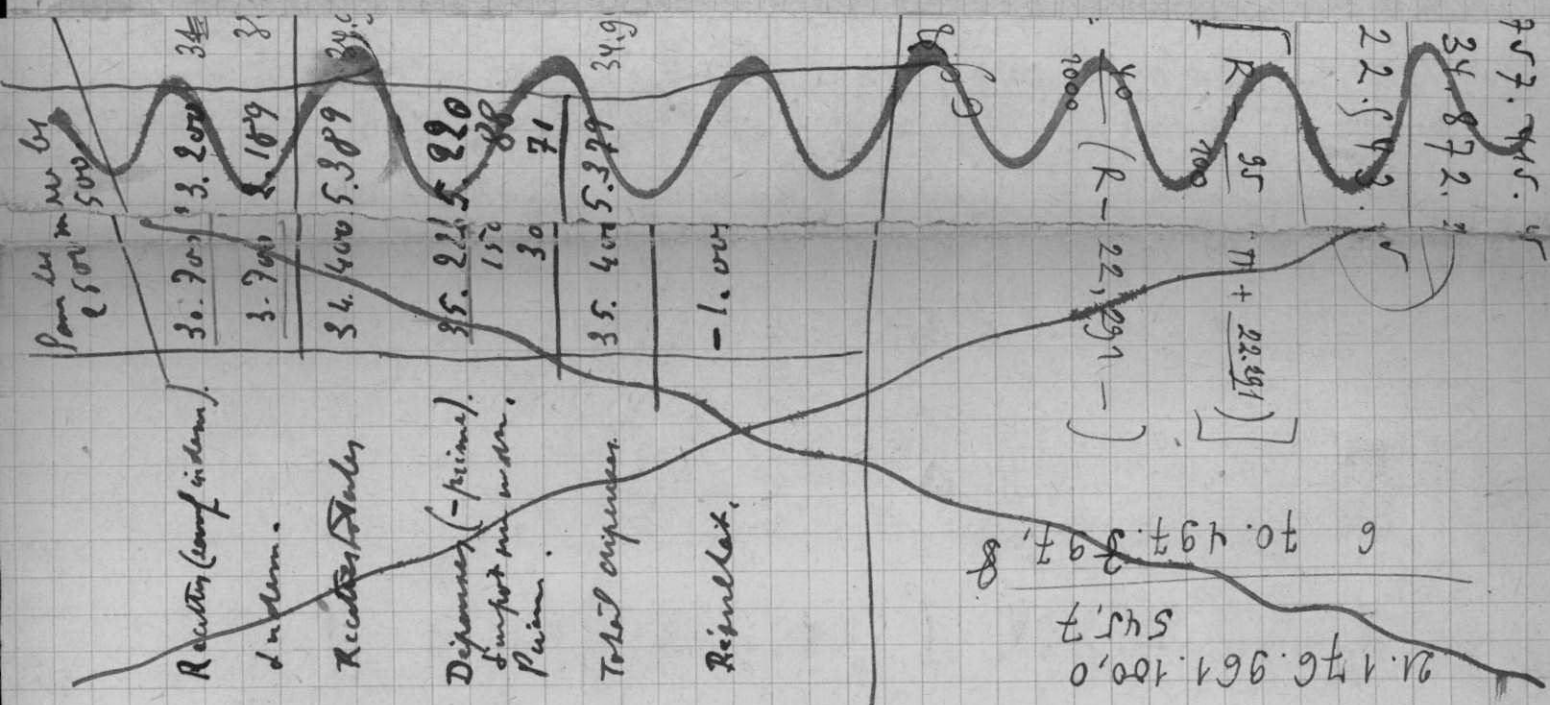
évaluation comprise.

15/10/43

Calculs intermédiaires (chiffres rouges) erronés.

Calculs définitifs (chiffes verts) faits dans les hypothèses suivantes:

- a) maintien de la cadence d'amortissement
du reliquat de l'insuffr^{re} de petit avril de 1938.
- b) relèvement du fonds de renouvel^l de 1941
(2^{es} élément) comme ci-dessus, mais réévaluatif,
non compris.



Juillet 43

Compte de liquidation des exercices 1940, 41 et 42 après incorporation dans les recettes de l'indemnité de 2 M 500

	1940	1941	1942	
<u>A. Recettes d'exploitation</u>				
des comptes liquidés	19.683.461.208,1	21.610.396.584,4	21.568.791.270,5 21.568.791.270,5	Recettes réelles bud "Comp"
Versement Allemand	90.000.000	1.329.000.000	907.126.064,5	
			1.081.000.000	
Total des Recettes	19.773.461.208,1	22.939.396.584,4	27.548.297.335	
<u>B. Prélèvements</u>				
a)	17.036.405.989,6	21.757.415.423,5	26.924.490.172,9	
b)	272.262.368,6	335.306.805,4	418.744.593,9	
c)	3.949.994.966,5	4.063.098.246,6	3.866.402.937,7	
d)	4.405.797,5	3.112.159,9	6.536.547,7	
e)	134.892.359,9	135.034.607	135.164.936,6	
f)	47.277.279,2		63.361.083,9	
g) Provision pour amortissement de religat usuf - de 1938	2.190.222.731,9 47.770.984,8			
Provision pour amortissement de primit capital	2.237.993.666,7			
Total des prélèvements	23.683.202.397,8		31.414.700.272,7	
Excédent des prélèvements sur les recettes	3.909.741.189,7		3.866.402.937,7	

1) Fonds de renouvellement 2^e décompt. 1942 : 1.869.972.291
1941 : 1.152.075.032,6

Prélèvements de 1941 - B-a
B-a reliquif
217.947.258,4
21.039.468.165,1
21.757.415.423,5

$$\text{prime} = \pi$$

$$\text{prime} = P$$

1940

$$\pi = \frac{40}{10000} (R - \frac{95}{100} P)$$

$$P = B_1 + B_2 + B_3 + B_4 + 1.15\pi + B_5$$

$$= 19.685.960.182,1 + 1.15\pi$$

$$\pi = \frac{40}{10000} \left[B - \frac{95}{100} (19.685.960.182,1 + 1.15\pi) \right]$$

$$= \frac{40}{10000} (19.773.461.208,1 - 18.701.662.173 - 1,0925\pi)$$

$$= \frac{40}{10000} (1.071.799.035,1 - 1,0925\pi)$$

$$= 42.879.960 - 0,0437\pi$$

$$1,0437\pi = 42.879.960$$

$$\pi = \frac{42.879.960}{1,0437} = 41.084.564,5$$

$$\frac{15}{100} \pi =$$

$$6.162.684,7$$

Primes

$$\underline{\underline{47.247.249,2}}$$

1941

$$P = 22.230.868.995,8 + 1.15\pi$$

$$\pi = \frac{40}{10000} (R - \frac{95}{100} (22.230.868.995,8 + 1.15\pi))$$

$$= \frac{40}{10000} (22.939.396.584,4 - 21.119.325.546 - 1,0925\pi)$$

$$= \frac{40}{10000} (1.820.071.038,4 - 1,0925\pi)$$

$$= 72.802.841,5 - 0,0437\pi$$

$$1,0437\pi = 72.802.841,5$$

$$\pi = \frac{72.802.841,5}{1,0437} = 69.754.566,9$$

$$\frac{15}{100} \pi =$$

$$10.463.185$$

Primes

$$\underline{\underline{80.217.751,9}}$$

$$\frac{1.071.799.035,1}{\text{---}} = (2) 1.02.002.2520$$

~~0.215801~~

1,04370

$$0,04 x = (2) 41.076.900,8$$

$$0,15 y = (3) 6.161.535,1$$

$$y + z = \text{---} 47.238.435,9$$

$$\pi = \frac{40}{1000} \left[R - \frac{95}{100} (D + F + C_u + I + S + V) \right]$$

~~95~~ 1,04370

$$D + F = 17.036.405.989,6$$

$$C_u = 272.262.368,4$$

$$I = 4.405.797,5$$

$$S = 134.892.359,9$$

$$V = \frac{2.237.993.666,7}{2.237.993.666,7}$$

$$() = 19.685.960.182,1$$

$$R = 19.773.461.208,1$$

$$95 () = 18.701.662.173,0$$

$$1.071.799.035,1 - 1.026.922.520, - = 1.04370$$

$$\pi = \frac{1000}{H_0} =$$

$$15/100 =$$

$$1.15 \pi = \text{prime totale} =$$

~~47.238.435,9~~
~~6.461.535,1~~
~~5.430.794,2~~
~~49.302.755,6~~

Première de 1940

1) Personnel :

Recettes

19.773.461.208,1

ou déduire :

Prélèvements : 19.683.461.208,1
+ 47.720.934,8

197319321329

donc les 95/100 sont

Excédent des recettes

Prime: $\frac{40}{1000} \times 1.028.790.672,3 = 41.151.626,8$

2) Prime Coeur

$\frac{15}{100} \times 41.151.626,8 = 6.172.744,5$

Total : 47.324.371,3

1,0925
0,04

18.744.670.835,8

1.028.790.672,3

1,15
95

575

1035

109,25

$$\pi = \frac{40}{1000} \left[R - \frac{95}{100} [P - C_{ge}] \right]$$

$$P - C_{ge} = D + F + C_{pe} + I + S +$$

1,15 π

+ V

$$\pi = \frac{40}{1000} \left[R - \frac{95}{100} (D + F + C_{pe} + I + S + 1,15 \pi + V) \right]$$

$$- \frac{40}{1000} \times \frac{95}{100} \times 1,15 = -0,04370$$

$$1 + 0,04370$$

$$\pi = \frac{40}{1000} \left[R - \frac{95}{100} P \right]$$

$$P = a + b + d + e + \text{~~avg.~~} 1,15 \pi + x$$

$$\pi = \frac{40}{1000} \left[27.718.308.110,5 - \right.$$

$$\left. - \frac{95}{100} \left[27.414.371.626,5 + 1,15 \pi \right] \right]$$

$$\pi = \frac{40}{1000} \left[27.718.308.110,5 - 26.043.653.045,2 - \frac{95}{100} 1,15 \pi \right]$$

$$\pi \left[1 + \frac{40}{1000} \times \frac{95}{100} \times 1,15 \right] = \frac{40}{1000} \times 1.669.655.065,3$$

$$\pi \left[1 + \frac{46 \times 95}{100000} \right] = 66.786.202,4$$

$$\pi \left[\frac{104.370}{100000} \right] = 66$$

$$\begin{array}{r} 95 \\ 46 \\ \hline 570 \\ 380 \\ \hline 4370 \end{array}$$

$$\pi = \frac{66.786.202,4 \times 100000}{104.370}$$

7 Avril 1944

Exercice 1942

Prélèvements totaux 31.369.550.434,4
 (Tableau du 7 décembre 1943)
à ajouter : Impôt sur les transports zone Sud ... 8.960.418,4
 31.378.510.852,8

à déduire : Charges grand équilibre 3.866.402.937,7
 Prime ancienne 63.257.239,6
 Impôt sur le reliquat de
 l'indemnité compensatrice 34.479.049,-
 3.964.139.226,3
 Reste (r) 27.414.371.626,5

$$\Pi = \frac{40}{1000} (R - \frac{95}{100} r - \frac{95}{100} \Pi \times 1,15) \quad 0,95 r \quad 26.043.653.045,2$$

$$\Pi \times 1,0437 = \frac{40}{1000} (R - \frac{95}{100} r) \quad R \quad 27.713.308.110,5$$

$$R - 0,95 r = 1.669.655.065,3$$

$$\frac{40}{1000} = 66.786.202,4$$

$$\Pi = 63.989.846,1$$

$$1,15 \Pi = 73.588.323,-$$

MERCREDI

MARS

L	M	M	J	V	S	D
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

24

1943

ST GABRIEL

MARS

83-282



5 H. 49 - 18 H. 7

LUNE



LE 29



LE 4

Rectification de la
prime d'exploitation de 1942.
après la répartition des 2500 m.
à donner dans le domaine des 2500 m.

NOTE SUR L'INDEMNITE COMPENSATRICE
et la PRIME d'EXPLOITATION de l'EXERCICE 1942

La détermination de l'indemnité compensatrice et de la prime d'exploitation se fait en partant des équations suivantes, établies dans l'hypothèse où le petit équilibre est réalisé :

$$R + I = D + \pi + X \times 0,04$$

$$P = 0,002 (R + X)$$

$$\pi = P \times 1,15$$

où R représente les recettes, non compris l'indemnité compensatrice,
D représente les dépenses, y compris les charges autres que la prime d'exploitation et les charges de grand équilibre, mais non compris l'impôt sur l'indemnité compensatrice,
I représente l'indemnité compensatrice brute,
P représente la prime d'exploitation du personnel statutaire,
 π représente la prime d'exploitation totale.

Résolues, les équations donnent :

$$I = \frac{D - 0,9977 R}{0,9577}$$

$$P = 0,002 \frac{D - 0,04 R}{0,9577}$$

$$\pi = 0,0023 \frac{D - 0,04 R}{0,9577}$$

Appliquées à l'exercice 1942 tel qu'il a été liquidé en avril 1943 et tel qu'il doit être redressé à la suite de l'encaissement de l'indemnité pour privation de jouissance du matériel, ces formules donnent les chiffres suivants :

	Indemnité compensatrice I	Prime d'Exploitation	
		du personnel statutaire P	Totale π
Anciens chiffres ...	1.988.126.064 frs5	55.096.594 frs7	63.361.083 frs 9
Nouveaux chiffres ..	861.976.226 frs2	55.006.295 frs-	63.257.239 frs 6
Différence	1.126.149.838 frs3	90.299 frs7	103.844 frs 3

La récupération de l'impôt correspondant à la part d'indemnité compensatrice reversée porte sur une somme égale (à un arrondi de décimes près) à 4 % de cette part, soit :

$$1.126.149.838 \text{ frs } 3 \times 0,04 = 45.045.994 \text{ frs } -$$

25 Janvier 1944.

NOTE SUR L'INDEMNITE COMPENSATRICE
et la PRIME d'EXPLOITATION de l'EXERCICE 1942

La détermination de l'indemnité compensatrice et de la prime d'exploitation se fait en partant des équations suivantes, établies dans l'hypothèse où le petit équilibre est réalisé :

$$R + I = D + \pi + X \times 0,04$$

$$P = 0,002 (R + X)$$

$$\pi = P \times 1,15$$

où R représente les recettes, non compris l'indemnité compensatrice,
D représente les dépenses, y compris les charges autres que la prime d'exploitation et les charges de grand équilibre, mais non compris l'impôt sur l'indemnité compensatrice,
I représente l'indemnité compensatrice brute,
P représente la prime d'exploitation du personnel statutaire,
 π représente la prime d'exploitation totale.

Résolues, les équations donnent :

$$I = \frac{D - 0,9977 R}{0,9577}$$

$$P = 0,002 \frac{D - 0,04 R}{0,9577}$$

$$\pi = 0,0023 \frac{D - 0,04 R}{0,9577}$$

Appliquées à l'exercice 1942 tel qu'il a été liquidé en avril 1943 et tel qu'il doit être redressé à la suite de l'encaissement de l'indemnité pour privation de jouissance du matériel, ces formules donnent les chiffres suivants :

	Indemnité compensatrice I	Prime d'Exploitation	
		du personnel statutaire P	Totale π
Anciens chiffres ...	1.988.126.064 frs5	55.096.594 frs7	63.361.083 frs 9
Nouveaux chiffres ..	861.976.226 frs2	55.006.295 frs-	63.257.239 frs 6
Différence	1.126.149.838 frs3	90.299 frs7	103.844 frs 3

La récupération de l'impôt correspondant à la part d'indemnité compensatrice reversée porte sur une somme égale (à un arrondi de décimes près) à 4 % de cette part, soit :

$$1.126.149.838 \text{ frs } 3 \times 0,04 = 45.045.994 \text{ frs } -$$

COMPTE DE LIQUIDATION DE L'EXERCICE 1942

Comparaison entre les résultats actuels (y compris redressements consécutifs à l'encaissement de l'indemnité pour privation de jouissance du matériel roulant, de Frs : 2.500.000.000,-) et ceux rectifiés pour tenir compte des recettes complémentaires relatives :

- à l'utilisation par la R.B. du matériel roulant pendant la période du I/8 au 31/12/42	848.126.380,-
- aux transports effectués en zone sud du II/II au 31/12/42	224.010.460,-
Ensemble	<u>1.072.136.840,-</u>

A - Recettes d'exploitation

	Chiffres primitifs (cf. Doc 3048)	Redressements	Chiffres rectifiés
Recettes sans location à la Reichsbahn	25.560.171.270,5	1.072.136.840,-	25.560.171.270,5 26.632.308.110,5
1 ^{er} versement allemand	1.081.000.000,-	"	1.081.000.000,-
Répartition des 2.500 M		1.072.136.840	1.072.136.840
2 nd versement allemand	861.976.226,2	- 861.976.226,2	"
Indemnité compensatrice			
Total des Recettes	27.503.147.496,7	+ 210.160.613,8	27.713.308.110,5

B - Prélèvements

a) Dépenses d'exploitation et fonds de renouvellement	26.879.444.178,9	{ - 8.960.418,4 34.479.049,-	26.879.444.178,9 26.844.965.129,9
b) Charges du capital social et des emprunts pour le compte de la S.N.C.F.	418.744.593,9	"	418.744.593,9
c) Charges des emprunts pour le compte des ex-réseaux	3.866.402.937,7	"	3.866.402.937,7
d) Insuffisances des exploitations annexes ...	6.536.547,7	"	6.536.547,7
e) Sommes versées aux Compagnies	135.164.936,6	"	135.164.936,6
f) Primes d'exploitation	63.257.239,6	+ 483.369,- 10.331.083,1	63.740.608,6 73.888.323,7
g) Provision pour amortissement de l'insuffisance de 1938 (petit équilibre)	"	"	"
Total des prélèvements ..	31.369.550.434,4	- 33.995.680,- 15.187.717,2	31.369.550.434,4 31.334.362.887,2
Excédent des prélèvements sur les recettes	3.866.402.937,7	- 344.156.293,8 222.132.351,2	3.866.402.937,7 3.644.270.586,7
		215.348.161	3.641.054.776,7

COMPTE DE LIQUIDATION DE L'EXERCICE 1942

Comparaison entre les résultats actuels (y compris redressements consécutifs à l'encaissement de l'indemnité pour privation de jouissance du matériel roulant, de frs : 2.500.000.000,-) et ceux rectifiés pour tenir compte des recettes complémentaires relatives :

- à l'utilisation par la R.B. du matériel roulant pendant la période du 1.8 au 31.12.42.....	848.126.380,-
- aux transports effectués en zone sud du 11.11 au 31.12.42	224.010.460,-
Ensemble....	1.072.136.840,-

A - Recettes d'exploitation	Chiffres primitifs (7 décembre 1943)	Redressements	Chiffres rectifiés
Recettes sans location à la Reichsbahn.....	25.560.171.270,5	"	25.560.171.270,5
1er versement allemand...	1.081.000.000,-	"	1.081.000.000,-
2ème versement allemand..	"	1.072.136.840,-	1.072.136.840,-
Indemnité compensatrice..	861.976.226,2	- 861.976.226,2	"
Total des Recettes....	27.503.147.496,7	+ 210.160.613,8	27.713.308.110,5
B - Prélèvements			
a) Dépenses d'exploitation et fonds de renouvellement.....	26.879.444.178,9	+ 8.960.418,4 - 34.479.049,-	26.853.925.548,3
b) Charges du capital social et des emprunts pour le compte de la S.N.C.F.....	418.744.593,9	"	418.744.593,9
c) Charges des emprunts pour le compte des ex-réseaux	3.866.402.937,7	"	3.866.402.937,7
d) Insuffisances des exploitations annexes..	6.536.547,7	"	6.536.547,7
e) Sommes versées aux Compagnies	135.164.936,6	"	135.164.936,6
f) Primes d'exploitation.	63.257.239,6	+ 10.331.083,4	73.588.323,-
g) Provision pour amortissement de l'insuffisance de 1938 (petit équilibre).....	"	"	"
Total des prélèvements.	31.369.550.434,4	- 15.187.547,2	31.354.362.887,2
Excédent des prélèvements sur les recettes.....	3.866.402.937,7	- 225.348.161,-	3.641.054.776,7

Exercice 1942

Prélèvements totaux 31.369.550.434,4

(Tableau du 7 décembre 1943)

à ajouter : Impôt sur les transports zone Sud 8.960.418,4

31.378.510.852,8

à déduire : Charges grand équilibre 3.866.402.937,7

Prime ancienne 63.257.239,6

Impôt sur le reliquat de
l'indemnité compensatrice. 34.479.049,-

3.964.139.226,3

Reste (r) 27.414.371.626,5

 $\pi = \frac{40}{1000} (R - \frac{95}{100} r - \frac{95}{100} \pi \times 1,15)$ 0,95 r 26.043.653.045,2 $\pi \times 1,0437 = \frac{40}{1000} (R - \frac{95}{100} r)$ R 27.713.308.110,5

R - 0,95 r = 1.669.655.065,3

 $\frac{40}{1000} = 66.786.202,4$ $\pi = 63.989.846,1$ 1,15 $\pi = 73.588.323,-$

Exercice 1943

Le petit équilibre devant être maintenu, la formule donnant l'indemnité compensatoire et la prime est:

$$R + I = D + \pi + I \times 0,04$$

$$P = 0,002 (R + I)$$

$$\pi = P \times 115$$

ou: R = recettes non comprises l'indemnité compensatoire

D = dépenses non comprises le grand équilibre, la prime d'exploitation et l'impôt de l'indemnité compensatoire

I = indemnité compensatoire brute

P = prime d'exploitation du personnel statuaire

π = prime d'exploitation totale

Resolues les equations donnent

$$I = \frac{D - 0,9977 R}{0,9577}$$

$$P = 0,002 \frac{D - 0,04 R}{0,9577}$$

$$\pi = 0,0023 \frac{D - 0,04 R}{0,9577}$$

$$I = 3.353.112.348,1$$

$$\pi = 83.951.552,6$$

Encaisse 1942

Prélèvements totaux

à payer : impôt et les transports zone Sud

31.369.550.434,4

8.960.418,4

31.378.510.852,8

à déduire : Diminution des dépenses 389.994.934,3

Charges grand équilibre 3.866.402.937,7

Prime ancienne 63.257.239,6

Impôt prélevé sur le Coupé 34.479.049

4.354.134.160,6

Reste (2) 27.024.376.692,2

0,952 = 25.673.157.857,6

R = 27.713.308.110,5

R - 0,952 = 2.040.150.252,9

$\frac{40}{1000} = 81.606.010,1$

$\pi = 28.189.144,5$

1,15 $\pi = 89.917.516,2$

$$\pi = \frac{40}{1000} \left(R - \frac{95\pi}{100} - \frac{95}{100} \pi \times 1,15 \right)$$

$$\pi \times 1,0437 = \frac{40}{1000} \left(R - \frac{95\pi}{100} \right)$$

Exercice 1941

Prélèvements totaux

26.386.543.568,6

à déduire :

Diminution des dépenses
Charges pour l'équilibre
Prime ancienne

823.231.860,5

4.063.098.246,6

29.677.682,4

4.966.007.789,5

Reste (2) 21.420.535.779,1

0,952 20.1349.508.990,1

R 22.939.396.584,4

R - 0,952 = 2.589.887.594,3

$\frac{40}{1000} = 103.595.503,8$

$\pi = 99.257.932,1$

1,15 $\pi = 114.146.621,9$

$$\pi = \frac{40}{1000} \left(R - \frac{952}{100} - \frac{95}{100} \pi \times 1,15 \right)$$

$$\pi \times 1,0437 = \frac{40}{1000} \left(R - \frac{952}{100} \right)$$

Exercice 1940

Prélèvements totaux

23.632.428.831,6

à déduire :

Elimination des dépenses 496.723.736,1

Charges grand équilibre 3.949.994.966,5

Prime ancienne 49.238.612,8

4.495.957.320,4

$$\pi = \frac{40}{1000} \left(R - \frac{952}{100} - \frac{95}{100} \pi \times 1,15 \right)$$

$$\pi \times 1,0437 = \frac{40}{1000} \left(R - \frac{952}{100} \right)$$

Rate (2)

19.151.565.511,2

0,952

18.183.892.235,6

R

19.773.461.208,1

R - 0,952 :

1.589.568.972,5

$\frac{40}{1000} =$

63.582.758,9

$\pi =$

60.920.531,6

1,15 $\pi =$

70.058.611,3

Indemnité de 2.500^m
versée par la D.R.

Écritures

$103.844.3$	$29.973.770.2$ $3.966.657.$
-------------	--------------------------------

Ex. H1 -	1.329.000.000,-	Ex H2	103.844,3
Ex H0 -	90.000.000,-	Ex H0	90.000.000,-
Ex H2 -	1.126.149.888,3	Ex H1	1.329.000.000,-
		Ex H2	1.081.000.000,-
		Ex H2	15.045.999,-
	<u>2.545.149.888,3</u>		<u>2.545.149.888,3</u>

083.074.967, H

	615.951.262, H	←
	86.033.543, -	←

2500.000.000,-

45.045.994,-

1.126.149.838,3

Équilibre d'ensemble (avec l'intermédiaire des comptes de capitaux)

4.435 - Opérations effectuées à l'étranger	2.500.000.000	
4.407 - Prime d'exploitation	103.844,3	3.966.657,2
5.710 - Dépenses financières non imputées dans le compte d'exploitation - Excès antérieurs	29.973.770,2	
4.142 - Fonds de renouvellement des installations et du matériel - S. 6	86.033.343,-	615.951.262,4
6.261 - Excédent du recouvrement sur indemnité	683.074.967,4	
1.126.148.838,3		
Avance du Trésor	4.560 - Cont. 25 - 1 ^{re} année de la loi du 21-8-37 (Ex. antérieurs)	
86.033.343,-	615.951.262,4	
5.600 - Trésor Public - n. 27-28	86.033.343,-	615.951.262,4
6159 - Rectifications à effectuer par le Comité financier sur le compte de ex. imputées à 37 pourcentage de	90.000.000	
§. Excès 1940		90.000.000
§. Excès 1941	1.329.000.000	
§. Excès 1942	1.081.000.000	
5459 - Opérations effectuées à l'étranger - Cfd de Recettes	45.045.994	
		1.126.148.838,3
		Fluctuation =

18

Paris le 19

19 *Journal of Management Education* 26(1)

6/12/43

Encaissement de la somme
de 2.500.000.000 frs
(Location de matériel à la Reichsbahn)

M^r Mettes me précise que M^r Dorochn
est d'accord pour considérer la dite
somme comme représentant entièrement
de la location de matériel p^r dite ou per-
table au Chapitre II des Recettes.

A

Donnerement
 9 mois par
 M. Payot

Restitutions au 31 juillet 1942

Redevance pour
 mise à disposition
 de matériel (Matériel)

M.
 496 840.000

Trois centes de francs de change doc. 34th 127.220
 V^u 1.317 795
 W. 6 032 130

Reputation des Matériaux
 Loc 192.814 066
 V^{2nd} 2.118.846
 W 59.450.831

Trois de sept centes sur
 le matériel en usage sur
 sa Circonscription
 L: 41.327.493
 W: 219.041
 V: 104.141
 42 450.675

Tout O F A-A 6.781.124

836 963.377
 6.12.43

M. Lafleur.

Préparer les écritures prévues par le
projet du 3 juillet et m'en parler

7 VII 63

JS

Reveniminte a faiei an Trecut.

<u>1940</u>	Avance articole 25 1 ^a alinaia	3.949.994.966,5.
	Insufisiente rectificie	<u>3.909.741.189,7.</u>

	A sume de	<u><u>40.253.276,8</u></u>
--	-----------	----------------------------

<u>1941</u>	Avance articole 25 1 ^a alinaia	4.063.098.246,6.
	Insufisiente rectificie	<u>3.434.788.409,9.</u>

	A sume de	<u><u>628.309.836,7</u></u>
--	-----------	-----------------------------

<u>1942.</u>	Indemnitate poeziei in natura	1.988.126.064,5
--------------	-------------------------------	-----------------

	Indemnitate a caselor	<u>907.126.064,5</u>
--	-----------------------	----------------------

	A sume de	<u><u>1.081.000.000</u></u>
--	-----------	-----------------------------

	Total a sume de	1.749.563.613,5
--	-----------------	-----------------

1.120.

1.081

6

Écritures compensatives à l'incorporation dans les recueils
des exercices 1940, 1941 et 1942 de l'indemnité de précision
de ~~la somme~~ la somme de 2.500.000.000 versée par les autorités
d'occupation ^{au titre de location de matériel} pour utilisation du matériel saisi et volé
ou dérobé des lignes de la S.M.C.F. (période du 1-7-40 au 31-7-42)
Suivant rapport du Contrôleur Financier n° - - - du - - -

La somme dont il s'agit sera facturée par le bureau des
Comptes du Bureau de la Liquidation qui imputera
au même compte "Opérations créditrices à régler"

Écritures :

Opérations créditrices à régler

• Charges financières non incorporées

En 1940 - 40.253.276,8
- 1941 - 628.309.836,7

• Sol de renouvellement 57 - en 1941

• Prime de gérance du personnel

En 1940 - 1.975.288,6
- 1941 - 30.513.889,7

• Excédent de Vers. m^l Comp. de rec. - 1942

Primes des brues - (Co. de 31-8-37 art. 25-1^{er} al)

En 1940 - 40.253.276,8
- 1941 - 628.309.836,7

Excédent de Vers. m^l Comp. de rec. - a-1942

• brues Publi. 27-28

2.500.000.000	
668.563.613,5	
217.942.288,6	
32.489.128,1	
1.081.000.000	
668.563.613,5	
1.081.000.000	
1.749.563.613,5	

Juillet 43

Exercices à passer pour rectifier les comptes des exercices 1940, 1941, 1942
par suite de l'incorporation dans les recettes de la somme de 2.500.000.000
versée par les autorités allemandes

Les écritures peuvent être passées :

- 1) A la suite des rapports arrêtant définitivement les comptes des exercices 1940, 41, 42
- 2) La suite, en considérant l'accord exist du Contrôle Financier comme un rapport provisoire

1) D'après les rapports définitifs
a) Exercices à passer immédiatement
Opérations créatrices à régler (Bides & Divers)

a Rectifications à effectuer par le Contrôle Financier sur les comptes des exercices

postérieurs à 1937 provisoirement clos : en 1940 - 90.000.000
- 1941 - 1.329.000.000
- 1942 - 1.081.000.000

2.500.000.000

2.500.000.000

Rectifications à effectuer par le Contrôle Financier sur les comptes des exercices postérieurs à 1937 provisoirement clos :

en 1940 - 90.253.776,8
- 1941 - 1.329.309.836,7
- 1942 - 1.081.000.000

1.749.563.613,5
2.500.000.000

a Exercices Publics à 27-28

1.749.563.613,5
2.500.000.000

2) Exercices normaux de comptabilité

En 1940 - Rectifications à effectuer par le Contrôle Financier

90.000.000

a Prime de gestion du personnel

1.975.188,4

Facturations en cours (B. Reg.)

47.770.934,8

Charges financières non incorporées

40.253.776,8

Revenus du Trésor (Cov. du 31-8-37 art. 28 - 1^{er} alinéa)

40.253.776,8

a Rectifications à effectuer par le Contrôle Financier sur les comptes des exercices

postérieurs à 1937 provisoirement clos

40.253.776,8

En 1941 - Rectifications à effectuer par le Contrôle Financier

1.329.000.000

Facturations en cours

47.770.934,8

a Prime de gestion du personnel

30.513.839,7

Charges financières non incorporées

628.309.836,7

Fonds de renouvellement des installations et du Matériel § 2

717.947.258,4

En 1942 - Rectifications à effectuer par le Contrôle financier.	1.081.000.000	
à facturations en cours		1.081.000.000
Pour constater l'incorporation dans les recettes de l'indemnité Allemande		
facturations en cours	1.081.000.000	
à Rectifications à effectuer par le Contrôle financier		1.081.000.000
Pour constater la substitution des recettes allemandes à l'indemnité compensatrice de recette		

On peut résumer les écritures en :

1) Écritures à passer immédiatement

Opérations creditrices	2.500.000.000	
Rectifications à effectuer par le contrôle financier	8.668.63.613,5	
à Trésor Public		1.749.563.613,5
à Rectifications à effectuer par le contrôle financier		1.419.000.000

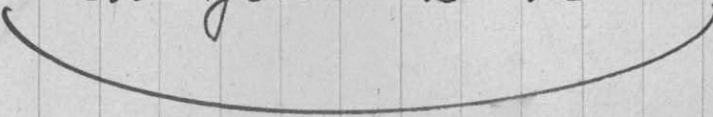
2) Au moment des écritures de transfert

Comme au vers pour 1940 et 1941 - vers pour 1942

2) D'après rapport spécial

Opérations creditrices à régler	2.500.000.000	
à Chèques financiers non incorporés		668.563.613,5
En 1940 - 40.253.776,8 ~ 1941 - 628.309.836,7		717.947.258,4
à Sol. de rattachement § 2 - 1941		
à Pécun. de gestion du personnel		32.489.128,1
En 1940 - 1.975.288,6 ~ 1941 - 30.613.859,7		
à Excédent de Versement vers. C. Couv. de rec. - en 1942		1.081.000.000
Arrivées du Trésor (Coco. du 31-8-37. art. 25 - 1. Allein) En 1940 - 40.253.776,8 ~ 1941 - 628.309.836,7	668.563.613,5	
Excédent de Vers. C. Couv. de rec. - en 1942	1.081.000.000	
à Trésor Public n° 27-28		1.749.563.613,5

Projet d'écritures
préparé
en juillet 43



SERVICES FINANCIERS
DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITE GENERALE

BUREAU DE LA LIQUIDATION

Exercice 194

Mois

VIREMENT

d'ordre

intérieur

n°

ARCHIVES

MOTIF DE L'ECRITURE :

Reversement au Trésor, au titre de l'exercice 1941, de
l'excédent de versement sur indemnité compensatrice résultant
de l'incasement de l'autorité d'occupation de la somme de 1.081.000.000
représentant le prix de location de matériel imputable à cet exercice.

(Journée comptable du écriture n°)

D E B I T		VISA	C R E D I T		VISA
N ^{os}	ET DESIGNATION DES COMPTES		N ^{os}	ET DESIGNATION DES COMPTES	
	Comptes divers			Trésor Public	
4261	Excédent de versement sur indemnité compensatrice à rembourser au Trésor (Art 10 de la Convention du 9-9-39)	1 081 000 000	1600	Trésor Public n° 24 28	1 081 000 000
	Comptabilité de l'Etat			Finances	

Vu : Bon à passer en écritures

Dressé et certifié par le Chef de Bureau
soussignéLE CHEF DE LA SUBDIVISION
DES ECRITURES GENERALES,

le 19

SERVICES FINANCIERS
DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITE GENERALE

BUREAU DE LA LIQUIDATION

Exercice 1942

Mois

VIREMENT

d'ordre

intérieur

n°

ARCHIVES

MOTIF DE L'ECRITURE :

Report au compte "Excédent de versement sur indemnité compensatrice à rembourser au Trésor", au titre de l'exercice 1942 de la somme de 1.081.000.000, revenant à cet exercice dans l'indemnité reçue des autorités d'occupation pour la location de matériel.

(Journée comptable du

écriture n°

D E B I T		VISA	C R E D I T		VISA
N ^{os} ET DESIGNATION DES COMPTES	MONTANT		N ^{os} ET DESIGNATION DES COMPTES	MONTANT	
4435 Opérations créditées à régler Comptabilité Générale	1.081.000.000		4261 Excédent de versement sur indemnité compensatrice à rembourser au Trésor (Art 2 C de la Convention du 9-9-39)	1.081.000.000	
Bureau Liquidation			Comptabilité des Recettes		
	1.081.000.000			1.081.000.000	

Vu : Bon à passer en écritures

Dressé et certifié par le Chef de Bureau
soussigné

LE CHEF DE LA SUBDIVISION
DES ECRITURES GENERALES,

le

19

S.N.C.F.

SERVICES FINANCIERS
DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITE GENERALE

BUREAU DE LA LIQUIDATION

Exercice 194

Mois

VIREMENT

d'ordre

intérieur

n°

ARCHIVES

MOTIF DE L'ECRITURE :

Report en atténuation de avances du Trésor (art 25 1^{er} alinéa
de la Convention du 31-8-37) de la somme remboursée au Trésor sur
l'indemnité de 1329 000 mg. reçue des autorités d'occupation
pour la location de matériel au titre de l'exercice 1941

(Journée comptable du écriture n°

D E B I T		VISA	C R E D I T		VISA
N ^{os} ET DESIGNATION DES COMPTES	MONTANT		N ^{os} ET DESIGNATION DES COMPTES	MONTANT	
Comptes avec l'Etat			Trésor Public		
4560 Avances du Trésor (art 25 1 ^{er} alinéa de la Convention du 31 août 1937)	628 309 836 7		5600 Trésor Public n° 27 28	628 309 836 7	
Finances			Finances		

Vu : Bon à passer en écritures

LE CHEF DE LA SUBDIVISION
DES ECRITURES GENERALES,

Dressé et certifié par le Chef de Bureau
soussigné

le 19

SERVICES FINANCIERS
DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITE GENERALE

BUREAU DE LA LIQUIDATION

Exercise 294

Mois

VIREMENT

d'ordre

intérieur

n^o

ARCHIVES

MOTIF DE L'ECRITURE :

Report au compte "Trésorerie - Recouvrement de matériel au titre du matériel", "Prime d'exploitation" et "Charges financières non incorporées dans l'équilibre budgétaire", au titre de l'exercice 1941, de la somme de 1.329.000.000, revenant à cet exercice dans l'indemnité reçue de l'autorité d'occupation pour la location de matériel, et de la somme de 47.770.934,8 représentant la part non amortie de l'insuffisance d'exploitation de 1938 reportée sur l'exercice 1940.

(Journée comptable du ... écriture no ...)

[illegible]

Vu : Bon à passer en écritures

LE CHEF DE LA SUBDIVISION
DES ECRITURES GENERALES,

Dressé et certifié par le Chef de Bureau
soussigné

18

SERVICES FINANCIERS
DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITE GENERALE

BUREAU DE LA LIQUIDATION

Exercice 194

Mois

VIREMENT

d'ordre

intérieur.

n°

ARCHIVES

MOTIF DE L'ECRITURE :

Report en atténuation des avances du Trésor (art 35.1^{er} alinéa
de la Loi du 31-8-37) de la somme remboursée au Trésor par
l'indemnité de 90.000.000, versée des autorités d'occupation
pour la location de matériel au titre de l'exercice 1940

(Journée comptable du écriture n°

D E B I T		VISA	C R E D I T		VISA
N ^{os} ET DESIGNATION DES COMPTES	MONTANT		N ^{os} ET DESIGNATION DES COMPTES	MONTANT	
Comptes avec l'Etat			Trésor Public		
4560 Avances du Trésor (art 35 1 ^{er} alinéa de la Loi du 31-8-37) Exercice antérieur 40 253 776 8			5600 Trésor Public n° 27-27	40 253 776 8	
Finances			Finances		

Vu : Bon à passer en écritures

LE CHEF DE LA SUBDIVISION
DES ECRITURES GENERALES,

Dressé et certifié par le Chef de Bureau
soussigné

le 19

1e 19

S.N.C.F.

SERVICES FINANCIERS

COMPTABILITE GENERALE

Bureau Liquidation

VIREMENT

A l'ordre (1)

intérieur (1)

N°

Archives

Journée comptable du

19

Mois Comptable

Décembre 1943

MOTIF de L'ECRITURE : Redressements consécutifs à l'application, au titre de l'exercice 1942, de la somme de 1.081.000.000,- revenant à cet exercice (période du 1er Janvier au 31 Juillet) dans le montant de l'indemnité reçue des autorités d'occupation pour privation de jouissance du matériel roulant.

(suite au verso, le cas échéant)

DEBIT

CREDIT

Comptes divers

4407- Prime d'exploitation

103.844 3

6159- Rectifications à effectuer par le contrôleur financier sur les comptes des exercices postérieurs à 1937 provisoirement clos
Exercice 1942

1.081.000.000

Bureau de la Liquidation

5459- Opérations débitrices à régler - Cpte des Recettes

45.045.994-

Comptabilité des Recettes

Comptes divers

6261 - Excédent de versement sur indemnité compensatrice à rembourser au Trésor (art 2 c de la Convention du 9-9-39)

1.126.149.838 3

Comptabilité des Recettes

1.126.149.838 3

1.126.149.838 3

Vu: Bon à passer en écritures
Le Chef de Subdivision:
des Ecritures Générales

Dressé et certifié par le Chef de Bureau soussigné
Paris, le 19

S.N.C.F.

SERVICES FINANCIERS

COMPTABILITE GENERALE

Bureau Liquidation

VIREMENT { d'ordre (1)
intérieur (1) } N°

Archives

Journée comptable du 19

Mois Comptable

Décembre 1943

MOTIF de L'ECRITURE : Remboursement au Trésor d'une partie de l'avance faite au titre de l'insuffisance de l'Exercice 1941, par suite de la diminution de la dite insuffisance, consécutive au paiement effectué en Juin 1943 par les Autorités d'occupation, pour privation de jouissance du matériel roulant.

(suite au verso, le cas échéant)

DEBIT

CREDIT

Comptes avec l'Etat

4560- avances du Trésor
(Art 25 1er alinéa de
la Convention du 31
août 1937)

615.951.262 4

Comptes divers

5600- Trésor Public
N° 27 - 28

615.951.262 4

Finances

615.951.262 4

615.951.262 4

Vu: Bon à passer en écritures
Le Chef de Subdivision:
des Ecritures Générales

Dressé et certifié par le Chef de Bureau soussigné
Paris, le 19

S.N.C.F.

SERVICES FINANCIERS

DIVISION CENTRALE

DE LA COMPTABILITE GENERALE

BUREAU DE LA LIQUIDATION

Exercice 1943

Mois Décembre

VIREMENT

d'ordre

interieur

N°

ARCHIVES

Remboursement au Trésor d'une partie de l'avance faite au titre de l'insuffisance de l'exercice 1940, par suite de la diminution de la dite insuffisance, consécutive au paiement effectué en Juin 1943 par les Autorités d'occupation pour privation de jouissance du matériel roulant

(Journée comptable du clôture no

VIREMENT A REMETTRE

A

D E B I T		C R E D I T	
N°s ET DESIGNATION DES COMPTES		N°s ET DESIGNATION DES COMPTES	
Comptes avec l'Etat		Trésor Public	
4560 - Avances du Trésor (art 25 1er alinéa de la Convention du 31-8-37)		5600 - Trésor Public	
Exercices antérieurs 86.033.343 "		N° 2728 86.033.343 "	
Finances			
86.033.343 "		86.033.343 "	

Vu : Bon à passer en écritures

Dressé et certifié par le Chef de Bureau del

sousigné

Paris le

LE CHEF DE LA SUBDIVISION
DES ECRITURES GENERALES,

*Indemnité de 2.500.000.000 fr.
versée par la Reichsbahn au titre
d'indemnité pour privation de jouissance
de matériel roulant*

S.N.C.F.
SERVICES FINANCIERS
DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITE GENERALE

BUREAU de la LIQUIDATION
DOCUMENTS
DOSSIER
N° 17093

DOBSIER A CONSULTER
PAR M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

PIECES JOINTES

A L'APPUI DU PROPOSE F² D N° 23

DU

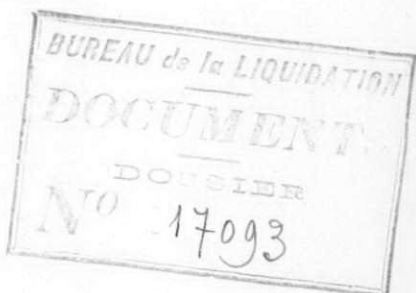
SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

de la loi du... -

567 M

272 94

245 Paul-



La situation interrompue à droit ----

9 Mois	1081 m	15 M
	673 m	10 M

~~Conséquences des cycles hebdomadaires d'inspiration~~
application effective de c' accordant

S.N.C.F.

Le Président du
Conseil d'Administration

F. D. n. 2 à 2
Proposé, le 12 mars 1943

Le Directeur des Services Financiers
[Signature]
Monsieur le Ministre,

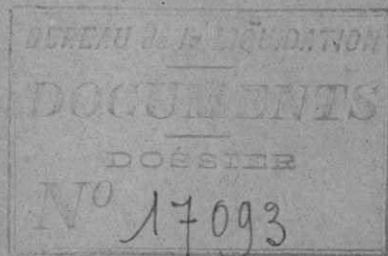
Objet : Reversement partiel de la subvention
compensatrice.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint,
copie de notre lettre à M. le Ministre,
Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle
et aux Communications au sujet du reverse-
ment partiel de la subvention compensatrice
résultant de l'imputation dans les comptes
de l'exercice 1942 de la part afférente à cet
exercice sur le forfait de 2.500 millions
à verser par la Reichsbahn au titre de la
location du matériel S.N.C.F. pour la période
écoulée depuis l'Armistice jusqu'au 31 juil-
let 1942.

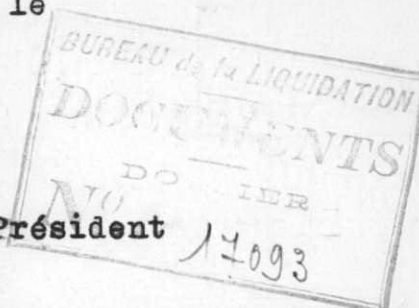
Veuillez agréer, Monsieur le Ministre,
l'assurance de mes sentiments de haute
considération.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Monsieur le Ministre
Secrétaire d'Etat
à l'Economie Nationale
et aux Finances.



Paris, le



Monsieur le Président

Objet - Reversement partiel de la subvention compensatrice.

Au cours de la Conférence tenue le 2 mars au Ministère des Finances, M. ZAFFREYA s'est déclaré d'accord, comme M. MORANE et M. RENDU, sur la proposition de la S.N.C.F. (notre lettre du 11 janvier 1943) de répartir entre les trois exercices 1940, 1941 et 1942 l'indemnité de 2.500 millions à verser par la Reichsbahn au titre de la location de matériel pour la période écoulée depuis l'armistice jusqu'au 1er août 1942.

La part de l'exercice 1941, soit 1.329 M. serait portée, par voie de redressement des comptes de cet exercice, au Fonds de renouvellement en augmentation du second élément de la dotation.

Quant à la part de l'exercice 1942, soit 1.081 millions, rien ne paraît s'opposer à ce qu'elle soit imputée en recette de l'exercice, bien qu'elle ne soit pas encore encaissée, notre créance ayant un caractère certain du fait de l'accord signé à Paris, le 4 décembre 1942, par le Docteur SCHULTZ pour la Reichsbahn et M. DUGAS pour la S.N.C.F.

A défaut de cette imputation, le compte de liquidation de l'exercice 1942 se solderait par un déficit de petit équilibre d'environ 400 millions que, par application de l'article II, § e, dernier alinéa de la Convention du 9 septembre 1939, l'Etat devrait couvrir par une allocation en capital sans intérêt. L'inscription en recette de la somme de 1.081 millions évite donc à l'Etat un décaissement effectif qu'un redressement ultérieur des comptes, après recouvrement de la somme de 2.500 millions, doit faire apparaître inutile.

Mais cette situation ne doit entraîner aucune charge supplémentaire pour la trésorerie de la S.N.C.F.

Or, d'après les renseignements recueillis à Berlin par M. BARTHE, l'encaissement effectif de la somme de 2.500 millions ne peut pas être espéré avant un délai assez long, les Allemands semblant subordonner ce paiement à la conclusion d'un accord définitif sur le régime de location à appliquer pour la période postérieure au 1er août 1942.

D'autre part, aux termes de l'article 1er de l'Avenant du 4 mars 1942 à la Convention du 9 septembre 1939, la S.N.C.F. doit rembourser au Trésor avec valeur du 31 mars de l'exercice suivant l'excédent des sommes versées par le Trésor au titre de la subvention compensatrice sur la somme nécessaire pour assurer l'équilibre du compte de liquidation, abstraction faite des



charges de grand équilibre.

L'inscription en recette de l'exercice 1942 de la somme de 1.081 millions devrait donc entraîner, d'après les dernières évaluations, un reversement partiel de la subvention de l'ordre de 673 M.

En raison de l'incertitude qui pèse sur la date de recouvrement effectif de notre créance de 2.500 Millions et de l'avantage qui résulte pour l'Etat de l'inscription en recette de la somme de 1.081 millions, il semble équitable de demander au Ministre, par dérogation à l'Avenant du 4 mars 1942, l'autorisation de différer le reversement partiel de la subvention jusqu'à l'encaissement de l'indemnité de location de matériel, ce reversement prenant date dans nos comptes avec le Trésor, non pas du 31 mars 1943, mais du jour de son exécution.

Si vous étiez d'accord sur cette proposition, la lettre ci-jointe pourrait être envoyée au Ministère au moment que vous jugeriez opportun.

Le Directeur Général,

la Conférence tenue le 2 mars 1943
au Ministère des Finances
dans le cabinet de M. ZAFFREYA

— : — : — : — : — : — : —

es Finances
e M. ZAFFREYA

-:-

Je suis tout à fait d'accord
et je félicite l'avocat de la SNCF
Prière obtenir que ces heureux
résultats soient rapidement
traduits en lettres.
(s) FOURNIER

M. le Président
son respectueux et dévoué
(s) LE BESNERAIS Eta

M. FILIPPI
(s) LE BESNERAIS
NOT

M. PERNOT
(s) FILIPPI

Etaient présents :

MM. ZAFFREYA
SALTES
de FOUCHIER
MORANE
RENDU
Yves MARTIN
BARINCOU
FILIPPI
PERNOT

La réunion avait pour objet d'examiner les trois questions suivantes :

- 1° - Imputation des 2.500 M. dus par les Allemands au titre d'indemnité pour le matériel depuis 1940 jusqu'au 31 juillet 1943,
- 2° - Annuité de renouvellement,
- 3° - Pourcentage du Fonds de Renouvellement à prendre pour l'année 1943.

lère Question -

La S.N.C.F. avait proposé d'appliquer à chaque année 1940, 1941 et 1942, la part des 2.500 M. lui revenant. Le décompte était le suivant :

année 1940	90 M.
- 1941	1.329 M.
- 1942	1.081 M.
		<hr/>
ensemble	2.500 M.

Conformément aux prescriptions de l'avenant du 4 mars 1942, la part relative à 1941 irait ainsi au fonds de renouvellement.

Le Ministre des Finances, par la bouche de M. SALTES, fait valoir que cette manière de faire ne paraît pas correspondre à l'esprit de l'Avenant du 4 mars 1942. S'il a été décidé, en 1941 de mettre au Fonds de Renouveaulement 1.100 M. environ, il serait anormal d'y ajouter 1.300 M. supplémentaires. On aurait ainsi beaucoup plus de 50 % de l'annuité totale et, par conséquent, plus en 1941 qu'en 1942.

M. SALTES estime que les 1.500 M. doivent servir à rembourser une part du grand équilibre.

M. FILIPPI indique^{que} la solution à adopter est commandée par deux principes : celui de l'exercice substitué à la gestion et celui de la priorité de l'alimentation du fonds de renouvellement par rapport au remboursement des charges de grand équilibre.

M. SALTES déclare ensuite que, si l'on arrive à imputer les 1.300 M. au Fonds de renouvellement, on pourrait demander à la S.N.C.F. d'en tenir compte dans ses dommages de guerre. Il lui paraît, en effet, difficile d'admettre que la S.N.C.F. surcharge son Fonds de Renouvellement sous le prétexte que le matériel pris par les Allemands s'usera plus vite que le matériel restant en France et qu'elle puisse ensuite demander des dommages de guerre.

M. FILIPPI estime que la S.N.C.F. ne peut pas se lier pour les dommages de guerre et que d'ailleurs la Loi relative à la S.N.C.F. n'étant pas faite, le Gouvernement serait éventuellement libre de ses décisions. Il insiste d'ailleurs sur le fait que ce qui est important, c'est de permettre à la S.N.C.F. d'obtenir les augmentations de tarifs qu'elle a demandées. Se présenter devant les Allemands en ayant eu suffisamment d'argent en 1941 pour doter le Fonds de Renouvellement et rembourser une part importante des charges de grand équilibre risquerait d'empêcher nos propositions d'aboutir.

M. SALTES demande enfin s'il ne serait pas possible de conserver les 2.500 M. en attente, mais M. FILIPPI se refuse absolument à cette solution.

M. MORANE fait alors remarquer que ce qui est important, à son avis, c'est d'obtenir le relèvement des tarifs, ce qui est secondaire c'est l'imputation de la somme; il faut donc subordonner l'imputation au relèvement des tarifs. Il y a donc avantage, à son avis, à rentrer dans le cadre déjà acquis de la Convention de mars 1942, c'est-à-dire à imputer purement et simplement la somme en question au Fonds de Renouvellement.

M. RENDU étant du même avis, M. ZATFREYA déclare accepter la solution proposée par la S.N.C.F. sous réserve de l'accord de M. BRUNET.

3ème Question -

La question de l'annuité de renouvellement est alors évoquée.

M. MORANE précise que M. BICHELONNE a accepté la formule S.N.C.F. d'une annuité de base modifiée ensuite par deux coefficients, un coefficient de trafic et un coefficient des prix, mais il estime d'autre part, qu'il faudrait tenir compte d'un troisième élément de variation résultant de l'idée qu'on peut se faire, à une époque donnée, du lien existant entre un certain trafic et le matériel nécessaire pour l'assurer. On aurait pu chercher à faire intervenir un troisième coefficient, mais c'était difficile.

Le Ministre estime donc qu'il est préférable de donner de temps à autre un coup de pousse à l'indemnité de base quand les

conditions d'exploitation ou le goût du public auront changé. Il est bien entendu, d'ailleurs, que le Ministre ne veut pas faire une application immédiate de ce principe mais seulement si le besoin s'en fait sentir, quand on reviendra à un trafic normal c'est-à-dire après la guerre.

La Conférence se demande alors comment on pourrait acter les intentions du Ministre des Communications telles que M. MORANE vient de les exposer. Il est finalement décidé, sur proposition de M. FILIPPI que l'Arrêté étant accepté sous la forme présentée par la S.N.C.F., mais tronqué de son article 6, la S.N.C.F., en accusant réception, écrira au Ministre pour déclarer qu'il est bien entendu que les calculs de base pourront être repris après la guerre, quand les conditions d'exploitation seront redevenues normales.

3ème Question -

La Conférence se met facilement d'accord sur le fait que 60 % de l'annuité du Fonds de Renouveau seront supportés par l'exercice 1943.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

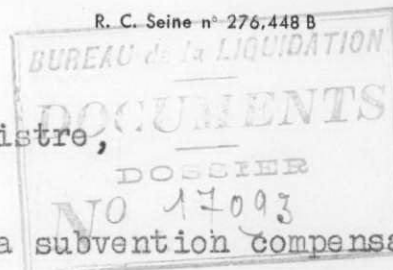
88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TÉL. TRINITÉ 73-00

LE PRÉSIDENT DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION

PARIS, Le

19

R. C. Seine n° 276.448 B



Monsieur le Ministre,

Objet : Reversement partiel de la subvention compensatrice.

Aux termes de l'article 1^{er} de l'avenant du 4 mars 1942 à la Convention du 9 septembre 1939, la S.N.C.F. doit rembourser au Trésor, avec valeur du 31 mars de l'exercice suivant, l'excédent des sommes versées par le Trésor au titre de la subvention compensatrice sur la somme nécessaire pour assurer l'équilibre du compte de liquidation, sous déduction des charges financières prévues au § B-c de l'article 21 de la Convention du 31 août 1937.

A cet égard, l'exercice 1942 se présente d'une façon particulière du fait de l'inscription en recette de l'exercice de sa part, qui s'élève à 1.081 millions, dans l'indemnité forfaitaire de 2.500 millions à verser par la Reichsbahn, conformément à l'accord du 4 décembre 1942, au titre de la location de matériel pour la période écoulée depuis l'armistice jusqu'au 31 juillet 1942. Non seulement, cette somme n'a pas encore été encaissée, mais encore aucune indication ne peut être donnée sur la date de son recouvrement effectif, les autorités allemandes paraissant, d'après nos informations, subordonner son versement au règlement définitif du régime à appliquer pour la location du matériel à compter du 1^{er} août 1942.

La trésorerie de la S.N.C.F. serait donc exposée à supporter pendant un délai indéterminé la charge d'un reversement partiel de la subvention compensatrice sans être couverte par le versement attendu de la Reichsbahn.

Pour éviter cette conséquence du retard exceptionnel que la S.N.C.F. subit dans le recouvrement d'une créance très importante qui ne résulte pas du fonctionnement normal de son exploitation mais qui a son origine dans la convention d'armistice, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir accepter que la S.N.C.F. diffère le reversement partiel de la subvention compensatrice jusqu'à l'encaissement de l'indemnité forfaitaire de 2.500 millions, ce reversement prenant date dans nos comptes avec le Trésor, non pas du 31 mars 1943, mais du jour de son exécution.

495 M. R.

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat
à la Production Industrielle et aux Communications.

.....

J'envoie copie de la présente lettre à M. le Ministre
Secrétaire d'Etat à l'Economie nationale

sentiments de haute considération.

... of ...

EXTRAIT de la LETTRE N° D 631/7 du 30 Décembre 1941

.....

Enfin, je crois devoir vous rappeler que jusqu'à ce jour, et malgré l'accord de principe de la Commission d'Armistice de WIESBADEN, la Société Nationale n'a encore rien reçu des Allemands au titre de l'indemnité de privation de jouissance de son matériel. Vous serez sans doute également d'avis d'intervenir à ce sujet. Sur la base des taux de location résultant des accords internationaux et du nombre actuel de locomotives et wagons se trouvant en Allemagne, l'indemnité due serait de l'ordre de 2 milliards pour une année.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

6 pièces
de retour -
Monsieur Brochu,
Directeur des Services Financiers.
1 Mars 1943

M. Mettas
COMPTÉ RENDU DES DEMARCHES FAITES A BERLIN
les 24 et 25 Février 1943
par M. BARTH
accompagné de M.M. LEGUILLE et CAZALET

*M. Aladum
Dumier
je*

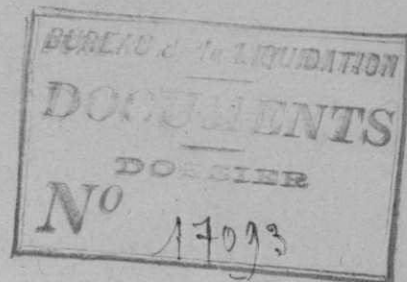
5 MARS 1943
616

39. Règlement financier des prestations de matériel moteur et roulant four-
nies par la S.N.C.F. à la Deutsche Reichsbahn.

M. l'Oberreschsbahnrat PETERS, du Ministère allemand des Transports, a bien voulu s'informer de l'état de cette question auprès du Docteur SCHULZ, du Hauptwagenamt, qui était venu spécialement à Paris pour la traiter. Le Dr SCHULZ a répondu qu'un accord avait bien été conclu pour la période antérieure au 1er Août 1942, mais que la question du paiement de la somme due pour cette période avait été soumise à l'agrément du Gouvernement allemand en même temps que la question du régime à adopter à dater du 1er Août 1942 et qu'il était possible que le paiement n'eût lieu que lorsque les questions de détail encore en discussion relatives à ce dernier régime seraient réglées.

M. PETERS s'est ensuite mis en relation avec le Reichsbahndirektor KORNER (chargé de la liaison entre le Ministère allemand des Transports et l'Etat-Major allemand) qui lui a précisé que le dossier lui avait été transmis fin Janvier et qu'il l'avait, au début de Février, adressé au Gouvernement allemand pour approbation.

Nous n'avons pu, savoir, même approximativement, la date à laquelle la réponse interviendrait.



S.N.C.F.

Der Generaldirektor

Paris, den 12. Februar 1943.

W 4019-12.2.43

An die Deutsche Reichsbahn

in Berlin
durch die HVD Paris

Betr: Finanzielle Regelung der Triebfahrzeug-
und Wagenüberlassungen an die Deutsche
Reichsbahn.

Im Nachgang zu ihrem Schreiben D 121.050/5
vom 5. Januar 1943 beehrt sich die SNCF der Deut-
schen Reichsbahn mitzuteilen, dass sie die ihr
für die Zeit vom 1. August bis 31. Dezember 1942
geschuldeten Beträge abschätzt, liess auf Grund
der drei Vereinbarungsentwürfe über die Benutzung
durch die DR der Dampflokomotiven, Personen- und
Gepäckwagen sowie Güterwagen der SNCF, Entwürfe
die wir unterzeichnet und am 18. Januar der HVD
Paris übersandt haben.

Es handelt sich hier um Abschätzungen in
Erwartung der endgültigen Festsetzung der Beträ-
ge, die im Einvernehmen mit Ihrer Verwaltung vor-
genommen werden, sobald die Vereinbarungen von
beiden Vertragsparteien unterzeichnet sein werden.

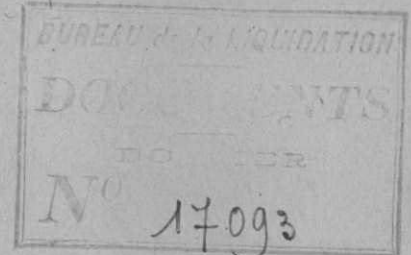
Die Leistungen für den betreffenden Zeit-
abschnitt (1. August bis 31. Dezember 1942) schät-
zen wir unter Berücksichtigung der Reichsbahnfor-
derung auf 49 Millionen RM. Wir wären Ihnen sehr
verbunden, unserem Konto D 166 bei der "Banque
de France" in Paris den Betrag von 40 Millionen
RM als Abschlagszahlung auf die endgültige Rege-
lung für diese Zeit gutschreiben zu wollen.

Der Generaldirektor
gez: Le Besnerais

N O T E

Objet:

Règlement financier des
prestations de matériel
moteur et roulant four-
nies par la SNCF à la DR



- 1°) Par lettre D 121.050/5 - W 3891 du 5 janvier 1943, la SNCF a confirmé son accord à la Deutsche Reichsbahn sur le résultat des entretiens qui ont eu lieu à Paris entre les représentants de celle-ci et ceux de la SNCF, au sujet du règlement des prestations de matériel moteur et roulant fournies par la SNCF à la Deutsche Reichsbahn pour la période du 1er juin 1940 au 1er août 1942.

A cette occasion, la SNCF a rappelé que, aux termes du Paragraphe III du Protocole final du 4 décembre 1942, les représentants des deux Administrations sont tombés d'accord pour que toutes les prestations de matériel moteur et roulant correspondant à la période antérieure au 1er août 1942, à l'exception des prestations explicitement indiquées dans le dit Paragraphe III, se trouvent réglées au moyen d'un versement de 125 millions de RM, effectué par la Deutsche Reichsbahn au profit de la SNCF. Enfin la SNCF faisait connaître à la D.R. qu'elle pouvait effectuer le versement en question en créditant le compte N° D 166 que la SNCF possède à la Banque de France, à Paris.

- 2°) Par une nouvelle lettre en date du 12 février, D 121.050.5-W 4019 faisant suite à celle du 5 janvier 1943 visée ci-dessus, la SNCF a fait connaître à la Deutsche Reichsbahn, à Berlin, qu'elle venait de procéder à l'évaluation des sommes qui lui sont dues, pour la période du 1er août au 31 décembre 1942, en application des trois projets de Convention, signés par elle et adressés à la HVD Paris le 18 janvier 1943, relatifs à l'utilisation par la DR de locomotives à vapeur, de voitures à voyageurs et fourgons à bagages et de wagons à marchandises appartenant à la SNCF.

Elle précisait, à cette occasion, qu'il s'agissait d'évaluations, en attente des chiffres définitifs, ceux-ci devant être arrêtés ultérieurement, en accord avec la D.R., lorsque les Conventions auront été signées par les deux parties contractantes.

.....

Elle indiquait enfin que les prestations de l'espèce fournies pour la période considérée (1er août au 31 décembre 1942) sont évaluées par elle, compte tenu de la créance Reichsbahn, à 49 millions de RM, et elle priait la Reichsbahn de vouloir bien créditer le compte SNCF N° D 166, à la Banque de France, à Paris, de 40 millions de RM, à titre d'acompte sur le règlement à intervenir pour cette période.

ABSCHRIFT

ÜBERSETZUNG

S.N.C.F.
Der Generaldirektor

Paris, den 5. Januar 1943.

W 3891-5-1-43

DEUTSCHE REICHSEBAHN

durch die HVD Paris 17093

Betrifft : Finanzielle Regelung der Lieferungen von
Triebfahrzeugen und Wagen der SNCF an
die Deutsche Reichsbahn.

§ III der Schlussverhandlung vom 4. Dezember 1942 über die Besprechungen in Paris erwähnt das Übereinkommen, das zwischen den Vertretern der DR und der SNCF bezüglich der Regelung sämtlicher Lieferungen an Triebfahrzeugen und Wagen der SNCF an die DR erzielt wurde, die in der Zeit vom 1. Juni 1940 bis 1. August 1942 erfolgten.

Die Vertreter der beiden Gesellschaften sind dahin übereingekommen, dass mit Ausnahme gewisser in § III obiger Niederschrift ausdrücklich aufgeführten Leistungen, alle Lieferungen an Triebfahrzeugen und Wagen für die Zeit vor dem 1. August 1942 durch die Zahlung von 125 Millionen R.M. durch die D.R. an die S.N.C.F. als geregelt gelten.

Die SNCF beehrt sich, der D.R. die diesbezüglich durch die SNCF-Vertreter am 4. Dezember gegebene Zustimmung zu bestätigen und ihr mitzuteilen, dass sie ihre Zahlung durch Gutschrift auf das Konto der SNCF bei der "Banque de France" in Paris, Nr D 166, bewirken kann.

Der Generaldirektor,
gez. LE BESNERAIS.

5 Janvier 1943.

Deutsche Reichsbahn DOSSIER
sous-couvert de la H.V.D. Paris

N° 17093

Objet: Règlement financier des prestations
de matériel moteur et roulant fournies
par la S.N.C.F. à la D.R.

Le paragraphe III du protocole final du 4 décembre 1942 relatif aux entretiens ayant eu lieu à Paris mentionne l'accord intervenu entre les représentants de la D.R. et de la S.N.C.F. au sujet du règlement de toutes les prestations de matériel moteur et roulant fournies par la S.N.C.F. à la D.R. pour la période s'étendant du 1er Juin 1940 au 1er août 1942.

Les représentants des deux Sociétés sont tombés d'accord pour que, à l'exception de certaines prestations explicitement indiquées au paragraphe III dudit protocole, toutes les prestations de matériel moteur et roulant, correspondant à la période antérieure au 1er août 1942 se trouvent réglées au moyen d'un versement de 125 millions de RM. effectué par la D.R. au profit de la S.N.C.F.

La S.N.C.F. a l'honneur de confirmer à la Deutsche Reichsbahn l'accord donné à ce sujet par ses représentants le 4 décembre dernier et de lui faire connaître qu'elle peut effectuer son versement en créditant le compte n° D 166 que la S.N.C.F. possède à la Banque de France à Paris.

LE DIRECTEUR GENERAL,
(s) LE BESNERAIS.

COLISSEMENT

ENES INDECEBILES' de besneuse au CHYADN BLEN

ÈRES INDÉLÉBILES, de préférence au CRAYON BLEU

LOTISSEMENT

V3

CHARGE ET FREINAGE

Poids	}	Poids	}
Brut		Frein	
		West[®]	

Emplacement réservé aux bandes « Fragile », « Matières explosibles ou inflammables », « Plomb de douane », etc...

W 3891.

D 121.050/5.-

5 janvier 1943.

Deutsche Reichsbahn

sous-couvert de la H.V.D. Paris.

17093

Objet : Règlement financier des prestations de matériel moteur et roulant fournies par la S.N.C.F. à la D.R.

Le paragraphe III du protocole final du 4 décembre 1942 relatif aux entretiens ayant eu lieu à Paris mentionne l'accord intervenu entre les représentants de la D.R. et de la S.N.C.F. au sujet du règlement de toutes les prestations de matériel moteur et roulant fournies par la S.N.C.F. à la D.R. pour la période s'étendant du 1er juin 1940 au 1er août 1942.

Les représentants des deux Sociétés sont tombés d'accord pour que, à l'exception de certaines prestations explicitement indiquées au paragraphe III dudit protocole, toutes les prestations de matériel moteur et roulant, correspondant à la période antérieure au 1er août 1942 se trouvent réglées au moyen d'un versement de 125 millions de RM. effectué par la D.R. au profit de la S.N.C.F.

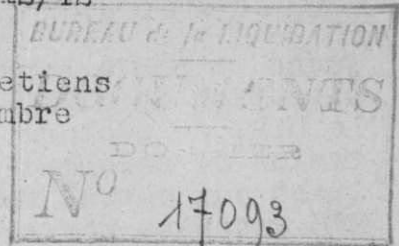
La S.N.C.F. a l'honneur de confirmer à la Deutsche Reichsbahn l'accord donné à ce sujet par ses représentants le 4 décembre dernier et de lui faire connaître qu'elle peut effectuer son versement en créditant le compte n° D 166 que la S.N.C.F. possède à la Banque de France à Paris.

LE DIRECTEUR GENERAL,

(s) LE BESNERAIS.

PARIS, le 4/12/42

Procès-verbal final relatif aux entretiens
ayant eu lieu à PARIS du 2 au 4 Décembre
entre la D.R. et la S.N.C.F.



OBJET : Utilisation réciproque des voitures, fourgons et wagons ainsi que des locomotives de la S.N.C.F. louées par la D.R.

Liste de présence, voir annexe 4.

I - La D.R. et la S.N.C.F. ont discuté d'une convention relative aux wagons, d'une convention relative aux locomotives et d'une convention relative aux voitures. En ce qui concerne la convention relative sur locomotives et voitures, un accord a pu être réalisé. Les conventions sont jointes comme annexes 1) et 2). Quant à la convention relative aux wagons jointe comme annexe 3, on n'a pas pu aboutir à un accord au sujet du § 8 chiffre 4. La S.N.C.F. ne croit pouvoir payer une location de 1 RM pour un wagon D.R. ayant passé sur son réseau que pour la période pour laquelle la D.R. a autorisé la S.N.C.F. à réutiliser librement les wagons D.R.; en outre, la S.N.C.F. refuse de payer une location pour les wagons D.R. qui sont immobilisés sur le réseau de la S.N.C.F. dans des trains-types de la Wehrmacht.

II - Par ailleurs, en ce qui concerne les annexes 1) - 3) il y a lieu de faire les observations suivantes :

Ad annexe 1) - Convention relative aux locomotives.

On n'a pas réussi à réaliser entre les parties contractantes un accord sur le point de savoir, dans quelle mesure la S.N.C.F. accepte d'exécuter dans ses ateliers ou dans les ateliers de l'industrie privée française des travaux d'une certaine importance des groupes d'avaries L 0 et L 2, ainsi que les levages L 3 et les grandes réparations L 4. La délégation française déclare ne pouvoir s'engager, pour la réparation des locomotives mises à la disposition de la D.R. que dans les limites de capacité de production laissées disponibles par l'entretien de son propre parc de locomotives.

Ad annexe 2) - Convention relative aux voitures.

La S.N.C.F. fait remarquer que la convention conclue avec la D.R. ne traite pas de la question des voitures et fourgons cédés pour des besoins de la Wehrmacht. Elle rappelle que des négociations doivent avoir lieu avec les représentants qualifiés de la Wehrmacht dans le but de régler cette question.

De même, la question des fourgons pour trains de marchandises n'a pas été traitée. D'après les indications de la D.R., la D.R. aurait 875 de ces wagons (parmi ce nombre, 498 faisaient partie de l'ancienne Sous-Direction de STRASBOURG, 38 seraient des wagons à barre

jaune et 339 à barre rouge), bien que l'effectif de l'ancienne Sous-Direction de STRASBOURG ne comprît que 584 wagons de cette catégorie. La D.R. se déclare prête à renvoyer à la S.N.C.F. les fourgons pour trains de marchandises se trouvant en surnombre, soit $875 - 584 = 291$. Quant aux autres fourgons pour trains de marchandises, en dehors des 875 reconnus par la D.R. qui se trouvent encore hors de FRANCE, sont présumés être utilisés par la Wehrmacht et rentrent comme tels dans le cadre de la convention susvisée relative aux voitures et fourgons à bagages non loués à la D.R.

ad annexe 3 - Convention relative aux wagons à marchandises.

Ad § 1, chiffre 2 et § 2, annexe 1, chiffre B 8 a.

Les parties sont tombées d'accord pour que les wagons de la S.N.C.F. marqués d'une barre jaune et passant dorénavant en FRANCE soient considérés comme wagons S.N.C.F. et la S.N.C.F. est autorisée à en faire supprimer la barre jaune. La majeure partie de ces wagons ayant une capacité de chargement de 15 T., alors que sur les 90.000 wagons couverts actuellement présents en FRANCE, environ 20.000 seulement ont une capacité de chargement de 15 T., il y a lieu d'éviter que, dans les relations mutuelles, la D.R. ne perde peu à peu les wagons de 15 T. et que ceux-ci ne soient remplacés par des wagons d'une capacité de chargement inférieure à 15 T. L'utilisation de wagons d'une capacité inférieure à 15 T. pour les transports à destination de l'ALLEMAGNE doit être limitée aux cas où cela est inévitable pour le maintien du trafic avec l'ALLEMAGNE, à défaut de wagons de 15 T.

ad § 6

Ne sont pas considérés comme wagons S.N.C.F. au sens de la présente convention, les wagons spéciaux de la S.N.C.F. loués ou confiés en gérance à des Sociétés ou à des particuliers et qui portent l'adresse de la Société intéressée, sans toutefois être marqués de la lettre P. Les deux Administrations sont d'accord pour qu'on marque de tels wagons de la lettre P.

Les représentants allemands signalent que, conformément aux lois allemandes relatives à la gérance des biens ennemis, le Commissaire du Reich pour la gérance des biens privés ennemis a confié la gérance de certains wagons particuliers de la S.N.C.F. à un administrateur-séquestre, et que celui-ci a autorisé certaines firmes à utiliser ces wagons. Pendant la durée de cette gérance, ces wagons ne sauraient être considérés comme wagons particuliers français. La S.N.C.F. déclare qu'elle en tiendra compte dans le cas où un wagon de cette catégorie arriverait sur son réseau.

ad § 8

La S.N.C.F. est d'accord pour que, dans les relations entre la S.N.C.F. et la D.R., les motifs d'exemption de la redevance de location, prévue au § 21 du R.I. ne soient pas admis.

La D.R. et la S.N.C.F. demanderont aux autres Administrations étrangères d'établir désormais directement avec la S.N.C.F. et d'après le R.I.V. les décomptes concernant les wagons S.N.C.F. acheminés sur ces réseaux.

III - Pour le passé, la D.R. se déclare disposée à verser la somme de 125 millions de RM à la S.N.C.F. Par ce paiement seront considérées comme réglées toutes les créances que, pour la période du 1/6/40 au 31/7/1942, pourront faire valoir, soit la S.N.C.F. à l'égard de la D.R., soit la D.R. à l'égard de la S.N.C.F., du fait de l'utilisation des locomotives, tenders, voitures, fourgons à bagages et fourgons pour trains de marchandises, ainsi que du fait de la réparation de ces véhicules et de la fourniture de pièces de rechange.

Seront, de ce fait, considérées comme non réglées les prestations faites :

- a) pour les voitures, fourgons à bagages et fourgons pour trains de marchandises que la Deutsche Wehrmacht a utilisés pour ses besoins en FRANCE, alors même que les véhicules auraient été utilisés au-delà des frontières françaises;
- b) pour les voitures de la Compagnie Internationale des Wagons-Lits et autres wagons particuliers;
- c) pour la mise à disposition d'agrès de chemin de fer, de matériel de superstructure et d'installations mécaniques;
- d) pour les wagons à marchandises, locomotives, voitures et fourgons perdus et détruits.

Les représentants de la S.N.C.F. déclarent que la somme de 173,1 millions de RM réclamée à la D.R. a été calculée consciencieusement pour autant que les éléments de calcul pour le 1^{er} trimestre ne présentent pas de lacunes et que la S.N.C.F. serait disposée à tenir compte de cet état de choses en ce sens qu'elle ramenait à 150 millions la somme réclamée par elle. Par contre, elle n'aurait pas encore tenu compte de la somme que la D.R. réclame à son tour et qu'elle veut bien admettre pour 25 millions de RM. Au cours de la discussion, on se met d'accord sur la somme de 125 millions de RM offerte par la D.R.

IV - Les représentants de la S.N.C.F. font connaître que les conventions faisant l'objet des annexes 1 à 3, doivent être soumises au Secrétaire d'Etat aux Communications français et approuvées par le Directeur Général de la S.N.C.F.

La S.N.C.F. fera connaître incessamment à la H.V.D. PARIS si et à partir de quelle date elle accepte la mise en vigueur des conventions.

Liste de présence
de la réunion du 2/12/1942 à la H.V.D. PARIS

Nom	Grade	Administration
MM. DUGAS	Chef du Service Technique	S.N.C.F.
DARGEOU	Chef Adjoint du Service Central du Mouvement	S.N.C.F.
SAUVAJOL	Ingénieur en Chef	S.N.C.F.
HEBERT	Ingénieur en Chef	S.N.C.F.
COUSIN	Chef du Contrôle des Recettes Marchandises	S.N.C.F.
PILGER	Abt Präsident	R.D.B. ESSEN
KOPPELMANN	O.R.R.	Gbl West ESSEN
Dr. JACOBI	Rb Direktor	Gbl Ost BERLIN
Dr. SCHULTZ	Abt Präsident	Hauptwagenamt BERLIN
HERZBERG	Rb Oberinspektor	Hauptwagenamt BERLIN

Paris, den 4.12.1942.

Schlussprotokoll

Über die Besprechung zwischen der DR und der SNCF.

Betr. : Gegenseitige Benutzung der Personen-, Gepäck- und Güterwagen und der von der DR angemieteten SNCF-Lokomotiven vom 2. bis 4. Dezember 1942 in Paris.

Anwesenheitsliste siehe Anlage 4.

- I. - Die Deutsche Reichsbahn und die SNCF haben über ein Güterwagenabkommen, ein Lokomotivabkommen und ein Personenwagenabkommen verhandelt. Was das Lokomotiv- und Personenwagenabkommen anbelangt, ist eine Einigung erzielt worden. Die Abkommen sind als Anlage 1) und 2) beigelegt. Über das Güterwagenabkommen, das als Anlage 3 beigelegt wird, konnte hinsichtlich des Paragr. 8, Ziffer 4, keine Einigung erzielt werden. Die SNCF glaubt eine Miete von 1 RM für einen auf ihr Netz übergegangenen Reichsbahnwagen nur für die Zeit bezahlen zu können, in der die Reichsbahn der SNCF die freizügige Verwendung der Reichsbahnwagen gestattet hat; ferner lehnt die SNCF die Zahlung von Miete für solche Reichsbahnwagen ab, die auf dem Netz der SNCF in Einheitszügen der Wehrmacht abgestellt sind.
- II.- Im übrigen sind zu den beigelegten Anlagen 1) - 3) folgende Bemerkungen zu machen :

Zu Anl. 1)- Lokomotivabkommen.

Es ist nicht gelungen, zwischen den Vertragsteilen eine Vereinbarung darüber herbeizuführen, in welchem Umfange die SNCF es übernimmt, Arbeiten grösseren Umfanges der Schadgruppe L 0 und L 2 sowie Zwischenuntersuchungen L 3 und Hauptuntersuchungen L 4 in ihren Werken oder in Werken der französischen Privatindustrie auszuführen. Die französische Seite erklärt, dass sie für die Ausbesserung der zur Verfügung der DR gestellten Lokomotiven sich nur innerhalb der Grenzen der Leistungsfähigkeit verpflichten kann, die die Unterhaltung ihres eigenen Lokomotivparks freilassen wird.

Zu Anl. 2)- Personenwagenabkommen.

Die SNCF bemerkt, dass die Frage der für die Wehrmachtsbedürfnisse abgegebenen Personen- und Gepäckwagen durch das mit der DR abgeschlossene Übereinkommen nicht behandelt worden ist. Sie erinnert an die Verhandlungen, die mit den zuständigen Vertretern der Wehrmacht zur Regelung dieser Frage stattfinden sollen.

Ebenso ist die Frage der Güterzuggepäckwagen nicht behandelt. Nach Angabe der DR hätte die DR 875 von diesen Wagen (davon gehörten 498 zur früheren Strassburger Unterdirektion, 38 wären Gelbstrichwagen und 339 Rotstrichwagen), obgleich der Bestand der früheren Strassburger Unterdirektion nur 584 solcher Wagen betrug. Die DR erklärt sich bereit, die $875 - 584 = 291$ überzähligen Güterzuggepäckwagen an die SNCF zurückzuführen.

Die übrigen, ausser den 875 von der DR anerkannten Güterzuggepäckwagen, die sich noch ausserhalb Frankreichs befinden, werden angeblich von der Wehrmacht benutzt und gehören als solche in die oben erwähnte Vereinbarung über die der DR nicht vermieteten Personen- und Gepäckwagen.

Zu Anl. 3) - Güterwagenabkommen.

Zu Paragr. 1, Ziffer 2 und Paragr. 2 Anl. 1, Ziffer B 8a.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die künftig nach Frankreich gelangenden SNCF-Wagen mit Gelbstrich als SNCF-Wagen gelten und dass die SNCF ermächtigt ist, den Gelbstrich zu entfernen. Da der grösste Teil dieser Wagen ein Ladegewicht von 15 t hat, während von den z Zt 90.000 in Frankreich vorhandenen gedeckten SNCF-Wagen nur ungefähr 20.000 ein Ladegewicht von 15 t haben, soll verhindert werden, dass im gegenseitigen Verkehr die 15 t-Wagen allmählich der DR verloren gehen und durch Wagen mit weniger als 15 t Ladegewicht ersetzt werden. Die Verwendung von Wagen unter 15 t Ladegewicht nach Deutschland muss auf die Fülle beschränkt werden, in denen dies zur Aufrechterhaltung des Verkehrs nach Deutschland wegen Mangel an 15 t-Wagen unvermeidlich ist.

Zu Paragr. 6

Im Sinne dieses Abkommens gelten Spezialwagen der SNCF, die an Gesellschaften oder Privatpersonen vermietet oder zur Verwaltung übergeben worden sind und die durch die Anschrift der betreffenden Gesellschaft, jedoch nicht durch den Buchstaben P gekennzeichnet sind, nicht als SNCF-Wagen. Beide Verwaltungen sind darüber einig, dass solche Wagen den Buchstaben P erhalten sollen.

Von deutscher Seite wird mitgeteilt, dass die Verwaltung gewisser Privatwagen der SNCF nach den deutschen Gesetzen über die Behandlung feindlichen Vermögens vom Reichskommissar für die Behandlung feindlichen Vermögens einem Verwalter übertragen ist und dass dieser die Wagen bestimmten Firmen zur Benutzung überlassen hat. Diese Wagen können während der Dauer der Verwaltung nicht als französische Privatwagen angesehen werden. Die SNCF erklärt, dass sie dem Rechnung tragen wird, falls ein solcher Wagen auf ihr Netz gelangen sollte.

Zu Paragr. 8

Die SNCF ist damit einverstanden, dass im Verhältnis zwischen der SNCF und der DR die im RIV Paragr. 21 vorgesehenen Mietbefreiungsgründe nicht gelten sollen.

Die DR und die SNCF werden die anderen fremden Verwaltungen ersuchen, über SNCF-Wagen, die nach diesen Bahnen laufen, künftig unmittelbar mit der SNCF nach RIV abzurechnen.

III.- Für die Vergangenheit erklärt sich die Reichsbahn bereit, einen Betrag von 125 Mil. RM an die SNCF zu zahlen. Durch diese Zahlung sollen alle Forderungen als beglichen gelten, die in der Zeit vom 1.6.40 bis zum 31.7.1942 von der SNCF an die Deutsche Reichsbahn oder von der DR an die SNCF wegen der Benutzung der Lokomotiven, Tender, Personenwagen, Gepäck- und Güterzugpackwagen gestellt werden können, sowie für die Ausbesserung dieser Fahrzeuge und die Lieferung von Ersatzteilen. Als nicht abgegolten sind hierbei anzusehen die Leistungen für die

- a) Personen-, Gepäck- und Güterzuggepäckwagen, die die Deutsche Wehrmacht für ihre Zwecke in Frankreich in Anspruch genommen hat, auch wenn die Wagen über die franz'sischen Grenzen hinaus verwendet worden sind,
- b) Wagen der internationalen Schlafwagengesellschaft und sonstigen Privatwagen,
- c) Überlassung von Eisenbahnzubehörmaterial, Oberbaumaterial und maschinellen Anlagen,
- d) verlorenen und zerstörten Güterwagen, Lokomotiven, Personen- und Gepäckwagen.

Die Vertreter der SNCF erklären, dass ihre Forderung an die DR in Höhe von 173,1 Mil. RM gewissenhaft berechnet worden ist, soweit nicht die Unterlagen für das 1. Vierteljahr Lücken aufweisen und dass die SNCF bereit sei, dieser Tatsache dahin Rechnung zu tragen, dass sie ihre Forderung an die DR auf 150 Mil. ermässigt. Sie habe jedoch die Gegenforderung der DR, die sie mit 25 Mil. RM anerkennen wollen, noch nicht berücksichtigt. Die Aussprache ergibt eine Einigung auf die von der DR angebotene Summe von 125 Mil. RM.

IV.- Die Vertreter der SNCF teilen mit, dass die in Anlage 1) - 3) enthaltenen Abkommen dem franz. Staatssekretär für das Verkehrswesen vorgelegt und vom Generaldirektor der SNCF gebilligt werden müssen. Die SNCF werde der HVD Paris sofort Mitteilung machen, ob und von welchem Zeitpunkt an sie mit dem Inkrafttreten der Abkommen einverstanden sei.

Anwesenheitsliste

der Besprechung vom 2.12.1942 bei der H. V. D. PARIS

Nam	Dienstgrad	Verwaltung
DUGAS	Chef du Service technique	S.N.C.F.
DARGEOL	Chef adjoint du Service Central du Mouvement	S.N.C.F.
SAUVAJOL	Ingénieur en Chef	S.N.C.F.
HEBERT	Ingénieur en Chef	S.N.C.F.
COUSIN	Chef du Contrôle des Recettes Marchandises	S.N.C.F.
PILGER	Abt. Präsident	RBD Essen
KOPPELMANN	ORR	Gbl West Essen
Dr JACOBI	Rb Direktor	Gbl Ost Berlin
Dr SCHULTZ	Abt. Präsident	Hauptwagenamt Berlin
HERZBERG	Rb. Oberinspektor	Hauptwagenamt Berlin

4 décembre 1942.

PREScriptions CONCERNANT L'UTILISATION RECIPROQUE
des WAGONS à MARCHANDISES.

N° 17093

Sans préjudice de la Convention d'Armistice, il est prescrit ce qui suit en ce qui concerne l'utilisation réciproque des wagons à marchandises :

§ 1 - Domaine d'application.

- 1°- Ces prescriptions sont applicables aux wagons à marchandises de la D.R. et de la S.N.C.F.
- 2°- Sont assimilables aux wagons de la D.R.:
 - a) les wagons de la B.M.B., marque de propriété BMB
CHD
 - b) les wagons portant l'inscription "Deutsch".
 - c) les wagons marqués comme loués à la D.R.

Les wagons S.N.C.F., y compris ceux à barre jaune, ne sont pas considérés comme wagons D.R.

- 3°- Ces prescriptions ne s'appliquent aux wagons des autres Administrations que si ceci est prévu explicitement.

§ 2 - Conditions relatives au transit des wagons.

- 1°- Pour le type, l'état d'entretien et le chargement des wagons présentés à l'échange -y compris ceux des Administrations indiquées au paragraphe 1, chiffre 3 ci-dessus-, on appliquera l'Unité technique avec les dérogations mentionnées à l'Annexe I.
- 2°- Le point de transit sera déterminé par des accords locaux, l'heure de la remise sera fixée par l'horaire.
- 3°- Pour la prise en charge des wagons par les visiteurs, on appliquera les accords conclus entre les R.B.D. Sarrebruck et Karlsruhe et la S.N.C.F.- D'après ceux-ci, l'Administration cédante est tenue de ne présenter que des wagons répondant à toutes les prescriptions concernant la sécurité, de sorte que l'Administration prenante n'ait pas de visite technique à faire dans les gares de transit.
- 4°- Les wagons sont considérés comme pris en charge lorsqu'ils sont mis à la disposition des chemins de fer voisins aux heures et dans la gare de transit convenues, accompagnés de tous les documents nécessaires à leur acheminement. C'est l'Administration cessionnaire qui assume la responsabilité des wagons après leur prise en charge.
- 5°- En cas d'impossibilité de recevoir les wagons réunissant les conditions voulues pour le transit, on appliquera les dispositions du R.I.V. paragraphe 3, chiffre 4 et la première phrase du chiffre 5 jusqu'aux mots "qui les a refusés" inclus.

§ 3 - Traitement des wagons.

Pour le traitement des wagons, on appliquera les dispositions des paragraphes 9 à 12 du R.I.V. sans procéder, toutefois, aux facturations.

§ 4 - Responsabilité des avaries de wagons.

1°- L'Administration, sur le réseau de laquelle l'avarie d'un wagon se sera produite ou aura été constatée, devra réparer le wagon à ses frais dans la mesure nécessaire pour le remettre en état de circuler et, si possible, le rendre utilisable pour l'exploitation.

2°- Les wagons gravement avariés au sens du R.I.V. seront traités et décomptés conformément aux dispositions du R.I.V.

3°- L'Administration utilisante pourra réparer elle-même et à ses frais les avaries autres que celles visées aux 1° et 2° ci-dessus [groupe d'avaries n°3(1)]. Elle pourra aussi renvoyer les wagons pour réparation à l'Administration propriétaire. Dans ce cas, les wagons seront munis de l'étiquette bleue du modèle K et pris en charge pour réparation d'un commun accord.

Les deux Administrations s'entendront pour fixer les gares d'échange dans lesquelles ces wagons devront être remis. Elles prendront toutes dispositions pour que les wagons munis de l'étiquette K ne soient pas remis à l'Administration propriétaire sans avoir été annoncés au préalable.

Lorsque le nombre des wagons du groupe d'avaries n° 3 renvoyés de part et d'autre se compensera, il ne sera pas établi, pour ces wagons, de décompte de frais de réparation. Lorsqu'une Administration restituera plus de wagons avariés du groupe 3 qu'elle n'en aura reçus, elle paiera, pour l'excédent, un forfait de 120 RM par wagon. Le nombre des wagons restitués sera déterminé par les deux gares frontalières intéressées, qui auront à se mettre d'accord sur les relevés établis. Les frais de réparation seront ensuite décomptés mensuellement à l'aide de ces relevés.

4°- Les wagons dont le terme de révision officielle viendra à échéance devront être renvoyés à l'Administration propriétaire, autant que possible sous charge. Cette dernière exécutera à ses frais la révision officielle. Afin d'éviter les parcours à vide, l'Administration utilisante pourra effectuer à ses frais la révision officielle dans ses propres ateliers.

5°- Les deux Administrations S.N.C.F. et D.R. se fourniront réciproquement les pièces de rechange nécessaires pour pouvoir exécuter, chacune dans ses propres ateliers, les réparations sur les véhicules appartenant à l'autre Administration. Pour ces fournitures réciproques de pièces de rechange, les dispositions du R.I.V. seront applicables.

La D.R. mettra à disposition de la S.N.C.F. les bons-matières nécessaires à l'entretien de ceux des wagons S.N.C.F. dont les réparations sont effectuées aux frais de la D.R.

6°- Le règlement des frais engagés pour les réparations d'avaries résultant de faits de guerre sera remis à une date ultérieure.

(1) Il faut entendre par wagons du groupe d'avaries n° 3, les wagons qui ne peuvent pas être réparés rapidement et avec des moyens courants.

§ 5 - Wagons disparus et perdus.-

10- Pendant la durée de la guerre, en cas de disparition de wagons D.R., sur les lignes exploitées par la S.N.C.F., celle-ci continuera à payer la location pour les wagons dont elle ne pourra prouver l'expédition sur le réseau d'une autre Administration ou la restitution à la D.R.- Le règlement définitif des questions relatives à la disparition est remis à une date ultérieure. Toutefois, s'il est reconnu qu'un wagon D.R. a été perdu sur les lignes de la S.N.C.F. pour une cause autre que le fait de guerre, celle-ci remboursera sa valeur d'après le R.I.V. paragraphe 14 (chiffre 4) et paiera 5 % d'intérêt de la valeur proportionnelle depuis le jour de la prise en charge et au plus tôt depuis le 1er août 1942 jusqu'au jour du paiement. Le remboursement de la location payée pour la période pendant laquelle l'intérêt aura été versé peut être demandé.

20- Pendant la durée de la guerre, en cas de disparition de wagons S.N.C.F. sur les territoires de la D.R., B.M.B., les territoires occupés de l'Est et les territoires occupés en Russie, la D.R. paiera la location pour les wagons dont elle ne pourra prouver l'expédition sur un autre Réseau ou la restitution à la S.N.C.F.- Le règlement définitif des questions relatives à la disparition est remis à une date ultérieure. Toutefois, s'il est reconnu qu'un wagon S.N.C.F. a été perdu pour une cause autre que le fait de guerre sur le territoire de la D.R., celle-ci remboursera sa valeur d'après le R.I.V. paragraphe 14 (chiffre 4) et paiera 5 % d'intérêt de la valeur proportionnelle depuis le jour de la prise en charge, et au plus tôt depuis le 1er août 1942, jusqu'au jour du paiement. Le remboursement de la location payée pour la période pendant laquelle l'intérêt aura été versé peut être demandé.

§ 6 - Wagons de particuliers.-

Pour les wagons de particuliers, les paragraphes 17 et 18 du R.I.V. sont applicables. La S.N.C.F. et la D.R. s'aideront mutuellement pour déterminer si un wagon particulier a été avarié ou détruit par la faute de leurs agents.

§ 7 - Agrès de chargement et cadres.-

Pour les agrès de chargement, on appliquera les dispositions du paragraphe 19 du R.I.V. sans facturer toutefois les indemnités de retard et les pénalités pour utilisation irrégulière des bâches.

Les questions de responsabilité pour les agrès disparus ou perdus seront réglées de la même manière que pour les wagons disparus ou perdus.

Les cadres qui satisfont aux dispositions internationales seront traités comme les agrès de chargement.

Si, d'après ce qui précède, la responsabilité est engagée en cas de perte de bâches, prolonges, aiguillettes et cadres, on allouera le montant intégral des frais de remplacement.

§ 8 - Décompte de la location des wagons.-

1°- La D.R. paiera à la S.N.C.F. une location pour les wagons S.N.C.F. se trouvant sur les lignes de la D.R., de la B.M.B., de la Ostbahn et des Territoires occupés de l'Est.

Pour le décompte des redevances de location, on partira du chiffre des wagons existants au 1er août 1942, chiffre évalué pour ce qui concerne les décomptes de location à 208.032 wagons S.N.C.F.

En ce qui concerne la dotation en wagons du Réseau, en Alsace, en Lorraine et en Luxembourg, question qui n'a pas encore été réglée, 40.000 wagons sont exemptés de la location dans les comptes de redevances.

2°- La S.N.C.F. paiera à la D.R. une location pour les wagons D.R. se trouvant sur les lignes de la S.N.C.F.- Pour le décompte des redevances de location, on partira du chiffre des wagons existants au 1er août 1942, chiffre évalué, pour ce qui concerne les décomptes de location, à 26.237 wagons D.R.-

3°- Les gares de transit des deux Administrations se mettront journellement d'accord sur les relevés des wagons transitant de la D.R. à la S.N.C.F. et de la S.N.C.F. à la D.R.- Les chiffres définitifs des wagons D.R. et S.N.C.F. transités devront concorder. Ils serviront de base au décompte de la location des wagons. On y ajoutera le nombre des wagons S.N.C.F. et D.R. qui auront pénétré sur les lignes de la D.R. ou de la S.N.C.F. en provenance d'autres Administrations (voir 7° ci-dessous).

4°- Le montant de la location est de 1 RM par jour. La location commence et finit à minuit à la fin des journées de livraison et de restitution.

Les wagons de particuliers et les wagons-citernes sont exemptés de la location.

5°- Pour les wagons à décompter d'après les chiffres 1 et 2, chaque Administration établira, à partir du 1.8.1942, à la fin de chaque mois, suivant le modèle D du R.I.V., des comptes de redevances en procédant d'après le nombre des wagons. Les comptes de redevances, ainsi que la récapitulation suivant le modèle E du R.I.V. devront être adressés à l'Administration propriétaire au plus tard pour la fin du mois suivant celui de la prise en charge.

6°- La récapitulation (modèle E) devra également comporter, outre les montants des locations, toutes les autres sommes dues en vertu de l'application de ces dispositions et reconnues avant que le décompte mensuel soit arrêté.

7°- Pour les wagons S.N.C.F. qu'elle fera transiter vers d'autres Administrations étrangères ou qu'elle prendra en charge de ces dernières, la D.R. établira des relevés en indiquant le jour et le numéro du wagon et les joindra aux comptes de redevances. La S.N.C.F. procédera de la même façon lors du transit de wagons D.R. en provenance ou à destination d'autres Administrations.

8°- Les demandes de rectification à apporter aux comptes ne sont recevables que si elles sont présentées dans les 3 mois de la réception de tous les comptes concernant les parcours des wagons et avant que douze mois se soient écoulés depuis que les wagons sont sortis du réseau propriétaire. Pour les rectifications, il est fait usage du modèle G du R.I.V.- Il doit être répondu aux demandes de rectifica-

tion dans un délai de 6 mois, et à chaque contre-observation, dans un délai de 3 mois sans quoi elles sont considérées comme acceptées.

90- Les sommes dues devront être déclarées, en vue de la compensation, au Bureau Central de Compensation pour locations de wagons à Berlin. Les sommes totales résultant des bordereaux des comptes de relevances seront à incorporer dans un tableau des sommes dues avec indication des Administrations créancières.

Paris, le 4 décembre 1942

Pour la D.R.

Pour la S.N.C.F.

DEROGATIONS A L'U.T.

A - Wagons D.R.

Les wagons D.R. pourront être chargés jusqu'à concurrence de 2 tonnes au-delà de la limite de charge. Le délai de révision inscrit peut être dépassé de 1 an.

B - Wagons français.

- 1- Empattement 2,7 m. au moins.
- 2- Diamètre de roue, à l'état d'usure, pas inférieur à 840 mm.
- 3- Les roues des wagons avec et sans frein peuvent être laminées ou forgées en une seule pièce.
- 4- Les boîtes d'essieux peuvent être munies d'un dispositif de graissage "tacking".
- 5- Toutes les fixations de bandages de roue sont admises.
- 6- Les guides de ressorts de suspension doivent être suffisamment garantis.
- 7- Les wagons à traverses extrêmes de tête en bois ne sont admis que si leur état présente des garanties suffisantes pour la sécurité de l'exploitation.
- 8- Ne sont pas admis :
 - a) les wagons d'une capacité de chargement inférieure à 15 tonnes,
 - b) les wagons avec roues fondues en coquille et avec des roues munies de moyeux en fonte.
- 9- La limite de charge peut être dépassée jusqu'à concurrence de 1 tonne.

C - Wagons appartenant à d'autres Administrations.

La limite de charge peut être dépassée (jusqu'à nouvel ordre) :

- 1°- Jusqu'à concurrence de 1 tonne pour les wagons de la S.N.C.F.B., des Chemins de fer de l'Etat danois, des Chemins de fer néerlandais, des Chemins de fer fédéraux suisses et des Chemins de fer de l'Etat slovaque.
- 2°- Jusqu'à concurrence de 2 tonnes pour des wagons FS d'une capacité de chargement de 17 tonnes ou plus.
- 3°- Jusqu'à concurrence de 10 tonnes pour des wagons F.S. d'une capacité de chargement jusqu'à 17 tonnes.

Dans le cas où seule la capacité de chargement est inscrite sur ces wagons, c'est celle-ci qui sert de base au déassement.

En ce qui concerne les wagons MAV, la capacité de chargement (non la limite de charge) peut être dépassée jusqu'à concurrence de 10 %.

NOTA -- Les dérogations à l'U.T. indiquées dans cette annexe pourront être révoquées moyennant préavis réciproque, par l'une ou par l'autre -- des deux Administrations, lorsque certaines de ces dispositions ne pourront plus être appliquées.

Bestimmungen über die gegenseitige Benutzung der Güterwagen

Unbeschadet des Waffenstillstandsvertrages wird über die gegenseitige Benutzung der Güterwagen folgendes bestimmt:

§ 1 Geltungsbereich

- 1) Diese Bestimmungen gelten für die Güterwagen der DR und der SNCF.
- 2) Den Wagen der DR sind gleichzuachten :
 - a) die Wagen der BMB, Eigentumszeichen BMB
CMD
 - b) Wagen mit der Anschrift " Deutsch".
 - c) Wagen, die als Mietwagen der DR gekennzeichnet sind.
SNCF-Wagen - auch die mit Gelbstrich gekennzeichneten - gelten nicht als Reichsbahnwagen.
- 3) Für Wagen anderer Verwaltungen gelten diese Bestimmungen nur, soweit es ausdrücklich vorgesehen ist.

§ 2 Bedingungen für den Wagenübergang

- 1) Für die Bauart, den Unterhaltungszustand und die Beladung der übergehenden Wagen, auch der in § 1 Ziffer 3 genannten Verwaltungen gilt die Technische Einheit mit den in Anlage 1 aufgeführten Abweichungen.
- 2) Der Ort der Übergabe wird durch örtliche Vereinbarungen, die Zeit der Übergabe durch den Fahrplan bestimmt.
- 3) Für die technische Wagenübergabe gelten die Vereinbarungen, die von den Reichsbahndirektionen Saarbrücken und Karlsruhe mit der SNCF abgeschlossen sind. Danach hat die übergehende Bahn für die Betriebssicherheit der übergehenden Wagen einzustehen, so dass die technische Übernahme der Wagen auf dem Grenzübergangsbahnhof der übernehmenden Bahn unterbleibt.
- 4) Die Wagen gelten als übernommen, wenn sie zur vereinbarten Zeit mit allen zur Beförderung erforderlichen Begleitpapieren der

...

Nachbarbahn am vereinbarten Ort zur Verfügung gestellt worden sind. Nach der Übernahme der Wagen geht die Haftung für die Wagen auf die übernehmende Bahn über.

- 5) Bei Unmöglichkeit, übergangsfähige Wagen zu übernehmen, kommen die Bestimmungen des RIV § 3 Ziffer 4 und Ziffer 5 erster Satz bis " die sie verweigert hat " zur Anwendung.

§ 3 Behandlung der Wagen

Für die Behandlung der Wagen gelten RIV §§ 9 - 12, jedoch wird nicht abgerechnet.

§ 4 Haftung der beschädigten Wagen

- 1) Die Bahn, auf deren Strecken ein Wagen beschädigt oder der Schaden bemerkt worden ist, hat den Wagen auf eigene Kosten soweit wieder in-standzusetzen, dass er lauffähig und nach Möglichkeit wieder betriebsfähig wird.
- 2) Mit Wagen, die im Sinne des RIV schwerbeschädigt sind, wird nach RIV verfahren und abgerechnet.
- 3) Andere als die unter 1) und 2) genannten Schäden, (Schadgruppe 3) +) kann die benutzende Bahn auf eigene Kosten selbst ausbessern. Sie kann sie auch der Eigentumsbahn zur Ausbesserung zuführen. In diesem Falle werden die Wagen mit blauem Zettel K beklebt und im gegenseitigen Benehmen zur Ausbesserung übernommen. Die beiden Verwaltungen verständigen sich gegenseitig über die Bahnhöfe, in denen diese Schadwagen übergeben werden sollen. Sie werden sicherstellen, dass Wagen mit K-Zetteln der Eigentumsbahn nicht ohne vorherige Anmeldung zugeführt werden. Soweit die Zahl der gegenseitig zugeführten Wagen der Schadgruppe 3 sich ausgleicht, wird über die Ausbesserungskosten nicht abgerechnet. Die Verwaltung, die mehr Schadwagen der Gruppe 3 an die andere Verwaltung übergibt, als sie von dieser erhält, zahlt für den Überschuss einen Pauschatz von 120 RM je Wagen. Die Zahl der überggebenen Wagen wird von den beiden Grenzübergangsbahnhöfen festgestellt und die Nachweise hierüber werden gegenseitig abgestimmt. Die Ausbesserungskosten werden auf Grund dieser Nachweise monatlich abgerechnet.

-
- +) Zur Schadgruppe 3 gehören Wagen, die nicht schnell und nicht mit geringen Mitteln ausgebessert werden können.

- 4) Wagen, deren bahnamtliche Untersuchung fällig wird, sind nach Möglichkeit beladen zur Eigentumsbahn zu senden. Diese führt die bahnamtliche Untersuchung auf eigene Kosten aus. Zur Vermeidung von Leerlaufen ist es der benutzenden Bahn gestattet, die bahnamtliche Untersuchung in eigenen Werken auf eigene Kosten auszuführen.
- 5) Die beiden Verwaltungen werden sich gegenseitig die für die Ausbesserung nötigen Ersatzteile zur Verfügung stellen, um die ihren Werkstätten zugeführten Wagen der anderen Verwaltungen auszubessern. Für die gegenseitige Zusendung der Ersatzteile gilt RIV.

Die DR wird der SNCF die notwendigen Kontingentscheine zur Ausbesserung so vieler SNCF-Wagen zur Verfügung stellen, wie auf Kosten der DR ausgebessert werden.

- 6) Die Ersatzkostenfrage für Schäden, die durch Kriegsereignisse herbeigeführt worden sind, bleibt späterer Regelung vorbehalten.

§ 5 Verschollene und verlorene Wagen

- 1) Während der Dauer des Krieges zahlt die SNCF für den auf den von ihr betriebenen Strecken verschollene Wagen die Miete für die Wagen, deren Versand nach dem Netz einer anderen Bahn oder deren Rückgabe an die DR sie nicht nachweisen kann, weiter. Die endgültige Regelung der sich aus der Verschollenheit ergebenden Fragen wird auf einen späteren Zeitpunkt verschoben. Wird jedoch festgestellt, dass ein Reichsbahnwagen auf den Strecken der SNCF aus einem anderen Grund als einem Kriegsereignis verloren gegangen ist, so vergütet diese seinen Wert nach RIV, § 14 Ziff 4 und verzinst den verhältnismässigen Wert mit 5% vom Tage der Übernahme, frühestens vom 1.8.1942 an bis zum Tage der Zahlung. Die für die Zeit der Verzinsung gezahlte Miete kann zurückgefordert werden.
- 2) Während der Dauer des Krieges zahlt die DR für den auf dem Gebiet der DR, BMB, in den besetzten Gebieten des Ostens und den besetzten russischen Gebieten Miete für die Wagen, deren Versand an ein anderes Netz oder deren Rückgabe an die SNCF sie nicht nachweisen kann. Die endgültige Regelung der sich aus der Verschollenheit ergebenden Fragen wird auf einen späteren Zeitpunkt verschoben. Wird jedoch festgestellt, dass ein SNCF-Wagen aus einem anderen Grund als einem Kriegsereignis im Gebiet der DR verloren gegangen ist, so vergütet diese seinen Wert nach RIV, § 14 Ziff 4 und verzinst den verhältnismässigen Wert mit 5% vom Tage der Übernahme, frühestens vom 1.8.1942 an bis zum Tage der Zahlung. Die für die Zeit der Verzinsung gezahlte Miete kann zurückgefordert werden.

§ 6 Privatgüterwagen

Für Privatgüterwagen gelten RIV §§ 17 und 18.

SNCF und DR werden sich gegenseitig bei der Feststellung unterstützen, ob ein Privatgüterwagen durch Verschulden ihrer Bediensteten beschädigt oder zerstört worden ist.

§ 7 Lademittel und Behälter

Für die Benutzung der Lademittel gilt RIV § 19, jedoch ohne Abrechnung über Deckenverzögerungsgebühren und über Geldbussen für übereinkommenswidrige Deckenbenutzung.

Die Haftung für verschollene oder verlorene Lademittel wird geregelt wie für verschollene oder verlorene Wagen.

Behälter die den internationalen Bestimmungen entsprechen werden wie Lademittel behandelt.

Soweit hiernach für den Verlust von Wagendecken, Seilen, Leinen und Behältern gehaftet wird, sind die vollen Ersatzkosten zu vergüten.

§ 8 Wagenmietabrechnung

- 1) Die DR zahlt an die SNCF Miete für die SNCF=Wagen, die sich auf dem Netz der DR, der BMB, der Ostbahn und der besetzten Ostgebiete befinden.

Zur Berechnung der Miete wird von der Bestandszahl des 1. August 1942 ausgegangen, die für die Wagenmietabrechnung mit 208 032 SNCF=Wagen angenommen wird.

Hinsichtlich der noch nicht geregelten Ausstattung des Netzes in Elsass, Lothringen und Luxemburg mit Güterwagen werden in der Wagenmietabrechnung 40 000 SNCF=Wagen mietefrei abgerechnet.

- 2) Die SNCF zahlt an die DR Miete für die DR=Wagen, die sich auf dem Netz der SNCF befinden. Zur Berechnung der Miete wird von der Bestandszahl des 1. August 1942 ausgegangen, die für die Wagenmietabrechnung mit 26 237 Reichsbahnwagen angenommen wird.

- 3) Die Nachweise über die von der DR zur SNCF und von der SNCF zur DR übergehenden Güterwagen werden täglich zwischen den Grenzübergangsbahnhöfen beider Verwaltungen abgestimmt. Die Endsummen der übergebenen Reichsbahnwagen und SNCF-Wagen müssen übereinstimmen. Sie werden der Wagenmietabrechnung zugrunde gelegt. Hierbei wird die Zahl der SNCF-Wagen und DR-Wagen zugesetzt, die von anderen Verwaltungen auf das Netz der DR oder der SNCF gelangt sind (vgl. Ziff 7).
- 4) Die Miete beträgt 1.-RM für jeden Tag. Sie beginnt mit der auf die Übergabe folgenden Mitternacht und endet mit der auf die Übergabe folgenden Mitternacht.
Privatgüterwagen und Kesselwagen sind mietefrei.
- 5) Jede Verwaltung stellt vom 1.8.1942 ab nach Ablauf jeden Monats Schuld-nachweise über die nach Ziffer 1 und 2 abzurechnenden Wagen nach RIV Muster D nach der Wagenzahl auf. Die Schuldnachweise nebst Zusammenstellung nach RIV Muster E sind spätestens bis zum Schluss des auf die Übernahme folgenden Monats an die Eigentumsverwaltung einzusenden.
- 6) In der Zusammenstellung (Muster E) sind ausser den Mietebeträgen auch alle übrigen aus der Anwendung dieser Bestimmungen sich ergebenden, bis zum Abschluss der Monatsberechnung anerkannten Schuldbeträge aufzunehmen.
- 7) Über SNCF-Wagen, die die DR nach anderen fremden Verwaltungen übergehen lässt oder von ihr übernimmt, stellt die DR Nachweise unter Angabe von Tag und Wagennummer auf und fügt sie den Schuld-nachweisen bei. In gleicher Weise verfährt die SNCF beim Übergang von Reichsbahnwagen von und nach anderen Verwaltungen.
- 8) Prüfungsbemerkungen zu den Schuld-nachweisen werden nur berücksichtigt, wenn sie innerhalb von 3 Monaten nach Eingang aller den Wagenlauf betreffenden Nachweise gestellt werden und nicht mehr als 12 Monate seit dem Austritt der Wagen aus der Heimatbahn verfloßen sind. Zu den Prüfungsbemerkungen ist das Muster G des RIV zu benutzen. Die Prüfungsbemerkungen sind innerhalb von 6 Monaten und jede Gegenbemerkung innerhalb von 3 Monaten zu beantworten; andernfalls gelten sie als anerkannt.
- 9) Die Schuldbeträge sind bei dem Hauptausgleich für Wagenmieten in Berlin zum Ausgleich anzumelden. Dazu sind die Endsummen, die sich aus den Zusammenstellungen der Schuld-nachweise ergeben, unter Angabe der Gläubigerverwaltung in eine Schuldzusammenstellung aufzunehmen.

Paris, den 4. Dezember 1942

Für die Deutsche Reichsbahn

Für die S N C F

Abweichungen von der TE

A. Reichsbahnwagen

Reichsbahnwagen dürfen bis zu 2 t über die Tragfähigkeit hinaus beladen werden. Die angeschriebene Untersuchungsfrist darf bis zu einem Jahr überschritten werden.

B. Französische Wagen.

- 1) Achsstand mindestens 2,7 m
- 2) Raddurchmesser im abgenutzten Zustand nicht kleiner als 840 mm
- 3) Die Räder der Wagen mit und ohne Bremse dürfen in einem Stück gewalzt oder geschmiedet sein.
- 4) Die Achslager dürfen Putzwollschmierung (Schmierballenölung) besitzen.
- 5) Alle Radreifenbefestigung sind zugelassen.
- 6) Tragfedergleitschuhe müssen ausreichend gesichert sein.
- 7) Wagen mit hölzernen Kopfstücken sind nur zugelassen, wenn ihr Zustand für die Betriebssicherheit ausreichend Gewähr leistet.
- 8) Nicht zugelassen sind :
 - a) Wagen, mit einem Ladegewicht unter 15 t
 - b) Wagen mit Schalengussrädern und mit Rädern, die mit gusseisernen Naben versehen sind.
- 9) Die Tragfähigkeit darf bis zu 1 t überschritten werden.

C. Wagen anderer Verwaltungen

Die Tragfähigkeit darf überschritten werden (widerruflich) :

- 1) bis zu 1 t bei Wagen der SNCFB, der Danischen Staatsbahnen, der Niederländischen Eisenbahnen, der Schweizerischen Bundesbahnen und der Slowakischen Staatsbahnen.
- 2) bis zu 2 t bei FS-Wagen mit einem Ladegewicht von 17 t oder mehr,
- 3) bis zu 10% bei SF-Wagen mit einem Ladegewicht bis zu 17 t.

Ist bei diesen Wagen nur das Ladegewicht angeschrieben, so wird dieses der Überschreitung zugrundegelegt.

Bei MAV-Wagen darf das Ladegewicht (nicht die Tragfähigkeit) bis zu 10% überschritten werden.

Die in dieser Anlage aufgeführten Abweichungen von der TE können nach gegenseitigem Benehmen von jedem Vertragsteil jederzeit widerrufen werden, sofern einige dieser Bestimmungen nicht mehr angewendet werden können.

- 4. DEC. 1942

Dispositions relatives à l'utilisation des
locomotives à vapeur mises à la disposition de la D.R.
par la S.N.C.F.

17093

Sans préjudice de la convention d'armistice, la convention suivante est conclue au sujet des locomotives de la S.N.C.F. que cette dernière met à la disposition de la D.R. en vertu de prescriptions spéciales.

§ 1

Cet accord s'applique aux locomotives dont le nombre et les catégories sont désignés dans les annexes, qui ont été mises à la disposition de la D.R. par la S.N.C.F.

§ 2

Les locomotives mises à la disposition de la D.R. sont vérifiées par les délégués de la D.R. dans les dépôts désignés par la H.V.D. Les locomotives sont ensuite conduites par le personnel des H.V.D. jusqu'aux dépôts frontières fixés. Elles y sont prises en charge par la D.R.

Les délégués des parties contractantes établissent une liste des locomotives remises à la D.R. On y inscrira l'ancien et le nouveau numéros, la région et le jour de la prise en charge au dépôt frontière. Il sera également établi en commun pour chaque locomotive un relevé des agrès correspondants qui sera signé par les délégués des deux administrations.

La S.N.C.F. transmettra à la H.V.D. les dossiers des locomotives remises à la D.R.

§ 3

La D.R. est en droit d'utiliser les locomotives comme bon lui semblera. Elle tient attachement des parcours mensuels de chaque locomotive ; les documents sont à la disposition de la S.N.C.F. pour en prendre connaissance.

§ 4

La D.R. peut apposer sur les locomotives des marques distinctives supplémentaires, étant entendu que les marques de propriété et les numéros de série de la S.N.C.F. ne devront pas être enlevés.

En outre, la D.R. peut procéder à des petites modifications de construction qu'elle juge nécessaires en raison de ses conditions d'exploitations particulières (dispositifs d'occultation, installations

supplémentaires de protection contre le froid et la chaleur dans la cabine de conduite, modification de la grille, etc ...). La S.N.C.F. s'engage à laisser subsister ces modifications lors de la révision des locomotives dans ses ateliers. Les croquis des modifications seront sur demande mis à la disposition de la S.N.C.F. pour autant qu'ils lui sont nécessaires pour effectuer les réparations dans ses Ateliers.

§ 5

La D.R. s'engage à entretenir les locomotives de la même façon que les siennes.

Les locomotives seront entretenues conformément au programme d'entretien de la D.R.

L'entretien courant sera effectué dans les dépôts de la D.R.

La S.N.C.F. mettra, sur demande, à la disposition de la D.R. les documents nécessaires à la conservation et à l'entretien des locomotives (croquis, instructions, etc ...).

La D.R. effectue les réparations intermédiaires (L 2) ainsi que les réparations accidentelles (L 0).

Les locomotives, envoyées aux fins de réparation en FRANCE, devront être munies de tous les accessoires quel qu'en soit leur état.

La S.N.C.F. fera mentionner dans les dossiers des locomotives également en langue allemande les réparations effectuées par elle.

La S.N.C.F. mettra, d'un commun accord, à la demande de la D.R. et par l'intermédiaire de la H.V.D., à la disposition de la D.R., une provision suffisante de matières et pièces de rechange nécessaires à l'entretien des locomotives dans les dépôts et ateliers de la D.R. La S.N.C.F. ne fournira cependant pas des métaux de fusion et des demi-produits, tels que fers profilés, tôles, fers ronds, boulonnerie et autres matières courantes du commerce. La S.N.C.F. facturera à la D.R., pour les matières et pièces de rechange, le prix d'achat ou le prix de revient, majoré de 28 % auquel s'ajoutent les droits légaux y compris la taxe de compensation pour la conversion des bons Zast en bons matières français. Le Service fournisseur reprendra les matières et pièces de rechange non utilisés au même prix. Le transport est gratuit dans les deux directions. Le décompte relatif à la fourniture des matières et des pièces de rechange sera établi chaque mois.

La D.R. mettra à la disposition de la S.N.C.F. des contingents pour les matières et pièces de rechange fournies par la S.N.C.F. aux services de réparation de la D.R. ou utilisées dans les services de réparation français aux fins de réparation des locomotives.

La D.R. paiera pour les réparations générales exécutées dans les ateliers de la S.N.C.F. une somme forfaitaire, à savoir :

	<u>L 3-</u>	<u>L 4</u>
a) pour une locomotive-tender	7.000 RM	24.000 RM
b) " locomotive avec tender attelé	7.500 "	27.000 "
c) " locomotive de la série 150 P		
241 Ouest et Est	9.500 "	37.000 "
d) " locomotive de la série 151 TQ	8.000 "	30.000 "

Si des appareils ou pièces manquent aux locomotives, on facturera à la D.R., pour leur remplacement, le même prix que pour les pièces de rechange livrées à la D.R.

Si la D.R., à l'occasion des réparations des locomotives S.N.C.F. dans ses propres ateliers, est amenée à remplacer des foyers en cuivre par des foyers en acier ou des coussinets entièrement en bronze par des coussinets tri-métal, elle rendra à la S.N.C.F. les vieilles matières récupérées. Dans le cas de substitution de coussinets tri-métal à des coussinets en bronze, la quantité de bronze comprise dans les coussinets tri-métal sera déduite des quantités à restituer à la S.N.C.F.

La S.N.C.F. facturera à la D.R. le prix de revient pour les réparations intermédiaires (L0 et L2). Celui-ci comprendra les dépenses faites pour les salaires - dépenses majorées de 145% à titre de frais généraux - pour les matières et les pièces de rechange avec les suppléments indiqués ci-dessus.

Sur la demande de la D.R., la S.N.C.F. lui transmettra une facture détaillée.

La S.N.C.F. présentera chaque mois à la D.R. la facture afférente aux réparations effectuées pendant le mois précédent. La facture sera réglée dans le courant du mois suivant celui de la présentation.

La S.N.C.F. garantit que les réparations seront effectuées conformément aux règles de l'art. Si, dans le délai d'un mois après remise d'une locomotive réparée à la D.R., des avaries imputables à la mauvaise qualité des réparations et susceptibles de réduire fortement les possibilités d'utilisation des locomotives sont constatées, la D.R. pourra renvoyer la locomotive à la S.N.C.F. pour mise au point complémentaire. Si la S.N.C.F. reconnaît, après examen contradictoire, que les avaries sont indiscutablement imputables à une réparation non conforme aux règles de l'art, elle gardera à sa charge les dépenses qu'entraîneront les travaux complémentaires.

Pour les locomotives ayant été mises à sa disposition, la D.R.B. versera à la S.N.C.F., à compter du jour de la prise en charge par le

dépôt frontière, au plus tôt toutefois à partir du 1er Août 1942, jusqu'au jour de la restitution des locomotives à la S.N.C.F. au dépôt frontière, ces deux jours compris, une redevance d'un montant de

- | | |
|--|-------------------|
| a) pour une locomotive-tender | 11,50 RM par jour |
| b) pour une locomotive avec tender attelé | 13,50 " |
| c) pour une locomotive de la série 150 P ou 241 Est ou Ouest | 35,-- " |
| d) pour une locomotive de la série 151 TQ | 28,-- " |

La redevance de location n'est pas payable pour la période pendant laquelle une locomotive se trouve dans le ressort de la S.N.C.F. aux fins de réparation; cette période s'étend du jour de la remise de la locomotive à la S.N.C.F. au dépôt frontière au jour de la restitution à la D.R.B. au dépôt frontière.

Dans le cas où la S.N.C.F. n'accepterait pas les locomotives qui lui auront été remises aux fins de réparation, ainsi qu'il a été prévu au plan d'acheminement arrêté d'un commun accord, la D.R.B. pourra faire transférer et garer les locomotives en FRANCE. La redevance de location ne sera pas calculée pour la période pendant laquelle des locomotives ont été garées, période allant du jour de la remise à la S.N.C.F. au dépôt frontière au jour de la restitution de la locomotive réparée à la D.R.B. au dépôt frontière, ces deux jours compris.

Les prix de location et prix forfaitaires de réparation fixés au § 5 peuvent, après accord réciproque, être révisés au 1er janvier de chaque année si les conditions économiques deviennent sensiblement différentes de celles qui existaient lorsqu'ils ont été établis (c'est-à-dire, si les salaires et matières ont varié d'environ 8%).

§ 7

Lors de la restitution à la S.N.C.F. les locomotives devront se trouver dans l'état dans lequel la D.R.B. s'est engagée, aux termes des §§ 3 et 4, à les maintenir. En appréciant leur état, on fera preuve de la même largeur de vues dont la D.R.B. a fait preuve lors de la réception des locomotives. Dans le cas où la D.R.B. n'aurait pas exécuté les travaux de réparation lui incombant, celle-ci aura le choix d'exécuter ces travaux après coup elle-même ou d'en rembourser à la S.N.C.F. le prix de revient (§ 5).

Si une locomotive n'est pas réparable, la D.R.B. remboursera à la S.N.C.F. la valeur de la locomotive. On établit cette valeur en multipliant la tare de la locomotive avec le prix unitaire du kilo, c'est-à-dire le prix en Reichsmarks pratiqué en FRANCE, au moment de la restitution des locomotives à la S.N.C.F. Ce montant ainsi obtenu est réduit de 1/40 par année civile écoulée à compter du jour où les locomotives ont été mises en service jusqu'au jour où on a constaté qu'elles étaient devenues inutilisables. On déduira en outre la valeur que représente la mitraille comme vieille matière, en tenant compte des frais de démontage.

On procédera d'une façon analogue, lorsqu'une locomotive ne pourra plus être restituée pour cause de perte ou de destruction complète. La

D.R.B. fera connaître à la S.N.C.F. au plus tard dans le délai de trois mois, le jour où la perte ou la destruction a été constatée. Le jour de la perte ou de la réforme de la locomotive devra servir de base au calcul de la valeur. A partir de ce jour la location ne sera plus payée.

§ 8

Les dispositions de cet accord sont applicables par analogie aux locomotives que la S.N.C.F. a remises à la S.N.C.F.B. et que cette dernière a transférées à la D.R.B. Pour l'utilisation des locomotives que la S.N.C.F. a mises à la disposition de la S.N.C.F.B. sur l'ordre du Chef des Transports et que cette dernière n'a pas elle-même mises à la disposition de la D.R.B., un accord analogue sera conclu entre la S.N.C.F. et la S.N.C.F.B.

B e s t i m m u n g e n
über die Benutzung der der Deutschen Reichsbahn (DR)
von Société de Chemins de Fer (SNCF) zur Verfügung
gestellten Dampflokomotiven.

Unbeschadet des Waffenstillstandsvertrages wird folgende Vereinbarung über die Lokomotiven der SNCF getroffen, die diese der Deutschen Reichsbahn auf Grund besonderer Bestimmungen zur Verfügung stellt.

§ 1

Dieses Übereinkommen gilt für die in der Anlage nach Stückzahl und Gattungen aufgeführten Dampflokomotiven, die der DR von der SNCF zur Verfügung gestellt worden sind.

§ 3

Die Beauftragten der DR prüfen die Lokomotiven, die der DR zur Verfügung gestellt werden/sollen, in den von den HVD'en bestimmten Depots. Die Lokomotiven werden sodann von dem Personal der HVD'en nach den vereinbarten Grenzbetriebswerkstätten gebracht. Hier werden sie von der DR übernommen.

Die Beauftragten beider Vertragsteile stellen eine Liste der der DR zur Verfügung gestellten Lokomotiven auf. Darin ist ihre alte und neue Nummer, die Region und der Tag der Übernahme im Grenzbetriebswerk anzugeben. Ferner ist für jede Lokomotive gemeinsam ein Verzeichnis der zugehörigen Geräte aufzustellen und von den Beauftragten beider Verwaltungen zu unterzeichnen.

Die SNCF wird die Akten der Lokomotiven, die sie der DR zur Verfügung stellt, der HVD übergeben.

§ 3

Die DR ist berechtigt, die ihr zur Verfügung gestellten Lokomotiven nach eigenem Ermessen einzusetzen. Sie führt Aufzeichnungen über die monatliche Leistung jeder Lokomotive; die Unterlagen stehen der SNCF zur Einsicht zur Verfügung.

§ 4

Die DR kann an den Lokomotiven zusätzliche Kennzeichen anbringen, jedoch dürfen die Eigentumsmerkmale und die Betriebsnummern der SNCF nicht entfernt werden.

Ferner darf die DR an den Lokomotiven kleinere Bauartänderungen vornehmen, die wegen der anders gearteten Betriebsverhältnisse notwendig werden (Verdunkelungseinrichtungen, Einrichtung zusätzlichen Frost- und Wärmeschutzes auf dem Führerstand, Änderung des Rostes usw). Die SNCF verpflichtet sich, diese Änderungen bei Untersuchung der Lokomotiven in ihren Ausbesserungsstellen bestehen zu lassen. Die Zeichnungen der Abänderungen werden der SNCF auf Verlangen zur Verfügung gestellt, soweit es für die Ausbesserung in ihren Werken notwendig ist.

§ 5

Die DR verpflichtet sich, die Lokomotiven in gleicher Weise zu pflegen, wie ihre eigenen.

Die Lokomotiven werden nach dem Erhaltungsplan der DR unterhalten.

Die laufende Unterhaltung wird in den Bahnbetriebswerken der DR durchgeführt. Die für Pflege und Unterhaltung der Lokomotiven erforderlichen Unterlagen (Pläne, Bedienungsanweisungen usw) stellt die SNCF der DR auf Verlangen zur Verfügung.

Die DR übernimmt die Zwischenausbesserungen (L 2) und die Bedarfsausbesserungen (L 0).

Bei der Bestimmung des Arbeitsumfanges soll beachtet werden, dass die Lokomotiven von einer Untersuchung zur nächsten betriebsfähig bleiben.

Die Lokomotiven, die zur Ausbesserung nach Frankreich gesandt werden, sollen alle zu ihnen gehörigen Teile, gleichgültig in welchem Zustand, besitzen.

Die SNCF lässt die von ihr ausgeführten Arbeiten in die Betriebsbücher der Lokomotiven auch in deutscher Sprache eintragen.

Für die Unterhaltung der Lokomotiven in den Bahnbetriebswerken und Reichsbahn-Ausbesserungswerken der DR stellt die SNCF der DR durch Vermittlung der HVD nach gegenseitiger Vereinbarung einen angemessenen Vorrat von Werkstoffen und Ersatzstücken auf Anforderung zur Verfügung. Schmelzmetalle und Halbfabrikate wie Profileisen, Bleche, Rundeisen, Schrauben und andere handelsübliche Stoffe wird die SNCF jedoch nicht liefern. Für die Werkstoffe und Ersatzstücke stellt die SNCF der DR den Einkaufspreis oder den Herstellungswert zuzüglich 28 % und zuzüglich der gesetzlichen Abgaben in Rechnung. Zu diesen Abgaben gehört auch der Geldbetrag, der für den Umtausch der Kontingentscheine der eisernen Metalle

erhoben wird. Nichtgebrauchte Werkstoffe und Ersatzstücke werden zum selben Preis von der Lieferstelle zurückgenommen. Die Beförderung ist in beiden Richtungen unentgeltlich. Über die Lieferung der Werkstoffe und Ersatzstücke wird monatlich abgerechnet.

Die DR stellt der SNCF Kontingente für die Werkstoffe und Ersatzstücke zur Verfügung, die die SNCF den Ausbesserungsstellen der DR liefert oder die in den französischen Ausbesserungsstellen zur Ausbesserung der Lokomotiven gebraucht werden.

Die DR zahlt für die in den Werken der SNCF ausgeführten Hauptuntersuchungen einen Pauschalbetrag von :

	<u>L3</u>	<u>L 4</u>
a) Tenderlokomotiven	7 000 RM	24 000 RM
b) Lok mit Schlepptender	7 500 "	27 000 "
c) Lok der Reihe 150 P. und 241 West u. Ost	9 500 "	37 000 "
d) Lok der Reihe 15L TQ	8 000 "	30 000 "

Fehlen an den Lokomotiven Vorrichtungen oder Teile, so wird der DR für deren Ersatz derselbe Preis wie für die der DR gelieferten Ersatzstücke in Rechnung gestellt.

Wenn die DR bei der Ausbesserung der SNCF-Lok in ihren eigenen Werken die kupfernen Feuerbüchsen durch eiserne ersetzt und die Rotgussachslagerschalen gegen Dreistofflager austauscht, dann gibt sie die gewonnenen Altstoff-Buntmetalle an die SNCF zurück. Das bei den Dreistofflagern verwendete Buntmetall ausser dem Lagermetall wird bei der Rückgabe des Buntmetalls abgezogen.

Für die Zwischenausbesserung (L 0 und L 2) stellt die SNCF der DR den Selbstkostenpreis in Rechnung. Dieser enthält die Kosten für die Löhne mit einem Gemeinkostenzuschlag von 145 %, für Stoffe und Ersatzteile mit den oben angegebenen Zuschlägen. Auf Wunsch der DR wird ihr die SNCF eine spezifizierte Rechnung vorlegen.

Die SNCF legt der DR die Rechnung über die im Vormonat ausgeführten Arbeiten monatlich vor. Die Rechnung wird in dem auf die Vorlage folgenden Monat beglichen.

Die SNCF sagt die ordnungsgemässe Ausführung der von ihr übernommenen Arbeiten zu. Sollten sich innerhalb eines Monats nach

....

Übergabe der ausgebesserten Lokomotiven an die DR Schäden zeigen, die offenbar auf unsachgemäße Arbeitsausführung zurückzuführen sind und die die Einsatzfähigkeit der Lokomotiven wesentlich beeinträchtigen, so kann die DR die Lokomotiven der SNCF zur Nacharbeit zuführen. Erkennt die SNCF nach gemeinsamer Prüfung an, dass der Schaden offenbar auf unsachgemäße Arbeitsausführung zurückzuführen ist, so trägt die SNCF die für die Nacharbeit aufzuwendenden Kosten.

§ 6

Die DR zahlt für die ihr zur Verfügung gestellten Lokomotiven vom Tage der Übernahme im Grenzbetriebswerk, frühestens jedoch vom 1. August 1942 an, bis zum Tage der Rückgabe der Lokomotiven an die SNCF im Grenzbetriebswerk unter Einschluss beider Tage eine Gebühr in folgender Höhe :

- | | |
|---|------------------|
| a) für eine Tenderlokomotive | 11,50 RM täglich |
| b) für eine Lok mit Schlepptender | 13,50 RM " |
| c) für eine Lok der Reihe 150 P. und 241 West und Ost | 35,- RM " |
| d) für eine Lok der Reihe 151 TQ | 28,- RM " |

Die Benutzungsgebühr wird für die Zeit nicht gezahlt, in der sich eine Lokomotive zur Ausbesserung im Bereich der SNCF befindet, gerechnet von der Übergabe der Lokomotive an die SNCF im Grenzbetriebswerk bis zur Rückgabe an die DR im Grenzbetriebswerk.

Sollte die SNCF die ihr zur Ausbesserung zugeführten Lokomotiven nicht nach dem vereinbarten Zuführungsplan aufnehmen, so kann die DR die Lokomotiven nach Frankreich überführen und dort abstellen lassen. Für die Zeit der Abstellung, gerechnet vom Tage der Übergabe an die SNCF im Grenzbetriebswerk bis zur Rückgabe der ausgebesserten Lokomotive an die DR im Grenzbetriebswerk, beide Tage eingerechnet, wird die Benutzungsgebühr nicht berechnet.

Die Mietpreise und die in § 5 festgesetzten Ausbesserungspreise können in gegenseitiger Vereinbarung zum 1. Januar eines jeden Jahres geändert werden, wenn die wirtschaftlichen Voraussetzungen, die für die bisherigen Preise bestimmend waren, sich wesentlich (d.h. bei Lohn und Stoff um etwa 8 %) geändert haben.

§ 7

Die Lokomotiven müssen sich bei ihrer Rückgabe an die SNCF in dem Zustande befinden, dessen Erhaltung der DR obliegt (§ 3 u. 4). Bei Beurteilung des Zustandes ist der gleiche grosszügige Masstab anzulegen, wie bei Übernahme der Lokomotiven durch die DR. Hat die DR ihr obliegende Ausbesserungsarbeiten nicht ausgeführt, so kann sie diese nach ihrer Wahl selbst nachholen oder der SNCF die Selbstkosten (§ 5) vergüten.

....

Für eine Lokomotive, die nicht mehr ausgebessert werden kann, vergütet die DR der SNCF den Wert der Lokomotive. Der Wert wird berechnet, indem man das Eigengewicht der Lokomotive mit dem Einheitspreis vervielfältigt, der in Frankreich z. Zt. der Rückgabe der Lokomotiven an die SNCF für ein kg, gerechnet in Reichsmark, üblich ist; dieser Betrag wird für jedes Kalenderjahr, das seit der Beschaffung der Lokomotiven bis zur Feststellung ihrer Unbrauchbarkeit verfließen ist, um $1/40$ gekürzt; weiter wird der Wert der noch brauchbaren Teile der Lokomotive und der Altstoffwert des übrigenbleibenden Schrotts unter Berücksichtigung der Kosten der Zerlegung abgezogen.

Entsprechend wird verfahren, wenn eine Lokomotive wegen Verlustes oder vollständiger Zerstörung nicht zurückgegeben werden kann. Die DR teilt der SNCF spätestens nach 3 Monaten den Tag mit, an dem der Untergang der Lokomotive festgestellt worden ist. Der Tag des Unterganges bzw. der Ausmusterung ist der Wertberechnung zu Grunde zu legen. Vom selben Tage an wird die Benutzungsgebühr nicht mehr gezahlt.

§ 8

Dieses Übereinkommen gilt für die Lokomotiven entsprechend, die die SNCF an die SNCFBund diese an die DR weitergegeben hat. Für die Benutzung der Lokomotiven, die von der SNCF der SNCFB auf Veranlassung des Transportchefs zur Verfügung gestellt worden sind, und die nicht an die DR weitergegeben worden sind, wird ein entsprechender Vertrag zwischen der SNCF und SNCFB abgeschlossen.

CONVENTION

entre la Deutsche Reichsbahn (DR) et la Société Nationale
des Chemins de fer français (S.N.C.F.)

17093

concernant l'utilisation de voitures à voyageurs et de fourgons à bagages mis à la disposition de la Deutsche Reichsbahn par la Société Nationale des Chemins de fer français, et l'utilisation réciproque de voitures à voyageurs et de fourgons à bagages circulant dans des roulements réguliers.

Sans préjudice de la Convention d'Armistice, la Convention suivante a été conclue concernant l'utilisation des voitures à voyageurs et fourgons à bagages S.N.C.F. dont peut disposer la D.R., ainsi que l'utilisation de voitures à voyageurs et de fourgons à bagages employés en trafic réciproque.

§ 1 - La présente Convention est applicable, à partir du 1er août 1942, aux voitures à voyageurs et fourgons dont la catégorie et le nombre sont indiqués dans les Annexes jointes. Elle est également applicable à toutes les autres voitures à voyageurs et à tous les autres fourgons à bagages qui pourront encore être mis à la disposition de la D.R. par la S.N.C.F. - Son paragraphe 6 renferme les conditions dans lesquelles, moyennant certaines réserves, le R.I.C. entre en vigueur à partir de la même date entre la D.R. et la S.N.C.F.

La S.N.C.F. met à disposition de la D.R. un certain nombre de voitures à voyageurs et de fourgons à bagages français :

L'Annexe 1 indique le nombre des véhicules à barre jaune dont la D.R. a pris possession pendant la période du 6 août 1940 au 6 novembre 1940 avec l'autorisation du Chef allemand des Transports. Parmi ces véhicules il s'en trouve 3.896 qui sont exonérés des frais de location et qui ont été mis à disposition de la D.R. par le Chef allemand des Transports pour assurer le trafic en Alsace, en Lorraine et en Luxembourg. Jusqu'à présent, une partie seulement de ces 3.896 véhicules a pu être retrouvée. La S.N.C.F. ayant déclaré que la totalité de ces véhicules a bien été remise à la D.R. cette dernière se déclare prête à payer, en complément, pendant la durée d'application de la présente Convention les frais de location afférents à la moitié des véhicules manquants.

La D.R. et la S.N.C.F. rechercheront les véhicules manquants.

Pour les véhicules retrouvés en France, la S.N.C.F. se déclare prête à les échanger nombre pour nombre contre des véhicules à barre jaune.

Pour les véhicules retrouvés hors de France, la D.R. établit le 1er de chaque mois leur relevé pour le mois écoulé. La location de ces véhicules est payée à titre rétroactif.

L'Annexe 2 constitue le relevé nominatif des véhicules à barre jaune.

L'Annexe 3 indique le nombre des véhicules à double barre rouge.

L'Annexe 4 constitue le relevé nominatif des véhicules à double barre rouge.

L'annexe 5

...

L'Annexe 5 indique le nombre des véhicules à barre rouge.

L'Annexe 6 constitue le relevé nominatif des véhicules à barre rouge.

Pour tous les véhicules mis à disposition de la D.R. après conclusion de la présente Convention, de nouveaux taux forfaitaires pour les Révisions Générales et de nouveaux taux de location seront fixés.

Les taux forfaitaires afférents aux Révisions Générales ainsi que les taux de location peuvent être revus et fixés à nouveau à la fin de chaque année sur demande de la D.R. ou de la S.N.C.F., si les conditions économiques sur lesquelles les taux en vigueur ont été basés, se sont modifiées sensiblement. Les nouveaux taux entrent en vigueur à partir du 1er janvier de l'année suivante.

§ 2 - La D.R. peut utiliser comme bon lui semble les véhicules loués sur le Réseau exploité par elle ou dans le trafic avec l'étranger. Afin de faire reconnaître que ces véhicules sont loués à la D.R., celle-ci les munit d'une marque distinctive complémentaire. Les marques de propriété, de catégorie et les numéros de la S.N.C.F. ne doivent cependant pas être enlevés.

La D.R. peut apporter à ces véhicules de petites modifications de construction rendues nécessaires du fait des conditions techniques d'exploitation (aménagements pour l'occultation et autres). La S.N.C.F. s'engage à laisser subsister ces modifications lors de la réparation dans ses ateliers. Au moment de la restitution définitive de ces véhicules, ces modifications de construction doivent être supprimées par la D.R.

§ 3 - Les véhicules loués sont entretenus dans les ateliers et entretiens de la D.R. et soignés par celle-ci comme ses propres véhicules. Toutefois, la D.R. se réserve le droit de faire exécuter par la S.N.C.F. les travaux de réfection correspondant aux groupes de réparation 4 et 5 ainsi que les réparations de véhicules gravement avariés.

Les réparations correspondant aux groupes de réparation 4 et 5 sont facturées suivant les taux forfaitaires ci-après :

6.000 RM.	par visite générale pour voitures avec bogies
3.500 RM.	" " " " sans bogies
2.250 RM.	" " " " fourgons avec bogies
1.500 RM.	" " " " sans bogies

Ces taux ne couvrent pas les frais pour pièces manquantes ou détériorées qui sont à remplacer par la S.N.C.F. - Ces pièces sont facturées dans les mêmes conditions que le matériel et les pièces de remplacement fournies directement à la D.R.

La D.R. envoie à la S.N.C.F. 6 mois à l'avance, par l'intermédiaire de la H.V.D. Paris, le programme des travaux dont l'exécution est envisagée par la S.N.C.F. - Le programme définitif des travaux est arrêté d'un commun accord par les deux Administrations 3 mois à l'avance en tenant compte de la capacité de production des ateliers de la S.N.C.F. et de ceux de l'industrie privée française. Un plan d'acheminement est établi en commun en vue d'acheminer les véhicules vers les ateliers de la S.N.C.F. et vers ceux de l'industrie privée française. Les véhicules doivent être réparés de la même façon et dans les mêmes délais que les véhicules de la S.N.C.F.

Pour la réparation des véhicules gravement avariés, la D.R. paie les prix de revient des matériaux employés et les frais de main-d'oeuvre avec un supplément égal à 100 % des frais de main-d'oeuvre.

La remise et la reprise contradictoires des véhicules s'effectuent dans des gares appropriées situées à proximité de la frontière, où se trouve le personnel de visite et de réception nécessaire.

La S.N.C.F. met à disposition de la D.R. sur demande de cette dernière, et par l'intermédiaire de la H.V.D. Paris, une provision appropriée de matières et de pièces de rechange nécessaires à l'entretien dans les ateliers et dépôts de la D.R. des véhicules loués. La S.N.C.F. n'a pas à fournir de métaux de fusion ou de matières demi-ouvrées telles que profilés, tôles, fers ronds, boulonnerie et autres matières que l'on trouve couramment dans le commerce.

En cas de manque de pièces de rechange ou de matières, il faut tenir compte de ce que le parc S.N.C.F. ne sera pas traité plus mal que les véhicules loués.

La D.R. fournit les bons-matières pour les matières et les pièces de rechange nécessaires aux réparations ou livrées à la D.R.

Les matières et pièces de rechange fournies par la S.N.C.F. à la D.R. lui sont payées au prix de revient augmenté de 28 % pour frais généraux et des taxes légales. Ces taxes comprennent en particulier la taxe de péréquation prévue lors de l'échange des bons-matières pour métaux ferreux. Le transport des pièces de rechange est gratuit.

La facturation s'effectue mensuellement entre la D.R. et la S.N.C.F. par l'intermédiaire de la H.V.D. Paris. En cas de non utilisation, les pièces de rechange sont reprises au même prix par les Services expéditeurs.

- § 4 - La location des véhicules désignés court à partir du 1er août 1942 et à partir du jour de leur réception pour les véhicules mis ultérieurement à disposition. La location prend fin le jour de leur restitution. Le montant de la location est dû pour les jours de réception et de restitution et ceux pendant lesquels les véhicules se trouvent en réparation.

Le taux journalier de location est le suivant :

- a) pour une voiture à voyageurs à bogies : 11,50 RM.
- b) " " " sans " : 2,75 "
- c) " " en fourgon à bagages avec bogies : 5,75 "
- d) " " " sans " : 1,75 "

Les factures des sommes à payer pour le mois précédent sont soumises chaque mois par la S.N.C.F. à la H.M.D. Paris, laquelle les transmet à la D.R. Les factures doivent être payées dans le courant du mois suivant le mois de la présentation.

§ 5 - Lors de leur restitution à la S.N.C.F., à l'expiration du contrat de location, les véhicules doivent se faire avec la même largeur d'essieu que la réception des véhicules par la D.R. - Si, lors de la restitution, il est constaté que la D.R. n'a pas exécuté les travaux qui lui incombent, celle-ci peut décider si elle veut les faire exécuter ou rembourser à la S.N.C.F. leur prix de revient. Comme prix de revient il faut compter les matériaux, les frais de main-d'œuvre et un supplément égal à 100 % des frais de main-d'œuvre. L'indemnité pour véhicules irréparables ou disparus sera réglée après expiration du contrat de location sur la base d'accords particuliers.

§ 6 - Le R.I.C. est applicable, à partir du 1er août 1942 pour l'utilisation réelle des voitures à voyageurs et fourgons à bagages dans les trains réguliers, trains S.F. et trains spéciaux pour transports d'ouvriers, pour autant que les conditions particulières de la norme ne s'y opposent pas. Au sens du R.I.C. les véhicules loués sont à considérer comme des véhicules D.R.

En particulier, il est convenu ce qui suit :

1° - La D.R. et la S.N.C.F. décomptent directement entre elles les parcours kilométriques des véhicules dans les trains réguliers, trains S.F. et trains spéciaux pour transports d'ouvriers. Le dédit et le crédit sont arrêtés le 1er janvier de chaque année et balancés par prestations en nature. Le solde peut aussi être payé en espèces par l'Administration déditrice. Les sommes en espèces sont décomptées par l'intermédiaire de l'Office Central de Compensation pour les frais de location auprès de l'Office Central des Wagons à Berlin.

2° - Les deux administrations s'engagent à participer à la fourniture des véhicules de façon qu'il y ait équilibre entre les prestations. S'il n'était pas possible à l'une d'elles d'équilibrer les prestations par une augmentation des fournitures de véhicules, elle a le droit de payer en espèces.

3° - Sans préjudice de leurs droits envers des tiers, les Administrations reconnaissent réciproquement, d'une part, au remboursement des frais pour endomma-

gements occasionnés à l'aménagement intérieur et pour perte de pièces accessoires conformément au § 15, chiffre 6 du R.I.C., d'autre part, au remboursement des frais pour véhicules gravement avariés, en tant que ces avaries graves sont occasionnées par des faits de guerre ou d'autres causes inhérentes à la guerre.

4°- Il n'est pas décompté provisoirement d'indemnités de retard.

5°- Les Administrations se facilitent réciproquement la réception des véhicules dans la mesure du possible. Ceci concerne spécialement les véhicules incorporés dans les transports de la Wehrmacht.

Nombre de véhicules à barre jaune soumis
au droit de location

1	2	3	4
Catégorie	Wagons présents	Affectation par le Transportchef pour l'Alsace-Lorraine et le Luxembourg.	Wagons à barre jaune soumis au droit de location
Voitures à voyageurs avec bogies	1.163	811	+ 352
Voitures à voyageurs sans bogies	3.312	2.610	+ 702) + 306 x)) 1008
Fourgons à bagages avec bogies	171	148	+ 23
Fourgons à bagages sans bogies	418	327	+ 91
Totaux	5.064	3.896	+ 1168) + 306 x)) 1474

x) Wagons manquants, pour lesquels la D.R. paie la location suivant § 1.

ANNEXE 2

Direction Générale Exploitation
E S T

Pw 111 Bbz p.

L I S T E

des

voitures à voyageurs et fourgons à bagages français
livrés

Véhicules à barre jeune

Recensement du 19 Juin 1942

Nombre de véhicules à double barre rouge

1	2	3
Jour de prise en charge	Voitures à voyageurs à bogies	Fourgons à bagages à bogies
26.10.41	9	-
28.10.41	17	1
29.10.41	34	2
30.10.41	33	2
31.10.41	50	2
1.11.41	33	2
2.11.41	17	1
3.11.41	93	4
6.11.41	65	5
7.11.41	69	4
8.11.41	68	4
9.11.41	71	4
10.11.41	23	1
11.11.41	21	1
12.11.41	19	1
13.11.41	12	1
14.11.41	45	1
15.11.41	22	-
16.11.41	37	1
19.11.41	20	-
20.11.41	14	-
21.11.41	18	-
27.11.41	10	-
2.12.41	14	-
3.12.41	-	3
11.12.41	14	-
16.12.41	42	-
20.12.41	3	-
9.1.42	-	3
15.2.42	10	-
23.2.42	10	1
	893	44

CHEMINS DE FER DE L'ETAT ALLEMAND

Direction Générale de l'Exploitation EST

L I S T E

des voitures à voyageurs et fourgons à bagages français livrés
avec double barre rouge

(véhicules à double barre rouge)

NOMBRE DE VEHICULES A BARRE ROUGE

1	2	3	4	5
Jour de prise en charge	Voitures à voya- geurs à bogies	Voitures à vo- yageurs à essiaux	Fourgons à ba- gages à bogies	Fourgons à ba- gages à essiaux
16.6.42	24	-	-	-
17.6.42	-	24	-	-
18.6.42	17	-	3	-
19.6.42	26	20	2	2
20.6.42	24	-	-	-
21.6.42	33	2	2	-
23.6.42	22	-	6	-
24.6.42	-	22	-	5
25.6.42	11	4	4	5
1.7.42	13	6	3	6
7.7.42	11	-	-	-
9.7.42	16	-	1	-
11.7.42	36	-	1	-
12.7.42	21	-	-	-
14.7.42	16	-	-	-
16.7.42	16	-	-	-
18.7.42	14	-	5	-
22.7.42	25	-	-	-
23.7.42	18	-	-	-
25.7.42	15	27	1	1
26.7.42	10	-	10	-
28.7.42	20	20	-	-
31.7.42	-	30	-	-
5.8.42	10	-	8	-
6.8.42	-	20	-	9
12.8.42	-	18	-	8
15.8.42	15	13	-	-
16.8.42	17	-	1	-
19.8.42	22	-	-	-
20.8.42	-	10	-	4
31.8.42	-	7	-	-
12.9.42	-	1	-	-
22.10.42	3	1	-	-
Total :	457	225	47	42

Annexe 3

Chemins de fer de l' Etat Allemand
Direction Generale de l' Exploitation EST

L i s t e
des voitures à voyageurs et fourgons à bagages français loués
avec barre rouge

(véhicules à barre rouge)

Pw 114 Ebz

1942

- 4. DEC. 1942

Vereinbarung zwischen der Deutschen Reichsbahn (DR) und der Nationalen Gesellschaft der Französischen Eisenbahnen (SNCF) über die Benutzung der der Deutschen Reichsbahn von der Nationalen Gesellschaft der Französischen Eisenbahnen zur Verfügung gestellten Personen- und Gepäckwagen und über die gegenseitige Benutzung von Personen- und Gepäckwagen in regelmässigen Wagenläufen.

Unbeschadet des Waffenstillstandsvertrages wird über die Benutzung der Personen- und Gepäckwagen der SNCF, über die die DR verfügen kann, sowie über die Benutzung der Personen- und Gepäckwagen im gegenseitigen Verkehr folgende Vereinbarung getroffen :

§ 1

Dieses Übereinkommen gilt mit Wirkung vom 1.8.1942 für die in den Anlagen nach Zahl und Gattung aufgeführten Personen- und Gepäckwagen. Es gilt auch für alle anderen Personen- und Gepäckwagen, die der DR von der SNCF noch zur Verfügung gestellt werden. Es enthält im § 6 die Bedingungen, unter denen zwischen der DR und der SNCF vom gleichen Zeitpunkt ab unter gewissem Vorbehalt die Bestimmungen des RIC in Kraft treten.

Die SNCF stellt der DR eine Anzahl französischer Personen- und Gepäckwagen zur Verfügung.

Anlage 1 enthält die Zahl der Gelbstrichwagen, die die DR vom 6.8. - 6.11.1940 mit Genehmigung des deutschen Chefs des Transportwesens übernommen hat. Unter den Gelbstrichwagen befanden sich 3.896 Wagen, die der deutsche Chef des Transportwesens der DR für die Betriebsführung im Elsass, Lothringen und Luxemburg zur Verfügung gestellt hat und die mietefrei sind. Von diesen 3.896 Wagen ist aber bisher nur ein Teil gefunden worden. Da nach den Angaben der SNCF der DR alle diese Wagen zugeführt worden sind, erklärt sich die DR bereit, für die Dauer dieser Vereinbarung für die Hälfte der fehlenden Wagen zusätzlich Miete zu zahlen.

Die DR und die SNCF werden die fehlenden Wagen suchen, Die SNCF erklärt sich bereit, in Frankreich aufgefundene Wagen mit der DR gegen eine gleiche Zahl Gelbstrichwagen auszutauschen. Die Einzelheiten dieses Austausches werden in jedem Falle durch Vermittlung der HVD Paris vereinbart.

Diejenigen Wagen, die ausserhalb Frankreichs gefunden werden, werden von der DR am ersten eines jeden Monats für die rückliegende Zeit festgestellt. Für diese Wagen wird nachträglich Miete gezahlt.

....

Anlage 2 enthält ein Nummernverzeichnis der Gelbstrichwagen.

Anlage 3 enthält die Zahl der Doppelrotstrichwagen.

Anlage 4 enthält ein Nummernverzeichnis der Doppelrotstrichwagen.

Anlage 5 enthält die Zahl der Rotstrichwagen.

Anlage 6 enthält ein Nummernverzeichnis der Rotstrichwagen.

Für alle Wagen, die nach Abschluss des Vertrages der DR zur Verfügung gestellt werden, werden neue Pauschalsätze für die Hauptuntersuchungen und neue Mietsätze vereinbart.

Die festgesetzten Pauschalsätze für die Hauptuntersuchungen und die Mietsätze können auf Antrag der DR oder der SNCF am Ende eines jeden Jahres nachgeprüft und neu festgesetzt werden, wenn sich die wirtschaftlichen Voraussetzungen für die bisherigen Sätze wesentlich geändert haben. Die neuen Sätze treten vom 1. Januar des folgenden Jahres in Kraft.

§ 2

Die DR ist berechtigt, die angemieteten Wagen nach eigenem Ermessen auf dem von ihr betriebenen Netz oder im Verkehr nach dem Ausland zu benutzen. Um die Wagen als Mietwagen der DR kenntlich zu machen, wird die DR an ihnen zusätzliche Kennzeichen anbringen. Die Eigentumsmerkmale, Gattungsbezeichnungen und Betriebsnummern der SNCF dürfen jedoch nicht beseitigt werden.

Die DR darf an den Wagen der SNCF kleinere Bauartänderungen vornehmen, die mit Rücksicht auf ihre Betriebsverhältnisse notwendig sind (Verdunklungseinrichtungen u.dgl.). Die SNCF verpflichtet sich, diese Änderungen bei Ausbesserung der Wagen in ihren Werken bestehen zu lassen. Nach endgültiger Rückgabe der Wagen müssen diese Bauartänderungen von der DR wieder beseitigt werden.

§ 3

Die gemieteten Wagen werden von der DR in den Reichsbahnausbesserungswerken und Betriebswerken wie ihre eigenen Wagen unterhalten und gepflegt. Die DR behält sich jedoch das Recht vor, Aufarbeitungen nach den Schadgruppen 4 und 5 und die Ausbesserung schwerbeschädigter Wagen von der SNCF ausführen zu lassen.

Die Ausbesserungen nach den Schadgruppen 4 und 5 werden besonders nach folgenden Pauschalsätzen abgegolten :

6.000 RM	pro Hauptuntersuchung für Personenwagen mit Drehgestellen
3.500 RM	" " " " " " ohne Drehgestelle
2.250 RM	" " " " " " mit Drehgestellen
1.500 RM	" " " " " " ohne Drehgestelle.

Die Sätze decken nicht die Kosten für fehlende und beschädigte Wagenteile, die von der SNCF ersetzt werden müssen. Diese Teile werden unter denselben Bedingungen berechnet, wie die an die DR unmittelbar gelieferten Werkstoffe und Ersatzstücke.

Die DR übersendet der SNCF 6 Monate im voraus durch Vermittlung der HVD Paris das Programm der Arbeiten, deren Ausführung durch die SNCF beabsichtigt wird. Das endgültige Arbeitsprogramm wird von beiden Verwaltungen gemeinsam 3 Monate vorher unter Berücksichtigung der Leistungsfähigkeit der Werke der SNCF und der französischen Industrie festgelegt. Über die Zuführung der Wagen nach den Werken der SNCF und nach den französischen Privatwerken wird gemeinsam ein Zuführungsplan aufgestellt. Die Wagen sind in der gleichen Art und in denselben Fristen auszubessern, wie die Wagen der SNCF.

Für die Ausbesserung schwerbeschädigter Wagen zahlt die DR die Selbstkosten der verwendeten Baustoffe und die Arbeitslöhne, sowie einen Lohnzuschlag von 100 %.

Die gegenseitige Übernahme und Übergabe der Wagen geschieht auf geeigneten Bahnhöfen in der Nähe der Grenze, wo das erforderliche Abnahme- und Untersuchungspersonal vorhanden ist.

Die SNCF stellt der DR durch Vermittlung der HVD Paris einen angemessenen Vorrat von Werkstoffen und Ersatzstücken für die Unterhaltung der Mietwagen in den RAW und BW auf Anforderung zur Verfügung. Die SNCF hat Schmelzmetalle und Halbfabrikate wie Profileisen, Bleche, Rundeisen, Schrauben und andere handelsübliche Stoffe nicht zu liefern. Bei Mangel an Ersatzstücken und Werkstoffen soll berücksichtigt werden, dass der Wagenpark der SNCF nicht schlechter behandelt wird als die Mietwagen.

Die DR stellt die Kontingente für die Werkstoffe und Ersatzstücke, die für die Ausbesserungen nötig sind oder der DR geliefert werden.

Für die der DR gelieferten Werkstoffe und Ersatzstücke sind der SNCF die Selbstkosten mit einem Zuschlag von 28 % für Verwaltungskosten und zuzüglich der gesetzlichen Abgaben in Rechnung zu stellen. Zu diesen Abgaben gehört auch der Betrag, der für den Austausch der Kontingentscheine für eiserne Metalle erhoben wird. Die Beförderung der Ersatzteile geschieht kostenlos. Die Abrechnung geschieht monatlich zwischen der DR und der SNCF durch Vermittlung der HVD Paris. Im Falle der Nichtverwendung werden die Ersatzstücke von der Lieferstelle zum gleichen Preise zurückgenommen.

§ 4

Die Mietzahlung für die Wagen beginnt am 1. August 1942, für Wagen, die später übernommen werden, am Tage ihrer Übernahme. Die Mietzahlung endet mit dem Tag der Rückgabe der Wagen. Für die Übernahme- und Rückgabetermine und die Tage, an denen sich die Wagen in Ausbesserung befinden, wird Miete gezahlt.

Die Tagesmiete beträgt für :

a)	Personenwagen mit Drehgestellen	=	11.50 RM
b)	" " ohne Drehgestelle	=	2.75 "
c)	Personenzuggepäckwagen mit Drehgestellen	=	5.75 "
d)	" " ohne Drehgestelle	=	1.75 "

Die SNCF legt der HVD Paris monatlich die Rechnungen über die für den Vormonat zu zahlenden Beträge, die sie der DR zuleitet. Die Rechnungen sind im Laufe des auf den Monat der Vorlage folgenden Monats zu bezahlen.

§ 5

Die Wagen müssen sich nach Beendigung des Mietvertrages bei der Rückgabe an die SNCF in dem Zustand befinden, dessen Aufrechterhaltung die DR in § 3 übernommen hat. Bei der Beurteilung des Zustandes ist der gleiche grosszügige Masstab anzulegen wie bei der Übernahme der Wagen durch die DR. Sollte sich bei der Rückgabe ergeben, dass die DR die ihr obliegenden Arbeiten nicht ausgeführt hat, so kann sie bestimmen, ob sie die Arbeiten nachholen oder der SNCF die Selbstkosten unter Bereitstellung der Kontingente vergüten will. Als Selbstkosten sind die verwendeten Baustoffe, die Arbeitslöhne und ein Lohnzuschlag von 100 % in Rechnung zu stellen.

Die Entschädigung für solche Wagen, die nicht mehr ausbesserungsfähig sind und für verschollene Wagen nach Beendigung des Mietvertrages auf Grund besonderer Vereinbarungen geregelt.

§ 6

Vom 1. August 1942 ab gilt für die gegenseitige Benutzung der Personen- und Gepäckwagen in Regelzügen, SF-Zügen und in Sonderzügen für Arbeitertransporte das RIC, soweit nicht die besonderen Verhältnisse des Krieges dem entgegenstehen. Die Mietwagen gelten im Sinne des RIC als Reichsbahnwagen.

Insbesondere wird folgendes vereinbart :

- 1) Die DR und die SNCF werden die Leistungen der Wagen in Regelzügen, SF-Zügen und in Sonderzügen für die Arbeiterbeförderung unmittelbar miteinander abrechnen. Schuld und Guthaben werden am 1. Januar eines

jeden Jahres festgestellt und im Naturalausgleich ausgeglichen. Der Saldo kann von der schuldenden Verwaltung auch in bar gezahlt werden. Barbeträge werden in Reichsmark über den Hauptausgleich für Wagenmieten beim Hauptwagenamt Berlin abgerechnet.

- 2.) Die beiden Verwaltungen verpflichten sich, sich so an der Wagenbeistellung zu beteiligen, dass sich die Leistungen gegenseitig ausgleichen. Sollte es einer der beiden Verwaltungen nicht möglich sein, die Leistungen durch vermehrte Wagenbeistellung auszugleichen, so hat sie das Recht in bar zu zahlen.
- 3.) Unbeschadet ihrer Rechte gegenüber Dritten verzichten die Verwaltungen gegenseitig einerseits auf die Erstattung der Kosten für Schäden an der Innenausrüstung und für Verluste von Zubehörstücken nach § 15, Ziff 6, des RIC, andererseits auf Erstattung der Kosten für schwerbeschädigte Wagen, wenn die schweren Beschädigungen durch kriegerische Ereignisse oder sonstige mit dem Kriege zusammenhängende Ursachen entstanden sind.
- 4.) Verzögerungsgebühren werden vorläufig nicht berechnet.
- 5.) Die Verwaltungen werden sich die Übernahme der Wagen gegenseitig nach Möglichkeit erleichtern. Dies gilt besonders für Wagen in Wehrmachttransporten.

Für die Deutsche Reichsbahn :

.....

Für die Nationale Gesellschaft
der Französischen Eisenbahnen :

.....

Anlage 1

Zahl der Gelbstrichwagen,
für die Miete zu zahlen ist.

1	2	3	4
Wagenart	Vorhandene Wagen	Zuteilung des Trans- portchefs für Elsass, Lothringen und Luxem- burg.	Gelbstrichwagen, für die Miete zu zahlen ist.
Personenwagen mit Drehgestellen	1.163	611	+ 352
Personenwagen ohne Drehgestelle	3.312	2.610	+ 702 + 306 x) 1.008
Gepäckwagen mit Drehgestellen	171	148	+ 23
Gepäckwagen ohne Drehgestelle.	418	327	+ 91
Zusammen :	5.064	3.896	+ 1.163 + 306 x) 1.474

x) Fehlende Wagen ,für die die DR nach § 1 Miete zahlt.

VERZEICHNIS

der

französischen Leihpersonen - und Gepöckwagen
(Gelbstrichwagen)

Zählung vom 19. Juni 1942

Zahl der Doppelrostrichwagen

1	2	3
Tag der Übernahme	Persoenenwagen mit Drehgestellen	Gepäckwagen mit Drehgestellen
26.10.41	9	-
28.10.41	17	1
29.10.41	34	2
30.10.41	33	2
31.10.41	50	2
1.11.41	33	2
2.11.41	17	1
5.11.41	93	4
6.11.41	65	5
7.11.41	69	4
8.11.41	68	4
9.11.41	71	4
10.11.41	23	1
11.11.41	21	1
12.11.41	19	1
13.11.41	12	1
14.11.41	45	1
15.11.41	22	-
16.11.41	37	1
19.11.41	20	-
20.11.41	14	-
21.11.41	18	-
27.11.41	10	-
2.12.41	14	-
3.12.41	-	3
11.12.41	14	-
16.12.41	42	-
20.12.41	3	-
9.1.42	-	3
15.2.42	10	-
28.2.42	10	1
	<hr/> 893	<hr/> 44

DEUTSCHE REICHSBAHN

Generalbetriebsleitung O S T

VERZEICHNIS

der französischen Leihpersonen -- u. Leihgepäckwagen

mit Doppelrotstrich

(Doppelrotstrichwagen)

J/

Anlage 6

Zahl der Rotstrichwagen

1	2	3	4	5
Tag der Üebnahme	Personenwagen mit Drehgestellen.	Personenwagen ohne Drehgestelle	Gepäckwagen mit Drehgestellen	Gepäckwagen ohne Drehgestelle
16.6.42	24	-	-	-
17.6.42	-	24	-	-
18.6.42	17	-	3	-
19.6.42	26	20	2	2
20.6.42	24	-	-	-
21.6.42	35	2	2	-
23.6.42	22	-	6	-
24.6.42	-	22	-	5
25.6.42	11	4	4	6
1.7.42	13	6	3	6
7.7.42	11	-	-	-
9.7.42	16	-	1	-
11.7.42	36	-	1	-
12.7.42	21	-	-	-
14.7.42	16	-	-	-
16.7.42	16	-	-	-
18.7.42	14	-	5	-
22.7.42	25	-	-	1
23.7.42	18	-	-	-
25.7.42	15	27	1	1
26.7.42	10	-	10	-
28.7.42	20	20	-	-
31.7.42	-	30	-	-
5.8.42	10	-	8	-
6.8.42	-	20	-	9
12.8.42	-	18	-	8
15.8.42	15	13	-	-
16.8.42	17	-	1	-
19.8.42	22	-	-	-
20.8.42	-	10	-	4
31.8.42	-	7	-	-
12.9.42	-	1	-	-
22.10.42	3	1	-	-
zusammen :	457	225	47	42

Deutsche Reichsbahn
Generalletriebsleitung Ost

Verzeichnis

der französischen Leihpersonen u. Leihgepäckwagen mit

Rotstrich

(Rotstrichwagen)

Pw 114 Ybz

1942

Paris, le 21 avril 1944

SERVICES FINANCIERS

Division Centrale
de la
Comptabilité Générale

F2 CGe 3 N° 895

Monsieur le Chef de la Division Centrale
des Finances

Objet. - Remboursement au Trésor d'avances et d'indemnité compensatrice de recettes du trafic.

Un arrêté ministériel du 3 avril 1944, rendu sur avis N° 4585, du 5 février 1944 de la Commission de Vérification des comptes, a prescrit l'incorporation dans les comptes des exercices 1940, 1941 et 1942 de leur part dans le versement de 2.500 M. fait par l'Allemagne au titre des ^{prescriptions} prescriptions de matériel moteur et roulant, pendant la période du 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942.

En conséquence, les insuffisances des exercices 1940 et 1941 se trouvent diminuées respectivement de frs : 86.033.343,- et frs : 615.951.262,4 et le Trésor doit être remboursé, à due concurrence, valeur du 2 juin 1943, des avances qu'il a consenties en application de l'article 25 (1er alinéa) de la Convention du 31 août 1937.

D'autre part, par application de l'avenant du 4 mars 1942 à la Convention du 9 septembre 1939, le Trésor doit être également remboursé de la somme de 1.126.149.838,3 représentant l'excédent de la somme encaissée au titre de l'indemnité compensatrice de l'exercice 1942 sur la somme nécessaire pour assurer le petit équilibre. Cette somme est à régler, valeur jour du versement à concurrence de 45.045.994,- représentant l'impôt à rembourser à la S.N.C.F. et valeur du 2 juin 1943, pour le surplus.

Il y a lieu de passer au titre de l'exercice 1943, les écritures prévues à l'avis N° 4585 du Contrôle financier. A cet effet, je vous prie de vouloir bien, sur mois comptable de décembre 1943, faire reporter la somme à rembourser au titre des avances de l'article 25 (1er alinéa) des exercices 1941 et 1942, au crédit d'un compte intitulé :

"PROVISION POUR REMBOURSEMENT D'AVANCES DU TRESOR" (Convention du 31 août 1937 - article 25 - 1er alinéa).

Ce compte figurera au Grand Livre S.N.C.F. sous le N° 4556 et fonctionnera comme indiqué sur la fiche ci-jointe.

En ce qui concerne le remboursement à faire au titre de l'indemnité compensatrice de 1942, ma Division fait le nécessaire pour le constater sur 1943 au compte :

"EXCEDENT DE VERSEMENT SUR INDEMNITE COMPENSATRICE A REMBOURSER AU TRESOR".

Lorsque le règlement aura été fait par votre Division, il devra être facturé par elle, en 1944, à la Comptabilité des Recettes.

Le Chef de la Division Centrale
de la Comptabilité Générale,

METTAS

Services Financiers
Division Centrale
de la
Comptabilité Générale

F² CGe3 N° 899

Monsieur le Chef de la Division Centrale
des Finances

Objet - Remboursement au Trésor d'avances et d'indemnité compensatrice de recettes du trafic.

Un arrêté ministériel du 3 avril 1944, rendu sur avis n° 4585 du 5 février 1944 de la Commission de Vérification des comptes, a prescrit l'incorporation dans les comptes des exercices 1940, 1941 et 1942 de leur part dans le versement de 2.500 M fait par l'Allemagne au titre des prestations de matériel moteur et roulant, pendant la période du 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942.

En conséquence, les insuffisances des exercices 1940 et 1941 se trouvent diminuées respectivement de frs : 86.033.343,- et frs : 615.951.262,4 et le Trésor doit être remboursé, à due concurrence, valeur du 2 juin 1943, des avances qu'il a consenties en application de l'article 25 (1er alinéa) de la Convention du 31 août 1937.

D'autre part, par application de l'avenant du 4 mars 1942 à la Convention du 9 septembre 1939, le Trésor doit être également remboursé de la somme de 1.126.149.838, 3, représentant l'excédent de la somme encaissée au titre de l'indemnité compensatrice de l'exercice 1942 sur la somme nécessaire pour assurer le petit équilibre. Cette somme est à régler, valeur jour du versement à concurrence de 45.045.994,- représentant l'impôt à rembourser à la S.N.C.F., et, valeur du 2 juin 1943, pour le surplus.

Il y a lieu de passer au titre de l'exercice 1943, les écritures prévues à l'Avis N° 4585 du Contrôle financier. A cet effet, je vous prie de vouloir bien, sur mois comptable de décembre 1943, faire reporter la somme à rembourser au titre des avances de l'article 25 (1er alinéa) des exercices 1941 et 1942, au crédit d'un compte intitulé :

"Provision pour remboursement d'avances du Trésor" (Convention du 31 août 1937 - article 25 - 1er alinéa).

Ce compte figurera au Grand Livre S.N.C.F. sous le n° 4556 et fonctionnera comme indiqué sur la fiche ci-jointe.

.....

En ce qui concerne le remboursement à faire au titre de l'indemnité compensatrice de 1942, ma Division fait le nécessaire pour le constater sur 1943 au compte :

"Excédent de versement sur indemnité compensatrice à rembourser au Trésor".

Lorsque le règlement aura été fait par votre Division, il devra être facturé par elle, en 1944, à la Comptabilité des Recettes.

Le Chef de la Division Centrale
de la Comptabilité Générale,

Signé : METTAS

Division Centrale

de la

Comptabilité Générale

Subdivision des Ecritures Générales

Bureau de la Liquidation

F2 CGe 3 N°

Monsieur le Chef de la Division Centrale
des Finances

OBJET : Remboursement au Trésor d'avances et d'indemnité compensatrice de recettes du trafic.

Un ami, ~~ministériel~~ du 3 avril 1944, rendu au ami n° 4585 du 8 février 1944 de la Commission de comptabilité du trafic, a présenté

Par suite de l'incorporation dans les comptes des exercices 1940 et 1941, ~~de la recette~~ ^{en fait dans la} ~~consecutive~~ ^{Ch. 1500} au versement fait par l'Allemagne au titre des prestations de matériel moteur et roulant, les insuffisances ~~correspondant aux exercices 1940 et 1941~~ ^{de l'exercice 1941} et diminué respectivement de Frs : 86.033.343,- et Frs : 615.951.262,4. et le Trésor doit être

De ce fait, il convient de rembourser ^{à du Trésor} au Trésor, valeur du 2 Juin 1943, un même montant des avances consenties par ce dernier, en application des clauses de l'article 25 (1er alinéa) de la Convention du 31 Août 1937

Toutefois, comme ce remboursement ne pourra être effectué que sur exercice 1944 et qu'il y a lieu néanmoins de passer au titre de l'exercice 1943, les écritures prévues à l'Avis N° 4585 du Contrôle financier, je vous prie de vouloir bien, sur mois comptable de Décembre 1943, faire reporter provisoirement la somme à rembourser au crédit d'un compte intitulé :

^{remboursement d'avances du Trésor}
"PROVISION POUR AMORTISSEMENT DES CHARGES FINANCIÈRES NON INCORPORÉES DANS L'EQUILIBRE BUDGÉTAIRE" (Convention du 31 Août 1927 - article 25 - 1er alinéa).

Ce compte figurera au Grand Livre S.N.C.F. dans la rubrique "Provision pour amortissement d'insuffisances antérieures" sous le N° 4555 et fonctionnera comme indiqué sur la fiche ci-jointe.

D'autre part comme ~~concessions~~ ^{la Trésor doit être également remboursé} ~~conformément~~ ^{de l'exercice 1942} à l'avis N° 4585 du 8 février 1944, il y aura lieu également de rembourser au Trésor, avec la même date de valeur, ~~de la somme de Frs : 1.136.149.830,3, à titre d'excédent de versement sur l'indemnité compensatrice de recettes de l'exercice 1942.~~

Le débit consécutif ~~à ce~~ ^{à ce} règlement (devra être facturé à la Comptabilité du Contrôle des Recettes.

En ce qui concerne le remboursement à faire au titre de l'indemnité compensatrice de 1942, ma Division Le Chef de la Division Centrale
de la Comptabilité Générale

fait le virement pour le 1er octobre 1943

au compte : Excédent de versement sur indemnité compensatrice à rembourser au Trésor

de la somme de 1.081.103.844,3, différé en tant que la somme de 1125.149.838,3

représentant l'excédent de la somme encaissée au titre de l'indemnité compensatrice de l'exercice 1942 sur la somme nécessaire pour assurer le paiement des intérêts et la somme de 45.245.994,- représentant l'impôt correspondant à un montant de 1.125.149.838,3

Homage to the
de la ...
Retour à la ...
(sur à ...)
19/4/44
L. ...

M. Ruyette
Prin d'avis par l'interm
A sur 1943, sans
Vérifier la direction qui rest à faire
en ce qui concerne le précompte et l'impôt
 14/4/44

Monsieur le Chef

de la Division Centrale des
Finances

OBJET : Remboursement au Trésor d'avances et d'indemnité compensatrice de recettes du trafic.

Un arrêté ministériel du 3 Avril 1944, rendu sur avis N° 4585 du 5 Février 1944 de la Commission de vérification des comptes, a prescrit l'incorporation dans les comptes des exercices 1940, 1941 et 1942, de leur part dans le versement de 2.500 M fait par l'Allemagne au titre des prestations de matériel moteur et roulant, pendant la période du 1er Juillet 1940 au 31 Juillet 1942.

En conséquence les insuffisances des exercices 1940 et 1941 se trouvent diminuées respectivement de Frs : 86.033.343,- et Frs : 615.951.262,4, et le Trésor doit être remboursé, à due concurrence, valeur du 2 Juin 1943, des avances qu'il a consenties en application de l'article 25 (1er alinéa) de la Convention du 31 Août 1937.

D'autre part, par application de l'avenant du 4 Mars 1942 à la Convention du 9 Septembre 1939, le Trésor doit être également remboursé, avec la date de valeur du 2 Juin 1943, de la somme de Frs : 1.081.103.844,3, différence entre la somme de 1.126.149.838,3, représentant l'excédent de la somme encaissée au titre de l'indemnité compensatrice de l'exercice 1942 sur la somme nécessaire pour assurer le petit équilibre, et la somme de 45.045.994,- représentant l'impôt correspondant à rembourser à la S.N.C.F. *la somme de 45.045.994,-* valeur du 2 juin 1943, par le surplus -

Il y a lieu de passer au titre de l'exercice 1943, les écritures prévues à l'Avis N° 4585 du Contrôle financier. A cet effet, je vous prie de vouloir bien, sur mois comptable de Décembre 1943, faire reporter la somme à rembourser au titre des avances de l'article 25 (1er alinéa) des exercices 1941 et 1942, au crédit d'un compte intitulé :

"PROVISION POUR REMBOURSEMENT d'AVANCES DU TRESOR" (Convention du 31 Août 1937 - article 25 - 1er alinéa).-

Ce compte figurera au Grand Livre S.N.C.F. sous le N° 4556 et fonctionnera comme indiqué sur la fiche ci-jointe.

En ce qui concerne le remboursement à faire au titre de l'indemnité compensatrice de 1942, ma Division fait le nécessaire pour le constater sur 1943 au compte :

"EXCEDENT DE VERSEMENT SUR INDEMNITE COMPENSATRICE A REMBOURSER AU TRESOR"

Cette somme
est à reporter
valeur pour le
trésor à
comprendre à

A

Lorsque le règlement aura été fait par votre Division, il devra être facturé par elle, en 1944, à la Comptabilité des Recettes.

Le Chef de la Division Centrale
de la Comptabilité Générale

Signé: MÉTAS



Handwritten signature

Le Directeur des services financiers,

Il ne vise pas expressément, contrairement au désir exprimé dans la lettre sus-visée, l'accord intervenu entre la S.N.C.F. et l'Etat. Cet accord étant formellement mentionné dans l'avis de la Commission de vérification des Comptes, il me semble que nous pourrions ne pas insister.

Il n'appelle de ma part que l'observation suivante :

L'arrêté ministériel ne fait qu'entériner l'avis, en date du 6 février de la Commission de vérification des Comptes qui est lui-même conforme aux dispositions acceptées par la S.N.C.F., par sa lettre du 12 novembre 1943.

Monsieur le Directeur Général

Objet : Arrêté ministériel du 3 avril 1944 relatif à l'imputation des 2.500.000.000 reçus par la S.N.C.F. de la Reichsbahn, au titre des prestations de matériel roulant.

17 AVRIL 1944
Paris, le 13 AVR 1944
14 AVR 1944
15 AVR 1944
16 AVR 1944
17 AVR 1944
18 AVR 1944
19 AVR 1944
20 AVR 1944
21 AVR 1944
22 AVR 1944
23 AVR 1944
24 AVR 1944
25 AVR 1944
26 AVR 1944
27 AVR 1944
28 AVR 1944
29 AVR 1944
30 AVR 1944
1 MAI 1944
2 MAI 1944
3 MAI 1944
4 MAI 1944
5 MAI 1944
6 MAI 1944
7 MAI 1944
8 MAI 1944
9 MAI 1944
10 MAI 1944
11 MAI 1944
12 MAI 1944
13 MAI 1944
14 MAI 1944
15 MAI 1944
16 MAI 1944
17 MAI 1944
18 MAI 1944
19 MAI 1944
20 MAI 1944
21 MAI 1944
22 MAI 1944
23 MAI 1944
24 MAI 1944
25 MAI 1944
26 MAI 1944
27 MAI 1944
28 MAI 1944
29 MAI 1944
30 MAI 1944
31 MAI 1944
1 JUIN 1944
2 JUIN 1944
3 JUIN 1944
4 JUIN 1944
5 JUIN 1944
6 JUIN 1944
7 JUIN 1944
8 JUIN 1944
9 JUIN 1944
10 JUIN 1944
11 JUIN 1944
12 JUIN 1944
13 JUIN 1944
14 JUIN 1944
15 JUIN 1944
16 JUIN 1944
17 JUIN 1944
18 JUIN 1944
19 JUIN 1944
20 JUIN 1944
21 JUIN 1944
22 JUIN 1944
23 JUIN 1944
24 JUIN 1944
25 JUIN 1944
26 JUIN 1944
27 JUIN 1944
28 JUIN 1944
29 JUIN 1944
30 JUIN 1944
1 JUIL 1944
2 JUIL 1944
3 JUIL 1944
4 JUIL 1944
5 JUIL 1944
6 JUIL 1944
7 JUIL 1944
8 JUIL 1944
9 JUIL 1944
10 JUIL 1944
11 JUIL 1944
12 JUIL 1944
13 JUIL 1944
14 JUIL 1944
15 JUIL 1944
16 JUIL 1944
17 JUIL 1944
18 JUIL 1944
19 JUIL 1944
20 JUIL 1944
21 JUIL 1944
22 JUIL 1944
23 JUIL 1944
24 JUIL 1944
25 JUIL 1944
26 JUIL 1944
27 JUIL 1944
28 JUIL 1944
29 JUIL 1944
30 JUIL 1944
31 JUIL 1944
1 AOUT 1944
2 AOUT 1944
3 AOUT 1944
4 AOUT 1944
5 AOUT 1944
6 AOUT 1944
7 AOUT 1944
8 AOUT 1944
9 AOUT 1944
10 AOUT 1944
11 AOUT 1944
12 AOUT 1944
13 AOUT 1944
14 AOUT 1944
15 AOUT 1944
16 AOUT 1944
17 AOUT 1944
18 AOUT 1944
19 AOUT 1944
20 AOUT 1944
21 AOUT 1944
22 AOUT 1944
23 AOUT 1944
24 AOUT 1944
25 AOUT 1944
26 AOUT 1944
27 AOUT 1944
28 AOUT 1944
29 AOUT 1944
30 AOUT 1944
31 AOUT 1944
1 SEPT 1944
2 SEPT 1944
3 SEPT 1944
4 SEPT 1944
5 SEPT 1944
6 SEPT 1944
7 SEPT 1944
8 SEPT 1944
9 SEPT 1944
10 SEPT 1944
11 SEPT 1944
12 SEPT 1944
13 SEPT 1944
14 SEPT 1944
15 SEPT 1944
16 SEPT 1944
17 SEPT 1944
18 SEPT 1944
19 SEPT 1944
20 SEPT 1944
21 SEPT 1944
22 SEPT 1944
23 SEPT 1944
24 SEPT 1944
25 SEPT 1944
26 SEPT 1944
27 SEPT 1944
28 SEPT 1944
29 SEPT 1944
30 SEPT 1944
31 SEPT 1944
1 OCT 1944
2 OCT 1944
3 OCT 1944
4 OCT 1944
5 OCT 1944
6 OCT 1944
7 OCT 1944
8 OCT 1944
9 OCT 1944
10 OCT 1944
11 OCT 1944
12 OCT 1944
13 OCT 1944
14 OCT 1944
15 OCT 1944
16 OCT 1944
17 OCT 1944
18 OCT 1944
19 OCT 1944
20 OCT 1944
21 OCT 1944
22 OCT 1944
23 OCT 1944
24 OCT 1944
25 OCT 1944
26 OCT 1944
27 OCT 1944
28 OCT 1944
29 OCT 1944
30 OCT 1944
31 OCT 1944
1 NOV 1944
2 NOV 1944
3 NOV 1944
4 NOV 1944
5 NOV 1944
6 NOV 1944
7 NOV 1944
8 NOV 1944
9 NOV 1944
10 NOV 1944
11 NOV 1944
12 NOV 1944
13 NOV 1944
14 NOV 1944
15 NOV 1944
16 NOV 1944
17 NOV 1944
18 NOV 1944
19 NOV 1944
20 NOV 1944
21 NOV 1944
22 NOV 1944
23 NOV 1944
24 NOV 1944
25 NOV 1944
26 NOV 1944
27 NOV 1944
28 NOV 1944
29 NOV 1944
30 NOV 1944
1 DEC 1944
2 DEC 1944
3 DEC 1944
4 DEC 1944
5 DEC 1944
6 DEC 1944
7 DEC 1944
8 DEC 1944
9 DEC 1944
10 DEC 1944
11 DEC 1944
12 DEC 1944
13 DEC 1944
14 DEC 1944
15 DEC 1944
16 DEC 1944
17 DEC 1944
18 DEC 1944
19 DEC 1944
20 DEC 1944
21 DEC 1944
22 DEC 1944
23 DEC 1944
24 DEC 1944
25 DEC 1944
26 DEC 1944
27 DEC 1944
28 DEC 1944
29 DEC 1944
30 DEC 1944
31 DEC 1944

Services Financiers

S.N.C.F.

MA 11-4

FINANCIERS

Archives 1944

921

Registre du Commerce : Seine N° 88.926



TITRES NOMINATIFS

ÉCHÉANCE DU 1^{er} Janvier 1938

Consulter les listes de tirages. Les titres amortis cessent de produire intérêt.

Inscrire les Certificats par ordre numérique.

de CERTIFICATS présentés par M. H. De VilmarèsAdresse : Versailles 11a Villeneuve l'Étang le 1 - 2

TITRATION DES CERTIFICATS

DES TITULAIRES	12 % NOMBRE DE TITRES	17 % NOMBRE DE TITRES
----------------	-----------------------------	-----------------------------

Vilmarès	1	1
"	1	1
"	1	1
"	1	1
"	1	1

POINTAGE

DÉSIGNATION DES CERTIFICATS

NUMÉROS
des
CERTIFICATS

NOMS DES TITULAIRES

12 %
NOMB
DE TIT

Report. . .

A reporter. . .

TOTAUX. . .

Paris, le 15 AVR. 1944

S.N.C.F.

Services Financiers

F. Cpe. N° 880

Objet : Arrêté ministériel du 3 avril 1944 relatif à l'imputation des 2.500.000.000 reçus par la SNCF de la Reichsbahn, au titre des prestations de matériel roulant

BUREAU de la LIQUIDATION
DOCUMENTS
N° 17093

Monsieur le Directeur Général

L'Arrêté ministériel ne fait qu'entériner l'Avis, en date du 5 février de la Commission de Vérification des Comptes qui est lui-même conforme aux dispositions acceptées par la S.N.C.F., par sa lettre du 12 novembre 1943.

Il n'appelle de ma part que l'observation suivante :

Il ne vise pas expressément, contrairement au désir exprimé dans la lettre sus-visée, l'accord intervenu entre la S.N.C.F. et l'Etat. Cet accord étant formellement mentionné dans l'Avis de la Commission de Vérification des Comptes, il me semble que nous pourrions ne pas insister.

Le Directeur des services financiers,

Signé : BROCHU

921

Registre du Commerce: Seine N° 88.928

8 FEV 1937

TITRES NOMINATIFS

ÉCHEANCE DU 1^{er} février 1937

Consulter les listes de tirages. Les titres amortis cessent de produire intérêt.

Inscrire les Certificats par ordre numérique.

N° de CERTIFICATS présentés par M. C. générale Assurances

Adresse: 69 rue de la victoire Paris le 3 février

RÉCAPITULATION DES CERTIFICATS

NOMS DES TITULAIRES	12 % NOMBRE DE TITRES	17 % NOMBRE DE TITRES
---------------------	-----------------------------	-----------------------------

200

200

POINTAGE

DÉSIGNATION DES CERTIFICATS

NUMÉROS
des
CERTIFICATS

NOMS DES TITULAIRES

12 %
NOM
DE TITRES

Report. . .

24 %

200

200

A reporter. . .

TOTAUX. . .

BS 6/4/44
D 121050/5



Ministère de la Production Industrielle
et des Communications

Direction des Chemins de fer

PARIS, le 3 Avril 1944

1er Bureau

SERVICES FINANCIERS
POUR ATTRIBUTIONS

"Est-ce conforme à ce que
nous attendons"

Signé : LE BESNERAIS

LE MINISTRE SECRETAIRE D'ETAT A LA PRODUCTION
INDUSTRIELLE ET AUX COMMUNICATIONS

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des Chemins de fer français

OBJET - Répartition entre les comptes de 1940, 1941 et 1942 des
2.500 millions reçus par la S.N.C.F. de la Reichsbahn
au titre des prestations de matériel roulant

REFERENCE - Votre lettre D 121050/5 du 12 Novembre 1943

Comme suite à la lettre citée en référence j'ai l'honneur
de vous adresser ci-joint :

- 3 exemplaires de l'avis n° 4585 en date du 5 Février 1944
de la Commission de vérification des comptes des chemins
de fer, relatif à l'imputation dans les comptes des exerci-
ces 1940, 1941 et 1942 de la somme de 2.500 millions reçue
par la S.N.C.F. de la Reichsbahn au titre des prestations
de matériel roulant ;
- Copie de l'arrêté ministériel en date de ce jour, modifiant
en conséquence les comptes de la S.N.C.F. des exercices
1940, 1941 et 1942.

Par autorisation :

Le Directeur des Chemins de fer,

(s) MORANE

AVISE : SERVICES FINANCIERS - Pour attributions "Est-ce conforme à ce que
nous attendons"

COPIE : MM. FILIPPI - VAGOGNE - LEGUILLE - DUGAS
Services M - T - C - F -

Ministère de la Production
Industrielle et des
Communications

Direction des Chemins de fer

1er Bureau

A R R Ê T É

Le Ministre, Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications ;

Sur la proposition du Directeur des Chemins de fer ;

Vu la Convention du 31 Août 1937 relative à la constitution de la S.N.C.F., approuvée par le décret du 31 Août 1937 et notamment les articles 36 et 37 de cette Convention ;

Vu la loi n° 63 du 4 Mars 1944 modifiant l'article 37 de ladite Convention ;

Vu les arrêtés du 21 Septembre 1940 fixant les modalités de répartition des primes de gestion, complétés par l'arrêté du 22 Mars 1944 ;

Vu l'avis n° 4585 de la Commission de Vérification des comptes des chemins de fer en date du 5 Février 1944 relatif à l'imputation dans les comptes des exercices 1940, 1941 et 1942 d'une somme de 2.500.000.000^f dont l'ALLEMAGNE s'est reconnue débitrice au titre des prestations de matériel moteur et roulant faites par la S.N.C.F. du 1er Juillet 1940 au 31 juillet 1942 ;

Vu la lettre du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances en date du 7 Mars 1944 ;

A R R Ê T É :

Article Unique -

Les comptes de la Société Nationale des Chemins de fer français pour les exercices 1940, 1941 et 1942, tels qu'ils ont été approuvés par les Assemblées Générales des actionnaires, sont modifiés ainsi qu'il suit :

	1 9 4 0	1 9 4 1	1 9 4 2
A - RECETTES D'EXPLOITATION -			
Recettes (locations à la Reichsbahn non comprises)	19.683.461.208,1	21.610.396.584,4	25.560.171.270,5
Répartition des 2.500 M	90.000.000,0	1.329.000.000,0	1.081.000.000,0
Indemnité compensatrice	"	"	861.978.226,2
Total des recettes	19.773.461.208,1	22.939.396.584,4	27.503.147.496,7
B - PRELEVEMENTS -			
a) Dépenses d'exploitation et fonds de renouvellement	17.036.405.989,6	21.722.543.132,5	26.879.444.178,9
b) Charges du capital social et des emprunts pour le compte de la S.N.C.F.	272.262.368,4	335.306.805,4	418.744.593,9
c) Charges des emprunts pour le compte des anciens réseaux	3.949.994.966,5	4.063.098.246,6	3.866.402.937,7
d) Insuffisance des exploitations annexes	4.405.797,5	3.112.159,9	6.536.547,7
e) Sommes versées aux Compagnies	134.892.359,9	135.034.607,0	135.164.936,6
f) Primes d'exploitation	49.238.617,8	79.677.682,4	63.257.239,6
g) Provision pour amortissement de l'insuffisance de 1938 (petit équilibre)	2.190.222.731,9	47.770.934,8	"
Total des prélèvements	23.637.422.831,6	26.386.543.568,6	31.369.550.434,4
Excédent des prélèvements sur les recettes (Insuffisance de grand équilibre).....	3.863.961.623,5	3.447.146.984,2	3.866.402.937,7

PARIS, le 3 Avril 1944

LE MINISTRE SECRETAIRE D'ETAT A LA PRODUCTION
INDUSTRIELLE ET AUX COMMUNICATIONS,
(s) BICHELONNE

Proposé le 24 Mars 1944
Le Directeur des
Chemins de fer,
(s) MORANE

S.N.C.F.

Paris, le 3 AVR 1944

Services Financiers

F. cge 3 N° 880

Objet : Arrêté ministériel du 3 avril 1944 relatif à l'imputation des 2.500.000.000 reçus par la SNCF de la Reichsbahn, au titre des prestations de matériel, roulant

Monsieur le Directeur Général

L'Arrêté ministériel ne fait qu'entériner l'Avis, en date du 5 février de la Commission de Vérification des Comptes qui est lui-même conforme aux dispositions acceptées par la S.N.C.F., par sa lettre du 12 novembre 1943.

Il n'appelle de ma part que l'observation suivante :

Il ne vise pas expressément, contrairement au désir exprimé dans la lettre sus-visée, l'accord intervenu entre la S.N.C.F. et l'Etat. ^{Suite/ps} Cet accord étant formellement mentionné dans l'Avis de la Commission de Vérification des Comptes, il me semble que nous pourrions ne pas insister.

Le Directeur des Services Financiers,

Signé : BROCHU

Paris, le 13 Avril 1944

F² cge³ N° 880

Objet : Arrêté ministériel du 3 avril 1944 relatif à l'imputation des 2.500.000.000 reçus par la SNCF de la Reichsbahn, au titre des prestations de matériel roulant

Monsieur le Directeur Général

L'Arrêté ministériel ne fait qu'entériner l'avis, en date du 5 février de la Commission de Vérification des Comptes qui est lui-même conforme aux dispositions acceptées par la S.N.C.F., par sa lettre du 12 novembre 1943.

Il n'appelle de ma part que l'observation suivante :

Il ne vise pas expressément, contrairement au désir exprimé dans la lettre sus-visée, l'accord intervenu entre la S.N.C.F. et l'Etat. Cet accord étant formellement mentionné dans l'avis de la Commission de Vérification des Comptes, il me semble que nous pourrions ne pas insister.

Le Directeur des services financiers,

Signé : BROCHU

SERVICES FINANCIERS

Monsieur le Directeur Général.

Objet : Arrêté ministériel du 3 avril 1944 relatif à l'imputation des 2.500.000.000 reçus par la S.N.C.F. de la Reichsbahn, au titre des prestations de matériel roulant.

L'Arrêté ministériel ne fait qu'entériner l'Avis, en date du 5 février, de la Commission de Vérification des Comptes qui est lui-même conforme aux dispositions acceptées par la S.N.C.F., par sa lettre du 12 novembre 1943. ~~Il n'appelle aucune observation de notre part.~~

~~Il n'appelle de ma part que l'observation~~

~~Le Directeur
des Services Financiers,~~

~~Ensemble :~~

Il ne s'agit pas, évidemment, contrairement au désir exprimé par la S.N.C.F. dans la lettre de-voici, l'accord intervenu entre la S.N.C.F. et l'Etat. Il s'agit bien ~~de l'accord~~ Cet accord étant formellement mentionné dans l'avis de la Commission de Vérification des Comptes, ~~je n'ai pas pu, dans ma lettre, insister~~ et me semble ~~qu'il n'est pas~~ ne pas insister.

~~M^r Mettas~~

~~M. Laguerre~~
JL

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

de la part de M. Marten

-

Anomalies constatées

- Page 1. Exercice 1942 (chiffres illisibles) il faut : 1.081 millions
 2. I Exercice 1940 (1^{re} ligne) il ya 2.190.222.731 fr, il faut 2.190.222.731 fr 93
 " II Exercice 1941 (2^e ligne) il faut 47.770.934,8
 " - d° - (6^e ligne) il ya 1.152.032 fr 4, il faut 1.152.025.032 fr 6
 " - d° - (13^e ligne) il ya chiffres illisibles, il faut 1.335 millions 1
 " 3. III Exercice 1942 (2^e ligne) il ya 1.988.126.064 fr, il faut 1.988.126.064 fr 5
 " IV (19) - chiffres illisibles il faut 86.033.343 fr
 " IV (20) - il ya 1.126.149.838 fr 8 il faut 1.126.149.838 fr 3

Annexe I - (2^e page) - 4^e alinea 4^e ligne il faut art. 18

- Annexe III - 1^{re} colonne il faut 19.683.461.208,1 } (locations à la Reichsbahn
 " - 2^e colonne il faut 19.683.461.208,1 } non compris)
 " - Total des recettes (2^e colonne) il faut 19.773.461.208,1
 " - Dépenses d'exploitation et fonds de renouvellement (1^{re} colonne) 17.036.405.989,6
 " - Revenus d'exploitation (2^e colonne) il faut 49.238.617,8
 " - d° - (3^e colonne) il faut 3.966.657,.
 " - Excédent des prélèvements etc... (2^e colonne) il faut 3.863.961.623,5
 " - d° - (2^e colonne) il faut 86.033.343, -
 Annexe IV - d° - (2^e colonne) il faut 3.447.146.984,2

- Annexe V - Indemnité compensatrice (1^{re} colonne) il faut 1.988.126.064,5
 " - Total des Recettes (1^{re} colonne) il faut 27.548.297.335, -
 " - d° - (3^e colonne) il faut 45.149.838,3
 " - Dépenses d'Exploitation, etc... (2^e colonne) il faut 26.879.444.178,9
 " - Excédent des prélèvements etc... (1^{re} colonne) il faut 3.866.402.937,7
 " - d° - (2^e colonne) il faut 3.866.402.937,7

MINISTÈRE
DE LA
PRODUCTION INDUSTRIELLE

ET DES
COMMUNICATIONS

Direction
des Chemins de fer
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

DES
TRAVAUX ET DES TRANSPORTS

Paris, le 3 AVR 1944

244, Boulevard St-Germain (7°)

Tél. : LITTRÉ 46-40 à 50

COPIE

Le MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT à la PRODUCTION
INDUSTRIELLE et aux COMMUNICATIONS,

à Monsieur le Président du Conseil d'Adminis-
tration de la Société Nationale des Chemins
de fer français.

OBJET - Répartition entre les comptes de 1940, 1941 et 1942
des 2.500 Millions reçus par la S.N.C.F. de la
Reichsbahn au titre des prestations de matériel
roulant.

REFERENCE - Votre lettre D. 121.050/5 du 12 Novembre 1943.

Comme suite à la lettre citée en référence, j'ai
l'honneur de vous adresser ci-joint :

- 5 exemplaires de l'avis N° 4585 en date du 5 Février
1944 de la Commission de vérification des comptes
des chemins de fer, relatif à l'imputation dans les
comptes des exercices 1940, 1941 et 1942 de la somme
de 2.500 Millions reçue par la S.N.C.F. de la Reichs-
bahn au titre des prestations de matériel roulant;
- Copie de l'arrêté ministériel en date de ce jour, modi-
fiant en conséquence les comptes de la S.N.C.F. des
exercices 1940, 1941 et 1942.

Par autorisation

Le Directeur des Chemins de Fer

Signé : J. MORANE

MINISTÈRE
DE LA
PRODUCTION INDUSTRIELLE
ET DES
COMMUNICATIONS

Direction
des Chemins de fer
DES
TRAVAUX ET DES TRANSPORTS
1er Bureau

Paris, le

244, Boulevard St-Germain (7°)

Tél. : LITTRÉ 46-40 à 50

ARRÊTÉ

Le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications;

Sur la proposition du Directeur des Chemins de fer;

Vu la Convention du 31 Août 1937 relative à la constitution de la S.N.C.F., approuvée par le décret du 31 Août 1937 et notamment les articles 36 et 37 de cette Convention;

Vu la loi N° 83 du 4 Mars 1944 modifiant l'article 37 de ladite Convention;

Vu les arrêtés du 31 Septembre 1940 fixant les modalités de répartition des primes de gestion, complétées par l'arrêté du 23 Mars 1944;

Vu l'avis N° 4585 de la Commission de Vérification des comptes des chemins de fer en date du 5 Février 1944 relatif à l'imputation dans les comptes des exercices 1940, 1941 et 1942 d'une somme de 2.500.000.000^{fr} dont l'Allemagne s'est reconnue débitrice au titre des prestations de matériel moteur et roulant faites par la S.N.C.F. du 1er Juillet 1940 au 31 Juillet 1942;

Vu la lettre du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances en date du 7 Mars 1944;

ARRÊTÉ :

Article Unique.

Les comptes de la Société Nationale des Chemins de fer français pour les exercices 1940, 1941 et 1942, tels qu'ils ont été approuvés par les Assemblées Générales des actionnaires, sont modifiés ainsi qu'il suit :

.....

1943 I) 30 576 762.542.9X+I.C. 8694145334,7x
 II) 2 567 885 742.1
 1943 I) 132.933 -

	1940	1941	1942
A - RECETTES D'EXPLOITATION.			
Recettes (locations à la Reichsbahn non comprises)	I) 19.275.926 495.37x II) 407 534. 712.72	I) 21 087 009. 482.3x II) 528 387 102.1	I) 24.886.732.226.4x II) 675.439.044.1
Répartition des 2.500 indemnités compensatrices	19.683.461.208,1 90.000.000,0	21.810.396.584,4 1.329.000.000,-	25.560.171.870,5 1.081.000.000,-
Total des recettes	19.773.461.208,1	22.959.596.584,4	27.503.147.496,7
B - PRÉLEVEMENTS.			
a) Dépenses d'exploitation et fonds de renouvellement	17.036.405.989,6	21.722.543.122,5	26.879.444.178,9
b) Charges du capital: social et des emprunts pour le compte de la S.N.C.F.	272.262.368,4	555.306.805,4	418.744.593,9
c) Charges des emprunts pour le compte des anciens Réseaux ..	3.949.994.965,5	4.063.098.246,6	3.866.402.937,7
d) Insuffisance des exploitations annexes	4.405.797,5	3.112.159,9	6.536.547,7
e) Sommes versées aux Compagnies	134.892.359,9	135.034.607,-	135.164.936,6
f) Primes d'exploitation	49.258.817,8	79.677.682,4	63.257.239,6
g) Provision pour amortissement de l'insuffisance de 1938 (petit équilibre)	2.190.222.731,9	47.770.934,8	"
Total des prélèvements	23.637.432.831,6	26.586.543.568,6	31.569.550.434,4
Excédent des prélèvements sur les recettes: (Insuffisance de grand équilibre)	3.863.961.623,5	3.447.146.984,2	3.866.402.937,7

Paris, le 3 avril 1944

Le MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT à la PRODUCTION INDUSTRIELLE et aux COMMUNICATIONS,

Proposé:
le 24 mars 1944

Le Directeur
des Chemins de fer,

Signé: J. Bichelonne

Signé: J. Morane

urgent
M. Mettas

Copie remise officiellement
par M. Rendu.

Prière de faire vérifier
les chiffres et de me
retourner ce document
avant la conférence
de cet après-midi chez M. Rieppi
(Conférence prévue à 2h 1/2)

fait

18/2/44

M^r Mettas

M^r Filippi ~~par~~ demande que tous
réajustements utiles lui soient donnés
à la réunion de demain après midi sur
le mécanisme de réouverture d'exercices
clos, notamment en vue des opérations
de réimputation qui pourraient être envisagées
à l'occasion des versements allemands
(800^M; 1700^M etc...) - Procédure à
suivre -

Vous munir, notamment, du dossier de la ventilation
des 2500^{fr.}

9/3/44

[Signature]
cours
J. Boesmans
de Paris 4585
a été remis à M. Goussier
le 12/4/44

Anomalous constancies

- page 1. Exercice 1942 (chiffres illisibles) il faut: 1.081 millions X
- page 2 - I Exercice 1940 (1^{re} ligne) il ya 2.190.222.731 fr, il faut: 2.190.222.731 fr 93 X
- " - II Exercice 1941 (2^e ligne) il faut 47.770.934,8 - X
- " - " 1^{re} (6^e ligne) il ya 1.152.032 fr 4, il faut 1.152.032,6 - X
- " - " 2^e (13^e ligne) il ya chiffres illisibles, il faut 1835 millions 1 - X
- page 3 - III Exercice 1942 (2^e ligne) il ya 1.988.126.064 fr, il faut 1.988.126.064 fr 5 X
- " - IV (1^{re}) - chiffre illisible il faut 86.033.343 fr - X
- " - IV (2^e) - il ya 1.126.149.838 fr 8 il faut 1.126.149.838 fr 3 X
- Annexe I (2^e page) - 4th alinea 4^e ligne il faut article 18 X
- Annexe III - 1^{re} colonne il faut 19.683.461.208,1 - } (locations à la République X
non comprises)
- " - 2^e colonne il faut 19.683.461.208,1 - }
- " - Total des Recettes (2^e colonne) il faut 19.773.461.208,1 - X
- " - Primes d'exploitation (2^e colonne) il faut 17.036.405.781,8 - X
- " - " (3^e colonne) il faut 3.966.657, - X
- " - Excédent des prélèvements etc... (3^e colonne) il faut 86.033.343,0 X
- Annexe IV - primes d'exploitation (3^e colonne) il faut 29.973.770,2 - X
- Annexe V - Indemnité compensatrice (1^{re} colonne) il faut 1.988.126.064,5 - X
- " - Total des Recettes (1^{re} colonne) il faut 27.548.297.335,0 - X
- " - " " 3^e colonne) il faut 45.149.838,3 - X
- " - Dépenses d'exploitation etc... (2^e colonne) il faut 26.879.444.178,9 X
- " - Excédent des prélèvements etc... (1^{re} colonne) il faut 3.866.402.937,7 X
- " - " " (2^e colonne) il faut 3.866.402.937,7 X
- Annexe IV. Excédent des prélèvements sur les recettes (2^e colonne) il faut 3.447.146.984,2 X

LOI N° 63 DU 4 MARS 1944
MODIFIANT LA CONVENTION DU 31 AOÛT 1937
RELATIVE
AU REGIME FINANCIER DES CHEMINS DE FER

Le chef du Gouvernement,

Vu les actes constitutionnels Nos 12 et 12 bis,

Le Conseil de cabinet entendu,

D E C R E T E :

Article 1er.— Acte étant pris de la lettre collective d'adhésion des compagnies du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi, en date du 16 novembre 1943, l'article 37 de la convention du 31 août 1937 annexée au décret-loi de même date est modifié ainsi qu'il suit :

"Art. 37.— Des arrêtés concertés du ministre secrétaire d'Etat aux communications et du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances fixeront, la Société nationale entendue, les conditions dans lesquelles les primes visées à l'article 36 devront être attribuées et mises en paiement et détermineront les règles applicables au cas de correction de primes résultant de rectifications de comptes sur exercices clos".

Article 2.— Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous les exercices de la Société Nationale des Chemins de fer français n'ayant pas encore fait l'objet d'un arrêté ministériel définitif d'approbation des comptes.

Article 3.— Le présent décret sera publié au Journal Officiel et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 4 mars 1944

Pierre LAVAL

Par le Chef du Gouvernement :

Le Ministre secrétaire d'Etat à la
production industrielle et aux
communications,
secrétaire d'Etat au travail
par intérim,

Jean BICHELONNE

Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux
Finances,

Pierre CATHALA

CHEMINS DE FER DE L'EST

Wagon Série _____ N° _____ Réseau propr^e _____

Partie de _____ Wagons

Gare de départ

Date de chargement

Nature
du chargement }

DÉTAIL P. V.

Poids : _____

COMPLET CONDIT^{EL} (1)
GROUPE CONDIT^{EL} (1)

(1) Biffer entièrement au crayon bleu la mention inutile.

Gare
destre : _____

Réseau ou Pays destinataire : _____

Gares de trit : _____

LOTISSEMENT EST

H²

CHARGE ET FREINAGE

Poids

Brut

Poids

Frein

West^{se}Emplacement réservé aux bandes « Fragile », « Matières explosibles
ou inflammables », « Plomb de douane ».Complet ou Groupage Condit^{el} (H²)

26

REPARTITION DE LA SOMME DE 2.500.000.000 F
ENCAISSE DE LA REICHSEHN AU TITRE D'INDEMNITE POUR PRIVATION DE JOUISSANCE
DE MATERIEL
(Période du 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942)

	1940	1941	1942	Ensemble
Grand équilibre	86.033.343,0	615.951.262,4	-	701.984.605,4
Indemnité compensatrice	-	-	1.126.149.838,3	1.126.149.838,3
Impôt sur indemnité compensatrice	-	-	- 45.045.994,0	- 45.045.994,0
Total Trésor	86.033.343,0	615.951.262,4	1.081.103.844,3	1.783.088.449,7
Fonds de renouvellement.	-	683.074.967,4	-	683.074.967,4
Prime d'exploitation ...	3.966.657,0	39.973.770,2	- 103.844,3	33.836.582,9
Total général	90.000.000,0	1.329.000.000,0	1.081.000.000,0	2.500.000.000,0

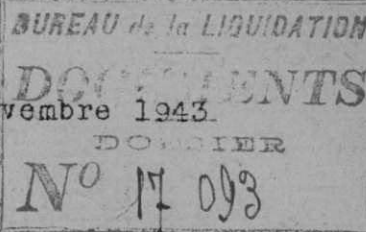
(1) Le présent état se substitue à celui qui porte la date du 7 décembre 1943.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

C O P I E

Paris, le 12 novembre 1943.



121050/5

Comme suite à la décision du
Conseil du 10 novembre 1943.

Monsieur le Ministre,

Par lettre D.C.T., 1er Bureau, du 15 juillet 1943, faisant suite aux propositions que nous vous avions soumises le 11 janvier, vous avez bien voulu approuver la répartition du versement forfaitaire de 2.500 M. de francs reçu de la Deutsche Reichsbahn au titre des prestations de matériel moteur et roulant durant la période du 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942.

En ce qui concerne l'exercice 1941 toutefois, vous ne considérez pas qu'il soit possible d'inscrire au compte du fonds de renouvellement une somme supérieure à celle qui avait été fixée pour l'exercice 1942.

Nous nous rallions à cette dernière proposition en vue de réaliser un accord complet sur l'ensemble des mesures envisagées, et nous prenons acte de l'entente intervenus à leur égard entre l'Etat et la S.N.C.F.

La mise en oeuvre de cette décision pose un problème délicat qui a retenu toute notre attention.

Pour rationnelle qu'elle soit dans son principe même, cette opération conduit, en effet, à apporter d'importantes modifications dans les comptes relatifs aux exercices intéressés. Or, ces comptes ont été, en leur temps, régulièrement approuvés par l'Assemblée générale de nos Actionnaires qui ne conserve plus aujourd'hui, en l'absence de toute erreur et de toute omission, la liberté de revenir sur les chiffres qu'elle a arrêtés et qui sont seuls soumis à votre contrôle.

Il nous est ainsi apparu que ces rectifications ne pouvaient découler que d'une décision de l'Autorité à laquelle la réglementation en vigueur donne pouvoir de clôturer définitivement nos écritures.

.....

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat
à la Production Industrielle et aux Communications.

Mais cette procédure excédant le champ d'application normale des dispositions du décret du 11 décembre 1940 en raison de l'absence de toute irrégularité dans l'établissement de nos comptes, il serait indispensable, pour lever toute difficulté éventuelle, que l'accord intervenu entre l'Etat et la S.N.C.F. fût expressément visé tant dans l'avis de la Commission de Vérification des Comptes que dans l'arrêté ministériel.

Nous serions en résumé d'accord pour que soient prescrits dès à présent dans un arrêté pris sous votre signature, après avis de la Commission de Vérification et consultation de M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, et sous les réserves indiquées ci-dessus, les redressements destinés à traduire les imputations nouvelles dans la liquidation de chacun des exercices 1940, 1941 et 1942; la décision ainsi prise à titre provisoire s'imposerait par la suite lors du règlement définitif des comptes de ces exercices.

Il va de soi, au surplus, que le rapport de notre Conseil d'Administration sur l'exercice 1943 rendra compte à l'Assemblée Générale des Actionnaires de la S.N.C.F. des rectifications ainsi opérées.

Je crois devoir préciser en terminant que les redressements ordonnés dans les conditions ci-dessus définies donneront lieu de notre part, valeur 2 juin 1943, jour de l'encaissement de la somme de 2.500 l., aux versements qui en découlent au titre du remboursement partiel au Trésor des avances qu'il a faites par application de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937, et de l'indemnité compensatrice qu'il a versée en exécution de l'article 2 de la Convention du 9 septembre 1939 modifiée par l'Avenant du 4 mars 1942.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président
du Conseil d'Administration,

signé: FOURNIER.

11. B20th

1

- Lettre au Ministre du 12 - 11 - 43
 — du 17 - 11 - 43
 (en annexe projet de loi modificative
 N° 37)
 Rapport de la Commission de Vérification
 des comptes.

1

Insulation du revêtement
allumant de 2.500 R

1

Accélération des paiements
aux fournisseurs

Dossier IGC n° 2012

- 1^{re} variante sauf exception par cas d'usage
le traitement remis à A il l'achève et F paie
à copie de l'avis de fin de trait.
- Exemple de traite traitée par la SNCF
- Mandatement de crédits < 5000 € directement par A
- Paiement 100% après { réception par
fournisseurs habituels. expédition par
- 80% pour fournisseur occasionnels.
- Paiement 80% après expédition sans réception par
fournisseurs habituels.
- 0 occasionnels.

23 Février 1944

F² CGS n° 6 AG

Cher Monsieur,

Comme suite à notre entretien du 22 courant, j'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint, copie de la lettre qui a été adressée le 12 novembre dernier par la S.N.C.F. à Monsieur le Ministre, Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications, au sujet de l'imputation comptable du versement de 2.500.000.000 frs effectué par la Deutsche Reichsbahn.

Je vous prie, Cher Monsieur, de croire à mes sentiments distingués.

Le Directeur des Services Financiers,

Signé : BROCHET

Monsieur COPPER ROYER
6, rue Blanche - Paris 9ème

SS

S. N. C. F.

PARIS, le 12 novembre 1943.

Le Président
du Conseil d'Administration

121.050/5

Comme suite à la décision du Conseil
du 10 novembre 1943.

Monsieur le Ministre,

Par lettre D.G.T., 1er Bureau, du 15 juillet 1943, faisant suite aux propositions que nous vous avons soumises le 11 janvier, vous avez bien voulu approuver la répartition du versement forfaitaire de 2.500 de francs reçu de la Deutsche Reichsbahn au titre des prestations de matériel moteur et roulant durant la période du 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942.

En ce qui concerne l'exercice 1941, toutefois, vous ne considérez pas qu'il soit possible d'inscrire au compte du fonds de renouvellement une somme supérieure à celle qui avait été fixée pour l'exercice 1942.

Nous nous rallions à cette dernière proposition en vue de réaliser un accord complet sur l'ensemble des mesures envisagées, et nous prenons acte de l'entente intervenue à leur égard entre l'Etat et la SNCF.

La mise en oeuvre de cette décision pose un problème délicat qui a retenu toute notre attention.

Pour rationnelle qu'elle soit dans son principe même, cette opération conduit, en effet, à apporter d'importantes modifications dans les comptes relatifs aux exercices intéressés. Or, ces comptes ont été, en leur temps, régulièrement approuvés par l'Assemblée Générale de nos Actionnaires qui ne conserve plus aujourd'hui, en l'absence de toute erreur et de toute omission, la liberté de revenir sur les chiffres qu'elle a arrêtés et qui sont seuls soumis à votre contrôle.

Il nous est ainsi apparu que ces rectifications ne pouvaient découler que d'une décision de l'Autorité à laquelle la réglementation en vigueur donne pouvoir de clôturer définitivement nos écritures.

Mais, cette procédure excédant le champ d'application normale des dispositions du décret du 11 décembre 1940, en raison de l'absence de toute irrégularité dans l'établissement de nos comptes, il serait indispensable, pour lever toute difficulté éventuelle, que l'accord intervenu entre l'Etat et la S.N.C.F. fût expressément visé tant dans l'avis de la Commission de Vérification des Comptes que dans l'arrêté ministériel.

Nous serions, en résumé, d'accord pour que soient prescrits dès à présent, dans un arrêté pris sous votre signature, après avis de la Commission de Vérification et consultation de M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, et sous les réserves

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat
à la Production Industrielle
et aux Communications.

indiquées ci-dessus, les redressements destinés à traduire les imputations nouvelles dans la liquidation de chacun des exercices 1940, 1941 et 1942; la décision ainsi prise a titre provisionnel s'imposerait par la suite lors du règlement définitif des comptes de ces exercices

Il va de soi, au surplus, que le rapport de notre Conseil d'Administration sur l'exercice 1943 rendra compte à l'Assemblée Générale des Actionnaires de la S.N.C.F. des rectifications ainsi opérées.

Je crois devoir préciser, en terminant, que les redressements ordonnés dans les conditions ci-dessus définies donneront lieu, de notre part, valeur 2 juin 1943, jour de l'encaissement de la somme de 2.500 M., aux versements qui en découlent au titre du remboursement partiel au Trésor des avances qu'il a faites par application de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937, et de l'indemnité compensatrice qu'il a versée en exécution de l'article 2 de la Convention du 9 septembre 1939, modifiée par l'Avenant du 4 mars 1942.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

Monsieur le Ministre,

A la suite du versement par la Reichsbahn de la somme de 125 millions de RM. pour location de matériel du 1er Juillet 1940 au 31 Juillet 1942 et de l'application de cette somme aux trois exercices 1940, 1941 et 1942, la S.N.C.F. est appelée à procéder à un nouveau calcul des primes d'exploitation afférentes à chacun de ces exercices, et à répartir le complément de primes qui en résultera.

La Société Nationale se propose d'effectuer cette répartition entre les seuls bénéficiaires de la prime afférente à l'exercice 1943, lors du paiement de celle-ci.

Mais la question se pose de savoir si cette attribution exceptionnelle peut être légalement prévue dans une disposition nouvelle, insérée dans les deux arrêtés ministériels du 21 Septembre 1940 sur la répartition des primes.

Sous le régime de la Convention de 1921, un décret délibéré en Conseil d'Etat, en date du 29 Septembre 1922, avait visé spécialement les corrections de primes pouvant apparaître à la suite des vérifications de comptes et il avait décidé que ces corrections seraient reportées sur le montant de la prime, afférente à l'exercice au cours duquel le Ministre arrêtait le compte définitif.

La légalité de ce décret n'a pas été contestée, encore que l'article 14, parag. 15 de la Convention n'ait prévu un décret que pour la détermination "des bases de la répartition" de la prime revenant au personnel.

L'article 37 de la Convention du 31 Août 1937 emploie une formule légèrement différente et ne confie à un arrêté ministériel que le soin de fixer les "modalités de répartition" des deux primes.

quel que soit le précédent de 1922 et l'intention non douteuse des rédacteurs de la Convention de 1937 de ne rien innover en la matière, on peut se demander si, en cas de recours porté devant le Conseil d'Etat, il ne serait pas jugé que la délégation, donnée aux Ministres par l'article 37, est insuffisante pour leur permettre d'attribuer aux seuls agents en fonctions les compléments de primes provenant de corrections sur exercices clos, à l'exclusion des agents en service durant ces exercices, mais ayant, depuis lors, quitté le chemin de fer.

Si on se réfère, en effet, au texte de l'article 36, il apparaît que la prime soit due aux agents, qui ont participé à la gestion de l'exercice considéré, eu égard à leur activité et aux résultats obtenus, de telle sorte qu'en cas de corrections de primes sur exercices antérieurs, les conséquences de ces corrections doivent normalement réagir sur les droits des attributaires de primes au titre de ces exercices.

Et, lorsque l'article 37 emploie les termes "modalités de répartition", il ne semble pas que cette expression autorise les Ministres à apporter une dérogation à la règle édictée par l'article précédent, dérogation qui nécessiterait une disposition précise visant le cas spécial des exercices clos.

On peut objecter, d'ailleurs, que ne saurait être considérée comme une simple modalité de répartition une mesure, qui a pour effet d'éliminer certains intéressés au profit d'autres bénéficiaires.

Dans ces conditions, j'estimerai plus sûr, pour éviter toutes difficultés, de modifier par voie législative, avec l'adhésion des Compagnies qui nous est d'ores et déjà acquise, le texte de l'article 37 de la Convention du 31 Août 1937 en vue de donner aux Ministres tous les pouvoirs utiles pour statuer par arrêté sur les règles d'attribution de primes, qu'il s'agisse de primes du dernier exercice ou de corrections sur exercices antérieurs.

J'ai l'honneur, en conséquence, de vous soumettre le texte d'un projet de loi modifiant l'article 37 de la Convention précitée, ainsi qu'un projet d'arrêté complétant les deux arrêtés du 21 Septembre 1940.

Si toutefois vous estimiez qu'en égard au précédent de 1922, une loi ne serait pas indispensable, je vous demanderais seulement de retenir le seul texte du projet d'arrêté.

Veillez agréer

A R R E T E

Le Ministre Secrétaire d'Etat aux Communications et
le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances,

Sur la proposition du Conseiller d'Etat Directeur des
Chemins de fer,

Vu la Convention du 31 août 1937 approuvée par décret-
loi du même jour,

Vu la loi du _____ modifiant l'arti-
cle 37 de la dite Convention.

La Société Nationale entendue:

A R R E T E N T:

Les deux arrêtés du 21 septembre 1940 sur la réparti-
tion de la prime du personnel dirigeant et non dirigeant de
la S.N.C.F. sont complétés comme suit:

Article 3 -

Les corrections de primes résultant de rectifications
opérées sur les comptes d'exercices clos sont reportées, en
supplément ou en diminution, sur le montant de la prime
distribuée au cours de l'année où intervient la décision
ministérielle prescrivant ces corrections.

En l'absence de distribution de prime, les corrections
donneront lieu, selon les cas, soit à une répartition spé-
ciale, soit à une inscription à un compte provisoire en vue
d'une reprise sur le montant de la ou des premières primes
allouées au titre d'exercices ultérieurs.

Si la prime payée l'année en cause était inférieure
aux retenues à effectuer, il serait, pareillement, procédé à
une reprise pour la différence non couverte.

Fait à Vichy, le

*du premier exercice
dont la liquidation
intervient antérieurement
à la décision ministérielle*

que est exécuté

- PROJET -

Monsieur le Ministre,

Deux arrêtés ministériels en date du 21 septembre 1940 ont déterminé les conditions de répartition des primes d'exploitation qui, en vertu de l'art. 36 de la Convention du 31 août 1937, sont allouées au personnel de notre Société et à son Conseil d'Administration en fonction des résultats de la gestion.

L'un de ces arrêtés précise que prennent part à la distribution "les agents du cadre permanent qui ont reçu une gratification au titre de l'exercice correspondant" et, de même, l'attribution, ainsi qu'il est normal, est faite aux administrateurs et au personnel dirigeant ayant exercé leurs fonctions durant le même exercice. Mais aucune disposition ne se réfère au cas de corrections de primes résultant de rectifications opérées sur les comptes d'exercices clos.

De telles rectifications interviendront inévitablement et il en sera ainsi dès maintenant à l'occasion des imputations rétroactives auxquelles conduira la ventilation du versement de 2.500 M. que nous avons encaissé de la D.R., le 2 juin 1943, en rémunération de prestations de matériel moteur et roulant. Il importe donc que les règles à suivre en pareille éventualité soient fixées sans

.....

plus tarder.

Etant donné les délais que requiert l'approbation des comptes dans le cadre de la procédure instituée par le décret du 11 décembre 1940, il n'apparaît pas que nous puissions envisager de rechercher, dans chaque cas, les parties prenantes ayant bénéficié des primes afférentes à l'exercice rectifié. Aussi bien, n'apercevons-nous pas comment, le cas échéant, il serait possible de procéder à la reprise des sommes dont les remaniements comptables feraient apparaître qu'elles ont été indûment perçues.

La règle qui doit être admise en la circonstance ne peut, dès lors, être autre que celle instituée par le décret du 29 décembre 1922 sous l'empire de la Convention du 28 juin 1931 et aux termes de laquelle les corrections étaient reportées sur le montant de la prime de l'exercice au cours duquel le Ministre arrêtait les comptes définitifs.

Nous vous demandons, en conséquence, de bien vouloir, en accord avec M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, compléter chacun des arrêtés du 21 septembre 1940 par les dispositions suivantes :

"Art. 3. - Les corrections de primes résultant de rectifications opérées sur les comptes d'exercices clos sont reportées, en supplément ou en diminution, sur le montant de la prime du 1er exercice dont la liquidation intervient postérieurement à la décision ministérielle prescrivant ces corrections.

"En l'absence de distribution de prime pour cet exercice, les corrections donnent lieu, selon les cas, soit à une répartition spéciale, soit à une inscription à un compte provisoire en vue d'une reprise sur le montant de la ou des premières primes allouées au titre d'exercices ultérieurs.

*Valant distributeur
de prime pour le
dit exercice*

"Si la prime payée l'année en cause est inférieure aux retenues à effectuer, il est, pareillement, procédé à une reprise pour la différence non couverte".

Toutefois, encore qu'on ne puisse mettre en doute l'intention des signataires de la Convention du 31 août 1937 de maintenir, en cette matière, les errements qui étaient appliqués antérieurement, on ne saurait affirmer que de telles prescriptions n'excèdent pas la délégation de pouvoirs donnée aux Ministres des Communications et des Finances par l'article 37 de ladite Convention. Cet article, en effet, ne mentionne explicitement que "les modalités de la répartition".

X Nous pensons, dans ces conditions, que, si l'on veut écarter toute possibilité de contestation, il serait opportun de stipuler, dans une disposition ^{complémentaire} ~~interprétative~~ ^{explicite} dudit article 37, que les Ministres ont tous pouvoirs à l'effet de statuer par arrêté sur les ^{conditions} règles d'attribution et de mise en paiement des primes, ^{ainsi que sur les règles applicables au cas de} ~~qu'il s'agisse de primes du dernier exercice ou de corrections~~ ^(de primes) sur ^{des} exercices antérieurs.

X Pour le cas où telle serait également votre manière de voir, je vous sou mets ci-joint le texte d'un projet de loi auquel, suivant la procédure qui a déjà été employée à diverses reprises lorsqu'il s'est agi de modifier la Convention du 31 août 1937, les Présidents des Compagnies, par lettres en date du . m'ont d'ores et déjà fait connaître que celles-ci donnaient leur accord.

Veuillez agréer,

LOI du
modifiant la Convention du 31 août 1937
relative au régime des Chemins de fer

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,

Vu le décret-loi du 31 août 1937, relatif au nouveau régime des chemins de fer et la Convention du même jour y annexée,

Vu les lettres d'adhésion des Compagnies du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi en date du

Le Conseil des Ministres entendu,

Décrétons :

Article 1er.- L'article 37 de la Convention du 31 août 1937 annexée au décret-loi de même date est modifié ainsi qu'il suit :

Un arrêté concerté du Ministre Secrétaire d'Etat aux Communications et du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances fixera, la Société Nationale entendue, les conditions dans lesquelles les primes visées à l'article 36 devront être attribuées et mises en paiement et déterminera les règles applicables au cas de correction de primes résultant de rectification de comptes sur exercice clos.

Article 2.- Le présent décret, qui sera publié au Journal Officiel et exécuté comme loi de l'Etat, est applicable à tous les exercices de la Société Nationale des Chemins de fer n'ayant pas encore fait l'objet d'un arrêté ministériel définitif d'approbation de comptes.

Fait à Vichy, le

.....

29 October 1943

mêmes, vous estimez que la somme de 2.500 M. dont il s'agit - bien que l'encaissement n'en ait été réalisé qu'en 1943 - doit être répartie entre les exercices 1940, 1941 et 1942, chacun de ces exercices recevant la part qui lui revient normalement. Ainsi que nous le soulignons dans notre lettre du 11 janvier, la créance que possédait la S.N.C.F. en contre-partie des prestations effectuées a été inscrite pour mémoire dans les écritures desdits exercices, et il est assurément légitime, dans ces conditions, que notre compte de liquidation, pour chaque année en cause, soit rétabli dans la situation où il se serait trouvé si la recette, certaine dans son principe dès l'origine, avait pu également, avant le 31 décembre, être arrêtée dans son montant.

En ce qui concerne l'exercice 1941, toutefois, vous ne considérez pas qu'il soit possible d'admettre que le montant de la dotation à attribuer au Fonds de renouvellement dépasse, au total, celui de la dotation de 1942.

Cette limitation déroge aux dispositions de l'Avenant du 4 mars 1942 à la Convention du 9 septembre 1939. Néanmoins, nous nous y rallions et, en conséquence, vous confirmons que nous sommes d'accord sur les propositions que vous nous avez soumises.

La mise en oeuvre de ces propositions, telles qu'elles sont présentées dans votre Dépêche du 15 juillet, aura, en définitive, pour effet d'introduire dans les recettes de chacun des exercices en cause, les éléments complémentaires ci-après :

....

pour l'exercice 1940 90 M.
pour l'exercice 1941 I.329 M.
pour l'exercice 1942 I.081 M.

Dans le cadre des indications données in fine de votre Dépêche, nous nous sommes préoccupés, d'autre part, du point de savoir suivant quelle procédure pourraient être valablement effectuées, ^{du point de vue comptable,} les remaniements de chiffres qui s'imposent. Aussi rationnelle qu'elle soit dans son principe, l'opération, en effet, aboutit à apporter à nos comptes, pour les exercices considérés, d'importantes modifications. Or, ces comptes ont déjà, chacun en leur temps, été approuvés par l'Assemblée Générale de nos Actionnaires, sans que celle-ci ait aujourd'hui la possibilité, en l'absence de toute erreur ou omission, de revenir sur les chiffres qu'elle a arrêtés pour être soumis à votre contrôle.

Après examen du problème, il nous apparaît que la seule formule qui puisse pratiquement être envisagée est celle d'une rectification a posteriori par l'autorité à laquelle la réglementation en vigueur donne pouvoir de clore définitivement nos écritures. Compte tenu des conditions spéciales dans lesquelles est intervenu le recouvrement qu'il s'agit aujourd'hui de répartir, nous croyons, en conséquence, devoir vous suggérer de prescrire, dès à présent, dans un arrêté pris sous votre signature après avis de la Commission de Vérification et consultation de M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, les redressements destinés à traduire les imputations nouvelles dans la liquidation de chacun de nos exercices 1940, 1941 et 1942. La décision ainsi prise à titre provisionnel

s'imposerait par la suite lors du règlement définitif des comptes de ces exercices.

X Toutefois, l'emploi d'une telle procédure dans le cas de l'espèce ne saurait être regardé comme ~~rentrant~~ dans le champ d'application normale des dispositions du décret du 11 décembre 1940. Aussi, nous semblerait-il ~~xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx~~ désirable qu'il fût pris acte officiellement de l'accord intervenu entre l'Etat et la S.N.C.F. sur les modalités mêmes de la ventilation. Nous nous permettons donc d'insister auprès de vous pour que, d'une part, l'avis de la Commission de Vérification, d'autre part, l'arrêté ministériel se réfèrent explicitement ~~xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx~~ à l'échange de lettres qui matérialise l'existence de cet accord.

Il va de soi, au surplus, que le Rapport de notre Conseil d'Administration sur l'exercice 1943 rendra compte à l'Assemblée Générale des Actionnaires de la S.N.C.F. des rectifications ainsi opérées.

Je crois devoir préciser, en terminant, que les redressements ordonnés dans les conditions ci-dessus définies donneront lieu de notre part, ~~xxxxxxxxxxxx~~, valeur 2 juin 1943, jour de l'encaissement de la somme de 2.500 M., aux versements qui en découlent au titre du remboursement partiel au Trésor des avances qu'il a faites par application de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937 et de l'indemnité compensatrice qu'il a versée en exécution de l'article II de la Convention du 9 septembre 1937 modifiée par l'Avenant du 4 mars 1942.

Veuillez agréer,...

28 octobre 1943

PROJET

Monsieur le Ministre,

Par Dépêche D.G.T. 1er Bureau, du 15 juillet 1943, faisant suite aux propositions que nous vous avons soumises le 11 janvier, vous avez bien voulu nous indiquer les règles suivant lesquelles il y aurait lieu, à votre avis, d'imputer dans les comptes de notre Société le versement forfaitaire de 2.500 M. de francs reçus de la D.R. au titre de prestations de matériel moteur et roulant durant la période 1er juillet 1940 - 31 juillet 1943.

Nous vous avons donné, par lettre du 1er septembre 1943, notre accord de principe sur ces modalités, nous réservant, toutefois, d'examiner diverses questions que leur mise en application nous paraissait susceptible de soulever.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que nous avons procédé à l'étude de ces questions avec toute l'attention que requérait le caractère particulier de la ventilation rétroactive envisagée.

En conclusion de cette étude, je vous demande de bien vouloir trouver exposées ci-après les dispositions qui nous semblent

...

sont présentées dans votre Dépêche du 15 juillet, se traduiront par les imputations comptables suivantes :

Exercice 1940 -

Exercice 1941 -

Exercice 1942 -

Les redressements à effectuer se trouvant ainsi définis et chiffrés, nous nous sommes préoccupés, dans le cadre des indications données in fine de votre Dépêche, du point de savoir suivant quelle procédure il pourrait y être valablement procédé. Aussi rationnelle qu'elle soit dans son principe, l'opération, en effet, aboutit à apporter à nos comptes, pour les exercices considérés, d'importantes modifications. Or, ces comptes ont déjà, chacun en leur temps, été approuvés par l'Assemblée Générale de nos Actionnaires, sans que celle-ci ait aujourd'hui la possibilité, en l'absence de toute erreur ou omission, de revenir sur les chiffres qu'elle a arrêtés pour être soumis à votre contrôle.

Après examen du problème, il nous apparaît que la seule formule qui puisse pratiquement être envisagée est celle d'une rectification a posteriori par l'autorité à laquelle la réglementation en vigueur donne pouvoir de clore définitivement nos

écritures. Compte tenu des dispositions de l'art. 16 du décret d 11 décembre 1940, spécialement de celles contenues dans les ali- néas 3 et 5 dudit article, nous croyons, en conséquence, devoir vous suggérer de traduire, dès à présent, dans un arrêté, pris sous votre signature après avis de la Commission de Vérification et consultation de M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, les corrections destinées à tenir compte des imputations nouvelles dans la liquidation de chacun de nos exercices 1940, 1941 et 1942. Les décisions ainsi prises s'imposeraient par la suite lors du règlement d'ensemble des comptes de chacun de ces exercices.

Toutefois, étant donné le caractère exceptionnel d'une telle procédure dans le cas de l'espèce, il nous semblerait au plus haut point désirable qu'il fût pris acte officiellement de l'accord intervenu entre l'Etat et la S.N.C.F. sur les modalités mêmes de la ventilation. Aussi, nous permettons-nous d'insister auprès de vous pour que, d'une part, l'avis de la Commission de Vérification, d'autre part, l'arrêté ministériel se réfèrent explicitement dans leurs visas à l'échange de lettres qui maté- rialise l'existence de cet accord.

Il va de soi, au surplus, que le Rapport de notre Conseil d'Administration sur l'exercice 1943 rendra compte à l'Assemblée Générale des Actionnaires de la S.N.C.F. des rectifications ainsi opérées.

Veuillez agréer,.....

28 octobre 1943

**Répercussion de l'encaissement des 2.500.000.000 frs
(Location de matériel à la Reichsbahn)**

Nouveaux montants de la prime d'exploitation et répartition
des 2.500.000.000 frs après application dans les recettes
de chacun des exercices 1940, 1941, 1942, de la part lui
revenant dans le dit encaissement

1° - Nouveaux montants de la prime d'exploitation.

Prime	Primitive	Nouvelle	Différence
1940	45.271.960,8	49.238.617,8	+ 3.966.657,0
1941	49.703.912,2	77.677.500,7	+ 27.973.588,5
1942	63.361.085,9	63.257.239,6	- 103.846,3
		Total.....	31.836.401,2

2° - Répartition des 2.500.000.000 frs (en millions de francs)

	Grand équi- libre	Indemnité compén- satrice	Total Trésor	Pens de renouvelie- ment	Prime	Total général
1940	86	-	86	-	4	90
1941	618	-	618	683	28	1.329
1942	-	1.081	1.081	-	-	1.081
Total..	704	1.081	1.785	683	32	2.500

PROJET*Annexé*
PROTOKOLS ENTRE L'ETAT ET LA S.N.C.F.

La S.N.C.F. a encaissé le 2 juin 1943 une somme de 2.500 millions au titre des prestations de matériel moteur et roulant fourni à la Deutsche Reichsbahn pendant la période 1^{er} juillet 1940-31 juillet 1942.

La créance qu'elle possédait à ce titre n'ayant pas été fixée dans son montant avant la clôture des exercices 1940, 1941 et 1942 n'a pu être inscrite que pour mémoire dans les comptes de ces exercices. En raison de l'importance de la somme en jeu et du caractère particulier de la créance à laquelle elle s'applique, les deux parties soussignées sont d'accord pour rétablir, à titre exceptionnel, le compte de liquidation de chacun des exercices dans la situation où il se serait trouvé si la créance de la S.N.C.F. avait été connue avant l'arrêté des comptes de ces exercices.

A cet effet, il sera introduit dans les recettes des exercices 1940, 1941 et 1942 la part respective de chacun de ces exercices dans la somme de 2.500 millions, soit :

pour l'exercice 1940	90 millions
pour l'exercice 1941	1.329 "
pour l'exercice 1942	1.081 "

Comme conséquence de cette imputation rétroactive en recettes, et après avis de la Commission de Vérification des Comptes, une décision ministérielle spéciale prescrira, à titre provisionnel, les redressements en résultant, conformément aux Conventions en vigueur dans les comptes de liquidation des exercices intéressés.

Toutefois, pour l'exercice 1941, l'application littérale de l'avenant du 4 mars 1942 à la Convention du 9 septembre 1939 aurait pour effet d'attribuer au fonds de renouvellement une allocation supérieure à celle qui lui revient pour 1942. Par dérogation aux dispositions du dit avenant, le montant du second élément de la dotation du fonds de renouvellement en 1941 sera limité, en valeur absolue, au montant de ce même élément pour l'exercice 1942.

Les redressements ci-dessus définis donneront lieu de la part de la S.N.C.F., valeur du 2 juin 1943, jour de l'encaissement de la somme de 2.500 millions, aux reversements qui en découlent au titre du remboursement partiel au Trésor des avances qu'il a faites par application de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937 et de l'indemnité compensatrice qu'il a versée par application de l'article II de la Convention du 9 septembre 1939 modifiée par l'avenant du 4 mars 1942.

Pour la S.N.C.F.

Pour l'Etat

27 octobre 1943

- B -

projet~~PROJET DE PROTOCOLE~~ *sur l'état de la S.N.C.F.*

La S.N.C.F. a encaissé en 1943 une somme de 2.500 M au titre des prestations de matériel moteur et roulant fourni à la Deutsche Reichsbahn pendant la période : 1er juillet 1940 - 31 juillet 1942.

La créance qu'elle possédait à ce titre ^{n'ayant} ~~n'étant~~ pas ^{été} ~~fixée~~ dans son montant avant la clôture des exercices 1940, 1941 et 1942, n'a pu être inscrite que pour mémoire dans les comptes de ces exercices. ~~L'application des règles habituelles d'imputation conduirait donc à affecter la totalité de la somme de 2.500 M aux recettes d'exploitation de l'exercice d'encaissement, c'est-à-dire de l'exercice 1943. Toutefois, en raison de l'importance de la somme en jeu et du caractère particulier de la créance à laquelle elle s'applique, les deux parties soussignées sont d'accord pour rétablir, à titre exceptionnel, le compte de liquidation de chacun des exercices dans la situation où il se serait trouvé si la créance de la S.N.C.F. avait été connue avant l'arrêté du compte de cet exercice.~~

A cet effet, il sera ~~procédé~~ *procédé* comme suit :

La Commission de Vérification des Comptes ~~introduira~~ *introduit* dans les recettes des exercices 1940, 1941 et 1942, la part respective de chacun de ces exercices dans la somme de 2.500 M, soit :

- pour l'exercice 1940	90 M
- pour l'exercice 1941	1.329 M
- pour l'exercice 1942	1.081 M

Comme conséquence de cette imputation rétroactive en recettes, ~~les comptes de ces exercices seront redressés conformément aux conventions en vigueur.~~

Toutefois, pour l'exercice 1941, l'application littérale de l'avenant du 4 mars 1942 à la Convention du 9 septembre 1939 aurait pour effet d'attribuer au Fonds de Renouvellement une allocation supérieure à celle qui lui revient pour 1942. Par dérogation à cette disposition, ^{le} ~~le~~ montant du second élément de la dotation du Fonds de Renouvellement en 1941 sera limité, en valeur absolue, au montant de ce même élément pour l'exercice 1942.

..

*Après avis de la
Com mission de Vérification
des Comptes, une décision
a été prise en faveur
de la S.N.C.F. et les
comptes ont été
redressés en conséquence.*

1943
valeur du jour de l'incendie de la
somme de 2500 m

Les redressements ~~d'écriture~~ ci-dessus définis donneront lieu de la part de la S.N.C.F. aux versements qui en découlent au titre du remboursement partiel au Trésor ~~soit~~ des avances qu'il a faites par application de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937, ~~soit~~ de l'indemnité compensatrice qu'il a versée par application de l'article II de la Convention du 9 septembre 1939 modifiée par l'avenant du 4 mars 1942.

Enfin, conformément aux principes posés par l'arrêté ministériel du ~~pris~~ en application de l'article 37 de la Convention du 31 août 1937, les corrections de primes résultant des rectifications opérées sur les comptes des exercices 1940, 1941 et 1942, seront reportées, en supplément, sur le montant de la prime afférente à l'exercice au cours duquel interviendra la décision ministérielle prescrivant ces corrections.

Pour l'Etat

Pour la S.N.C.F.

PROJET DE PROTOCOLE

entre l'Etat et la S.N.C.F.

relatif à l'imputation dans les Comptes

La S.N.C.F. a encaissé en 1943 une somme de 2.500 M au titre des prestations de matériel moteur et roulant fourni à la Deutsche Reichsbahn pendant la période : 1er juillet 1940 - 31 juillet 1942.

La créance qu'elle possédait à ce titre n'étant pas fixée dans son montant avant la clôture des exercices 1940, 1941 et 1942, n'a pu être inscrite que pour mémoire dans les comptes de ces exercices. L'application des règles habituelles d'imputation conduirait donc à affecter la totalité de la somme de 2.500 M aux recettes d'exploitation de l'exercice d'encaissement, c'est-à-dire de l'exercice 1943. Toutefois, en raison de l'importance de la somme en jeu et du caractère particulier de la créance à laquelle elle s'applique, les deux parties soussignées sont d'accord pour rétablir, à titre exceptionnel, le compte de liquidation de chacun des exercices dans la situation où il se serait trouvé si la créance de la S.N.C.F. avait été connue avant l'arrêté du compte de cet exercice.

A cet effet, il sera procédé comme suit :

La Commission de Vérification des Comptes introduira dans les recettes des exercices 1940, 1941 et 1942, la part respective de chacun de ces exercices dans la somme de 2.500 M, soit :

- pour l'exercice 1940	90 M
- pour l'exercice 1941	1.329 M
- pour l'exercice 1942	1.081 M

Comme conséquence de cette imputation rétroactive en recettes, les comptes de ces exercices seront redressés conformément aux conventions en vigueur.

Toutefois, pour l'exercice 1941, l'application littérale de l'avenant du 4 mars 1942 à la Convention du 9 septembre 1939 aurait pour effet d'attribuer au Fonds de Renouvellement une allocation supérieure à celle qui lui revient pour 1942. Par dérogation à cette disposition, le montant du second élément de la dotation du Fonds de Renouvellement en 1941 sera limité, en valeur absolue, au montant de ce même élément pour l'exercice 1942.

...

+ après avis de la
Commission de la Vérification
des Comptes, leur destin
l'avis de la S.N.C.F.
prescription des dépenses
dans les Comptes de liquidation
des Comptes de liquidation
des Comptes de liquidation

La teneur provisoire,
les redressements à opérer
sur les Comptes, dans les Comptes
conformément aux Conventions en vigueur,
dans les Comptes de liquidation des exercices concernés.

*Valeur fixe du
journal mensuel de la S.N.C.R.
de 1900,*

Les redressements décrits ci-dessus donneront lieu de la part de la S.N.C.R. aux versements qui en découlent au titre du remboursement partiel au Trésor ~~soit~~ des avances qu'il a faites par application de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937, ~~soit~~ de l'indemnité compensatrice qu'il a versée par application de l'article II de la Convention du 9 septembre 1939 modifiée par l'avenant du 4 mars 1942.

Enfin, conformément aux principes posés par l'arrêté ministériel du ~~pris~~ en application de l'article 37 de la Convention du 31 août 1937, les corrections de primes résultant des rectifications opérées sur les comptes des exercices 1940, 1941 et 1942, seront reportées, en supplément, sur le montant de la prime afférente à l'exercice au cours duquel interviendra la décision ministérielle prescrivant ces corrections.

Pour l'Etat =

Pour S.N.C.R. =



27 octobre 1943

- B -

D'ACCORD
PROJET DE PROTOCOLE

*Protocole entre l'Etat et la S.N.C.F.
relatif à l'imputation des comptes de la S.N.C.F. d'une
recette de l'Etat*

La S.N.C.F. a encaissé en 1943 une somme de 2.500 M au titre des prestations de matériel moteur et roulant fourni à la Deutsche Reichsbahn pendant la période : 1er juillet 1940 - 31 juillet 1942.

La créance qu'elle possédait à ce titre n'étant pas ^{avant} fixée dans son montant avant la clôture des exercices 1940, 1941 et 1942, n'a pu être inscrite que pour mémoire dans les comptes de ces exercices. ~~L'application des règles habituelles d'imputation conduirait donc à affecter la totalité de la somme de 2.500 M aux recettes d'exploitation de l'exercice d'encaissement, c'est-à-dire de l'exercice 1943.~~ Toutefois, en raison de l'importance de la somme en jeu et du caractère particulier de la créance à laquelle elle s'applique, les deux parties soussignées sont d'accord pour rétablir, à titre exceptionnel, le compte de liquidation de chacun des exercices dans la situation où il se serait trouvé si la créance de la S.N.C.F. avait été connue avant l'arrêté du compte de cet exercice.

A cet effet, il sera procédé comme suit :

La Commission de Vérification des Comptes introduira dans les recettes des exercices 1940, 1941 et 1942, la part respective de chacun de ces exercices dans la somme de 2.500 M, soit :

- pour l'exercice 1940	90 M
- pour l'exercice 1941	1.329 M
- pour l'exercice 1942	1.081 M

Comme conséquence de cette imputation rétroactive en recettes, les comptes de ces exercices seront redressés conformément aux conventions en vigueur.

Toutefois, pour l'exercice 1941, l'application littérale de l'avenant du 4 mars 1942 à la Convention du 9 septembre 1939 aurait pour effet d'attribuer au Fonds de Renouvellement une allocation supérieure à celle qui lui revient pour 1942. Par dérogation à cette disposition, le montant du second élément de la dotation du Fonds de Renouvellement en 1941 sera limité, en valeur absolue, au montant de ce même élément pour l'exercice 1942.

...

Les redressements d'écriture ci-dessus définis donneront lieu de la part de la S.N.C.F. aux reversements qui en découlent au titre du remboursement partiel au Trésor soit des avances qu'il a faites par application de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937, soit de l'indemnité compensatrice qu'il a versée par application de l'article II de la Convention du 9 septembre 1939 modifiée par l'avenant du 4 mars 1942.

Enfin, conformément aux principes posés par l'arrêté ministériel du pris en application de l'article 37 de la Convention du 31 août 1937, les corrections de primes résultant des rectifications opérées sur les comptes des exercices 1940, 1941 et 1942, seront reportées, en supplément, sur le montant de la prime afférente à l'exercice au cours duquel interviendra la décision ministérielle prescrivant ces corrections.

Paris, le 26 octobre 1943

Monsieur,

Je vous demande de bien vouloir assister à la prochaine réunion de la Commission administrative du Comité d'Etudes pour la France qui aura lieu le vendredi 29 octobre, à 18 h. précises, dans la salle de conférence du 1er étage de l'Equipeement national, 31 avenue Pierre 1er de Serbie, sous la présidence de M. SURLEAU.

ORDRE DU JOUR

- Le contrôle administratif: rapport de MM. GAUDET et SAIAUN.

Votre bien dévoué,

LE SECRETAIRE DU C.E.F.

~~W. Brochu~~

Directeur du Service Financier

de la part de M. Olesset

~~M. Bernard.~~
~~En communication~~

23 X 43

fy

M. Muttos 20. 10. 43

25/10/43
Puis communication
Lhy

ont été arrêtés, que dans le cas d'erreur matérielle ou d'omission. Or tel n'est pas le cas en l'espèce.

C. - Il n'apparaît pas davantage que la rectification - si l'on se place sur le terrain du droit - puisse être valablement opérée par voie administrative dans le cadre des dispositions du décret du 11 décembre 1940, modifié par celui du 12 décembre 1942, sur le contrôle.

a) La mise en oeuvre d'une telle procédure serait envisagée suivant l'une ou l'autre des formules ci-après :

- ou bien, le Ministre, déjà saisi des comptes de 1940, 1941 et 1942, rattache la recette, après avis de la Commission de Vérification des Comptes, à ces trois exercices et la répartition entre eux (1);

- ou bien, notre Assemblée Générale de juin 1944 sanctionne l'imputation des 2.500 M. à l'exercice 1943 et le Ministre, après avis de la Commission de Vérification des Comptes, rejette aussitôt cette imputation pour affecter la somme à 1940, 1941 et 1942.

b) La première de ces formules se heurterait à l'objection que le Ministre, en l'état actuel des choses, n'est pas saisi de l'élément de recettes que représentent les 2.500 M., les comptes de 1940, 1941 et 1942 arrêtés par notre Assemblée Générale ne s'y référant que pour "mémoire" sans aucune indication de chiffre.

....

(1) Le décret du 11 décembre 1940 prévoit, dans son art. 16, que "sur l'avis émis par la Commission à l'occasion des éléments isolés dont elle est saisie, le Secrétaire d'Etat aux Communications peut, s'il y a lieu, prendre, après consultation du Secrétaire d'Etat aux Finances, une décision dont il sera fait état lors du règlement des comptes".

fonctions durant l'exercice au titre duquel il y a prime et pour une part proportionnelle à la durée effective du service.

B.- Toutefois, le décret du 29 décembre 1922, fixant les modalités de répartition de la prime de gestion sous l'empire de la Convention de 1921, contenait la disposition suivante :

"Les corrections que pourrait faire apparaître la vérification ultérieure des comptes de chaque exercice sont reportées sur le montant de la prime afférente à l'exercice au cours duquel le Ministre arrête les comptes définitifs".

Nous pourrions envisager une formule analogue, tendant à compléter les arrêtés du 21 septembre 1940 qui, sous le nouveau régime de la Convention du 31 août 1937, correspondent au décret de 1922.

Mais une telle disposition, au cas où elle serait attaquée devant les Tribunaux, aurait toutes chances d'être regardée comme excédant les pouvoirs que l'art. 37 de la Convention du 31 août 1937 délègue aux Ministres des Communications et des Finances. Cet article, en effet, ne vise que "les modalités de répartition de la prime" et il est difficile de considérer qu'une mesure réagissant sur la définition même des parties prenantes ne déborde pas le cadre d'une simple modalité.

II

RISQUES DE RECOURS

1.- Actionnaires et obligataires

La S.N.C.F. est d'ores et déjà d'accord avec l'Etat, et l'on doit considérer que les Compagnies, de leur côté, n'ont pas d'objection, leurs représentants au Conseil ayant pris acte sans observation du compte rendu de la D.M. du 15 juillet et de notre réponse du 1er septembre 1943.

D'autre part, on ne voit pas quelle action pourraient
intenter les obligataires anciens, dès lors qu'il est régulière-
ment fait face au service de l'intérêt et de l'amortissement de
leurs titres.

Quant aux souscripteurs à l'un des emprunts S.N.C.F.,
ils pourraient relever que les bilans publiés au moment des em-
prunts ne donnaient plus la physionomie exacte de la situation
financière de la Société. Mais la situation nouvelle serait, par
hypothèse, meilleure que celle ressortant des comptes précédem-
ment approuvés, et, dans ces conditions, tout recours serait irre-
cevable faute d'intérêt.

2.- Bénéficiaires de primes

2.- Bénéficiaires de 1943.

Le complément de primes qui - au cas où il serait décidé
d'attribuer à eux seuls ce complément - résulterait pour les
bénéficiaires 1943 de la ventilation des 2.500 M. entre les exer-
cices 1940, 1941 et 1942 serait de 32 M. en chiffres ronds.
Cette ventilation aurait pour conséquence, par rapport à
la formule qui aurait consisté à imputer la totalité des 2.500 M.
à 1943 :

- de désavantager les bénéficiaires 1943, dans le cas de li-
quidation de l'exercice avec un déficit de 1.000 M.
- 32 M. + 32 M. = 64 M., au lieu de 80 M.
- d'avantager ces mêmes bénéficiaires dans le cas de liquida-
tion de l'exercice avec un déficit de 500 M.

55 M. + 32 M. = 87 M., au lieu de 80 M.

On doit considérer que les conséquences de tout cela, pour les
années 1943 et 1944, sont nulles, puisqu'elles ne sont pas
opposables au compte tenu de la D.M. et de la loi de 1943.
.....

En réalité, on peut penser que l'exercice 1943 se soldera en équilibre. D'où il suit qu'aucun recours ne serait à redouter.

B.- Bénéficiaires 1940, 1941 et 1942.

Les bénéficiaires 1940, 1941 et 1942 n'auraient aucune raison de se plaindre de la ventilation des 2.500 M. entre les trois exercices. Car, si l'on ne procédait pas à cette opération, les 2.500 M. iraient à 1943.

Par contre, ils seraient fondés à attaquer l'arrêté modifiant la définition des parties prenantes de primes, en tant que celui-ci dépasserait la délégation de pouvoirs donnée par l'art. 37 de la Convention du 31 août 1937.

III

CONCLUSIONS

1.- Difficultés à résoudre.

En définitive, la ventilation des 2.500 M. entre les exercices 1940, 1941 et 1942 se heurterait, en l'état des lois et conventions en vigueur, aux difficultés suivantes :

= l'opération, prise en elle-même, n'est de la compétence ni de l'Assemblée Générale ni du Ministre et de la Commission de Vérification des Comptes; toutefois, l'on ne voit pas qui pourrait être recevable à contester la régularité de cette opération devant les tribunaux;

= par contre, étant donné l'obligation dans laquelle nous

serons pratiquement d'attribuer le complément de primes aux seuls bénéficiaires 1943, nous pouvons craindre un recours des bénéficiaires de primes 1940, 1941 et 1942 contre l'arrêté modifiant la définition des parties prenantes de la prime.

Ceci étant, on peut penser à l'une ou à l'autre des solutions ci-après.

2.- 1ère solution : convention, approuvée par une loi, réglant spécialement la répartition des 2.500 M.

A.- Il s'agit, en l'espèce, d'une somme importante et son imputation à 1943 vicierait l'aspect de 4 exercices, en même temps que, dans une certaine mesure, l'application de la convention du 31 août 1937. Ce cas est imprévu et justifie, dès lors, une convention spéciale entre l'Etat et la S.N.C.F., approuvée par une loi.

Cette convention aurait un double objet :

- d'une part, donner une valeur juridique certaine à l'accord d'ores et déjà intervenu entre le Gouvernement, le Conseil de la S.N.C.F. et les Compagnies au sujet des modalités de la répartition;

- d'autre part, régler la question de l'attribution du complément de primes.

Nous ne pensons pas qu'il soit indispensable de viser dans le texte à prévoir la ventilation par exercice. Il suffirait de dire que les 2.500 M. sont répartis comme il suit :

- une telle somme au Trésor en remboursement partiel des indemnités compensatrices touchées par la S.N.C.F.

- telle somme au Trésor en remboursement partiel des avances consenties par lui au titre de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937,

- telle somme à la S.N.C.F. pour être affectée à son Fonds de Renouvellement,

- telle somme à distribuer en augmentation de la prime qui pourrait être due au titre de l'exercice 1943.

Quant à la loi approbative, elle viserait l'adhésion des Compagnies.

B. - Cette solution - convention Etat - S.N.C.F. avec l'accord des Compagnies et loi - aurait l'avantage de supprimer tout recours.

Sans doute, M. AURENGE réserve-t-il, en droit, la possibilité d'une action en responsabilité contre l'Etat fondée sur le préjudice anormal qu'invoqueraient les bénéficiaires de primes 1940, 1941 et 1942 du fait de la stipulation leur retirant le complément de primes. Mais il n'y a encore aucune jurisprudence dans ce domaine, et il semble peu probable qu'une telle action soit jamais engagée.

Par contre, on pourrait faire valoir, à l'encontre de la formule, les considérations suivantes :

- le Ministre, en présence de la complication qu'elle représente, ne nous dirait-il pas qu'il renonce à l'affectation rétroactive des 2.500 M. et que la totalité de cette somme devra être imputée à 1943 ?

- un précédent serait créé et nous serions
tion de passer ultérieurement de nouvelles conve
nature (1) ;

- la question des rectifications de primes à la des
arrêtés d'approbation définitive de comptes ne serait pas ré-
glée pour l'avenir et nous aurions, de toute façon, à provoquer
à ce sujet une modification de la Convention du 31 août 1937.

3.- 2ème solution : s'en tenir à une modification de l'art. 36
ou de l'art. 37 de la Convention du 31 août 1937

A.- La Mission du Contrôle Financier s'étant officieusement
déclarée d'accord pour que le Ministre rectifie lui-même, sur
le plan du décret du 11 décembre 1940 et après avis de la Com-
mission de Vérification des Comptes, les comptes de 1940, 1941
et 1942, nous accepterions de laisser jouer cette procédure,
compte tenu de ce que :

= nous avons, en tout état de cause, porté dans nos comptes
une inscription "mémoire" ;

= on peut invoquer divers précédents d'imputation rétroac-
tive sur exercices clos effectués par arrêté de règlement de
comptes :

- 1919 et 1920 = réincorporation de recettes prove-
nant du traité Cotellet,

- 1922 = réincorporation d'encaissements de ristournes
sur livraisons de charbon au titre des réparations ;

(1) Cela serait déjà le cas en ce qui concerne l'acompte de 800 M. versé par la
D.R. au titre du matériel pour la période août 1942-31 juillet 1943.

« on ne voit pas de recours possible.

Ceci étant supposé admis, nous nous en tiendrions à une modification de l'art. 36 ou de l'art. 37 de la Convention du 31 août 1937 régularisant, d'une manière générale, l'imputation des corrections de primes résultant de rectifications sur exercices clos en supplément ou en diminution du montant de la prime mise en distribution au cours de l'année durant laquelle intervient la décision ministérielle prescrivant ces corrections.

Cette modification se présenterait :

- soit sous la forme d'une loi introduisant les nouvelles dispositions dans l'art. 36 ;
- soit sous la forme d'une loi élargissant la délégation de pouvoirs donnée aux Ministres des Communications et des Finances par l'art. 37, les arrêtés du 21 septembre 1940 étant, ensuite, complétés en vertu de cette délégation élargie.

Dans l'un comme dans l'autre de ces cas, la loi comporterait le visa de l'adhésion des Compagnies. En outre, afin d'éviter toute contestation concernant son application à l'encontre de droits trouvant leur origine dans des exercices antérieurs à sa promulgation, un art. 2 y serait inséré, stipulant qu'elle est applicable à tous les exercices n'ayant pas encore fait l'objet d'un arrêté ministériel définitif d'approbation des comptes.

B.- Cette dernière solution se recommanderait par sa simplicité.

D'autre part, elle réglerait, en même temps que la question actuelle des 2.500 M., celle des corrections de primes

rendues nécessaires par toutes rectifications de comptes.

Du point de vue des recours, enfin, elle offrirait une grande sécurité. Toutefois, celle-ci ne serait assurée que dans la mesure où l'exercice 1943 se soldera dans des conditions telles que les bénéficiaires de primes 1943 n'aient pas intérêt à attaquer l'arrêté rectifiant les comptes 1940, 1941 et 1942. Encore, retrouverions-nous ici, en tout état de cause, sur le plan de la loi, la possibilité d'action en indemnité contre l'Etat réservée par M. AURENGE et dont nous avons parlé à propos de la 1ère solution.

Sous ces dernières réserves qui sont d'ordre théorique, on doit admettre que la formule ne comporte pas de risques. On peut seulement dire qu'elle repose à la base sur une procédure de rectification de comptes qui, prise en elle-même, n'est pas régulière et que, au cas où un recours, même non recevable, viendrait à être intenté, la défense de la S.N.C.F. ou de l'Etat serait peut-être moralement assez délicate à présenter.

P. CLOSSET

Projet de Convention spéciale

15 octobre 1943

PROJET DE CONVENTION SPECIALE

La S.N.C.F. a encaissé en 1943 une somme de 2.500 millions au titre des prestations de matériel moteur et roulant fournies à la D.R.B. pendant la période 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942.

Les parties contractantes sont d'accord pour répartir cette somme de 2.500 M. ainsi qu'il suit :

"1.081.000.000 frs au Trésor en remboursement partiel des indemnités compensatrices encaissées par la S.N.C.F. en application de l'article II de la Convention du 9 septembre 1939, modifiée par l'avenant du 4 mars 1942.

"703.984.787 frs au Trésor en remboursement partiel des avances consenties par lui en application de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937 pour couvrir les charges définies au paragraphe Bc de l'article 21 de ladite Convention.

"683.074.967 frs au Fonds de Renouvellement des installations et du matériel de la S.N.C.F., en augmentation du second élément de la dotation de ce Fonds défini à l'article II A de la Convention du 9 septembre 1939, modifiée par l'avenant du 4 mars 1942.

En outre, une somme de 31.940.246 frs sera distribuée en augmentation des primes qui pourraient être dues au titre de l'exercice 1943 par application de l'article 36 de la Convention du 31 août 1937.

16 octobre 1943

PROJET DE CONVENTION SPECIALE

La S.N.C.F. a encaissé en 1943 une somme de 2.500 millions au titre des prestations de matériel moteur et roulant fournies à la D.R.B. pendant la période 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942.

1°) Les parties contractantes sont d'accord pour répartir à titre provisionnel cette somme de 2.500 millions ainsi qu'il suit :

"1.081.000.000 frs au Trésor en remboursement partiel des indemnités compensatrices encaissées par la S.N.C.F. en application de l'article II de la Convention du 9 septembre 1939, modifiée par l'avenant du 4 mars 1942.

"703.986.787 frs au Trésor en remboursement partiel par avances consenties par lui en application de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937 pour couvrir les charges définies au paragraphe Bc de l'article 21 de ladite Convention.

"683.074.967 frs au Fonds de Renouvellement des installations et du matériel de la S.N.C.F., en augmentation du second élément de la dotation de ce Fonds défini à l'article II h de la Convention du 9 septembre 1939, modifiée par l'avenant du 4 mars 1942.

En outre, une somme de 31.940.246 frs sera distribuée en augmentation des primes qui pourraient être dues au titre de l'exercice 1943 par application de l'article 36 de la Convention du 31 août 1937.

2°) La répartition provisionnelle ci-dessus définie sera reprise lors de l'arrêté définitif des comptes des exercices 1940, 1941 et 1942 auxquels la Commission de Vérification des Comptes incorporera leur part respective dans la recette de 2.500.000.000 fr sans que le second élément de la dotation du Fonds de renouvellement pour l'exercice 1941 puisse dépasser la somme de 1.835.000.000 frs. Les redressements de primes consécutifs à ces arrêtés seront imputés d'abord sur la somme distribuée par application de l'article 1 ci-dessus et pour le surplus, s'il y a lieu, sur la prime à distribuer au titre du ou des premiers exercices et clos postérieurement, donnant lieu à prime.

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

PARIS, LE 16 octobre 1943
45, rue Saint-Lazare (9°)
Téléph. : Trinité 29-94

SERVICE DU CONTENTIEUX

Bureau

Aff.

N°

N O T E

pour Monsieur BROCHU
Directeur des Services Financiers

J'ai l'honneur de vous faire parve-
nir ci-joint les différents textes que
j'ai été chargé de préparer à la suite de
notre Conférence d'hier.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

J. Duvoy

15 octobre 1943

Répercussion de l'encaissement des 2.500.000.000 francs
(Location de matériel à la Reichsbahn)

Application totale de l'encaissement aux Recettes de l'Exercice 1943

	1 ^{ère} Hypothèse		2 ^{ème} Hypothèse		3 ^{ème} Hypothèse	
	sans les 2.500 M.	avec les 2.500 M.	sans les 2.500 M.	avec les 2.500 M.	sans les 2.500 M.	avec les 2.500 M.
- EXERCICE 1943 -						
Recettes (sauf l'in- dennité compensa- trice)	30.700 M.	33.200 M.	30.950 M.	33.450 M.	31.200 M.	33.700 M.
Indemnité compensatrice	3.700 M.	2.182 M.	3.700 M.	1.640 M.	3.700 M.	1.094 M.
Recettes totales ...	34.400 M.	35.382 M.	34.650 M.	35.090 M.	34.900 M.	34.794 M.
Dépenses (sauf l'impôt sur l'indemnité com- pensatrice et la pri- me)	35.215 M.	35.215 M.	34.945 M.	34.945 M.	34.670 M.	34.670 M.
Impôt sur l'indemnité compensatrice	150 M.	87 M.	150 M.	65 M.	150 M.	44 M.
Prime	35 M.	80 M.	55 M.	80 M.	80 M.	80 M.
Dépenses totales ..	35.400 M.	35.382 M.	35.150 M.	35.090 M.	34.900 M.	34.794 M.
Résultats	- 1.000 M.	-	- 500 M.	-	-	-
Différence sur la prime:	+ 45 M.		+ 25 M.		0 M.	

N O T E

La question se pose de savoir si le fait qu'une loi a fixé les règles à appliquer en cas de corrections de primes résultant de rectifications de comptes sur exercice clos supprime toute possibilité de recours de la part d'agents s'estimant lésés.

Il y a lieu tout d'abord de noter qu'aucune action ne pourrait être intentée contre la Société Nationale puisque les nouvelles mesures seraient édictées par une loi.

Reste l'action en responsabilité contre l'Etat.

Cette responsabilité en matière législative a été reconnue sur la base du principe de l'égalité des citoyens devant les charges publiques ou d'intérêt général. Lorsqu'une loi, en interdisant une industrie ou un commerce, impose à une ou plusieurs personnes un préjudice spécial, exceptionnel et anormal, l'Etat est tenu à une indemnité, même dans le silence de la loi.

De même lorsqu'une loi impose une charge supplémentaire de pension à une collectivité publique.

La jurisprudence intervenue n'offre pas de précédent directement applicable au cas actuel.

On ne peut dénier qu'en la circonstance les intéressés puissent invoquer un préjudice anormal.

Le fait que la mesure a un caractère d'ordre collectif suffirait-il pour faire écarter le recours ? Cela n'est pas absolument certain et à cet égard le Professeur ROLLAND écrit, en 1938, dans un commentaire sur l'arrêt du Conseil d'Etat dans une affaire LAFLEURETTE (interdiction d'une crème ne provenant pas du lait) " en cas de dommages résultant de l'entrée en vigueur d'une disposition légale, peu importe que cette disposition ait un caractère de grande généralité. Ce qui importe, c'est le caractère spécial,

anormal, exceptionnel du préjudice subi en fait par le requérant. Le Professeur ROLLAND ajoute que, sans doute, dans sa jurisprudence antérieure, le Conseil d'Etat relevait pour rejeter la demande d'indemnité le caractère de mesure générale de la loi génératrice de dommage mais dans l'examen de l'affaire LAFLEURETTE, le Conseil d'Etat n'a plus retenu cette condition. Bien que la loi critiquée ait une portée générale, le Conseil d'Etat a accordé une indemnité à la Société lésée.

Dans notre espèce, la mesure répond à un intérêt d'ordre général pour la S.N.C.F. dont elle simplifie la tâche mais en fait un préjudice exceptionnel va retomber sur un nombre plus ou moins grand d'individus.

Bien que l'hypothèse actuelle soit neuve en jurisprudence, il ne peut pas être absolument exclu que le Conseil d'Etat accueille un recours, encore que dans les circonstances actuelles la notion des droits et intérêts des particuliers est moins prise en considération.

Si on tient néanmoins à écarter tout risque quel qu'il soit, il faudrait que la loi précise formellement que ses dispositions ne pourront pas donner lieu à ouverture d'un recours en indemnité.

*Mi mettas
input*

*Projet
par M.*

Monsieur le Ministre,

A la suite du versement par la Reichsbahn d'une somme de 125 millions de RM. pour location du 1er Juillet 1940 au 31 Juillet 1942 et répartition de cette somme aux trois exercices 1940, 1941 et 1942, la S.N.C.F. est appelée à procéder au calcul des primes d'exploitation afférentes à ces exercices, et à répartir le complément qui en résultera.

La Société Nationale se propose d'effectuer la répartition entre les seuls bénéficiaires de la prime d'exploitation afférente à l'exercice 1943, lors du paiement de cette prime.

Mais la question se pose de savoir si cette répartition exceptionnelle peut être légalement prévue par une disposition nouvelle, insérée dans les deux arrêtés ministériels du 21 Septembre 1940 sur la répartition des primes.

Sous le régime de la Convention de 1921, un décret délibéré en Conseil d'Etat, en date du 29 Septembre 1937, avait visé spécialement les corrections de primes qui apparaissent à la suite des vérifications de comptes et avait décidé que ces corrections seraient reportées sur le montant de la prime, afférente à l'exercice au cours duquel le Ministre arrête le compte définitif.

La légalité de ce décret n'a pas été contestée, encore que l'article 14, parag. 15 de la Convention n'avait prévu un décret que pour la détermination "des bases de la répartition" de la prime revenant au personnel.

L'article 37 de la Convention du 31 Août 1937 emploie une formule légèrement différente et ne confie qu'à un arrêté ministériel que le soin de fixer les "modalités de répartition" des deux primes.

quel que soit le précédent de 1922 et l'intention non douteuse des rédacteurs de la Convention de 1937 de ne rien innover en la matière, on peut se demander si, en cas de recours porté devant le Conseil d'Etat, il ne serait pas jugé que la délégation, donnée aux Ministres par l'article 37, est insuffisante pour leur permettre d'attribuer aux seuls agents en fonctions les compléments de primes provenant de corrections sur exercices clos, à l'exclusion des agents en service durant ces exercices, mais ayant, depuis lors, quitté le chemin de fer.

Si on se réfère, en effet, au texte de l'article 36, il apparaît que la prime soit due aux agents, qui ont participé à la gestion de l'exercice considéré, eu égard à leur activité et aux résultats obtenus, de telle sorte qu'en cas de corrections de primes sur exercices antérieurs, les conséquences de ces corrections doivent normalement réagir sur les droits des attributaires de primes au titre de ces exercices.

Et, lorsque l'article 37 emploie les termes "modalités de répartition", il ne semble pas que cette expression autorise les Ministres à apporter une dérogation à la règle édictée par l'article précédent, dérogation qui nécessiterait une disposition précise visant le cas spécial des exercices clos.

On peut objecter, d'ailleurs, que ne saurait être considérée comme une simple modalité de répartition une mesure, qui a pour effet d'éliminer certains intéressés au profit d'autres bénéficiaires.

Dans ces conditions, j'estimerai plus sûr, pour éviter toutes difficultés, de modifier par voie législative, avec l'adhésion des Compagnies qui nous est d'ores et déjà acquise, le texte de l'article 37 de la Convention du 31 Août 1937 en vue de donner aux Ministres tous les pouvoirs utiles pour statuer par arrêté sur les règles d'attribution de primes, qu'il s'agisse de primes du dernier exercice ou de corrections sur exercices antérieurs.

J'ai l'honneur, en conséquence, de vous soumettre le texte d'un projet de loi modifiant l'article 37 de la Convention précitée, ainsi qu'un projet d'arrêté complétant les deux arrêtés du 21 Septembre 1940.

Si toutefois vous estimiez qu'en égard au précédent de 1922, une loi ne serait pas indispensable, je vous demanderais seulement de retenir le seul texte du projet d'arrêté.

Veuillez agréer

Répartition entre 1940, 1941 et 1942
des 2.500 M. versés par la D.R.

I - Les 2 solutions qui, au cours de l'étude avait été envisagées doivent, l'une et l'autre, être écartées.

1ère solution = il est demandé à l'Assemblée Générale de rectifier les comptes qu'elle a antérieurement approuvés et ces nouveaux comptes sont transmis au Ministre.

Une Assemblée Générale n'a pas le droit, en principe, de remanier les comptes déjà arrêtés par elle, sauf dans certains cas limitativement énumérés par la loi et au nombre desquels ne paraît pas se trouver celui de l'espèce actuelle.

2ème solution = on considère que sans intervention préalable nouvelle de l'Assemblée Générale les rectifications que l'on désire réaliser peuvent être ordonnées par le Ministre après avis de la Commission de Vérification des Comptes sur le plan de la procédure de contrôle définie dans le décret de 1940.

On sort du domaine du décret de 1940 sur le contrôle, la S.N.C.F. n'ayant inscrit aucune recette dans les comptes transmis au Ministre.

Or, il y aura toujours possibilité de recours de la part des bénéficiaires éventuels de primes :

- non pas de ceux de 1943 puisque, si l'on imputait la totalité des 2.500 M. à l'exercice 1943, ce supplément de recettes servirait à rembourser l'indemnité compensatrice et que, de toute façon, ce sont les bénéficiaires de prime de 1943 qui toucheront quelque chose;

- mais de ceux de 1940, 1941 et 1942 qu'en toute hypothèse, et quelle que soit la solution adoptée, nous serons conduits à évincer.

Sans doute y a-t-il le précédent de la Compagnie P.L.M. (exercice 1919 - application du traité Cotellet). Mais à l'époque correspondant à ce précédent, il n'y avait pas de prime d'exploitation et, de ce fait, la Compagnie n'avait à redouter aucun recours.

II - La seule formule correcte à envisager est celle d'une Convention spéciale approuvée par une loi.

Le schéma de cette Convention serait le suivant :

2.500 M.

"La S.N.C.F. a encaissé en 1943 une recette exceptionnelle de/
"qui, en réalité, se rapporte à des prestations antérieurement
"faites.

"A titre exceptionnel, cette somme de 2.500 M. sera répartie
"comme il suit :

"- francs au Trésor en remboursement d'indemnités
"compensatrices;

"- francs à inscrire au compte du Trésor "Charges
"de grand Equilibre";

"- francs à porter par la S.N.C.F. à son fonds de
"renouvellement.

"En outre, une somme de..... francs sera réservée au
"titre de la prime d'exploitation. Cette prime viendra s'ajouter
"au montant de la prime de l'exercice 1943 et sera distribuée en
"même temps que cette dernière prime et aux mêmes parties prenantes"

III - Les questions suivantes sont à examiner .

1°- La formule de la convention suggérée en II ci-dessus
supprime-t-elle toute possibilité de recours ?

2°- Faut-il faire intervenir l'Assemblée Générale, ce qui
n'est nécessaire que dans la mesure où la formule porterait
atteinte aux statuts eux-mêmes.

3°- Comment se présenterait la mise en oeuvre de la formule
au point de vue comptable.

4°- Mise au point du projet de convention.

Klosser

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU MIDI

Assemblées Générales Extraordinaire et Ordinaire des actionnaires 1920

Liquidation de l'exercice

Le résultat industriel des lignes comprises en 1919 dans le compte d'exploitation complète (9.781 kilomètres) se traduit par une insuffisance de 47.305.488,67

Cette insuffisance a été déterminée en portant:

a) En recettes, une provision de 100 millions sur la somme à recevoir de l'Etat, au titre de 1919 par application de l'Avenant du 12 juin 1919 au traité Cotellet. Cette somme, d'après le décompte provisoire qui a été établi, s'élève à 121 millions.

b) En dépenses, une provision de 85 millions sur le montant des augmentations de traitements et d'indemnités diverses qui seront payées au personnel en 1920, au titre de l'exercice 1919, par suite de la mise en application rétroactive des nouvelles échelles.

En ajoutant à l'insuffisance ci-dessus indiquée le déficit des exploitations annexes 5.458.290,01

il ressort un déficit d'exploitation de 52.763.778,68

A cette somme il y a lieu d'ajouter, en conformité des conventions en vigueur, les prélèvements détaillés à l'annexe 12 et qui s'élèvent ensemble à 314.575.500,38

Il apparait ainsi une insuffisance totale de 367.339.279,06
=====

La perte est donc sensiblement plus élevée qu'en 1918. Nous rappelons que depuis le commencement de la guerre jusqu'en 1918 inclus les déficits ont été les suivants:

Exercice 1914	48 millions 8	dont 32,4
couverts par la garantie de l'Etat		
Exercice 1915	3	- 6
- 1916	2	- 8
- 1917	47	- 9
- 1918	111	- 8
	214 millions 9	

Ces chiffres diffèrent de ceux qui ont été donnés dans le Rapport de l'exercice 1918, en raison des redressements qui ont dû être opérés dans les comptes de liquidation des exercices clos comme conséquences:

a) de l'encaissement en janvier 1919 du dernier douzième du prix des transports militaires effectués de 1914 à 1917;

b) de l'imputation au débit de l'Etat des sommes dues par application de l'Avenant au Traité Cottelet pour les exercices 1914 à 1918;

c) de l'Arrêt du Conseil d'Etat du 1er février 1918 en ce qui concerne l'imputation des annuités de secondes voies militaires des charges des anciens emprunts et des impôts et taxes de mainmorte afférents aux immeubles du Domaine Privé affectés à des Services de la Compagnie;

d) du virement à la Réserve spéciale des 42 millions qui avaient été prélevés dans les Exercices 1914 à 1916 sur le dividende réservé pour combler les insuffisances d'exploitation de ces exercices.

L'ensemble des sommes portées aux comptes de garantie et d'établissement pour les exercices de guerre sera, comme il a été dit au Chapitre IV, de 562 millions.

Imputation rétroactive en matière

Comme conséquence de cette ~~disposition~~, les
comptes de ces exercices seront rectifiés conformément
aux conventions en vigueur.

Toutefois, pour l'exercice 1941, l'application littérale
~~de l'article~~ de l'avenant du 6 mars 1942 à la Convention du
9 septembre 1939 aurait pour ~~conséquence~~ ^{effet} d'établir
au Fonds de Renouveau une allocation supérieure
à celle fixée par ~~la Convention~~ ^{le décret} pour 1942. Par dérogation à cette
disposition, le montant du second élément de la dote
pour le Fonds de Renouveau en 1942 sera limité, en
valeur absolue, au montant de ^{ce} ~~son~~ premier ^{élément} ~~allocation~~
pour l'exercice 1942.

Les redressements d'écritures ci-dessus définies don-
neront lieu de la part de la PNF ~~une~~ ^{une} reverse-
ments qui ~~seront~~ en déduisant ~~est~~ au titre du ren-
ouvellement partiel au Tiers soit des avances pour l'application
de l'article 25 de la Convention du 9 août
1939, soit de l'indemnité compensatoire pour l'application
de l'article II de la Convention du 9 septem-
bre 1939 modifiée par l'avenant du 6 Mars 1942.

Monsieur le Président,

L'encaissement de 2.500 millions versés par la D.R. et l'accord réalisé entre l'Etat et la S.N.C.F., au sujet de l'affectation de cette somme aux recettes des exercices 1940, 1941 et 1942, posent la question de la rectification des comptes des exercices intéressés.

Ces comptes ont été arrêtés en leur temps, sous réserve de l'approbation ministérielle, par l'Assemblée Générale des actionnaires de la S.N.C.F. et ils sont actuellement soumis au Contrôle Financier. C'est donc ce dernier qui doit prendre l'initiative des rectifications à y incorporer.

Il y a intérêt à ce que ces rectifications interviennent le plus rapidement possible, puisqu'elles doivent entraîner, d'une part, le reversement à l'Etat d'une somme importante et, d'autre part, la répartition entre les agents d'un complément de prime d'exploitation.

Le décret du 12 décembre 1941, relatif à l'organisation du contrôle, permet au Ministre de rectifier les comptes d'un exercice de la S.N.C.F. sur un point particulier avant l'examen d'ensemble de ces comptes. Etant donné l'importance des sommes en jeu, cette procédure pourrait être appliquée. Dès parution de l'arrêté ministériel sanctionnant les rectifications, les règlements consécutifs pourraient intervenir.

Les comptes de l'exercice 1943 porteraient trace, à la fois des écritures de régularisation faisant jouer les recettes des exercices 1940 à 1942 et des écritures de mouvement de fonds correspondant à l'ensemble des opérations d'encaissement et de paiement. Ils seraient approuvés, dans la forme habituelle, par l'Assemblée Générale de 1944.

Il n'y a pas lieu, à mon avis, de retenir l'objection que l'Assemblée Générale devrait avoir à connaître de ces écritures de rectification avant que le Ministre se prononce à leur sujet. Il est en effet de jurisprudence constante que les redressements opérés par l'Administration aux comptes primitifs, quels que soient la nature et le montant de ces redressements, sont exécutés à réception de la décision ministérielle les prescrivant, sans attendre la réunion de l'Assemblée Générale qui n'en est saisie qu'a posteriori, le plus souvent implicitement.

La soumission de la S.N.C.F. aux règles résultant de la loi de 1867, règles suivant lesquelles les Sociétés ne peuvent procéder

à la révision de leurs comptes, une fois ceux-ci approuvés par l'Assemblée Générale, ne me paraît pas pouvoir être invoquée à l'encontre de la conclusion ci-dessus. En effet, on doit considérer que les modifications apportées aux comptes de la S.N.C.F. par décisions ministérielles résultent des dispositions particulières qui prévalent sur les règles générales. N'est-ce d'ailleurs pas en application de ce principe que le rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale rappelle chaque année la possibilité d'une modification, par arrêté ministériel, des comptes présentés à la dite Assemblée ?

Quant à la mise en paiement de la prime au personnel, elle me paraît pouvoir être effectuée en même temps que le reversement au Trésor. En effet, cette mise en paiement ne fait pas l'objet d'une décision spéciale de l'Assemblée Générale, elle résulte de l'approbation des comptes. Ces comptes une fois rectifiés par l'arrêté ministériel sur proposition de la Commission de Vérification des Comptes sont définitifs (sauf, bien entendu, recours au Conseil d'Etat) et l'Assemblée Générale n'a plus pouvoir de les modifier. En fait, lors de sa prochaine réunion, il lui sera simplement rendu compte des rectifications apportées par le Ministre aux comptes des derniers exercices. Rien ne paraît s'opposer à ce que la mise en distribution de la prime soit effectuée sans attendre ce compte rendu.

Le Secrétaire Général,

18/8/43
D 121050/5

MINISTERE DE LA PRODUCTION
INDUSTRIELLE
ET DES COMMUNICATIONS

Direction
des Chemins de fer

1^{er} Bureau
D 121050/5

PARIS, le 11 Août 1943

LE MINISTRE SECRETAIRE D'ETAT A LA PRODUCTION
INDUSTRIELLE ET AUX COMMUNICATIONS

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration de
la Société Nationale des Chemins de fer Français

OBJET : Règlement financier des prestations de matériel
moteur et roulant de la S.N.C.F. à la REICHSBAHN.

"L'imputation de
cette somme de
800 M est réservée.
s) FOURNIER".

REFERENCE : Mes lettres des 18 mai et 15 Juillet 1943.

"Répondre que nous
sommes d'accord sur
le principe ; mais
que ce mode de règle-
ment entraîne des
formalités que nous
sommes en train
d'étudier".

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie de la
lettre du Fondé de Pouvoirs du Ministère des Communica-
tions du REICH m'informant que le Ministre des Communica-
tions de l'Empire a donné les instructions nécessaires à
la Caisse Générale des Chemins de fer allemands de payer
à la S.N.C.F. la somme de 40 M de Reichsmark comme acompte
pour la location de voitures françaises dans la période
du 1^{er} août 1942 au 31 juillet 1943.

Je vous prie de me faire connaître le plus tôt possi-
ble votre réponse à ma lettre du 15 juillet relative à
l'imputation de la somme de 125 millions de R.M. payés
par la REICHSBAHN au titre de la location de matériel du
1^{er} juillet 1940 au 31 juillet 1942.

(s) : FOURNIER.

P. le Directeur des Chemins de fer,
L'Inspecteur Général des Transports,
Le Chef du Service Technique,
(s) FAVIERE.

M. DARNIS GRAVELLE me dit que c'est
par erreur que le Service du Budget a été
indiqué comme Service directeur. Ce
sont bien les Services Financiers qui doivent
préparer la réponse.

Signé : BROCHU.

AVISE : Service du BUDGET
Services Financiers

Service Technique de la Direction Générale

Copie à MM. FILIPPI - Lt Colonel de BEAUVILLE - VAGOGNE - LEGUILLE -
DUGAS Services M, T, C.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TEL. TRINITÉ 73-00

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION

Répartition entre
1940, 1941 & 1942
des 2.500 M. versés
par la D.R.

le

10 août 1943

BUREAU de la LIQUIDATION

DOCUMENTS

DOSSIER

N° 17 093

Monsieur BROCHU
Directeur des Services Financiers

M. le Président a pris connaissance de la note que je vous avais soumise le 26 juillet au sujet des difficultés que soulève la répartition des 2.500 M. versés par la D.R. au titre du matériel retenu hors du territoire pendant la période courue jusqu'au 1er août 1942.

Aucune des solutions proposées n'étant satisfaisante, il en vient à se poser la question de savoir si le meilleur moyen de régler l'affaire ne serait pas de renoncer à toute modification rétroactive des comptes soit par l'Assemblée Générale des actionnaires soit par le Ministre et d'envisager la conclusion avec l'Etat, et d'accord avec les Compagnies, d'une Convention spéciale fixant d'autorité les imputations comptables. Cette Convention devant être approuvée par une loi, nous serions certains de ne courir aucun risque de recours.

La somme de 2.500 M. serait prise exactement comme elle se présente, c'est-à-dire comme encaissée en 1943 et rattachée tout entière aux comptes de cet exercice. La Convention en arrêterait la ventilation suivant les mêmes modalités

univ. AC 5363 i

.....

que celles prévues dans la lettre du Ministre.

Toutefois, elle fixerait, en outre, la part de la dite somme à payer au titre de la prime d'exploitation et stipulerait que ce complément de prime serait payé aux bénéficiaires de prime de l'exercice en cours au moment de la distribution.

Cette solution vous paraît-elle possible, et, dans l'affirmative, quel pourrait être le schéma de la Convention et la présentation de l'opération dans les comptes de 1943 ?

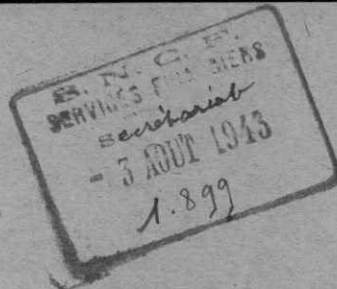
Kloster

ML. 2/8/43

S.N.C.F.

Service du Budget

Bl 2.423



3 août 1943.

Monsieur le Directeur des Services
Financiers.

M. A. H.

Pour répondre à une question posée par M. FILIPPI et comme suite à la dépêche du 15 juillet 1943 du Ministre, Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle, indiquant qu'à son avis les 2.500 M. versés par les autorités d'occupation devaient être répartis entre les exercices 1940, 1941 et 1942 de telle manière que le versement fait au fonds de renouvellement, au titre de l'exercice 1941, soit tel que ce fonds soit porté, au maximum, à un chiffre atteignant, en valeur absolue, le montant de la dotation de l'exercice 1942, j'avais établi, à l'intention de M. le Directeur Général une note du 22 juillet envisageant diverses solutions possibles quant au principe de la question. M. le Directeur Général m'a répondu il y a quelques jours donnant son avis sur les hypothèses présentées.

Je crois bien faire en vous adressant copie de ma note du 22 juillet et de la réponse de M. le Directeur Général. Je pense que c'est à vous qu'il incombe d'établir définitivement le tableau des imputations et des jeux d'écritures qui doivent résulter des décisions prises.

Le Directeur du Service du Budget,

Le Directeur

En réponse à la question posée par M. FILIPPI, le 15 juillet 1943, j'avais établi une note du 22 juillet 1943, envisageant diverses solutions possibles quant au principe de la question. M. le Directeur Général m'a répondu il y a quelques jours donnant son avis sur les hypothèses présentées. Je crois bien faire en vous adressant copie de ma note du 22 juillet et de la réponse de M. le Directeur Général. Je pense que c'est à vous qu'il incombe d'établir définitivement le tableau des imputations et des jeux d'écritures qui doivent résulter des décisions prises.

24 juillet 1943.

-:-:-

Monsieur le Directeur du
Service du Budget

-:-:-

C'est la solution a) qui doit être adoptée, c'est-à-dire que la dotation totale 1941 doit être prise égale à 1.835 M. l. Mais aux prix de 1942. Il n'y a donc pas lieu de réévaluer aux prix de 1942 la dotation de 1.835 M. l.

Prière de refaire sur ces bases le tableau de vos imputations et jeux d'écritures (suite à entretien de ce matin avec le Président).

signé : BERTHELOT.

22 juillet 1943.

S.N.C.F.
-:-:-
Service du Budget
-:-:-:-:-

C'est à soumettre au Président, mais à mon avis c'est 1.835 M. 1.
signé : LE BESNERAIS. C'est également mon avis
signé : BERTHELOT.

NOTE

pour Monsieur le Directeur Général

-:-:-:-:-

Par dépêche du 15 juillet 1943, M. le Ministre - Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications nous donne des indications au sujet de l'imputation de 125 MMN payés par la Reichsbahn au titre de la location du matériel pour la période du 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942.

Il indique qu'à son avis, en ce qui concerne l'exercice 1941, il paraît conforme à l'intention des parties au moment de la signature de l'avenant de n'affecter, à la dotation du fonds de renouvellement, que la somme strictement nécessaire pour la porter, au maximum, à la moitié de l'annuité théorique telle qu'elle pouvait être calculée à la fin dudit exercice 1941.

Toutefois, à la suite des échanges de vues qui ont eu lieu, il accepterait que le montant de la dotation fût porté à un chiffre atteignant, en valeur absolue, le montant de la dotation de l'exercice 1942.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir décider dans quelles conditions ces indications seraient appliquées.

Les 2.500 M. sont réparties comme suit entre les exercices :

- 1940.....	90 ^M	} 2.500 M.
- 1941.....	1.329	
- 1942 (du 1/1 au 31/7).....	1.081	

La moitié de l'annuité théorique, pour l'exercice 1941, aurait été de..... 1.631^{M. 3}.

Comme nous n'avons affecté que 1.152 M. au 2ème élément, si l'on avait appliqué la méthode, à laquelle a renoncé d'ailleurs le Ministre, il aurait fallu prélever, sur les 1.329 M. une somme de :

1.631 M. 3 - 1.152 M. = 479 M. 3
et la verser au fonds de renouvellement.

La méthode indiquée par le Ministre suggère toutefois quelques réflexions. Il nous dit, en effet, que le montant de la dotation de 1941 doit être porté "à un chiffre atteignant en valeur absolue le montant de la dotation de l'exercice 1942".

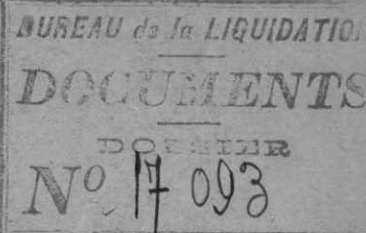
En résumé, le versement des 2.500 M. serait réparti de la manière suivante entre le Trésor, la prime et le fonds de renouvellement dans les trois hypothèses envisagées :

	Trésor	Prime	Fonds de renouvellement	TOTAL
Hypothèse a).....	1.741 ^M -	31 ^M 9	727 ^M 1	2.500 ^M -
Hypothèse b).....	1.705 ^M 2	30,5	764,3	2.500,-
Hypothèse c).....	1.654,7	28,3	817,-	2.500,-

signé : BOIVIN-CHAMPEAUX.

	Exercice 1941			Exercice 1942		
	a)	b)	c)	a)	b)	c)
	Dotation	Dotation	Dotation	Dotation	Dotation	Dotation
	de	de 1941	de 1941	de	de 1941	de 1941
	1941	égale à	égale à	1941	égale à	égale à
	1941	la	la	1941	la	la
Exer-	égale	dotation	dotation	égale	dotation	dotation
cice	en	totale de	totale de	en	totale de	totale de
	principal	1942	1942	principal	1942	1942
	au	non	majorée	au	non	majorée
1940	princi-	majorée	pour	principal	majorée	pour
	pal	pour	tenir	de	pour	tenir
	de	tenir	compte	1942	tenir	compte
	1942	compte de	de la		compte de	de la
		la rééva-	tréevalua-		la rééva-	tréevalua-
		luation :	tion du		luation :	tion du
		du supplé-	supplément		du supplé-	supplément
		ment de	de		ment de	de
		1941	1941		1941	1941
<hr/>						
Dotation complémen-						
taire au fonds de						
renouvellement....	"	683 ^M 1	718 ^M -	767 ^M 5	44 ^M	46 ^M 3
Remboursement de						
l'insuffisance						
1938.....	89 ^M 8	- 42 ^M	- 42,-	- 42,-	"	"
Versement au titre						
des charges de						
grand équilibre....	"	656,2	622,7	575,3	"	"
Remboursement par-						
tiel de l'indemnité						
compensatrice (in-						
pôts déduits).....	"	"	"	"	1.037	1.034,7
Modification de la						
prime d'exploita-						
tion.....	0,2	31,7	30,3	28,2	"	"
						- 0,1
<hr/>						
TOTAL.....	90,-	1.329,-	1.329,-	1.329,-	1.081,-	1.081,-
<hr/>						
Dotation initiale						
au 2ème élément						
du fonds de renou-						
vellement.....	"	1.152,-	1.152,-	1.152,-	1.870,-	1.870,-
Dotation complémen-						
taire comme ci-						
dessus.....	"	683,1	718,-	767,5	44,3	46,3
						49,5
<hr/>						
Dotation Totale :						
(2ème élément) :						
- Principal.....	"	1.835,1	1.870,-	1.919,5	1.835,1	1.835,1
- Réévaluation des						
soldes antérieurs..	"	"	"	"	70,9	81,2
						84,4
	"	1.835 ^M 1	1.870 ^M -	1.919 ^M 5	1.914 ^M	1.916 ^M 3
						1.919 ^M 5

PARIS, le 15 Juillet 1943



LE MINISTRE SECRETAIRE D'ETAT

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la
Société Nationale des Chemins de Fer Français.

OBJET : Imputation de la somme de 125 millions de R.M. payée par la
Reichsbahn au titre de la location de matériel pour la
période du 1^{er} Juillet 1940 au 31 Juillet 1942.

REFERENCE : Votre lettre 121.050/5 du 11 Janvier 1943.

Par lettre citée en référence, vous m'avez fait connaître que la
contre valeur du versement de 125 millions de R.M. se répartirait ainsi,
compte tenu de l'importance du matériel retenu hors de France et des
réparations faites dans vos ateliers.

Exercice 1940.....	990 M.
- 1941.....	1.329 M.
- 1942 (7 mois).....	1.061 M.

	2.500 M.

Vous indiquiez que l'accord intervenu au sujet de ce règlement
doit avoir pour conséquence logique de rétablir le compte de liquida-
tion de chacun des exercices dans la situation où il ne serait trouvé
si la créance de la S.N.C.F. avait pu être établie dans son montant
avant l'arrêté du compte de ces exercices.

En ce qui concerne l'exercice 1941, votre Société appliquant à la
lettre l'avenant du 4 Mars 1942, proposait d'affecter la somme de
1.329 millions au fonds de renouvellement du matériel.

J'ai l'honneur de vous informer que je suis bien d'accord avec vous
pour attribuer à chacun des trois exercices la part qui lui revient
dans le versement de 2.500 millions.

Toutefois, le Ministre des Finances a fait observer que l'applica-
tion littérale du texte de l'avenant du 4 Mars 1942 aurait pour consé-
quence d'attribuer au fonds de renouvellement, en 1941, une allocation
supérieure à celle qui lui a été faite en 1942.

Il paraîtrait conforme à l'intention des parties, au moment de
la signature dudit avenant, de n'affecter à la dotation du fonds de
renouvellement que la somme strictement nécessaire pour la porter au
maximum à la moitié de l'annuité théorique, telle qu'elle pouvait être
calculée à la fin de l'exercice 1941.

A la suite des échanges de vues qui ont eu lieu entre mes Services, et d'accord avec le Ministre des Finances, j'accepterai cependant que le montant de la dotation fût porté à un chiffre atteignant, en valeur absolue, le montant de la dotation de l'exercice 1942. L'excédent disponible sur la somme de 1.329 millions serait affecté au remboursement partiel des avances du Trésor au titre de l'article 25, 1er alinéa de la convention du 31 Août 1937.

Pour l'exercice 1940, la recette supplémentaire de 90 millions serait affectée également au remboursement partiel des avances du Trésor.

Enfin, pour l'exercice 1942, conformément aux dispositions de l'article 2 de la convention du 9 septembre 1939 (§ c, 3°), l'excédent du compte de liquidation serait utilisé au remboursement, à due concurrence, de l'indemnité compensatrice versée par le Trésor à votre Société en vertu de l'article 18 de la convention de 1937.

Il serait procédé immédiatement, en accord avec la Mission du Contrôle Financier, dans les écritures de la S.N.C.F. aux opérations ci-dessus exposées et à la modification correspondante du montant de la prime d'exploitation. Ces redressements donneraient lieu à des versements provisionnels de la S.N.C.F. au Trésor qui prendraient date de valeur du jour de l'encaissement par la S.N.C.F. de la somme de 2.500 M.

Lors de l'arrêté des comptes des trois exercices par la Commission de Vérification, les redressements définitifs des comptes de liquidation seraient faits en s'inspirant des mêmes principes en ce qui concerne la répartition de la somme de 2.500 M. versée par la Deutsche Reichsbahn et son imputation partie à la couverture des charges définies au § Bc de l'article 21 de la Convention du 31 août 1937, partie au Fonds de renouvellement et partie au remboursement de l'indemnité compensatrice.

Je vous serais obligé de me faire connaître si vous êtes d'accord sur les dispositions ci-dessus.

Par autorisation
Le Directeur des Chemins de fer,

Signé : MORANE.

ARTICLES	DESIGNATION DES DEPENSES	DEBIT	CREDIT
CHAPITRE V - DEPENSES DIVERSES			
1er	Règlements de communauté	"	"
2	Location et échange de matériel	43.487.735,9	
3	Services extérieurs	174.257.809,4	
4	Lignes affermées	108.242.519,3	
5	Subventions directes ou indirectes à des services routiers substitués au rail	24.958.703,5	
6	Autres dépenses pour l'application du décret du 12 novembre 1938 portant coordination des transports	12.949.569,9	
7	production et transport d'énergie électrique, achats de courant pour la traction		95.544.721,6
8	Relevage du matériel	23.291.199,9	
9	Divers		50.360.320,5
10	Frais indirects des Magasins Généraux (comptes à répartir)	"	"
11	Relevage du matériel à la suite de déraillements imputables à des faits de guerre	433.199,5	
12	Réparation et remplacement du matériel de production, de transport ou de distribution d'énergie électrique, endommagé ou détruit par faits de guerre	639.267,8	
13	Défense passive	119.346,4	
14	prestations et travaux faits à la demande des autorités d'occupation	"	"
TOTAL DU CHAPITRE V		389.379.351,6	145.905.042,3

CHAPITRE V bis

TRAVAUX DIFFERES

imputation au compte d'exploitation du montant de la provision pour travaux différés de l'exercice (Avenant du 4 mars 1942 à la Convention du 9 septembre 1939)

2.033.100.000,-

1 16/7/43
D 121050/5

COPIE pour les Services F

Ministère de la Production
Industrielle et des Commun-
ications

Direction des Chemins de fer

1er Bureau

PARIS, le 15 Juillet 1943

RECEVÉ

19 JUL 1943

1747

M. Lefevre

Imp. J. J.

Le Ministre Secrétaire d'Etat

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des Chemins de fer Français.

Objet : Imputation de la somme de 125 M de RM payée par la Reichsbahn
au titre de la location de matériel pour la période du 1er Juil-
let 1940 au 31 Juillet 1942.

Référence : Votre lettre D 121050/5 du 11 Janvier 1943.

Par lettre citée en référence, vous m'avez fait connaître que la
contre-valeur du versement de 125 M de RM se répartirait ainsi, compte
tenu de l'importance du matériel retenu hors de FRANCE et des réparations
faites dans vos ateliers :

Exercice 1940	90 M
- 1941	1.329 M
- 1942 (7 mois)	1.061 M
	<u>2.500 M</u>

Vous indiquez que l'accord intervenu au sujet de ce règlement doit
avoir pour conséquence logique de rétablir le compte de liquidation de
chacun des exercices dans la situation où il se serait trouvé si la
créance de la S.N.C.F. avait pu être établie dans son montant avant l'ar-
rêté du compte de ces exercices.

En ce qui concerne l'exercice 1941, votre Société appliquant à la
lettre l'avenant du 4 Mars 1942, proposait d'affecter la somme de
1.329 M au fonds de renouvellement du matériel.

J'ai l'honneur de vous informer que je suis bien d'accord avec vous
pour attribuer à chacun des trois exercices la part qui lui revient dans
le versement de 2.500 M.

Toutefois, le ministre des Finances a fait observer que l'appli-
cation littérale du texte de l'avenant du 4 Mars 1942 aurait pour con-
séquence d'attribuer au fonds de renouvellement en 1941, une allocation
supérieure à celle qui lui a été faite en 1942.

.....

AVIS : "B (s) LE RESNERAIS" -

COPIE à MM. FILIPPI - de BEAUVILLE - LIGUILLE - DUGAS - M - T - C - F -

3 juillet 1943

Projet de lettre à adresser à la S.N.C.F.
par le Ministre Secrétaire d'Etat
à la Production Industrielle et aux Communications

V/Réf. Lettre 121050/5, du 11 janvier 1943.

Objet - Imputation de la somme de 125 millions de RM payée
par la Deutsche Reichsbahn à la S.N.C.F. au titre de
location de matériel pour la période du 1er juillet
1940 au 31 juillet 1942.

Monsieur le Président,

D'après les renseignements que vous m'avez communiqués, la contre-
valeur du versement de 125 millions de RM, fait par la Deutsche
Reichsbahn à la S.N.C.F., au titre de la location du matériel pour la
période du 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942, se répartit ainsi qu'il
suit entre les trois exercices intéressés.

Exercice 1940	90 M.
Exercice 1941	1.329 M.
Exercice 1942 (7 mois).....	1.081 M.

Total..... 2.500 M.

Vous estimez que l'accord intervenu au sujet de ce versement doit
avoir pour conséquence logique de rétablir le compte de liquidation
de chacun des exercices dans la situation où il se serait trouvé si le
crédit de la S.N.C.F., reconnue dans son principe depuis l'origine
avait pu également être établie dans son montant avant l'arrêt des
comptes de ces exercices.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que je suis bien d'accord avec
vous pour attribuer à chacun des trois exercices la part qui lui re-
vient dans la somme totale de 2.500 M. Cette attribution aurait lieu,
toutefois, dans les conditions suivantes qui diffèrent sur certains
points de vos propositions.

En ce qui concerne l'exercice 1940, la recette supplémentaire de
90 M., portée au compte de liquidation, serait affectée au rembourse-
ment partiel des avances faites par le Trésor au titre de l'article
25, 1er alinéa de la Convention du 31 août 1937.

En ce qui concerne l'exercice 1941, il ne me paraît pas possible
d'admettre, comme vous le proposez, que l'imputation en recettes de
l'exercice 1941, de la somme de 1.329 M. qui représente sa part dans
le forfait de 2.500 M. ait pour conséquence de majorer corrélativement
du même montant la dotation du fonds de renouvellement (second élément

celle-ci serait ainsi portée en chiffres ronds de 1.152 M. à 2.481 M. et dépasserait la dotation de 1942, qui a atteint seulement la somme de 1.870 M.

Il me paraîtrait conforme à l'intention des parties, au moment de la signature de l'avenant du 4 mars 1942 à la Convention du 9 septembre 1939, de n'affecter à la dotation du fonds de renouvellement que la somme strictement nécessaire pour la porter au maximum à la moitié de l'annuité théorique, telle qu'elle pouvait être calculée à la fin de l'exercice 1941.

J'accepterais, cependant, que le montant de la dotation fût porté à un chiffre atteignant, en valeur absolue, le montant de la dotation de 1942. L'excédent disponible sur la somme de 1.329 M. serait affecté au remboursement partiel des avances du Trésor au titre de l'article 25, 1er alinéa de la Convention du 31 août 1937.

Pour l'exercice 1942, conformément aux dispositions de l'article 2 de la Convention du 9 septembre 1939, § c, 3^e), l'excédent du compte de liquidation serait utilisé au remboursement à due concurrence au Trésor de l'indemnité compensatrice.

Il serait procédé immédiatement en accord avec la Mission du Contrôle Financier dans les écritures de la S.N.C.F. aux opérations ci-dessus exposées et à la modification correspondante du montant de la prime d'exploitation des trois exercices. Ces redressements donneraient lieu à des versements provisionnels de la S.N.C.F. au Trésor qui prendraient date de valeur du jour de l'encaissement par la S.N.C.F. de la somme de 2.500 M.

Lors de l'arrêté des comptes des trois exercices par la Commission de Vérification, les redressements définitifs des comptes de liquidation seraient fait en s'inspirant des mêmes principes en ce qui concerne la répartition de la somme versée par la Deutsche Reichsbahn et son imputation partie à la couverture des charges définies au § Bc de l'article 21 de la Convention du 31 août 1937, partie au Fonds de renouvellement et partie au remboursement de l'indemnité compensatrice.

Je vous serais obligé de me faire savoir si vous êtes d'accord sur les dispositions ci-dessus.

Veuillez agréer, Monsieur le Président,.....

Copie pour M. BROCHU

Copie pour M. BOIVIN-CHAMPEAUX

1er Juillet 1943



NOTE

pour Monsieur le Président
s/c de Monsieur le Directeur Général

J'ai eu ce matin au Ministère des Finances une entrevue avec BRUNET et avec ZAFFREYA. L'un et l'autre sont d'accord pour que la partie des versements allemands pour privation de jouissance du matériel afférente à l'exercice 1941 soit affectée au fonds de renouvellement dans toute la mesure où la provision totale ne dépassera pas celle de 1942.

Au principe de l'égalité en pourcentage serait ainsi substituée celui de l'égalité en valeur absolue. J'examine avec M. BROCHU s'il nous appartient de saisir à nouveau le Ministère des Finances ou de lui préparer un projet de réponse à notre lettre.

En ce qui concerne l'affaire Rousson et Chamoux, une réunion a eu lieu chez ZAFFREYA à laquelle assistaient MM. MORONI et MAUFROID du Secrétariat d'Etat aux Communications.

Malgré une certaine réticence de la part de ces derniers et sur l'insistance du Ministère des Finances, il a été décidé, sous réserve de l'accord de M. SCHWARTZ et de M. BICHELONNE, qu'à la suite de l'envoi d'une nouvelle lettre de la S.N.C.F., que je compte soumettre à votre signature samedi, le Secrétariat d'Etat aux Communications adresserait au Secrétariat d'Et

aux Finances le projet de texte Labbé déjà
signé; au cas où M. SCHWARTZ ou M. BICHELONNE
aurait des objections, nous en serions avisés.
SAFFREYA m'a promis de soutenir notre point
de vue.

Votre respectueusement dévoué,

1^{er} Juillet 1943

Projet de lettre à adresser
par le Ministre Secrétaire d'Etat
à la Production Industrielle et aux Communications

V/Réf. : Lettre 121050/5 du 11 janvier 1943.
Objet : Imputation de la somme de 125 millions de RM payée par la
Deutsche Reichsbahn à la S.N.C.F. au titre de location de
matériel pour la période du 1er juillet 1940 au 31 juillet
1942 .

Monsieur le Président,

N'après les renseignements que vous m'avez communiqués,
~~Vous avez bien voulu me faire savoir que la contre-valeur du verse-~~
ment de 125 millions de RM, fait par la Deutsche Reichsbahn à la S.N.C.F.,
au titre de la location du matériel pour la période du 1er juillet 1940
au 31 juillet 1942, se répartit ainsi qu'il suit entre les trois exer-
cices intéressés :

Exercice 1940	90 M
Exercice 1941	1329 M
Exercice 1942 (7 mois)	1081 M

Total 2500 M
=====

Vous estimez que l'accord intervenu au sujet de ce versement doit
avoir pour conséquence logique de rétablir le compte de liquidation de
chacun des exercices dans la situation où il se serait trouvé si la
créance de la S.N.C.F., reconnue dans son principe depuis l'origine,
avait pu également être établie dans son montant avant l'arrêté des
comptes de ces exercices..

J'ai l'honneur de vous faire savoir que je suis bien d'accord avec
vous pour attribuer à chacun des trois exercices la part qui lui revient
dans la somme totale de 2.500 M. *Cette attribution aurait lieu, tout d'abord, dans le compte*
~~de l'exercice 1941, puis de l'exercice 1942, et enfin de l'exercice 1940.~~

Je ne me paraît pas possible, toutefois, d'admettre, comme vous le
proposez, que l'imputation en recettes de l'exercice 1941, de la somme
de 1.329 M qui représente sa part dans le forfait de 2.500 M, ait pour
conséquence de majorer corrélativement la dotation du fonds de renouvel-
lement.

Il ne me paraît pas douteux, en effet, que l'application littérale
qui serait ainsi faite des dispositions de l'avenant du 4 mars 1942

En ce qui
concernant l'ann.
1940, la
soutte suppl.
montant de
90 millions
au compte de
liquidation
aurait été
au nombre
sont des
religieuses
l'insuffisance
des exercices
1938 et 1939
supplément
de 1.329 M
qui représente
sa part dans
le forfait de
2.500 M, ait
pour consé-
quence de
majorer cor-
rélativement
la dotation
du fonds de
renouvel-
lement.

à la Convention du 9 septembre 1939 ^{definitivement} ~~traitait~~ les intentions ^{Communes des} ~~que les~~ signataires, ~~de cet avenant avaient eues à l'époque.~~

L'un des principes qui ^{ont} ~~est~~ constamment inspiré les négociateurs de ~~cet~~ ^{l'}avenant consistait dans le caractère progressif de l'annuité à faire supporter par le compte d'exploitation au titre du second élément de la dotation du fonds de renouvellement. Ce principe trouve son expression dans les termes mêmes de l'avenant qui déclare que, pour l'exercice 1942, le second élément sera fixé à la moitié de l'annuité de renouvellement et que, pour chacun des exercices suivants, il pourra être augmenté par rapport à l'exercice précédent d'un pourcentage supplémentaire à fixer chaque année.

Or, l'inscription au fonds de renouvellement de la somme de 1.329 M aurait pour conséquence de porter ^{en chiffres ronds} la dotation de celui-ci de :

~~1.152.025.032 frs 6~~ à ~~2.481.025.032 frs 6~~.

Le fonds de renouvellement recevrait ainsi en 1941 une dotation plus élevée qu'en 1942, exercice pour lequel elle a atteint seulement la somme de : ~~1.078.972.231 frs.~~ 1.870 ^{mln}

Il me paraîtrait conforme à l'intention des parties, au moment de la signature de l'avenant, de n'affecter à la dotation du fonds de renouvellement que la somme strictement nécessaire pour la porter au maximum à la moitié de l'annuité théorique, telle qu'elle pouvait être calculée à la fin de l'exercice 1941, ~~soit~~ ^{est}

J'accepterais, cependant, que le montant de la dotation ^{est} ~~soit~~ porté à un chiffre atteignant en valeur absolue le montant ~~de l'annuité~~ de la dotation de 1942,

^{disponible} ^{sur la somme} ^{de 1.329 M} Conformément aux dispositions prévues par l'article 18 de la Convention du 31 août 1937, l'excédent qui apparaîtrait au compte de liquidation de l'exercice 1941, après imputation de ~~sa part~~ ^{des annuités} dans le versement allemand de 2.500 M et dotation du fonds de renouvellement dans les limites indiquées ci-dessus, ~~serait~~ ^{serait} affecté au remboursement ^{des annuités} du Trésor des charges du paragraphe B c du compte de liquidation ^{au titre de l'article 25 1^{er} alinéa de la Convention du 31 août 1937.}

Pour l'exercice 1942, conformément aux dispositions de l'article 2 de la Convention du 9 septembre 1939, § c 3^o), l'excédent du compte de liquidation sera ^{utilisé} ~~utilisé~~ au remboursement à due concurrence au Trésor de l'indemnité compensatrice.

Tous ~~les~~ ^{seraient} redressements, ~~ci-dessus exposés,~~ ^{seraient} à porter ^{de la S.N.C.F.} ~~aux~~ écritures de la S.N.C.F. par la Commission de Vérification des Comptes.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Toutefois, ^{sans attendre l'arrêt définitif des comptes des} ~~pour la~~ ^{trois exercices concernés} ~~par la~~ ^{ont fait l'objet d'un arrêt définitif, il s'agit} ~~des versements provisionnels~~ ^{de versements} ~~du compte de liquidation de ces exercices~~ ^{limités aux opérations} ~~en accord avec la S.N.C.F. et la Mission des Cautionnements financiers~~ ^{concernant} ~~ci-dessus exposés et à la~~ ^{la} ~~mission des Cautionnements financiers~~ ^{du montant de la prime d'exploitation.} ~~des versements~~ ^{provisionnels de la S.N.C.F. des versements} ~~au Trésor~~ ^{qui prendraient date de valeur du jour de l'incorporation par la S.N.C.F. de la somme} ~~de 2.500 M.~~ ^{de 2.500 M.} ~~Je vous serais obligé de me faire savoir si vous êtes d'accord sur les dispositions ci-dessus.~~

1^{er} Juillet 1943

Projet de lettre à adresser
par le Ministre Secrétaire d'Etat
à la Production Industrielle et aux Communications

V/Réf. : Lettre 121050/5 du 11 janvier 1943.

Objet : Imputation de la somme de 125 millions de RM, payée par la Deutsche Reichsbahn à la S.N.C.F., au titre de location de matériel, pour la période du 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942.

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me faire savoir que la contre-valeur du versement de 125 millions de RM, fait par la Deutsche Reichsbahn à la S.N.C.F., au titre de la location du matériel, pour la période du 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942, se répartit ainsi qu'il suit entre les trois exercices intéressés :

Exercice 1940	90 M
Exercice 1941	1329 M
Exercice 1942 (7 mois)	1081 M
Total	2500 M

Vous estimez que l'accord intervenu au sujet de ce versement doit avoir pour conséquence logique de rétablir le compte de liquidation de chacun des exercices dans la situation où il se serait trouvé si la créance de la S.N.C.F., reconnue dans son principe depuis l'origine, avait pu également être établie dans son montant avant l'arrêté des comptes de ces exercices.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que je suis bien d'accord avec vous pour attribuer à chacun des trois exercices la part qui lui revient dans la somme totale de 2.500 M.

*Encu qui
C'us 1940*
Il ne me paraît pas possible, toutefois, d'admettre, comme vous le proposez, que l'imputation en recettes de l'exercice 1941, de la somme de 1.329 M qui représente sa part dans le forfait de 2.500 M, ait pour conséquence de majorer corrélativement la dotation du fonds de renouvellement. *du même montant*

n'est
Il ne me paraît pas douteux, en effet, que l'application littérale qui serait ainsi faite des dispositions de l'avenant du 4 mars 1942

1940. Agenda des publications:
 \$g. (Remplacement de l'annuaire 1937)
 (retraitement autres documents)
 43
 90 m

1941 Total
 pour donner la date: 1.152 m.

Part de l'annuaire allemand. 748 m

Total de l'annuaire allemand
 (copie de celui de 1942) 1.890 m

Part de l'annuaire allemand le volume allemand:

1329 - 718 = 611 m.

Agenda:

document de \$g. 49

Total 658 m a l'office des

documents de l'office de l'annuaire.

1942 Part de l'annuaire allemand 1.071 m

a l'annuaire par l'annuaire
 a l'annuaire par l'annuaire

1943 Total 1.988 m

pour donner la date de l'annuaire allemand
 par l'annuaire de l'annuaire de l'annuaire

1602
 907
 658
 43

à la Convention du 9 septembre 1939, ^{dépassant} ~~trahirait~~ les intentions ^{communes de ses} ~~que les~~ signataires de cet avenant avaient eues à l'époque.

L'un des principes qui ^{ont} ~~avait~~ constamment inspiré les négociateurs de cet ~~avenant~~ consistait dans le caractère progressif de l'annuité à faire supporter par le compte d'exploitation au titre du second élément de la dotation du fonds de renouvellement. Ce principe trouve son expression dans les termes mêmes de l'avenant qui déclare que, pour l'exercice 1942, le second élément sera fixé à la moitié de l'annuité de renouvellement et que, pour chacun des exercices suivants, il pourra être augmenté par rapport à l'exercice précédent d'un pourcentage supplémentaire à fixer chaque année.

Or, l'inscription au fonds de renouvellement de la somme de 1.329 M aurait pour conséquence de porter ^{la dotation de celui-ci de} :

~~(1.152.025.032 frs 6 à 2.481.025.032 frs 6.~~

Le fonds de renouvellement recevrait ainsi en 1941 une dotation plus élevée qu'en 1942, exercice pour lequel elle a atteint seulement la somme de : ~~1.869.972.291 frs.~~

^{1.870 M.}

Il me paraîtrait conforme à l'intention des parties, au moment de la signature de l'avenant, de n'affecter à la dotation du fonds de renouvellement que la somme strictement nécessaire pour la porter au maximum à la moitié de l'annuité théorique, telle qu'elle pouvait être calculée à la fin de l'exercice 1941, soit :

J'accepterais, cependant, que le montant de la dotation ^{ait} ~~soit~~ porté à un chiffre atteignant en valeur absolue le montant de l'annuité de la dotation de 1942.

Conformément aux dispositions ~~prévues par l'article 18 de la Convention du 31 août 1937, l'excédent qui apparaîtrait au compte de liquidation de l'exercice 1941, après imputation de la part dans le versement allemand de 2.500 M et dotation du fonds de renouvellement dans les limites indiquées ci-dessus, serait affecté au remboursement au Trésor des charges du paragraphe B-c du compte de liquidation.~~

Pour l'exercice 1942, conformément aux dispositions de l'article 2 de la Convention du 9 septembre 1939, § c 3^e), l'excédent du compte de liquidation sera utilisé ~~pour~~ ^{pour} remboursement, à due concurrence, au Trésor de l'indemnité compensatrice.

Les redressements, ci-dessus exposés, seront à porter ^{des} ~~aux~~ écritures de la S.N.C.F. par la Commission de Vérification des Comptes.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

S.N.C.F.

Le Président du Conseil
d'Administration

D 121050/5

11 Janvier 1943

Monsieur le Ministre,

Objet : Imputation de la somme de 125 M de RM due par la Deutsche Reichsbahn à la S.N.C.F. au titre de location de matériel pour la période du 1er Juillet 1940 au 31 Juillet 1942.

Les entretiens qui ont eu lieu avec les autorités allemandes au sujet du règlement des créances réciproques de la D.R.B. et de la S.N.C.F., au titre de l'utilisation des locomotives, tenders, voitures, fourgons et wagons, de la réparation de ces véhicules et de la fourniture de pièces de rechange pendant la période du 1er Juillet 1940 au 31 Juillet 1942 ont abouti à un accord aux termes duquel un remboursement forfaitaire de 125 M de RM doit être fait par la D.R. à la S.N.C.F.

La contre-valeur de ce versement soit - au cours de 1 RM = 20 frs 2.500 M de francs, s'applique aux trois exercices intéressés à concurrence des sommes suivantes :

1940	90 M
1941	1.329 M
1942 (7 mois) .	1.081 M

Total 2.500 M

Ainsi que vous le savez, la recette à attendre de ces locations de matériel a fait l'objet, au cours des exercices 1940 et 1941, d'une inscription pour mémoire dans nos comptes, aucun chiffre n'ayant pu être précisé avant la conclusion des négociations engagées avec les Autorités allemandes depuis l'armistice. Il nous paraît que l'accord intervenu récemment doit avoir pour conséquence logique de rétablir le compte de liquidation de chacun des exercices dans la situation où il se serait trouvé si la créance de la S.N.C.F., reconnue dans son principe depuis l'origine, avait pu également être établie dans son montant avant l'arrêté des comptes de ces exercices.

En ce qui concerne l'exercice 1941, notamment, l'avenant du 4 Mars 1942 à la Convention du 9 Septembre 1939 prévoit que le deuxième élément de la dotation du Fonds de renouvellement sera égal à la somme dont l'imputation dans les dépenses d'exploitation réalisera l'équilibre exact du compte de liquidation, déduction faite des charges non encore intégrées dans l'équilibre financier de la S.N.C.F. L'imputation, en recettes, de cet exercice de la somme de 1.329 M qui représente sa part dans le forfait de 2.500 M aura pour conséquence de majorer corrélativement la dotation du fonds de renouvellement.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir donner votre approbation aux principes énoncés ci-dessus, étant entendu que les redressements nécessaires seraient apportés à nos écritures par la Commission

Monsieur le Ministre,
Secrétaire d'Etat à la Production
Industrielle et aux Communications

AVISE : SERVICES FINANCIERS

de Vérification des Comptes.

Les sommes que nous aurons éventuellement à recevoir de la Wehrmacht pour les prestations de matériel roulant qui lui ont été fournies seraient à imputer suivant les mêmes principes.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil
d'Administration,

(s) FOURNIER

COP I E

Proposé F2 D N° 2 Bis le 8 Janvier 1943
Le Directeur des Services Financiers
Signé : Brochu

D I2I.050/5

II Janvier 1943

Monsieur le Ministre,

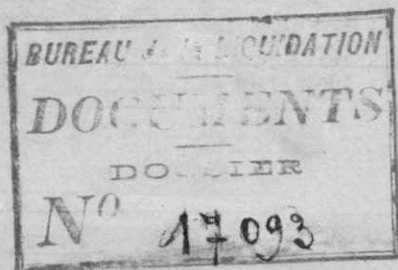
Objet : Imputation de la somme de 125 millions de RM. due par la Deutsche Reichsbahn à la S.N.C.F. au titre de location de matériel pour la période du 1er Juin 1940 au 31 Juillet 1942.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie de notre lettre à M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications au sujet de l'imputation dans les comptes des exercices 1940, 1941 et 1942 de leur part dans le forfait de 125 millions de RM à verser par la Deutsche Reichsbahn à la S.N.C.F. au titre de location de matériel pendant la période 1er Juin 1940 - 31 Juillet 1942.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

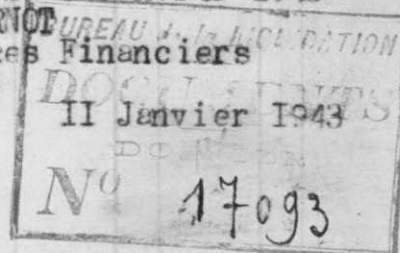
Le Président du Conseil
d'Administration
Signé : Fournier

Monsieur le Ministre, Secrétaire d'Etat
à l'Economie Nationale et aux Finances.



Le Président
du Conseil d'Administration

Proposé le F2 D N° 2 8 Janvier 1943
d'accord avec M. PERNOT
Le Directeur des Services Financiers
Signé : BROCHU



D I2I.050/5

Monsieur le Ministre,

Objet : Imputation de la somme de 125 millions de RM due par la Deutsche Reichsbahn à la S.N.C.F. au titre de location de matériel pour la période du 1er Juillet 1940 au 31 Juillet 1942.

Les entretiens qui ont eu lieu avec les autorités allemandes au sujet du règlement des créances réciproques de la D.R.B. et de la S.N.C.F. au titre de l'utilisation des locomotives, tenders, voitures, fourgons et wagons, de la réparation de ces véhicules et de la fourniture de pièces de rechange pendant la période du 1er Juillet 1940 au 31 Juillet 1942 ont abouti à un accord aux termes duquel un remboursement forfaitaire de 125 millions de RM doit être fait par la D.R. à la S.N.C.F.

La contre-valeur de ce versement soit - au cours de 1 RM = 20 Frs 2.500 millions de francs, s'applique aux trois exercices intéressés à concurrence des sommes suivantes :

1940	90 millions
1941	1.329 millions
1942 -7 mois	1.081 millions

Total 2.500 millions

Ainsi que vous le savez, la recette à attendre de ces locations de matériel a fait l'objet, au cours des exercices 1940 et 1941, d'une inscription pour mémoire dans nos comptes, aucun chiffre n'ayant pu être précisé avant la conclusion des négociations engagées avec les autorités allemandes depuis l'Armistice. Il nous paraît que l'accord intervenu récemment doit avoir pour conséquence logique de rétablir le compte de liquidation de chacun des exercices dans la situation où il se serait trouvé si la créance de la S.N.C.F., reconnue dans son principe depuis l'origine, avait pu également être établie dans son montant avant l'arrêté des comptes de ces exercices.

En ce qui concerne l'exercice 1941, notamment, l'avenant du 4 Mars 1942 à la Convention du 9 Septembre 1939 prévoit que le deuxième élément de la dotation du Fonds de renouvellement sera égal à la somme dont l'imputation dans les dépenses d'exploitation réalisera l'équilibre exact du compte de liquidation, déduction faite des charges non encore intégrées dans l'équilibre financiers de la S.N.C.F. L'imputation en recettes, de cet exercice de la somme de 1.329 millions qui représente

.....

Monsieur le Ministre
Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications.

sa part dans le forfait de 2.500 millions, aura pour conséquence de majorer corrélativement la dotation du Fonds de renouvellement.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir donner votre approbation aux principes énoncés ci-dessus, étant entendu que les redressements nécessaires seraient apportés à nos écritures par la Commission de Vérification des Comptes.

Les sommes que nous aurons éventuellement à recevoir de la Wehrmacht pour les prestations de matériel roulant qui lui ont été fournies seraient à imputer suivant les mêmes principes.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration
Signé : FOURNIER

**Imputation des sommes dues par la Reichsbahn
au titre de location de matériel**

La répartition entre les trois exercices 1940, 1941 et 1942 des sommes dues par la Reichsbahn au titre de location de matériel, est donnée par le tableau n° 2 annexé à la lettre O n° 3767 du 15 décembre 1942 à M. le Directeur Général.

Le tableau annexe I ci-joint indique quels seraient, abstraction faite des charges de grand équilibre, les résultats rectifiés du compte de liquidation de chacun de ces exercices, compte tenu de sa part dans les sommes dues par la Reichsbahn.

Il résulte de ce tableau les conclusions suivantes :

1^{re}) Pour 1940, les redressements prescrits par la Commission de vérification des comptes sur les comptes de l'exercice 1937, absorbent la recette provenant de la location de matériel sans laisser de disponibilités pour les charges de grand équilibre. Ces redressements, dont le tableau ne reprend que les principaux, tendent, en effet, à reporter certaines charges de 1937 sur 1938 et par suite à augmenter le reliquat de l'insuffisance de petit équilibre de 1938 à rembourser en 1940 (Prélèvement g de l'article 21 de la convention du 31 août 1937).

2^{de}) Pour 1941, la recette provenant de la location de matériel permettrait, conformément aux dispositions prévues pour cet exercice par l'avenant du 4 mars 1942, d'augmenter à due concurrence le second élément de la dotation du Fonds de renouvellement. Ce second élément passerait ainsi de 1152 M à 1152 M + 1377 M = 2.529 millions et représenterait 77 % de l'annuité théorique qui s'élève à 3284 millions.

3^{de}) Pour 1942, le second élément de la dotation du Fonds de renouvellement est fixé par l'avenant du 4 mars 1942 à 50 % de l'annuité théorique de 3672 millions et complété de la somme nécessaire pour revaloriser le reliquat non employé de la dotation de l'exercice 1941. Il s'élève ainsi à :

$$\frac{3672}{2} + 34,5 = 1870,5$$

L'équilibre du compte de liquidation, abstraction faite des charges du grand équilibre, ne peut donc être obtenu que par un remboursement total ou partiel de la subvention.

Le tableau montre que ce remboursement laisse place à concurrence de 948 M à l'amélioration des résultats par rapport aux évaluations du budget rectifié au 1er octobre 1942.

Cette marge pourrait être augmentée encore de 948 M, si, au lieu d'imputer à l'exercice 1942, la totalité des sommes dues par la Reichsbahn pour cet exercice, il n'était imputé que la part correspondant au forfait de 2.500 millions afférente aux 7 premiers mois.

L'imputation différée de la somme afférente aux 5 derniers mois (948 M) pourrait être justifiée par le fait, non seulement qu'elle n'eura vraisemblablement pas été encaissée avant la clôture de l'exercice, mais encore que son montant n'eura pas fait l'objet d'un accord définitif. Mais cette solution ne ferait que reporter la difficulté de l'exercice 1942 sur l'exercice 1943.

conséquences pour la prime de l'imputation des sommes dues au titre de la location de matériel. Tant que le compte de liquidation s'équilibre exactement, abstraction faite des charges du grand équilibre, la prime du personnel autre que le personnel dirigeant est égale à 2/1000 des recettes. Le tableau annexe II indique le montant de la prime supplémentaire qui résulterait pour chaque exercice de l'imputation des sommes dues au titre de la location de matériel.

Affectation partielle des sommes dues au titre de la location de matériel à une dotation complémentaire du fonds de renouvellement ou de la provision pour travaux différés.

1^{re}) Fonds de renouvellement. Il n'y a pas de difficulté pour 1941. L'affectation directe au fonds de renouvellement, sans passer par l'intermédiaire d'un compte de recette, d'une partie des sommes dues au titre de la location de matériel, diminuerait l'accroissement de la prime à raison de 2/1000 des sommes imputées directement au fonds.

Mais l'application de cette méthode à 1942 exigerait un accord avec l'Etat pour déroger aux dispositions formelles de l'événement du 4 mars 1942.

2^{de}) Provision pour travaux différés. D'après une évaluation sommaire du Service T, le différé d'entretien résultant de la location du matériel peut être évalué, tant pour le matériel en France que pour le matériel loué, à 320 millions en 1942. C'est donc cette somme qui pourrait au maximum être ajoutée aux prévisions de dépenses de l'exercice 1942 au titre de la provision pour entretien différé. Le remboursement éventuel de la subvention serait diminué d'autant.

En 1941, le chiffre correspondant ne s'élèverait qu'à 100 M environ. Cette somme viendrait en diminution du complément de dotation au fonds de renouvellement.

	1940	1941	1942 (Budget rectifié au 1 ^{er} oc- tobre 1942)
Résultats de l'exercice, abstraction faite des charges du grand équilibre.....	0	0	- 235
A déduire, sommes comprises dans ces résultats au titre location de matériel.....			- 750
A ajouter : Part de l'exercice dans les verse- ments allemands :			
a) Période 1 ^{er} juillet 1940 - 31 juillet 1942 (forfait 2.500 M).....	+ 90	+ 1.329	+ 1.081
b) Période 1 ^{er} août 1942 - 31 décembre 1942...			+ 948
Résultats rectifiés.....	+ 90	+ 1.329	+ 1.044
Corrections diverses :			
a) Remboursement du déficit de petit équilibre de 1938.....	- 48	+ 48	
b) Redressements de la Commission de vérifica- tion des comptes :			
{ affrets belges 162,8 - 20,2 = -42,6 {			
{ avances au B.C.C. - 1,6 { - 47,6	- 48		
{ avoirs en devises - 3,2 {			
c) Augmentation de la dotation du fonds de renouvellement.....		- 1.377	- 1.992
d) Remboursement de la subvention.....			
Résultat définitif.....	- 6	0	- 948

	Primes correspondantes			Primes comptabi- lisées ou prévues	Total	
	personnel	agents supérieurs	total			
Supplément de recettes au titre de :						
1940.....	90 M	0 M 180	0 M 027	0 M 207	45 M 272	45 M 479
1941.....	1.329 M	2 M 658	0 M 399	3 M 057	49 M 704	52 M 761
1942.....	(1) 235 M	0 M 570	0 M 086	0 M 656	53 M	53 M 656

(1) Chiffre représentant, suivant les prévisions budgétaires rectifiées au 1er octobre 1942, l'augmentation de recettes nécessaire pour équilibrer le budget, la recette allemande se substituant pour le surplus à la subvention remboursée partiellement.

La solution indiquée au tableau a l'inconvénient

1°) De porter la dotation du F. R. pour 1941 à $1270 + 1377 = 2647^m$ alors qu'elle en a eu pour 2.060^m pour 1942.

2°) A en faire au budget de 1942, la subvention totale étant supposée une bourse, pour une marge d'erreur de 948^m sans doute à la réalité -

3°) De ne pas régler la question pour l'avenir -

On pourrait l'améliorer :

1°) Soit en portant en outre pour la part incombant à la privation de provision - les insuffisances seraient ainsi

augmentées :	en 1940	de	10 ^m
	en 1941	de	375 ^m
	en 1942 (7 mois)	de	379
	5 mois		289 ^m
			<hr/>
			1.053 ^m

Cette somme serait portée à une provision pour entretien différé -

2°) En ne portant pas en outre en 1942, la part afférente aux 5 derniers mois -

802

	1940	1941	1942
Résultats de l'exercice abstractif fait des charges du grand exercice	0	0	- 235
A déduire Sommes comprises dans ces résultats au titre ^(matériel) location de			- 750
A ajouter : Part de l'exercice dans les versements allemands :			
a) Période 1 ^{er} Juillet 1940 - 31 Juillet 1942 (forfait 2 500 m)	+ 90	+ 1.329	+ 1.081
b) Période 1 ^{er} Août 1942 - 31 Décembre 1942			+ 948 ^m
Résultats rectifiés	+ 90	+ 1.329	+ 1.044
Concertation des divers :			
a) Remboursement du déficit de petit exercice de 1938	- 48	+ 48	
b) Redressement de la balance de vérification des comptes			
<div> <div> Effets bipes : 628 - 20,2 = - 426 Avance au BEC = 1,8 Avance en devises = 3,2 </div> 47,6 </div>	- 48		
c) Augmentation de la dotation des Fonds de Renouveau		- 1.377	
d) Remboursement de la subvention			- 1992
Résultat définitif	- 6	0	- 948

Comptes de Liquidation

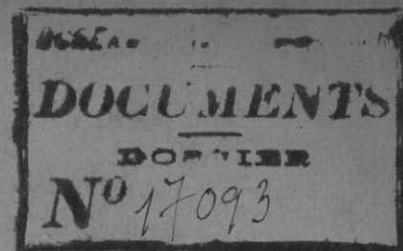
des exercices 1938 à 1943

après incorporation du versement de 2.500.000.000,- effectué par les Allemands
au titre de privation de jouissance de matériel roulant - période du 1.7.40 au 31.7.42
(arrêté ministériel du 3-4-1944)

19 Janvier 1945

COMPTES DE LIQUIDATION DES EXERCICES 1938 à 1943

(1) y compris les transports de l'agence M.E.N pour : arrondis : 12^{fr}
 (2) -do- : 47^{fr}
 (3) -do- : 210^{fr}



Double des documents

S.N.C.F.

SERVICES FINANCIERS

COMPTABILITE GENERALE

Bureau Liquidation

Mois comptable:

Décembre 19 43

VIREMENT { D'ORDRE (1) }
 { INTERIEUR (1) } N°

ARCHIVES

JOURNÉE COMPTABLE du

19

Imputations aux comptes ci-dessous:

DEBITCREDITComptes avec l'EtatComptes divers

4560- Avances du Trésor
 (Art 25 1er alinéa de la Con-
 vention du 31 Aout 1937)

615.951.262 4

5600- Trésor Public
 N° 27 - 28

615.951.262 4

Finances

615.951.262 4

615.951.262 4

BOE. 2519. 1/14. A.C. M.

C.G. 463

(1) - Biffer la mention inutile.

AU VERSO: JUSTIFICATION DES IMPUTATIONS

JUSTIFICATION DES IMPUTATIONS INDIQUEES AU RECTO:

Remboursement au Trésor d'une partie de l'avance faite au titre de l'insuffisance de l'Exercice 1941, par suite de la diminution de la dite insuffisance, consécutive au paiement effectué en Juin 1943 par les autorités d'occupation, pour privation de jouissance du matériel roulant.

Vu, bon à passer, en écritures
Le Chef de Subdivision :
des Ecritures Générales :

Dressé et certifié
par le Chef de Bureau soussigné:
Paris, le 19

Dresse et certifiée par le Chef de Bureau soussigné
Paris, le 19

Vu: Bon à passer en écritures

5459- Opérations débi-
trices à régler - Cpte
des Recettes

Bureau de la Liquidation

6159- Rectifications à effectuer par le contrôle financier sur les comptes des exercices postérieurs à 1937 pro- visoirement clos § Exercice 1942

Comptes divers
4407-Prime d'exploit-
tation

DEBIT

(Suite au verso, le cas échéant)

CREDIT

MOINS de L'ECRIURE : Redressements consécutifs à l'ap-
plication, au titre de l'exercice 1942, de la somme de 1.081.000.000,-
revenant à cet exercice (période du 1er janvier au 31 juillet) dans le
montant de l'indemnité reçue des autorités d'occupation pour privation de
jouissance du matériel roulant

Mois Comptable
Decembre 19 43

Liquids Bureau

COMPTABILITE GENERALE

SERVICES FINANCIERS

S.N.C.F.

INTERVIEW

(1) ~~XXXXXX~~ ~~XXXXXX~~

(1) Interieur

GN

61

Journal comptable du

ALCHYRE

17.09.3

Reversement au Trésor d'une partie de l'indemnité
compensatrice encaissée par la S.N.C.F. au titre
de l'Exercice 1942, en application des prescrip-
tions de l'art 18 de la Convention du 31 Aout 1937
et de l'Art 2 de la Convention du 9/9/39

1.126.149.838,3

Reversement par le Trésor de l'impôt versé sur la
part d'indemnité compensatrice reversée à l'Etat

- 45.045.994,-

Redressement de la Prime d'Exploitation

- 103.844,3

1.081.000.000,-

S.N.C.F.

SERVICES FINANCIERS

COMPTABILITE GENERALE

Bureau Liquidation

VIREMENT

~~Extérieur~~ (1)

intérieur (1)

N°

Archives

Journée comptable du

19

Mois Comptable
Décembre 1943

MOTIF de L'ECRITURE : Redressements consécutifs à l'application, au titre de l'exercice 1941, de la somme de 1.329.000.000 revenant à cet exercice dans le montant de l'indemnité reçue des autorités d'occupation pour privation de jouissance du matériel roulant

(suite au verso, le cas échéant)

DEBIT

CREDIT

Comptes Divers

Comptes divers

6159- Rectifications à effectuer par le Contrôle financier sur les comptes des exercices postérieurs à 1937 provisoirement clos
\$ Exercice 1941

1.329.000.000 "

4142- Fonds de renouvellement des installations et du matériel
\$ b

683.074.967 4

4407 Prime d'exploitation

29.973.770 2

Comptes avec l'Etat

5710- Charges financières non incorporées dans l'équilibre budgétaire
Exercices antérieurs

615.951.262 4

Bureau de la Liquidation

1.329.000.000 "

1.329.000.000 "

Vu: Bon à passer en écritures
des Ecritures Générales

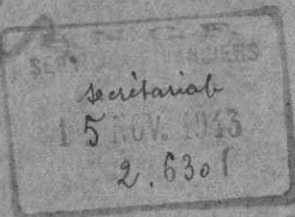
Dressé et certifié par le Chef de Bureau soussigné
Paris, le 19

19

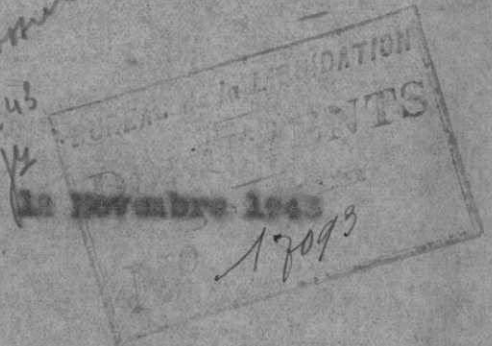
Paris le 19

12/11/43
121030/3

17093



M. Lefevre
Cham. au dernier
18 XI 43
14



Monsieur le Ministre,

Par lettre S.B.T., ler Bureau, du 15 Juillet 1943, faisant suite aux propositions que nous vous avions soumises le 11 Janvier, vous avez bien voulu approuver la répartition du versement forfaitaire de 2.500 M de francs reçu de la Deutsche Reichsbahn au titre des prestations de matériel moteur et roulant durant la période du 1er Juillet 1940 au 31 Juillet 1942.

En ce qui concerne l'exercice 1941 toutefois, vous ne considérez pas qu'il soit possible d'inscrire au compte du fonds de renouvellement une somme supérieure à celle qui avait été fixée pour l'exercice 1940.

Nous nous rallions à cette dernière proposition en vue de réaliser un accord complet sur l'ensemble des mesures envisagées, et nous prenons acte de l'entente intervenue à leur égard entre l'Etat et la S.N.C.F.

La mise en oeuvre de cette décision pose un problème délicat qui a retenu toute notre attention.

Pour rationnelle qu'elle soit dans son principe même, cette opération conduit, en effet, à apporter d'importantes modifications dans les comptes relatifs aux exercices intéressés. Or, ces comptes ont été, en leur temps, régulièrement approuvés par l'Assemblée Générale de nos actionnaires qui ne conserve plus aujourd'hui, en l'absence de toute erreur et de toute omission, la liberté de revenir sur les chiffres qu'elle a arrêtés et qui sont seuls soumis à votre contrôle.

Il nous est ainsi apparu que ces rectifications ne pouvaient découler que d'une décision de l'Autorité à laquelle la réglementation en vigueur donne pouvoir de substituer définitivement nos écritures.

Mais cette procédure excédant le champ d'application normale des dispositions du décret du 11 décembre 1940 en raison de l'absence de toute irrégularité dans l'établissement de nos comptes, il serait indispensable, pour lever toute difficulté éventuelle, que l'accord intervenu entre l'Etat et la S.N.C.F. fût expressément visé tant dans l'avis de la Commission de Vérification des comptes que dans l'arrêté ministériel.

Nous concluons en résumé d'accord pour que soient prescrits dès à présent dans un arrêté pris sous votre signature, après avis de la Commission de Vérification et consultation de M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, et sous les réserves indiquées ci-dessus, les redressements destinés à traduire les imputations nouvelles dans la liquidation de chacun des exercices 1940, 1941 et 1942; la décision ainsi prise à titre prévisionnel s'imposerait par la suite lors du règlement définitif des comptes de ces exercices.

Il va de soi, au surplus, que le rapport de notre Conseil d'Administration sur l'exercice 1943 rendra compte à l'Assemblée Générale des Actionnaires de

Monsieur le Ministre, Secrétaire d'Etat
à la Production Industrielle et aux Communications

COPIE À MM. FILIPPI - VAGOUE - Le Chef de la Délégations Communications
Secrétariat de la Présidence - MM. LEGUILLE - DUGAS
Services M - T - C - F

SECRETARIAT

[illegible]

Modification de la Convention
du 31 août 1937 destinée à régulariser
le paiement de la prime aux bénéficiaires
de l'exercice au cours duquel la modification
intervient

Loi du
approuvant la Convention spéciale

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat français,

Vu le décret^{loi} du 31 août 1937 relatif au nouveau régime des
Chemins de fer et la Convention du même jour y annexée;

Vu les lettres d'adhésion des Compagnies du Nord, de l'Est,
de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du
Midi en date du

Le Conseil des Ministres entendu

Décrétons :

Article 1er - La Convention en date du
passée entre l'Etat et la Société Nationale des Chemins de fer
français est approuvée.

Article 2 - Le présent décret sera publié au Journal Officiel
et ~~considéré~~^{exécuté} comme loi de l'Etat.

LOI du
modifiant la Convention du 31 Août 1937
relative au régime des chemins de fer.

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,

Vu le décret-loi du 31 Août 1937, relatif au nouveau régime des chemins de fer et la Convention du même jour y annexée,

Vu les lettres d'adhésion des Compagnies du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi en date du

Le Conseil des Ministres entendu,

Décrétons :

Article 1^{er}.

L'article 37 de la Convention du 31 Août 1937 annexée au décret-loi de même date est modifié ainsi qu'il suit :

"Un arrêté concerté du Ministre Secrétaire d'Etat aux Communications et du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances fixera, la Société Nationale entendue, les conditions dans lesquelles les primes visées à l'article 36 devront être attribuées et mises en paiement et déterminera les règles applicables au cas de correction de primes résultant de rectification de comptes sur exercices clos."

ARTICLE 2.

Le présent décret qui sera publié au Journal Officiel et exécuté comme une loi de l'Etat, est applicable ~~retroactivement~~ à tous les exercices de la Société Nationale des Chemins de fer n'ayant pas encore fait l'objet d'un arrêté ministériel définitif d'approbation de comptes.

Fait à Vichy, le

A R R E T É

Le Ministre Secrétaire d'Etat aux Communications et le
Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances,

Sur la proposition du Conseiller d'Etat Directeur des Che-
mins de fer,

Vu la Convention du 31 Août 1937 approuvée par décret-loi
du même jour,

Vu la loi du _____ modifiant l'article 37 de
la dite Convention.

La Société Nationale entendue :

A R R E T E N T :

Les deux arrêtés du 21 Septembre 1940 sur la répartition
de la prime du personnel dirigeant et non dirigeant de la
S.N.C.F. sont complétés comme suit :

Article 3.

Les corrections de primes résultant de rectifications
opérées sur les comptes d'exercices clos sont reportées, en sup-
plément ou en diminution, sur le montant de la prime afférente à
l'exercice au cours duquel intervient la décision ministérielle
prescrivant ces corrections.

En l'absence de prime pour cet exercice, les corrections
donneront lieu, selon les cas, soit à une répartition spéciale,
soit à une inscription à un compte provisoire en vue d'une re-
prise sur le montant de la ou des premières primes allouées au
titre d'exercices ultérieurs.

Si la prime de l'exercice de report était inférieure aux
retenues à effectuer, il serait procédé pareillement pour la
différence non couverte.

Fait à Vichy, le

*Si la prime de l'exercice est inférieure aux retenues à
effectuer, il est procédé, pour la différence non couverte à une
inscription à un compte provisoire en vue d'une reprise sur le montant
de la ou des premières primes allouées au titre d'exercices ultérieurs.*
En outre

LOI du
modifiant la Convention du 31 Août 1937
relative au régime des Chemins de fer

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français.

Vu le décret-loi du 31 Août 1937 relatif au nouveau régime des Chemins de fer et la Convention du même jour y annexée.

Vu les lettres d'adhésion des Compagnies du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi, en date du

Le Conseil des Ministres entendu,

Décrétons :

Article 1er.-

Les articles 36 et 37 de la Convention du 31 Août 1937 annexée au décret-loi de même date, sont modifiés ou complétés ainsi qu'il suit :

Art. 36.- Il est inséré avant le dernier alinéa les dispositions ci-après :

Les corrections de primes résultant de rectifications opérées sur les comptes d'exercices clos sont reportées, en supplément ou en diminution, sur le montant de la prime afférente à l'exercice au cours duquel intervient la décision ministérielle prescrivant ces corrections.

En l'absence de prime pour cet exercice, les corrections donneront lieu, selon les cas, soit à une répartition spéciale, soit à une inscription à un compte provisoire, en vue d'une reprise sur le montant de la ou des premières primes allouées au titre d'exercices ultérieurs.

Si la prime de l'exercice de report était inférieure aux retenues à effectuer, il serait procédé pareillement pour la différence non couverte.

Art. 37. - Un arrêté concerté du Ministre Secrétaire d'Etat aux Communications et du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances fixera, la Société Nationale entendue, les règles selon lesquelles les primes visées à l'article 36 seront attribuées et mises en paiement.

Article 2. -

Le présent décret, qui sera publié au Journal Officiel et exécuté comme une loi de l'Etat, est applicable rétroactivement à tous les exercices de la Société Nationale des Chemins de fer n'ayant pas encore fait l'objet d'un arrêté ministériel définitif d'approbation de comptes.

Fait à VICHY, le

LOI du
modifiant la Convention du 31 Août 1937
relative au régime des Chemins de fer

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français.

Vu le décret-loi du 31 Août 1937 relatif au nouveau régime des Chemins de fer et la Convention du même jour y annexée.

Vu les lettres d'adhésion des Compagnies du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi, en date du

Le Conseil des Ministres entendu,

Décrétons :

Article 1er. - *Il est disposé en ce qui concerne les primes et*

Les articles 36 et 37 de la Convention du 31 Août 1937 annexée au décret-loi de même date, sont modifiés ou complétés ainsi qu'il suit :

Art. 36. - Il est inséré avant le dernier alinéa les dispositions ci-après :

Les corrections de primes résultant de rectifications opérées sur les comptes d'exercices clos sont ~~reportées~~, en supplément ou en diminution, sur le montant de la prime afférente à l'exercice au cours duquel intervient la décision ministérielle prescrivant ces corrections.

En l'absence de prime pour cet exercice, les corrections donneront lieu, selon les cas, soit à une répartition spéciale, soit à une inscription à un compte provisoire, en vue d'une reprise sur le montant de la ou des premières primes allouées au titre d'exercices ultérieurs.

Si la prime de l'exercice de report était inférieure aux retenues à effectuer, il serait procédé pareillement pour la différence non couverte.

*Article 1er de la loi du 31 août 1937
relative au régime des chemins de fer
de même date :*

Il est disposé en ce qui concerne les primes et les retenues à effectuer, par le Conseil, à la réception de la décision ministérielle prescrivant ces corrections, en vue d'une reprise sur le montant de la ou des premières primes allouées au titre d'exercices ultérieurs.

Art. 37. - Un arrêté concerté du Ministre Secrétaire d'Etat aux Communications et du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances fixera, la Société Nationale entendue, les règles selon lesquelles les primes visées à l'article 36 seront attribuées et mises en paiement

Article 2. -

Le présent décret, qui sera publié au Journal Officiel et exécuté comme une loi de l'Etat, est applicable rétroactivement à tous les exercices de la Société Nationale des Chemins de fer n'ayant pas encore fait l'objet d'un arrêté ministériel définitif d'approbation de comptes.

Fait à VICHY, le

LOI du
modifiant la Convention du 31 Août 1937 relative au régime
des chemins de fer.

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,

Vu le décret-loi du 31 Août 1937, relatif au nouveau régime des chemins de fer et la Convention du même jour y annexée,

Vu les lettres d'adhésion des Compagnies du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi en date du

Le Conseil des Ministres entendu,

Décrétons :

Article 1er.

L'article 37 de la Convention du 31 Août 1937 annexée au décret-loi de même date est modifié ainsi qu'il suit :

"Un arrêté concerté du Ministre Secrétaire d'Etat aux Communications et du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances fixera, la Société Nationale entendue, les conditions dans lesquelles les primes visées à l'article 36 devront être attribuées et mises en paiement et déterminera les règles applicables au cas de correction de primes résultant de rectification de comptes sur exercices clos".

Article 2.

Le présent décret qui sera publié au Journal Officiel et exécuté comme une loi de l'Etat, est applicable à tous les exercices de la Société Nationale des Chemins de fer n'ayant pas encore fait l'objet d'un arrêté ministériel définitif d'approbation de comptes.

Fait à Vichy, le

100. 100. 100.

LOI du
modifiant la Convention du 31 août 1937
relative au régime des Chemins de fer

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français.

Vu le décret-loi du 1 août 1937 relatif au nouveau régime des Chemins de fer et la Convention du même jour y annexée.

Vu les lettres d'adhésion des Compagnies du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi, en date du

Le Conseil des Ministres entendu,

Décrétons :

Article 1er.-

Les articles 36 et 37 de la Convention du 31 août 1937 annexée au décret-loi de même date, sont modifiés ou complétés ainsi qu'il suit :

Art. 36.- Il est inséré avant le dernier alinéa les dispositions ci-après :

Les corrections de primes résultant de rectifications opérées sur les comptes d'exercices clos sont reportées, en supplément ou en diminution, sur le montant de la prime mise en distribution au cours de l'année durant laquelle intervient la décision ministérielle prescrivant ces corrections.

du premier exercice dont le compte de liquidation est arrêté ~~avant~~ ^{postérieurement} à la

En l'absence de distribution de prime ^{pour cet exercice} ~~au cours de l'année ou s'il a déjà été procédé à cette distribution~~, les corrections donneront lieu, ~~selon les cas, soit à une répartition spéciale, soit à une inscription à un compte provisoire en vue d'une reprise sur le montant de la ou des premières primes allouées ultérieurement.~~

Au cas où la prime considérée serait inférieure aux retenues à effectuer, il serait procédé pareillement pour la différence non couverte.

Art. 37.- Un arrêté concerté du Ministre Secrétaire d'Etat aux Communications et du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances fixera, la Société

.....

M. Brochu
Associé de Leroux Frères

Nouveau Textes avec
M. Cureux.

18.10.43

Brochu

ARRÊTÉ

Le Ministre Secrétaire d'Etat aux Communications et le
Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances,

Sur la proposition du Conseiller d'Etat Directeur des
Chemins de fer,

Vu la Convention du 31 août 1937 approuvée par décret-loi
du même jour,

Vu la loi du _____ modifiant l'article 37 de
ladite Convention,

La Société Nationale entendue :

ARRÊTENT :

Les deux arrêtés du 21 septembre 1940 sur la répartition
de la prime du personnel dirigeant et non dirigeant de la S.N.C.F.
sont complétés comme suit :

Article 3

Les corrections de primes résultant de rectifications opérées sur les comptes d'exercices clos sont reportées, en supplément ou en diminution, sur le montant de la prime mise en distribution au cours de l'année durant laquelle intervient la décision ministérielle prescrivant ces corrections.

En l'absence de distribution de prime au cours de ladite année ou s'il a déjà été procédé à cette distribution, les corrections donneront lieu, selon les cas, soit à une répartition spéciale, soit à une inscription à un compte provisoire en vue d'une reprise sur le montant de la ou des premières primes allouées ultérieurement.

Au cas où la prime considérée serait inférieure aux retenues à effectuer, il serait procédé pareillement pour la différence non couverte.

Fait à Vichy, le

Pupit Bureau du 15 Août 1943

RP.

LOI du
modifiant la Convention du 31 Août 1937
relative au régime des chemins de fer.

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,

Vu le décret-loi du 31 Août 1937, relatif au nouveau régime des chemins de fer et la Convention du même jour y annexée,

Vu les lettres d'adhésion des Compagnies du Nord, de l'Est de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi en date du

Le Conseil des Ministres entendu,

Décrétons :

Article 1^{er}.

L'article 37 de la Convention du 31 Août 1937 annexée au décret-loi de même date est modifié ainsi qu'il suit :

Un arrêté concerté du Ministre Secrétaire d'Etat aux Communications et du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances fixera, la Société Nationale entendue, les conditions dans lesquelles les primes visées à l'article 36 devront être attribuées et mises en paiement et déterminera les règles applicables au cas de correction de primes résultant de rectification de comptes sur exercices clos.

ARTICLE 2.

Le présent décret qui sera publié au Journal Officiel et exécuté comme une loi de l'Etat, est applicable ~~retroactivement~~ à tous les exercices de la Société Nationale des Chemins de fer n'ayant pas encore fait l'objet d'un arrêté ministériel définitif d'approbation de comptes.

Fait à Vichy, le

A R R E T É

Le Ministre Secrétaire d'Etat aux Communications et le
Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances,

Sur la proposition du Conseiller d'Etat Directeur des Che-
mins de fer,

Vu la Convention du 31 Août 1937 approuvée par décret-loi
du même jour,

Vu la loi du modifiant l'article 37 de
la dite Convention.

La Société Nationale entendue :

A R R E T E N T :

Les deux arrêtés du 21 Septembre 1940 sur la répartition
de la prime du personnel dirigeant et non dirigeant de la
S.N.C.F. sont complétés comme suit :

Article 3.

Les corrections de primes résultant de rectifications
opérées sur les comptes d'exercices clos sont reportées, en sup-
plément ou en diminution, sur le montant de la prime afférente à
l'exercice au cours duquel intervient la décision ministérielle
prescrivant ces corrections.

en cas d'absence de prime pour cet exercice
En l'absence de prime pour cet exercice, les corrections
donneront lieu, selon les cas, soit à une répartition spéciale,
soit à une inscription à un compte provisoire en vue d'une re-
prise sur le montant de la ou des premières primes allouées au
titre d'exercices ultérieurs.

Si la prime de l'exercice de report était inférieure aux
retenues à effectuer, il serait procédé pareillement pour la
différence non couverte.

Fait à Vichy, le

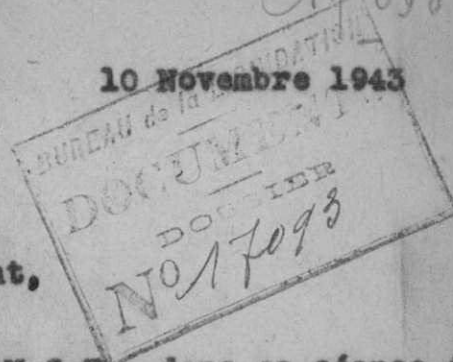
*Si la prime dudit exercice est inférieure aux retenues à effectuer, il est
provisoire, pour la différence non couverte, à une inscription à un compte
provisoire en vue d'une reprise sur le montant de la ou des premières
primes allouées au titre d'exercices ultérieurs.*

D 810/12



M. Lignier
Donner
JM

10 Novembre 1943



Monsieur le Président,

Le Conseil d'Administration de la S.N.C.F., dans sa séance de ce jour, a confirmé son accord sur les modalités suivant lesquelles sera imputé dans nos comptes le versement forfaitaire de 2.500 M de Frs reçu de la D.R. au titre des prestations de matériel moteur et roulant durant la période du 1er Juillet 1940 - 31 Juillet 1942.

A cette occasion, il a reconnu la nécessité d'une modification des arrêtés ministériels en date du 21 Septembre 1940 par lesquels sont présentement fixées les conditions de répartition de nos primes d'exploitation. Mais, désirant écarter toute possibilité de contestation concernant la validité des nouvelles dispositions ainsi envisagées, il a estimé qu'il serait opportun de compléter, en la précisant, la rédaction de l'article 37 de la Convention du 31 Août 1937, en vertu duquel les Ministres des Communications et des Finances ont pouvoir de statuer en la matière par arrêté.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir trouver ci-joint copie de la lettre que, comme suite à cette délibération, je me propose d'adresser à M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications et en annexe de laquelle est donné le texte du projet de loi qui serait présenté à l'agrément du Gouvernement.

Je vous serais très obligé de me faire savoir si ce texte appelle des objections de la part de votre Compagnie, signataire de la Convention du 31 Août 1937.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments distingués.

signé : FOURNIER.

Même lettre à :

MM. LAURENT-ATTHALIN, Président du C.A. de la C ^{ie} des Chemins de fer P.L.M.		
de TARDE,	- d ^{ce} -	de l'Est
THIRIEZ,	- d ^{ce} -	du Nord
TIRARD,	- d ^{ce} -	du Midi
FREDAULT,	- d ^{ce} -	du P.O.

COPIE à MM. FILIPPI, VAGOGNE, Services F -

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
-----PROJET

D 810/12

PARIS, le Novembre 1943

Monsieur le Ministre,

Deux arrêtés ministériels en date du 21 Septembre 1940 ont déterminé les conditions de répartition des primes d'exploitation qui, en vertu de l'article 36 de la Convention du 31 Août 1937, sont allouées au personnel de notre Société et à son Conseil d'Administration en fonction des résultats de la gestion.

L'un de ces arrêtés précise que prennent part à la distribution "les agents du cadre permanent qui ont reçu une gratification au titre de l'exercice correspondant" et, de même, l'attribution, ainsi qu'il est normal, est faite aux administrateurs et au personnel dirigeant ayant exercé leurs fonctions durant le même exercice. Mais aucune disposition ne se réfère au cas de correction de primes résultant de rectifications opérées sur les comptes d'exercices clos.

De telles rectifications interviendront inévitablement et il en sera ainsi dès maintenant à l'occasion des imputations rétroactives auxquelles conduira la ventilation du versement de 2.500 M que nous avons encaissé de la Deutsche Reichsbahn, le 2 Juin 1943, en rémunération de prestations de matériel moteur et roulant. Il importe donc que les règles à suivre en pareille éventualité soient fixées sans plus tarder.

Etant donné les délais que requiert l'approbation des comptes dans le cadre de la procédure instituée par le décret du 11 décembre 1940, il n'apparaît pas que nous puissions envisager de rechercher, dans chaque cas, les parties prenantes ayant bénéficié des primes afférentes à l'exercice rectifié. Aussi bien, n'apercevons-nous pas comment, le cas échéant, il serait possible de procéder à la reprise des sommes dont les remaniements comptables feraient apparaître qu'elles ont été indûment perçues.

La règle qui doit être admise en la circonstance ne peut, dès lors, être autre que celle instituée par le décret du 29 Septembre 1922 sous l'empire de la Convention du 28 Juin 1921 et aux termes de laquelle les corrections étaient reportées sur le montant de la prime de l'exercice au cours duquel le Ministre arrêtait les comptes définitifs.

Nous vous demandons, en conséquence, de bien vouloir en accord avec Monsieur le Ministre, Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, compléter chacun des arrêtés du 21 Septembre 1940 par les dispositions suivantes :

"Art. 3 - Les corrections de primes résultant de rectifications opérées sur les comptes d'exercices clos sont reportées, en supplément ou en diminution, sur le montant de la prime du 1er exercice dont la liquidation intervient postérieurement à la décision ministérielle prescrivant ces corrections.

"En l'absence de distribution de prime pour cet exercice, les

Monsieur le Ministre, Secrétaire d'Etat
à la Production Industrielle et aux
Communications

"corrections donnent lieu, selon les cas, soit à une répartition
"spéciale valant distribution de prime pour ledit exercice, soit à
"une inscription à un compte provisoire en vue d'une reprise sur le
"montant de la ou des premières primes allouées au titre d'exercices
"ultérieurs.

"Si la prime payée l'année en cause est inférieure aux retenues
"à effectuer, il est, pareillement, procédé à une reprise pour la
"différence non couverte".

Toutefois, encore qu'on ne puisse mettre en doute l'intention
des signataires de la Convention du 31 Août 1937 de maintenir, en
cette matière, les errements qui étaient appliqués antérieurement,
on ne saurait affirmer que de telles prescriptions n'excèderaient pas
la délégation de pouvoirs donnée aux Ministères des Communications
et des Finances par l'article 37 de ladite Convention. Cet article,
en effet, ne mentionne explicitement que "les modalités de la répar-
tition".

Nous pensons, dans ces conditions, que, si l'on veut écarter
toute possibilité de contestation, il serait opportun de compléter
ledit article 37 en stipulant expressément que les Ministres ont tous
pouvoirs à l'effet de statuer par arrêté sur les conditions d'attri-
bution et de mise en paiement des primes, ainsi que sur les règles
applicables au cas de corrections de primes d'exercices clos.

Pour le cas où telle serait également votre manière de voir, je
vous sou mets, ci-joint, le texte d'un projet de loi auquel, suivant
la procédure qui a déjà été employée à diverses reprises lorsqu'il
s'est agi de modifier la Convention du 31 août 1937, les Présidents
des Compagnies, par lettres en date du , dont ci-
joint également copie, m'ont d'ores et déjà fait connaître que celles
ci donnaient leur accord.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes
sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil
d'Administration,

LOI du

modifiant la convention du 31 Août 1937 relative au
régime des chemins de fer

Nous, Maréchal de FRANCE, Chef de l'Etat Français,

Vu le décret-loi du 31 Août 1937, relatif au nouveau régime
des Chemins de fer et la Convention du même jour y annexée,

Vu les lettres d'adhésion des Compagnies du Nord, de l'Est,
de PARIS à ORLEANS, de PARIS à LYON et à la Méditerranée et du
Midi en date du

Le Conseil des Ministres entendu,

Décrétons :

Article 1er. - L'article 37 de la Convention du 31 Août 1937
annexée au décret-loi de même date est modifié ainsi qu'il suit :

Un arrêté concerté du Ministre Secrétaire d'Etat aux Communi-
cations et du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale
et aux Finances fixera, la Société Nationale entendue, les
conditions dans lesquelles les primes visées à l'article 36
devront être attribuées et mises en paiement et déterminera les
règles applicables au cas de correction de primes résultant de
rectifications de comptes sur exercices clos.

Article 2. - Le présent décret, qui sera publié au Journal
Officiel et exécuté comme loi de l'Etat est applicable à tous
les exercices de la Société Nationale des Chemins de fer n'ayant
pas encore fait l'objet d'un arrêté ministériel définitif d'approba-
tion de comptes.

Fait à VICHY, le

PROJET

m. Muller

PROTOKOLS ENTRE L'ETAT ET LA S.N.C.F.

La S.N.C.F. a encaissé le 2 juin 1943 une somme de 2.500 millions au titre des prestations de matériel moteur et roulant fourni à la Deutsche Reichsbahn pendant la période 1^{er} juillet 1940-31 juillet 1942.

La créance qu'elle possédait à ce titre n'ayant pas été fixée dans son montant avant la clôture des exercices 1940, 1941 et 1942 n'a pu être inscrite que pour mémoire dans les comptes de ces exercices. En raison de l'importance de la somme en jeu et du caractère particulier de la créance à laquelle elle s'applique, les deux parties soussignées sont d'accord pour rétablir, à titre exceptionnel, le compte de liquidation de chacun des exercices dans la situation où il se serait trouvé si la créance de la S.N.C.F. avait été connue avant l'arrêté du compte de cet exercice.

A cet effet, il sera introduit dans les recettes des exercices 1940, 1941 et 1942 la part respective de chacun de ces exercices dans la somme de 2.500 millions, soit :

pour l'exercice 1940	90 millions
pour l'exercice 1941	1.329 "
pour l'exercice 1942	1.081 "

Comme conséquence de cette imputation rétroactive en recettes, et après avis de la Commission de Vérification des Comptes, une décision ministérielle spéciale prescrira, à titre provisionnel, les redressements en résultant, conformément aux Conventions en vigueur dans les comptes de liquidation des exercices intéressés.

Toutefois, pour l'exercice 1941, l'application littérale de l'avenant du 4 mars 1942 à la Convention du 9 septembre 1939 aurait pour effet d'attribuer au fonds de renouvellement une allocation supérieure à celle qui lui revient pour 1942. Par dérogation aux dispositions du dit avenant, le montant du second élément de la dotation du fonds de renouvellement en 1941 sera limité, en valeur absolue, au montant de ce même élément pour l'exercice 1942.

Les redressements ci-dessus définis donneront lieu de la part de la S.N.C.F., valeur du 2 juin 1943, jour de l'encaissement de la somme de 2.500 millions, aux versements qui en découlent au titre du remboursement partiel au Trésor des avances qu'il a faites par application de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937 et de l'indemnité compensatrice qu'il a versée par application de l'article II de la Convention du 9 septembre 1939 modifiée par l'avenant du 4 mars 1942.

Pour la S.N.C.F.

Pour l'Etat

PROJET DE PROTOCOLE

La S.N.C.F. a encaissé en 1943 une somme de 2.500 M au titre des prestations de matériel moteur et roulant fourni à la Deutsche Reichsbahn pendant la période : 1er juillet 1940 - 31 juillet 1942.

La créance qu'elle possédait à ce titre n'étant pas fixée dans son montant avant la clôture des exercices 1940, 1941 et 1942, n'a pu être inscrite que pour mémoire dans les comptes de ces exercices. L'application des règles habituelles d'imputation conduirait donc à affecter la totalité de la somme de 2.500 M aux recettes d'exploitation de l'exercice d'encaissement, c'est-à-dire de l'exercice 1943. Toutefois, en raison de l'importance de la somme en jeu et du caractère particulier de la créance à laquelle elle s'applique, les deux parties soussignées sont d'accord pour rétablir, à titre exceptionnel, le compte de liquidation de chacun des exercices dans la situation où il se serait trouvé si la créance de la S.N.C.F. avait été connue avant l'arrêté du compte de cet exercice.

A cet effet, il sera procédé comme suit :

La Commission de Vérification des Comptes introduira dans les recettes des exercices 1940, 1941 et 1942, la part respective de chacun de ces exercices dans la somme de 2.500 M, soit :

- pour l'exercice 1940	90 M
- pour l'exercice 1941	1.329 M
- pour l'exercice 1942	1.081 M

Comme conséquence de cette imputation rétroactive en recettes, les comptes de ces exercices seront redressés conformément aux conventions en vigueur.

Toutefois, pour l'exercice 1941, l'application littérale de l'avenant du 4 mars 1942 à la Convention du 9 septembre 1939 aurait pour effet d'attribuer au Fonds de Renouveaulement une allocation supérieure à celle qui lui revient pour 1942. Par dérogation à cette disposition, le montant du second élément de la dotation du Fonds de Renouveaulement en 1941 sera limité, en valeur absolue, au montant de ce même élément pour l'exercice 1942.

...

Les redressements d'écriture ci-dessus définis donneront lieu de la part de la S.N.C.F. aux versements qui en découlent au titre du remboursement partiel au Trésor soit des avances qu'il a faites par application de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937, soit de l'indemnité compensatrice qu'il a versée par application de l'article II de la Convention du 9 septembre 1939 modifiée par l'avenant du 4 mars 1942.

Enfin, conformément aux principes posés par l'arrêté ministériel du pris en application de l'article 37 de la Convention du 31 août 1937, les corrections de primes résultant des rectifications opérées sur les comptes des exercices 1940, 1941 et 1942, seront reportées, en supplément, sur le montant de la prime afférente à l'exercice au cours duquel interviendra la décision ministérielle prescrivant ces corrections.

27 octobre 1943

- A -

PROJET DE PROTOCOLE

La S.N.C.F. a encaissé en 1943 une somme de 2.500 M au titre des prestations de matériel moteur et roulant fourni à la Deutsche Reichsbahn pendant la période : 1er juillet 1940 - 31 juillet 1942.

La créance qu'elle possédait à ce titre n'étant pas fixée dans son montant avant la clôture des exercices 1940, 1941 et 1942, n'a pu être inscrite que pour mémoire dans les comptes de ces exercices.

L'application des règles habituelles d'imputation conduirait donc à affecter la totalité de la somme de 2.500 M aux recettes d'exploitation de l'exercice d'encaissement, c'est-à-dire de l'exercice 1943. Toutefois, en raison de l'importance de la somme en jeu et du caractère particulier de la créance à laquelle elle s'applique, les deux parties soussignées sont d'accord pour rétablir, à titre exceptionnel, le compte de liquidation de chacun des exercices dans la situation où il se serait trouvé si la créance de la S.N.C.F. avait été connue avant l'arrêté du compte de cet exercice.

A cet effet, il sera procédé comme suit :

La Commission de vérification des Comptes introduira dans les ~~comptes~~ ^{recettes} des exercices 1940, 1941 et 1942, la part respective de chacun de ces exercices dans la ~~recette~~ ^{somme} de 2.500 M, soit :

- pour l'exercice 1940	90 M
- pour l'exercice 1941	1.329 M
- pour l'exercice 1942	1.081 M

Comme conséquence de cette rectification, la S.N.C.F. procèdera aux opérations suivantes :

Elle versera au Trésor :

1^{re} - une somme de 1.081.000,00 en remboursement partiel des indemnités compensatrices encaissées par elle en application de l'article II de la Convention du 9 septembre 1939, modifiée par l'Avenant du 4 mars 1942.

2^{de} - une somme de 1.081.000,00 en remboursement partiel des avances consenties par lui en application de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937 pour couvrir les charges définies au paragraphe Bc de l'article 21 de la dite Convention.

....

x

D'autre part, elle affectera une somme de 683.074.967,4 au Fonds de Renouvellement des installations et du matériel, en augmentation du second élément de la dotation de ce Fonds défini à l'article II h de la Convention du 9 septembre 1939, modifié par l'Avenant du 4 mars 1942.

Enfin, conformément aux principes posés par l'arrêté ministériel du 11/4/40 pris en application de l'article 37 de la Convention du 31 août 1937, les corrections de primes résultant des rectifications opérées sur les comptes des exercices 1940, 1941 et 1942, seront reportées, en supplément, sur le montant de la prime afférente à l'exercice au cours duquel interviendra la décision ministérielle prescrivant ces corrections.

27 octobre 1943

- A -

PROJET DE PROTOCOLE

La S.N.C.F. a encaissé en 1943 une somme de 2.500 M au titre des prestations de matériel moteur et roulant fourni à la Deutsche Reichsbahn pendant la période : 1er juillet 1940 - 31 juillet 1942.

La créance qu'elle possédait à ce titre n'étant pas fixée dans son montant avant la clôture des exercices 1940, 1941 et 1942, n'a pu être inscrite que pour mémoire dans les comptes de ces exercices.

L'application des règles habituelles d'imputation conduirait donc à affecter la totalité de la somme de 2.500 M aux recettes d'exploitation de l'exercice d'encaissement, c'est-à-dire de l'exercice 1943. Toutefois, en raison de l'importance de la somme en jeu et du caractère particulier de la créance à laquelle elle s'applique, les deux parties soussignées sont d'accord pour rétablir, à titre exceptionnel, le compte de liquidation de chacun des exercices dans la situation où il se serait trouvé si la créance de la S.N.C.F. avait été connue avant l'arrêté du compte de cet exercice.

A cet effet, il sera procédé comme suit :

La Commission de Vérification des Comptes introduira dans les comptes des exercices 1940, 1941 et 1942, la part respective de chacun de ces exercices dans la recette de 2.500 M, soit :

- pour l'exercice 1940	90 M
- pour l'exercice 1941	1.329 M
- pour l'exercice 1942	1.081 M

Comme conséquence de cette rectification, la S.N.C.F. procédera aux opérations suivantes :

Elle versera au Trésor :

1^{re} - une somme de en remboursement partiel des indemnités compensatrices encaissées par elle en application de l'article II de la Convention du 9 septembre 1939, modifiée par l'Avenant du 4 mars 1942.

2^{de} - une somme de en remboursement partiel des avances consenties par lui en application de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937 pour couvrir les charges définies au paragraphe Bc de l'article 21 de la dite Convention.

....

D'autre part, elle affectera une somme de au
Fonds de Renouvellement des installations et du matériel, en
augmentation du second élément de la dotation de ce Fonds défini
à l'article II h de la Convention du 9 septembre 1939, modifié
par l'Avenant du 4 mars 1942.

Conformément aux principes posés par l'arrêté ministériel du
pris en application de l'article 37 de la Conven-
tion du 31 août 1937, les corrections de primes résultant des
rectifications opérées sur les comptes des exercices 1940, 1941
et 1942, seront reportées, en supplément, sur le montant de la
prime afférente à l'exercice au cours duquel interviendra la
décision ministérielle prescrivant ces corrections.

27 octobre 1943

- A -

PROJET DE PROTOCOLE

La S.N.C.F. a encaissé en 1943 une somme de 2.500 M au titre des prestations de matériel moteur et roulant fourni à la Deutsche Reichsbahn pendant la période : 1er juillet 1940 - 31 juillet 1942.

La créance qu'elle possédait à ce titre n'étant pas fixée dans son montant avant la clôture des exercices 1940, 1941 et 1942, n'a pu être inscrite que pour mémoire dans les comptes de ces exercices.

L'application des règles habituelles d'imputation conduirait donc à affecter la totalité de la somme de 2.500 M aux recettes d'exploitation de l'exercice d'encaissement, c'est-à-dire de l'exercice 1943. Toutefois, en raison de l'importance de la somme en jeu et du caractère particulier de la créance à laquelle elle s'applique, les deux parties soussignées sont d'accord pour rétablir, à titre exceptionnel, le compte de liquidation de chacun des exercices dans la situation où il se serait trouvé si la créance de la S.N.C.F. avait été connue avant l'arrêté du compte de cet exercice.

A cet effet, il sera procédé comme suit :

La Commission de Vérification des Comptes introduira dans les comptes des exercices 1940, 1941 et 1942, la part respective de chacun de ces exercices dans la recette de 2.500 M, soit :

- pour l'exercice 1940	90 M
- pour l'exercice 1941	1.329 M
- pour l'exercice 1942	1.081 M

Comme conséquence de cette rectification, la S.N.C.F. procédera aux opérations suivantes :

Elle versera au Trésor :

1^{re} - une somme de en remboursement partiel des indemnités compensatrices encaissées par elle en application de l'article II de la Convention du 9 septembre 1939, modifiée par l'Avenant du 4 mars 1942.

2^{de} - une somme de en remboursement partiel des avances consenties par lui en application de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937 pour couvrir les charges définies au paragraphe Bc de l'article 21 de la dite Convention.

....

D'autre part, elle affectera une somme de au
Fonds de Renouvellement des installations et du matériel, en
augmentation du second élément de la dotation de ce Fonds défini
à l'article II h de la Convention du 9 septembre 1939, modifié
par l'Avenant du 4 mars 1942.

Conformément aux principes posés par l'arrêté ministériel du
pris en application de l'article 37 de la Conven-
tion du 31 août 1937, les corrections de primes résultant des
rectifications opérées sur les comptes des exercices 1940, 1941
et 1942, seront reportées, en supplément, sur le montant de la
prime afférente à l'exercice au cours duquel interviendra la
décision ministérielle prescrivant ces corrections.

28 octobre 1943

PROJET

Monsieur le Ministre,

Par Dépêche D.G.T. 1er Bureau, du 15 juillet 1943, faisant suite aux propositions que nous vous avons soumises le 11 janvier, vous avez bien voulu nous indiquer les règles suivant lesquelles il y aurait lieu, à votre avis, d'imputer dans les comptes de notre Société le versement forfaitaire de 2.500 M. de francs reçus de la D.R. au titre de prestations de matériel moteur et roulant durant la période 1er juillet 1940 - 31 juillet 1942.

Nous vous avons donné, par lettre du 1er septembre 1943, notre accord de principe sur ces modalités, nous réservant, toutefois, d'examiner diverses questions que leur mise en application nous paraissait susceptible de soulever.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que nous avons procédé à l'étude de ces questions avec toute l'attention que requerrait le caractère particulier de la ventilation rétroactive envisagée.

En conclusion de cette étude, je vous demande de bien vouloir trouver exposées ci-après les dispositions qui nous semblent,

.....

en dernière analyse, devoir être retenues.

Tout d'abord, confirmant sur ce point les termes de notre lettre du 1er septembre, nous prenons acte de ce que, comme nous-mêmes, vous estimez que la somme de 2.500 M. dont il s'agit-bien que l'encaissement n'en ait été réalisé qu'en 1943 - doit être répartie entre les exercices 1940, 1941 et 1942, chacun de ces exercices recevant la part qui lui revient normalement. Ainsi que nous le soulignons dans notre lettre du 11 janvier, la recette à attendre en contre-partie des prestations effectuées a fait l'objet, au cours desdits exercices, d'une inscription pour mémoire dans nos écritures et il apparaît légitime, dans ces conditions, que notre compte de liquidation, pour chaque année en cause, soit rétabli dans la situation où il se serait trouvé si la créance de la S.N.C.F., reconnue dans son principe dès l'origine, avait pu également, ~~avant le 31 décembre~~, être arrêtée dans son montant.

En ce qui concerne l'exercice 1941, toutefois, vous ne considérez pas qu'il soit possible d'admettre que le montant de la dotation à attribuer au Fonds de renouvellement dépasse, au total, celui de la dotation de 1942.

Cette réserve déroge aux dispositions de l'avenant du 4 mars 1942 à la Convention du 9 septembre 1939. Néanmoins, nous nous y rallions et, en conséquence, vous confirmons que nous sommes d'accord sur les propositions que vous nous avez soumises. La mise en oeuvre de ces propositions, telles qu'elle

sont présentées dans votre Dépêche du 15 juillet, se traduiront par les imputations comptables suivantes :

Exercice 1940 -

Exercice 1941 -

Exercice 1942 -

Les redressements à effectuer se trouvant ainsi définis et chiffrés, nous nous sommes préoccupés, dans le cadre des indications données in fine de votre Dépêche, du point de savoir suivant quelle procédure il pourrait y être valablement procédé. Aussi rationnelle qu'elle soit dans son principe, l'opération, en effet, aboutit à apporter à nos comptes, pour les exercices considérés, d'importantes modifications. Or, ces comptes ont déjà, chacun en leur temps, été approuvés par l'Assemblée Générale de nos Actionnaires, sans que celle-ci ait aujourd'hui la possibilité, en l'absence de toute erreur ou omission, de revenir sur les chiffres qu'elle a arrêtés pour être soumis à votre contrôle.

Après examen du problème, il nous apparaît que la seule formule qui puisse pratiquement être envisagée est celle d'une rectification a posteriori par l'autorité à laquelle la réglementation en vigueur donne pouvoir de clore définitivement nos

écritures. Compte tenu des dispositions de l'art. 16 du décret du 11 décembre 1940, spécialement de celles contenues dans les alinéas 3 et 5 dudit article, nous croyons, en conséquence, devoir vous suggérer de traduire, dès à présent, dans un arrêté, pris sous votre signature après avis de la Commission de Vérification et consultation de M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, les corrections destinées à tenir compte des imputations nouvelles dans la liquidation de chacun de nos exercices 1940, 1941 et 1942. Les décisions ainsi prises s'imposeraient par la suite lors du règlement d'ensemble des comptes de chacun de ces exercices.

Toutefois, étant donné le caractère exceptionnel d'une telle procédure dans le cas de l'espèce, il nous semblerait au plus haut point désirable qu'il fût pris acte officiellement de l'accord intervenu entre l'Etat et la S.N.C.F. sur les modalités mêmes de la ventilation. Aussi, nous permettons-nous d'insister auprès de vous pour que, d'une part, l'avis de la Commission de Vérification, d'autre part, l'arrêté ministériel se réfèrent explicitement dans leurs visas à l'échange de lettres qui matérialise l'existence de cet accord.

Il va de soi, au surplus, que le Rapport de notre Conseil d'Administration sur l'exercice 1943 rendra compte à l'Assemblée Générale des Actionnaires de la S.N.C.F. des rectifications ainsi opérées.

Veillez agréer,.....

Urgent

Monsieur le Directeur,

Je vous envoie un
exemplaire de chaque de ces dossiers
M. Raggi

16. 10. 43

Klosser

Le Broche
Broche de Bureau Financier

15 octobre 1943

PROJET DE CONVENTION SPECIALE

La S.N.C.F. a encaissé en 1943 une somme de 2.500 Millions au titre des prestations de matériel moteur et roulant fournies à la D.R.B. pendant la période 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942.

1^{re} - Les parties contractantes sont d'accord pour répartir à titre provisionnel cette somme de 2.500 M. ainsi qu'il suit :

" 1.081.000 000 Fr au Trésor en remboursement partiel des indemnités compensatrices encaissées par la S.N.C.F. en application de l'article II de la Convention du 9 septembre 1939, modifiée par l'avenant du 4 mars 1942.

" 203.984.787 Fr au Trésor en remboursement partiel des avances consenties par lui en application de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937 pour couvrir les charges définies au paragraphe Bc de l'article 21 de la dite Convention.

" 683.074.967 Fr au Fonds de Renouvellement des installations et du matériel de la S.N.C.F., en augmentation du second élément de la dotation de ce Fonds défini à l'article III h de la Convention du 9 septembre 1939, modifié par l'avenant du 4 mars 1942.

En outre, une somme de 31.940 246 Fr sera réservée pour être distribuée dans les conditions applicables à la prime allouée au Conseil d'Administration et au personnel de la S.N.C.F. au titre de l'exercice 1943 par application de l'article 36 de la Convention du 31 août 1937.

2^{de} - La répartition provisionnelle ci-dessus définie sera reprise lors de l'arrêté définitif des comptes des exercices 1940, 1941 et 1942, auxquels la Commission de Vérification des Comptes incorporera leur part respective dans la recette de 2.500.000.000 Fr, sans que le second élément de la dotation du Fonds de Renouvellement pour l'exercice 1941 puisse dépasser la somme de 1.835.100.000 Fr. Les redressements de primes consécutifs à ces arrêtés seront imputés d'abord sur l'acompte distribué par application de l'article 1 ci-dessus et pour le surplus, s'il y a lieu, sur la prime à distribuer au titre du premier exercice donnant lieu à prime et/ou postérieurement.

Texte préparé
par M. Meunier

15 octobre 1943

PROJET DE CONVENTION SPECIALE

La S.N.C.F. a encaissé en 1943 une somme de 2.500 millions au titre des prestations de matériel moteur et roulant fournies à la D.R.B. pendant la période 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942.

1^{re} - Les parties contractantes sont d'accord pour répartir à titre provisionnel cette somme de 2.500 M. ainsi qu'il suit :

" R au Trésor en remboursement partiel des indemnités compensatrices encaissées par la S.N.C.F. en application de l'article II de la Convention du 9 septembre 1939, modifiée par l'avenant du 4 mars 1942.

" R au Trésor en remboursement partiel des avances consenties par lui en application de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937 pour couvrir les charges définies au paragraphe 3e de l'article 21 de la dite Convention.

" R au Fonds de Renouvellement des installations et du matériel de la S.N.C.F., en augmentation du second élément de la dotation de ce Fonds défini à l'article II h de la Convention du 9 septembre 1939, modifié par l'avenant du 4 mars 1942.

En outre, une somme de R sera réservée pour être distribuée dans les conditions applicables à la prime allouée au Conseil d'Administration et au personnel de la S.N.C.F. au titre de l'exercice 1943 par application de l'article 36 de la Convention du 31 août 1937.

2^e - La répartition provisionnelle ci-dessus définie sera reprise lors de l'arrêté définitif des comptes des exercices 1940, 1941 et 1942, auxquels la Commission de Vérification des Comptes incorporera leur part respective dans la recette de 2.500.000.000 F. sans que le second élément de la dotation du Fonds de Renouvellement pour l'exercice 1941 puisse dépasser la somme de 1.535.100.000 F. Les redressements de primes consécutifs à ces arrêtés seront imputés d'abord sur l'accepte distribué par application de l'article 1 ci-dessus et pour le surplus, s'il y a lieu, sur la prime à distribuer au titre du premier exercice donnant lieu à prime plus tardivement.

15 octobre 1943

PROJET DE CONVENTION SPECIALE

La S.N.C.F. a encaissé en 1943 une somme de 2.500 Millions au titre des prestations de matériel moteur et roulant fournies à la D.R.B. pendant la période 1^{er} juillet 1940 au 31 juillet 1942.

1^{re} - Les parties contractantes sont d'accord pour répartir à titre provisionnel cette somme de 2.500 M. ainsi qu'il suit :

" Et au Trésor en remboursement partiel des indemnités compensatrices encaissées par la S.N.C.F. en application de l'article II de la Convention du 9 septembre 1939, modifiée par l'avenant du 4 mars 1942.

" Et au Trésor en remboursement partiel des avances consenties par lui en application de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937 pour couvrir les charges définies au paragraphe Bc de l'article 21 de la dite Convention.

" Et au Fonds de Renouvellement des installations et du matériel de la S.N.C.F., en augmentation du second élément de la dotation de ce Fonds défini à l'article III h de la Convention du 9 septembre 1939, modifié par l'avenant du 4 mars 1942.

En outre, une somme de Et sera réservée pour être distribuée dans les conditions applicables à la prime allouée au Conseil d'Administration et au personnel de la S.N.C.F. au titre de l'exercice 1943 par application de l'article 36 de la Convention du 31 août 1937.

2^{de} - La répartition provisionnelle ci-dessus définie sera reprise lors de l'arrêté définitif des comptes des exercices 1940, 1941 et 1942, auxquels la Commission de Vérification des Comptes incorporera leur part respective dans la recette de 2.500.000.000 F. sans que le second élément de la dotation du Fonds de Renouvellement pour l'exercice 1941 puisse dépasser la somme de 1.835.100.000 F. Les redressements de primes consécutifs à ces arrêtés seront imputés d'abord sur l'acompte distribué par application de l'article 1 ci-dessus et pour le surplus, s'il y a lieu, sur la prime à distribuer au titre du premier exercice donnant lieu à prime ci-après postérieurement.

15 octobre 1943

PROJET DE CONVENTION SPECIALE

La S.N.C.F. a encaissé en 1943 une somme de 2.500 Millions au titre des prestations de matériel moteur et roulant fournies à la D.R.B. pendant la période 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942.

1^{re} - Les parties contractantes sont d'accord pour répartir à titre provisionnel cette somme de 2.500 M. ainsi qu'il suit :

Elle versera au Trésor une somme de

" ~~Fr~~ au Trésor en remboursement partiel des indemnités compensatrices encaissées par la S.N.C.F. en application de l'article II de la Convention du 9 septembre 1939, modifiée par l'avenant du 4 mars 1942.

2^e une somme de

" ~~Fr~~ au Trésor en remboursement partiel des avances consenties par lui en application de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937 pour couvrir les charges définies au paragraphe Bc de l'article 21 de la dite Convention.

D'autre part elle affectera une somme de

" ~~Fr~~ au Fonds de Renouvellement des installations et du matériel de la S.N.C.F., en augmentation du second élément de la dotation de ce Fonds défini à l'article III h de la Convention du 9 septembre 1939, modifié par l'avenant du 4 mars 1942.

Enfin elle

En outre, une somme de ~~Fr~~ sera réservée pour être distribuée dans les conditions applicables à la prime allouée au Conseil d'Administration et au personnel de la S.N.C.F. au titre de l'exercice 1943 par application de l'article 36 de la Convention du 31 août 1937.

2^e - La répartition provisionnelle ci-dessus définie sera reprise lors de l'arrêté définitif des comptes des exercices 1940, 1941 et 1942, auxquels la Commission de Vérification des Comptes incorporera leur part respective dans la recette de 2.500.000.000 Fr sans que le second élément de la dotation du Fonds de Renouvellement pour l'exercice 1941 puisse dépasser la somme de 1.835.100.000 Fr. Les redressements de primes consécutifs à ces arrêtés seront imputés d'abord sur l'acompte distribué par application de l'article 1 ci-dessus et pour le surplus, s'il y a lieu, sur la prime à distribuer au titre du premier exercice donnant lieu à prime clos postérieurement.

15 octobre 1943

PROJET DE CONVENTION SPECIALE

La S.N.C.F. a encaissé en 1943 une somme de 2.500 Millions au titre des prestations de matériel moteur et roulant fournies à la D.R.B. pendant la période 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942.

1^{re} - Les parties contractantes sont d'accord pour répartir à titre provisionnel cette somme de 2.500 M. ainsi qu'il suit :

" R au Trésor en remboursement partiel des indemnités compensatrices encaissées par la S.N.C.F. en application de l'article II de la Convention du 9 septembre 1939, modifiée par l'avenant du 4 mars 1942.

" R au Trésor en remboursement partiel des avances consenties par lui en application de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937 pour couvrir les charges définies au paragraphe Bc de l'article 21 de la dite Convention.

" R au Fonds de Renouvellement des installations et du matériel de la S.N.C.F., en augmentation du second élément de la dotation de ce Fonds défini à l'article III h de la Convention du 9 septembre 1939, modifié par l'avenant du 4 mars 1942.

En outre, une somme de R sera réservée pour être distribuée dans les conditions applicables à la prime allouée au Conseil d'Administration et au personnel de la S.N.C.F. au titre de l'exercice 1943 par application de l'article 36 de la Convention du 31 août 1937.

2^{de} - La répartition provisionnelle ci-dessus définie sera reprise lors de l'arrêté définitif des comptes des exercices 1940, 1941 et 1942, auxquels la Commission de Vérification des Comptes incorporera leur part respective dans la recette de 2.500.000.000 F sans que le second élément de la dotation du Fonds de Renouvellement pour l'exercice 1941 puisse dépasser la somme de 1.835.100.000 F. Les redressements de primes consécutifs à ces arrêts seront imputés d'abord sur l'acompte distribué par application de l'article 1 ci-dessus et pour le surplus, s'il y a lieu, sur la prime à distribuer au titre du premier exercice donnant lieu à prime clos postérieurement.

15 octobre 1943

PROJET DE CONVENTION SPECIALE

La S.N.C.F. a encaissé en 1943 une somme de 2.500 millions au titre des prestations de matériel moteur et roulant fournies à la D.R.B. pendant la période 1^{er} juillet 1940 au 31 juillet 1942.

1^{re} - Les parties contractantes sont d'accord pour répartir à titre provisionnel cette somme de 2.500 R. ainsi qu'il suit :

" R au Trésor en remboursement partiel des indemnités compensatrices encaissées par la S.N.C.F. en application de l'article II de la Convention du 9 septembre 1939, modifiée par l'avenant du 4 mars 1942.

" R au Trésor en remboursement partiel des avances consenties par lui en application de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937 pour couvrir les charges définies au paragraphe 2e de l'article 21 de la dite Convention.

" R au Fonds de Renouvellement des installations et du matériel de la S.N.C.F., en augmentation du second élément de la dotation de ce Fonds défini à l'article II h de la Convention du 9 septembre 1939, modifié par l'avenant du 4 mars 1942.

En outre, une somme de R sera réservée pour être distribuée dans les conditions applicables à la prime allouée au Conseil d'Administration et au personnel de la S.N.C.F. au titre de l'exercice 1943 par application de l'article 36 de la Convention du 31 août 1937.

2^{de} - La répartition provisionnelle ci-dessus définie sera reprise lors de l'arrêté définitif des comptes des exercices 1940, 1941 et 1942, auxquels la Commission de Vérification des Comptes incorporera leur part respective dans la recette de 2.500.000.000 R. sans que le second élément de la dotation du Fonds de Renouvellement pour l'exercice 1941 puisse dépasser la somme de 1.525.100.000 R. Les redressements de primes consécutifs à ces arrêtes seront imputés d'abord sur l'accepte distribué par application de l'article 1 ci-dessus et pour le surplus, s'il y a lieu, sur la prime à distribuer au titre du premier exercice donnant lieu à prime ci-après postérieurement.

15 octobre 1943

PROJET DE CONVENTION SPECIALE

Le S.N.C.F. a encaissé en 1943 une somme de 2.500 millions en titre des prestations de matériel moteur et roulant fournies à la D.M.B. pendant la période 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942.

1^o - Les parties contractantes sont d'accord pour répartir à titre provisionnel cette somme de 2.500 M. ainsi qu'il suit :

" R au Trésor en remboursement partiel des indemnités compensatrices encaissées par la S.N.C.F. en application de l'article II de la Convention du 2 septembre 1939, modifiée par l'avenant du 4 mars 1942.

" R au Trésor en remboursement partiel des avances consenties par lui en application de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937 pour couvrir les charges définies au paragraphe 2a de l'article 21 de la dite Convention.

" R au Fonds de Renouvellement des installations et du matériel de la S.N.C.F., en augmentation du second élément de la dotation de ce Fonds défini à l'article II h de la Convention du 2 septembre 1939, modifié par l'avenant du 4 mars 1942.

En outre, une somme de R sera réservée pour être distribuée dans les conditions applicables à la prime allouée au Conseil d'Administration et au personnel de la S.N.C.F. au titre de l'exercice 1943 par application de l'article 26 de la Convention du 31 août 1937.

2^o - La répartition provisionnelle ci-dessus définie sera reprise lors de l'arrêté définitif des comptes des exercices 1940, 1941 et 1942, auxquels la Commission de Vérification des Comptes incorporera leur part respective dans la recette de 2.500.000.000 F. sans que le second élément de la dotation du Fonds de Renouvellement pour l'exercice 1941 puisse dépasser la somme de 1.535.100.000 F. Les redressements de primes consécutifs à ces arrêtés seront imputés d'abord sur l'accepte distribué par application de l'article 1 ci-dessus et pour le surplus, s'il y a lieu, sur la prime à distribuer au titre du premier exercice donnant lieu à prime ci-dessus postérieurement.

1 18/7/43
D 121050/5

Ministère de la Production
Industrielle et des Commu-
nications

Direction des Chemins de fer

1^{er} Bureau

COPIE pour les Services F

PARIS, le 15 Juillet 1943.

COPIE

Le Ministre Secrétaire d'Etat

à Monsieur le Président du Conseil d'Administra-
tion de la Société Nationale des Chemins de fer
Français

Objet : Imputation de la somme de 125 M de RM payée par la
Reichsbahn au titre de la location de matériel pour la
période du 1^{er} juillet 1940 au 31 juillet 1942.

Référence : Votre lettre D 121050/5 du 11 janvier 1943.

Par lettre citée en référence, vous m'avez fait connaître que
la contre-valeur du versement de 125 M de RM se répartirait ainsi,
compte tenu de l'importance du matériel retenu hors de FRANCE et des
réparations faites dans vos ateliers :

Exercice 1940	90 M
- 1941	1.329 M
- 1942 (7 mois)	1.081 M
	<u>2.500 M</u>

Vous indiquiez que l'accord intervenu au sujet de ce règlement
doit avoir pour conséquence logique de rétablir le compte de liqui-
dation de chacun des exercices dans la situation où il se serait
trouvé si la créance de la S.N.C.F. avait pu être établie dans son
montant avant l'arrêté du compte de ces exercices.

En ce qui concerne l'exercice 1941, votre Société appliquant à
la lettre l'avenant du 4 mars 1942, proposait d'affecter la somme
de 1.329 M au fonds de renouvellement du matériel.

J'ai l'honneur de vous informer que je suis bien d'accord avec
vous pour attribuer à chacun des trois exercices la part qui lui
revient dans le versement de 2.500 M.

Toutefois, le Ministre des Finances a fait observer que l'appli-
cation littérale du texte de l'avenant du 4 mars 1942 aurait pour
conséquence d'attribuer au fonds de renouvellement en 1941, une
allocation supérieure à celle qui lui a été faite en 1942.

AVISE : "B (s) LE BESNERAIS" -
COPIE à MM. FILIPPI - de BEAUVILLE - LEGUILLE,
DUGAS - M - T - C - F.

Il paraîtrait conforme à l'intention des parties, au moment de la signature du dit avenant, de n'affecter à la dotation du fonds de renouvellement que la somme strictement nécessaire pour la porter au maximum à la moitié de l'annuité théorique, telle qu'elle pouvait être calculée à la fin de l'exercice 1941.

A la suite des échanges de vues qui ont eu lieu entre mes Services et d'accord avec le Ministre des Finances, j'accepterai cependant que le montant de la dotation fût porté à un chiffre atteignant, en valeur absolue, le montant de la dotation de l'exercice 1942. L'excédent disponible sur la somme de 1.329 M serait affecté au remboursement partiel des avances du Trésor au titre de l'article 25, 1er alinéa de la convention du 31 août 1937.

Pour l'exercice 1940, la recette supplémentaire de 90 M serait affectée également au remboursement partiel des avances du Trésor.

Enfin, pour l'exercice 1942, conformément aux dispositions de l'article 2 de la convention du 9 septembre 1939 (§ c, 3^e), l'excédent du compte de liquidation serait utilisé au remboursement, à due concurrence, de l'indemnité compensatrice versée par le Trésor à votre Société en vertu de l'article 18 de la convention de 1937.

Il serait procédé immédiatement, en accord avec la Mission du Contrôle Financier, dans les écritures de la S.N.C.F., aux opérations ci-dessus exposées et à la modification correspondante du montant de la prime d'exploitation. Ces redressements donneraient lieu à des versements provisionnels de la S.N.C.F. au Trésor qui prendraient date de valeur du jour de l'encaissement par la S.N.C.F. de la somme de 2.500 M.

Lors de l'arrêté des comptes des trois exercices par la Commission de Vérification, les redressements définitifs des comptes de liquidation seraient faits en s'inspirant des mêmes principes en ce qui concerne la répartition de la somme de 2.500 M versée par la Deutsche Reichsbahn et son imputation partie à la couverture des charges définies au § Bc de l'article 21 de la Convention du 31 août 1937, partie au Fonds de renouvellement et partie au remboursement de l'indemnité compensatrice.

Je vous serais obligé de me faire connaître si vous êtes d'accord sur les dispositions ci-dessus.

Par autorisation :
Le Directeur des Chemins de fer,
(s) MORANE.

32 Juillet 1943

Projet de lettre à adresser à la P.N.C.F.
par le Ministre Secrétaire d'Etat
à la Production Industrielle et aux Communications

V/Réf. : Lettre 121050/5 du 11 janvier 1943.

Objet : Imputation de la somme de 125 millions de RM payée par la Deutsche Reichsbahn à la S.N.C.F. au titre de location de matériel pour la période du 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942.

Monsieur le Président,

D'après les renseignements que vous m'avez communiqués, la contre-valeur du versement de 125 millions de RM, fait par la Deutsche Reichsbahn à la S.N.C.F., au titre de la location du matériel pour la période du 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942, se répartit ainsi qu'il suit entre les trois exercices intéressés :

Exercice 1940	90 M
Exercice 1941	1.329 M
Exercice 1942 (7 mois).....	1.081 M
Total ...	2.500 M
	=====

Vous estimez que l'accord intervenu au sujet de ce versement doit avoir pour conséquence logique de rétablir le compte de liquidation de chacun des exercices dans la situation où il se serait trouvé si la créance de la S.N.C.F., reconnue dans son principe depuis l'origine avait pu également être établie dans son montant avant l'arrêté des comptes de ces exercices.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que je suis bien d'accord avec vous pour attribuer à chacun des trois exercices la part qui lui revient dans la somme totale de 2.500 M. Cette attribution aurait lieu, toutefois, dans les conditions suivantes qui diffèrent sur certains points de vos propositions.

En ce qui concerne l'exercice 1940, la recette supplémentaire de 90 millions, portée au compte de liquidation, serait utilisée au ~~remboursement du reliquat de l'insuffisance de l'exercice 1938, et pour le surplus disponible~~ au remboursement partiel des avances faites par le Trésor au titre de l'article 25, 1er alinéa de la Convention du 31 août 1937.

En ce qui concerne l'exercice 1941, il ne me paraît pas possible d'admettre, comme vous le proposez, que l'imputation en recettes de

l'exercice 1941, de la somme de 1.329 millions qui représente sa part dans le forfait de 2.500 M, ait pour conséquence de majorer corrélativement du même montant la dotation du fonds de renouvellement (second élément).

Il n'est pas douteux, en effet, que l'application littérale qui serait ainsi faite des dispositions de l'avenant du 4 mars 1942 à la Convention du 9 septembre 1939 dépasserait les intentions communes de ses signataires.

L'un des principes qui ont constamment inspiré les négociateurs de l'avenant consistait dans le caractère progressif de la charge à faire supporter par le compte d'exploitation au titre du second élément de la dotation du fonds de renouvellement. Ce principe trouve son expression dans les termes mêmes de l'avenant qui déclare que, pour l'exercice 1942, le second élément sera fixé à la moitié de l'annuité de renouvellement et que, pour chacun des exercices suivants, il pourra être augmenté par rapport à l'exercice précédent d'un pourcentage supplémentaire à fixer chaque année.

Cette-ci serait aussi portée
Or, l'inscription au fonds de renouvellement de la somme de 1.329 M aurait pour conséquence de porter en chiffres ronds la dotation de celui-ci de 1.152 M à 2.481 M. et augmenterait la dotation de

Le fonds de renouvellement recevrait ainsi en 1941 une dotation plus élevée qu'en 1942, exercice pour lequel elle a atteint seulement la somme de 1.870 M.

Il me paraîtrait conforme à l'intention des parties, au moment de la signature de l'avenant, de n'affecter à la dotation du fonds de renouvellement que la somme strictement nécessaire pour la porter au maximum à la moitié de l'annuité théorique, telle qu'elle pouvait être calculée à la fin de l'exercice 1941.

J'accepterais, cependant, que le montant de la dotation fût porté à un chiffre atteignant, en valeur absolue, le montant de la dotation de 1942. L'excédent disponible sur la somme de 1.329 M serait affecté au remboursement partiel des avances du Trésor au titre de l'article 25, 1er alinéa de la Convention du 31 août 1937.

Pour l'exercice 1942, conformément aux dispositions de l'article 2 de la Convention du 9 septembre 1939, § c 3^e), l'excédent du compte de liquidation serait utilisé au remboursement à due concurrence au Trésor de l'indemnité compensatrice.

Tous ces redressements seraient à porter dans les écritures de la S.N.C.F. par la Commission de Vérification des Comptes.

Toutefois, sans attendre l'arrêté définitif des comptes des trois exercices, il serait procédé en accord entre la S.N.C.F. et la Mission du Contrôle Financier, dans les écritures de la S.N.C.F. et la Mission du Contrôle Financier, aux opérations ci-dessus exposées et à la modification correspondante du montant de la prime d'exploitation. Ces redressements donneraient lieu à des versements provisionnels de la S.N.C.F.

Après approbation l'arrêté définitif des comptes des trois exercices.

du 6 mars
1942 à la
Convention
du 9 septembre
1939,

90% affecté
au fonds de
renouvellement

au Trésor qui prendraient date de valeur du jour de l'encaissement par la S.N.C.F. de la somme de 2.500 M.

Je vous serais obligé de me faire savoir si vous êtes d'accord sur les dispositions ci-dessus.

Veillez agréer, Monsieur le Président

à ps pour l'accusé

Lors de l'arête des comptes des deux années par la Commission de Viro-
tres, les redressements définitifs des comptes de liquidation avaient fait
en s'inspirant des mêmes principes en ce qui concerne ^{la liquidation} ~~l'arête~~
~~rente~~ de la somme versée par la Deutsche Reichsbank et son imputation
partie à la convention des charges ^{depuis que} F B c de l'article 21 de la Convention
du 31 août 1937, partie au Fonds de Renouveau et partie au rembourse-
ment de l'indemnité compensatoire.

l'exercice 1941, de la somme de 1.329 millions qui représente sa part dans le forfait de 2.500 M, ait pour conséquence de majorer corrélativement du même montant, la dotation du fonds de renouvellement.

Il n'est pas douteux, en effet, que l'application littérale qui serait ainsi faite des dispositions de l'avenant du 4 mars 1942 à la Convention du 9 septembre 1939 dépasserait les intentions communes de ses signataires.

L'un des principes qui ont constamment inspiré les négociateurs de l'avenant consistait dans le caractère progressif de l'augmentation à faire supporter par le compte d'exploitation au titre du second élément de la dotation du fonds de renouvellement. Ce principe trouve son expression dans les termes mêmes de l'avenant qui déclare que, pour l'exercice 1942, le second élément sera fixé à la moitié de l'annuité de renouvellement et que, pour chacun des exercices suivants, il pourra être augmenté par rapport à l'exercice précédent d'un pourcentage supplémentaire à fixer chaque année.

Or, l'inscription au fonds de renouvellement de la somme de 1.329 M aurait pour conséquence de porter en chiffres ronds la dotation de celui-ci de 1.152 M à 2.481 M.

Le fonds de renouvellement recevrait ainsi en 1941 une dotation plus élevée qu'en 1942, exercice pour lequel elle n'a atteint seulement la somme de 1.870 M.

Il me paraîtrait conforme à l'intention des parties, au moment de la signature de l'avenant, de n'affecter à la dotation du fonds de renouvellement que la somme strictement nécessaire pour la porter au maximum à la moitié de l'annuité théorique, telle qu'elle pouvait être calculée à la fin de l'exercice 1941.

J'accepterais, cependant, que le montant de la dotation fût porté à un chiffre atteignant, en valeur absolue, le montant de la dotation de 1942. L'excédent disponible sur la somme de 1.329 M serait affecté au remboursement partiel des avances du Trésor au titre de l'article 25, 1er alinéa de la Convention du 31 août 1937.

Pour l'exercice 1942, conformément aux dispositions de l'article 2 de la Convention du 9 septembre 1939, § 3^e, l'excédent du compte de liquidation serait utilisé au remboursement à due concurrence au Trésor de l'indemnité compensatrice.

Tous ces redressements seraient à porter dans les écritures de la S.N.C.F. par la Commission de Vérification des Comptes.

Toutefois, sans attendre l'arrêté définitif des comptes des trois exercices, il serait procédé, en accord entre la S.N.C.F. et la Mission du Contrôle Financier, à des redressements du compte de liquidation de ces exercices limités aux opérations ci-dessus exposées et à la modification correspondante du montant de la prime d'exploitation. Ces redressements donneraient lieu à des versements provisionnels de la S.N.C.F.

au Trésor qui prendraient date de valeur du jour de l'encaissement
par la C.H.C.F. de la somme de 2.500 M.

Je vous serais obligé de me faire savoir si vous êtes d'accord
sur les dispositions ci-dessus.

Veuillez agréer, Monsieur le Président

1^{er} Juillet 1943

Projet de lettre à adresser
par le Ministre Secrétaire d'Etat
à la Production Industrielle et aux Communications

V/Réf. : Lettre 121050/5 du 11 janvier 1943.

Objet : Imputation de la somme de 125 millions de RM, payée par la Deutsche Reichsbahn à la S.N.C.F., au titre de location de matériel, pour la période du 1^{er} juillet 1940 au 31 juillet 1942.

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me faire savoir que la contre-valeur du versement de 125 millions de RM, fait par la Deutsche Reichsbahn à la S.N.C.F. au titre de la location du matériel, pour la période du 1^{er} juillet 1940 au 31 juillet 1942, se répartit ainsi qu'il suit entre les trois exercices intéressés :

Exercice 1940	90 M
Exercice 1941	1329 M
Exercice 1942 (7 mois)	1081 M

Total 2500 M

=====

Vous estimez que l'accord intervenu au sujet de ce versement doit avoir pour conséquence logique de rétablir le compte de liquidation de chacun des exercices dans la situation où il se serait trouvé si la créance de la S.N.C.F., reconnue dans son principe depuis l'origine, avait pu également être établie dans son montant avant l'arrêté des comptes de ces exercices.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que je suis bien d'accord avec vous pour attribuer à chacun des trois exercices la part qui lui revient dans la somme totale de 2.500 M.

Il ne me paraît pas possible, toutefois, d'admettre, comme vous le proposez, que l'imputation en recettes de l'exercice 1941, de la somme de 1.329 M qui représente sa part dans le forfait de 2.500 M, ait pour conséquence de majorer corrélativement la dotation du fonds de renouvellement.

Il ne me paraît pas douteux, en effet, que l'application littérale qui serait ainsi faite des dispositions de l'avenant du 4 mars 1942

à la Convention du 9 septembre 1939 trahirait les intentions que les signataires de cet avenant avaient eues à l'époque.

L'un des principes qui avait constamment inspiré les négociateurs de cet avenant consistait dans le caractère progressif de l'annuité à faire supporter par le compte d'exploitation au titre du second élément de la dotation du fonds de renouvellement. Ce principe trouve son expression dans les termes mêmes de l'avenant qui déclare que, pour l'exercice 1942, le second élément sera fixé à la moitié de l'annuité de renouvellement et que pour chacun des exercices suivants, il pourra être augmenté par rapport à l'exercice précédent d'un pourcentage supplémentaire à fixer chaque année.

Or, l'inscription au fonds de renouvellement de la somme de 1.329 M aurait pour conséquence de porter la dotation de celui-ci de :

1.152.025.032 frs 6 à 2.481.025.032 frs 6.

Le fonds de renouvellement recevrait ainsi en 1941 une dotation plus élevée qu'en 1942, exercice pour lequel elle a atteint seulement la somme de : 1.869.972.291 frs.

Il me paraîtrait conforme à l'intention des parties, au moment de la signature de l'avenant, de n'affecter à la dotation du fonds de renouvellement que la somme strictement nécessaire pour la porter au maximum à la moitié de l'annuité théorique, telle qu'elle pouvait être calculée à la fin de l'exercice 1941, soit :

J'accepterais, cependant, que le montant de la dotation fût porté à un chiffre atteignant en valeur absolue le montant de l'annuité de la dotation de 1942.

Conformément aux dispositions prévues par l'article 18 de la Convention du 31 août 1937, l'excédent qui apparaîtrait au compte de liquidation de l'exercice 1941, après imputation de sa part dans le versement allemand de 2.500 M et dotation du fonds de renouvellement dans les limites indiquées ci-dessus, serait affecté au remboursement au Trésor des charges du paragraphe B-c du compte de liquidation.

Pour l'exercice 1942, conformément aux dispositions de l'article 2 de la Convention du 9 septembre 1939, § c 3^e), l'excédent du compte de liquidation sera utilisé pour remboursement à due concurrence au Trésor de l'indemnité compensatrice.

Les redressements, ci-dessus exposés, seront à porter aux écritures de la S.N.C.F. par la Commission de Vérification des Comptes.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

1^{er} Juillet 1943

Projet de lettre à adresser
par le Ministre Secrétaire d'Etat
à la Production Industrielle et aux Communications

V/Réf. : Lettre 121050/5 du 11 janvier 1943.
Objet : Imputation de la somme de 125 millions de RM payée par la
Deutsche Reichsbahn à la S.N.C.F. au titre de location de
matériel pour la période du 1er juillet 1940 au 31 juillet
1942 .

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me faire savoir que la contre-valeur du versement de 125 millions de RM, fait par la Deutsche Reichsbahn à la S.N.C.F., au titre de la location du matériel pour la période du 1er juillet 1940 au 31 juillet 1942, se répartit ainsi qu'il suit entre les trois exercices intéressés :

Exercice 1940	90 M
Exercice 1941	1.329 M
Exercice 1942 (7 mois)	1.081 M
Total	2.500 M
	=====

Vous estimez que l'accord intervenu au sujet de ce versement doit avoir pour conséquence logique de rétablir le compte de liquidation de chacun des exercices dans la situation où il se serait trouvé si la créance de la S.N.C.F., reconnue dans son principe depuis l'origine, avait pu également être établie dans son montant avant l'arrêté des comptes de ces exercices.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que je suis bien d'accord avec vous pour attribuer à chacun des trois exercices la part qui lui revient dans la somme totale de 2.500 M.

Il ne me paraît pas possible, toutefois, d'admettre, comme vous le proposez, que l'imputation en recettes de l'exercice 1941, de la somme de 1.329 M qui représente sa part dans le forfait de 2.500 M, ait pour conséquence de majorer corrélativement la dotation du fonds de renouvellement.

Il ne me paraît pas douteux, en effet, que l'application littérale qui serait ainsi faite des dispositions de l'avenant du 4 mars 1942

à la Convention du 9 septembre 1939 trahirait les intentions que les signataires de cet avenant avaient eues à l'époque.

L'un des principes qui avait constamment inspiré les négociateurs de cet avenant consistait dans le caractère progressif de l'annuité à faire supporter par le compte d'exploitation au titre du second élément de la dotation du fonds de renouvellement. Ce principe trouve son expression dans les termes mêmes de l'avenant qui déclare que, pour l'exercice 1942, le second élément sera fixé à la moitié de l'annuité de renouvellement et que pour chacun des exercices suivants, il pourra être augmenté par rapport à l'exercice précédent d'un pourcentage supplémentaire à fixer chaque année.

Or, l'inscription au fonds de renouvellement de la somme de 1.329 M aurait pour conséquence de porter la dotation de celui-ci de :

1.152.025.032 frs 6 à 2.481.025.032 frs 6.

Le fonds de renouvellement recevrait ainsi en 1941 une dotation plus élevée qu'en 1942, exercice pour lequel elle a atteint seulement la somme de : 1.869.972.291 frs.

Il me paraîtrait conforme à l'intention des parties, au moment de la signature de l'avenant, de n'affecter à la dotation du fonds de renouvellement que la somme strictement nécessaire pour la porter au maximum à la moitié de l'annuité théorique, telle qu'elle pouvait être calculée à la fin de l'exercice 1941, soit :

J'accepterais, cependant, que le montant de la dotation fût porté à un chiffre atteignant en valeur absolue le montant de l'annuité de la dotation de 1942.

Conformément aux dispositions prévues par l'article 18 de la Convention du 31 août 1937, l'excédent qui apparaîtrait au compte de liquidation de l'exercice 1941, après imputation de sa part dans le versement allemand de 2.500 M et dotation du fonds de renouvellement dans les limites indiquées ci-dessus, serait affecté au remboursement au Trésor des charges du paragraphe B-c du compte de liquidation.

Pour l'exercice 1942, conformément aux dispositions de l'article 2 de la Convention du 9 septembre 1939, § c 3^e), l'excédent du compte de liquidation sera utilisé pour remboursement à due concurrence au Trésor de l'indemnité compensatrice.

Les redressements, ci-dessus exposés, seront à porter aux écritures de la S.N.C.F. par la Commission de Vérification des Comptes.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TÉL. TRINITÉ 73-00

LE PRÉSIDENT DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le

19

Monsieur le Ministre,

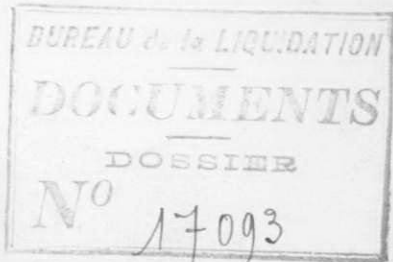
Objet : Reversement partiel de la subvention
compensatrice.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint, copie de notre lettre à M. le Ministre, Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications au sujet du reversement partiel de la subvention compensatrice résultant de l'imputation dans les comptes de l'exercice 1942 de la part afférente à cet exercice sur le forfait de 2.500 millions à verser par la Reichsbahn au titre de la location du matériel S.N.C.F. pour la période écoulée depuis l'Armistice jusqu'au 31 juillet 1942.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Monsieur le Ministre
Secrétaire d'Etat
à l'Economie Nationale
et aux Finances.



S.N.C.F.

Le Président du
Conseil d'Administration

Proposé, le 17093
Le Directeur des Services Financiers,

Monsieur le Ministre,

Objet : Reversement partiel de la subvention
compensatrice.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint, copie de notre lettre à M. le Ministre, Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications au sujet du reversement partiel de la subvention compensatrice résultant de l'imputation dans les comptes de l'exercice 1942 de la part afférente à cet exercice sur le forfait de 2.500 millions à verser par la Reichsbahn au titre de la location du matériel S.N.C.F. pour la période écoulée depuis l'Armistice jusqu'au 31 juillet 1942.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Monsieur le Ministre
Secrétaire d'Etat
à l'Economie Nationale
et aux Finances.

Paris, le

E DIRECTEUR GENERAL

Proposé, le 12 mars 1943
Le Directeur des Services Financiers,Projet de lettre à classer
Remboursement pour l'armisticeDOCS
2 Avril 1943
ENTS
N° 17093

Monsieur le Président DO JY ER

Objet - Reversement partiel de la subvention compensatrice.

Au cours de la Conférence tenue le 2 mars au Ministère des Finances, M. ZAFFREYA s'est déclaré d'accord, comme M. MORANE et M. RENDU, sur la proposition de la S.N.C.F. (notre lettre du 11 janvier 1943) de répartir entre les trois exercices 1940, 1941 et 1942 l'indemnité de 2.500 millions à verser par la Reichsbahn au titre de la location de matériel pour la période écoulée depuis l'armistice jusqu'au 1er août 1942.

La part de l'exercice 1941, soit 1.329 M. serait portée, par voie de redressement des comptes de cet exercice, au Fonds de renouvellement en augmentation du second élément de la dotation.

Quant à la part de l'exercice 1942, soit 1.081 millions, rien ne paraît s'opposer à ce qu'elle soit imputée en recette de l'exercice, bien qu'elle ne soit pas encore encaissée, notre créance ayant un caractère certain du fait de l'accord signé à Paris, le 4 décembre 1942, par le Docteur SCHULTZ pour la Reichsbahn et M. DUGAS pour la S.N.C.F.

A défaut de cette imputation, le compte de liquidation de l'exercice 1942 se solderait par un déficit de petit équilibre d'environ 400 millions que, par application de l'article II, § e, dernier alinéa de la Convention du 9 septembre 1939, l'Etat devrait couvrir par une allocation en capital sans intérêt. L'inscription en recette de la somme de 1.081 millions évite donc à l'Etat un décaissement effectif qu'un redressement ultérieur des comptes, après recouvrement de la somme de 2.500 millions, doit faire apparaître inutile.

Mais cette situation ne doit entraîner aucune charge supplémentaire pour la trésorerie de la S.N.C.F.

Or, d'après les renseignements recueillis à Berlin par M. BARTH, l'encaissement effectif de la somme de 2.500 millions ne peut pas être espéré avant un délai assez long, les Allemands semblant subordonner ce paiement à la conclusion d'un accord définitif sur le régime de location à appliquer pour la période postérieure au 1er août 1942.

D'autre part, aux termes de l'article 1er de l'Avenant du 4 mars 1942 à la Convention du 9 septembre 1939, la S.N.C.F. doit rembourser au Trésor avec valeur du 31 mars de l'exercice suivant l'excédent des sommes versées par le Trésor au titre de la subvention compensatrice sur la somme nécessaire pour assurer l'équilibre du compte de liquidation, abstraction faite des

charges de grand équilibre.

L'inscription en recette de l'exercice 1942 de la somme de 1.081 millions devrait donc entraîner, d'après les dernières évaluations, un reversement partiel de la subvention de l'ordre de 673 M.

En raison de l'incertitude qui pèse sur la date de recouvrement effectif de notre créance de 2.500 Millions et de l'avantage qui résulte pour l'Etat de l'inscription en recette de la somme de 1.081 millions, il semble équitable de demander au Ministre, par dérogation à l'Avenant du 4 mars 1942, l'autorisation de différer le reversement partiel de la subvention jusqu'à l'encaissement de l'indemnité de location de matériel, ce reversement prenant date dans nos comptes avec le Trésor, non pas du 31 mars 1943, mais du jour de son exécution.

Si vous étiez d'accord sur cette proposition, la lettre ci-jointe pourrait être envoyée au Ministère au moment que vous jugeriez opportun.

Le Directeur Général,

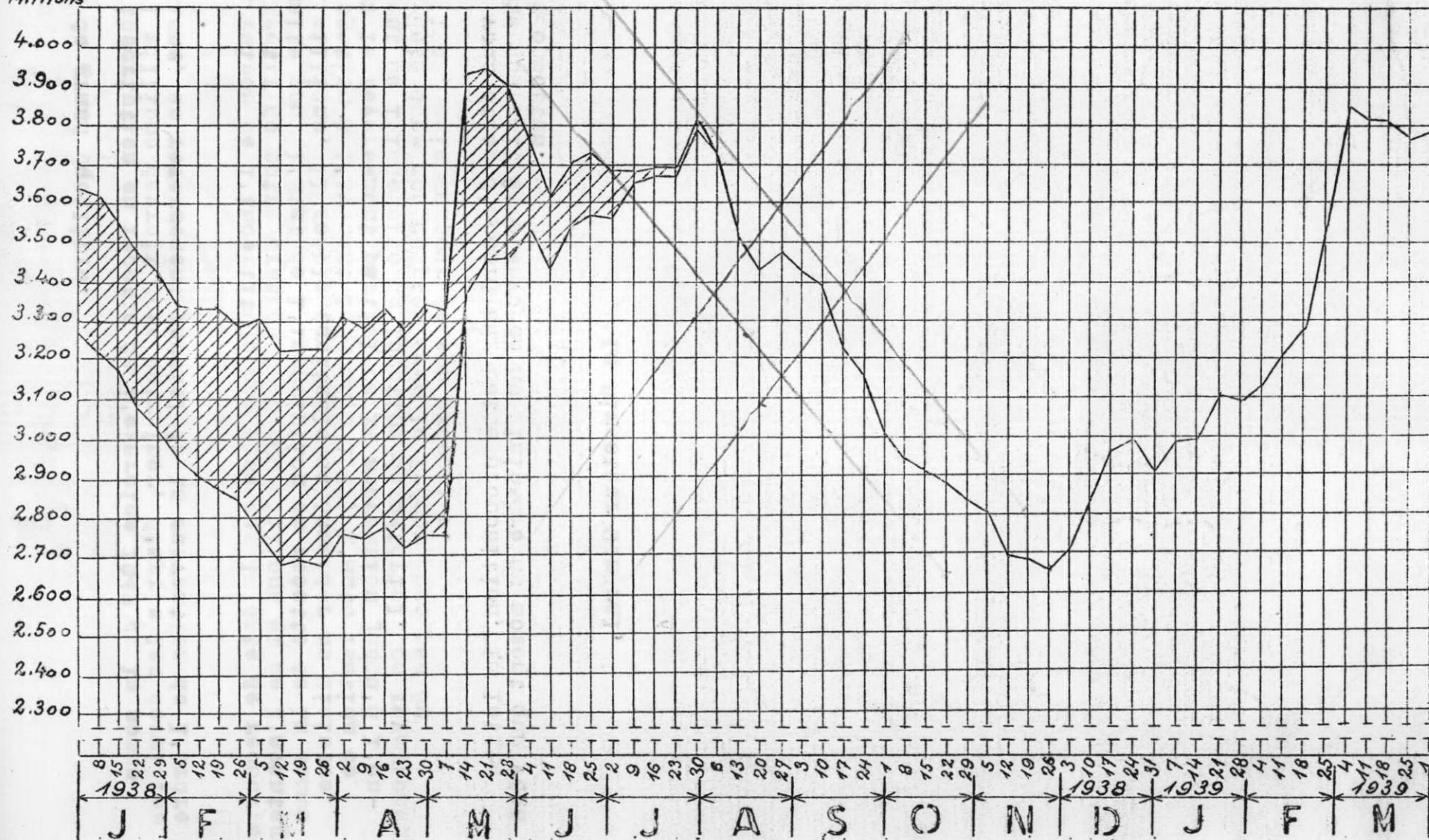
MOUVEMENT

DE LA DETTE FLOTTANTE DE LA S.N.C.F.

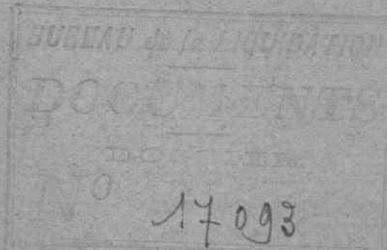


Engagements à l'étranger.

millions



PARIS,



Monsieur le Ministre,

Objet : Reversement partiel de la subvention compensatrice.

Aux termes de l'article 1^{er} de l'avenant du 4 mars 1942 à la Convention du 9 septembre 1939, la S.N.C.F. doit rembourser au Trésor, avec valeur du 31 mars de l'exercice suivant, l'excédent des sommes versées par le Trésor au titre de la subvention compensatrice sur la somme nécessaire pour assurer l'équilibre du compte de liquidation, sous déduction des charges financières prévues au § B-c de l'article 21 de la Convention du 31 août 1937.

A cet égard, l'exercice 1942 se présente d'une façon particulière du fait de l'inscription en recette de l'exercice de sa part, qui s'élève à 1.081 millions, dans l'indemnité forfaitaire de 2.500 millions à verser par la Reichsbahn, conformément à l'accord du 4 décembre 1942, au titre de la location de matériel pour la période écoulée depuis l'armistice jusqu'au 31 juillet 1942. Non seulement, cette somme n'a pas encore été encaissée, mais encore aucune indication ne peut être donnée sur la date de son recouvrement effectif, les autorités allemandes paraissant, d'après nos informations, subordonner son versement au règlement définitif du régime à appliquer pour la location du matériel à compter du 1^{er} août 1942.

La trésorerie de la S.N.C.F. serait donc exposée à supporter pendant un délai indéterminé la charge d'un reversement partiel de la subvention compensatrice sans être couverte par le versement attendu de la Reichsbahn.

Pour éviter cette conséquence du retard exceptionnel que la S.N.C.F. subit dans le recouvrement d'une créance très importante qui ne résulte pas du fonctionnement normal de son exploitation mais qui a son origine dans la convention d'armistice, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir accepter que la S.N.C.F. diffère le reversement partiel de la subvention compensatrice jusqu'à l'encaissement de l'indemnité forfaitaire de 2.500 millions, ce reversement prenant date dans nos comptes avec le Trésor, non pas du 31 mars 1943, mais du jour de son exécution.

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat
la Production Industrielle et aux Communications.

PARIS,

DOSSIER
N° 17093

Monsieur le Ministre,

Objet : Reversement partiel de la subvention compensatrice.

Aux termes de l'article 1^{er} de l'avenant du 4 mars 1942 à la Convention du 9 septembre 1939, la S.N.C.F. doit rembourser au Trésor avec valeur du 31 mars de l'exercice suivant l'excédent des sommes versées par le Trésor au titre de la subvention compensatrice sur la somme nécessaire pour assurer l'équilibre du compte de liquidation, sous déduction des charges financières prévues au § B-c de l'article 21 de la Convention du 31 août 1937.

A cet égard, l'exercice 1942 se présente d'une façon particulière du fait de l'inscription en recette de l'exercice de sa part, qui s'élève à 1.081 millions, dans l'indemnité forfaitaire de 2.500 millions à verser par la Reichsbahn, conformément à l'accord du 4 décembre 1942, au titre de la location de matériel pour la période écoulée depuis l'armistice jusqu'au 31 juillet 1942. Non seulement, cette somme n'a pas encore été encaissée, mais encore aucune indication ne peut être donnée sur la date de son recouvrement effectif, les autorités allemandes paraissant, d'après nos informations, subordonner son versement au règlement définitif du régime à appliquer pour la location du matériel à compter du 1^{er} août 1942.

La trésorerie de la S.N.C.F. serait donc exposée à supporter pendant un délai indéterminé la charge d'un reversement partiel de la subvention compensatrice sans être couverte par le versement attendu de la Reichsbahn.

Pour éviter cette conséquence du retard exceptionnel que la S.N.C.F. subit dans le recouvrement d'une créance très importante qui ne résulte pas du fonctionnement normal de son exploitation mais qui a son origine dans la convention d'armistice, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir accepter que la S.N.C.F. diffère le reversement partiel de la subvention compensatrice jusqu'à l'encaissement de l'indemnité forfaitaire de 2.500 millions, ce reversement prenant date dans nos comptes avec le Trésor, non pas du 31 mars 1943, mais du jour de son exécution.

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat
à la Production Industrielle et aux Communications.

.....

PARIS,

N° 17093

Monsieur le Ministre,

Objet : Reversement partiel de la subvention compensatrice.

Aux termes de l'article 1^{er} de l'avenant du 4 mars 1942 à la Convention du 9 septembre 1939, la S.N.C.F. doit rembourser au Trésor avec valeur du 31 mars de l'exercice suivant l'excédent des sommes versées par le Trésor au titre de la subvention compensatrice sur la somme nécessaire pour assurer l'équilibre du compte de liquidation, sous déduction des charges financières prévues au § B-c de l'article 21 de la Convention du 31 août 1937.

A cet égard, l'exercice 1942 se présente d'une façon particulière du fait de l'inscription en recette de l'exercice de sa part, qui s'élève à 1.081 millions, dans l'indemnité forfaitaire de 2.500 millions à verser par la Reichsbahn, conformément à l'accord du 4 décembre 1942, au titre de la location de matériel pour la période écoulée depuis l'armistice jusqu'au 31 juillet 1942. Non seulement, cette somme n'a pas encore été encaissée, mais encore aucune indication ne peut être donnée sur la date de son recouvrement effectif, les autorités allemandes paraissant, d'après nos informations, subordonner son versement au règlement définitif du régime à appliquer pour la location du matériel à compter du 1^{er} août 1942.

La trésorerie de la S.N.C.F. serait donc exposée à supporter pendant un délai indéterminé la charge d'un reversement partiel de la subvention compensatrice sans être couverte par le versement attendu de la Reichsbahn.

Pour éviter cette conséquence du retard exceptionnel que la S.N.C.F. subit dans le recouvrement d'une créance très importante qui ne résulte pas du fonctionnement normal de son exploitation mais qui a son origine dans la convention d'armistice, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir accepter que la S.N.C.F. diffère le reversement partiel de la subvention compensatrice jusqu'à l'encaissement de l'indemnité forfaitaire de 2.500 millions, ce reversement prenant date dans nos comptes avec le Trésor, non pas du 31 mars 1943, mais du jour de son exécution.

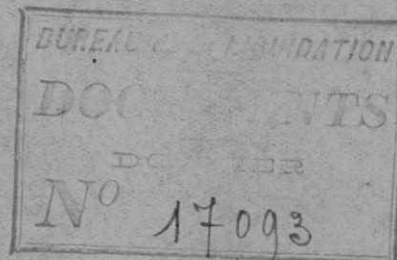
Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat
Production Industrielle et aux Communications.

.....

M E M E N T O

de la Conférence tenue le 2 mars 1943
au Ministère des Finances
dans le cabinet de M. ZAFFREYA

---:---:---



Etaient présents :

MM. ZAFFREYA
SALTES
de FOUCHIER
MORANE
RENDU
Yves MARTIN
BARINCOU
FILIPPI
PERNOT

La réunion avait pour objet d'examiner les trois questions suivantes :

- 1°- Imputation des 2.500 M. dus par les Allemands au titre d'indemnité pour le matériel depuis 1940 jusqu'au 31 juillet 1942,
- 2°- Annuité de renouvellement,
- 3°- Pourcentage du Fonds de Renouvellement à prendre pour l'année 1943.

1ère Question -

La S.N.C.F. avait proposé d'appliquer à chaque année 1940, 1941 et 1942, la part des 2.500 M. lui revenant. Le décompte était le suivant :

année 1940	90 M.
- 1941	1.329 M.
- 1942	1.081 M.
ensemble.....	2.500 M.

Conformément aux prescriptions de l'avenant du 4 mars 1942, la part relative à 1941 irait ainsi au fonds de renouvellement.

Le Ministère des Finances, par la bouche de M. SALTES, fait valoir que cette manière de faire ne paraît pas correspondre à l'esprit de l'Avenant du 4 mars 1942. S'il a été décidé, en 1941, de mettre au Fonds de Renouvellement 1.100 M. environ, il serait anormal d'y ajouter 1.300 M. supplémentaires. On aurait ainsi beaucoup plus de 50 % de l'annuité totale et, par conséquent, plus en 1941 qu'en 1942.

M. SALTES estime que les 1.300 M. doivent servir à rembourser une part du grand équilibre.

A cet argument, M. FILIPPI, après avoir indiqué pourquoi

la S.N.C.F. estimait que sa thèse était la bonne, fait valoir qu'il est illogique de panacher, c'est-à-dire d'employer une partie de l'excédent au Fonds de Renouveaulement et le reste aux charges de grand équilibre tant qu'on n'a pas atteint 100 % du Fonds de Renouveaulement.

M. SALTES estime ensuite que si l'on arrive à imputer les 1.300 M. au Fonds de Renouveaulement on pourrait demander à la S.N.C.F. d'en tenir compte dans ses dommages de guerre. Il lui paraît, en effet, difficile d'admettre que la S.N.C.F. surcharge son Fonds de Renouveaulement sous le prétexte que le matériel pris par les Allemands s'usera plus vite que le matériel restant en France et qu'elle puisse ensuite demander des dommages de guerre.

M. FILIPPI estime que la S.N.C.F. ne peut pas se lier pour les dommages de guerre et que d'ailleurs la Loi relative à la S.N.C.F. n'étant pas faite, le Gouvernement serait éventuellement libre de ses décisions. Il insiste d'ailleurs sur le fait que ce qui est important, c'est de permettre à la S.N.C.F. d'obtenir les augmentations de tarifs qu'elle a demandées. Se présenter devant les Allemands en ayant eu suffisamment d'argent en 1941 pour doter le Fonds de Renouveaulement et rembourser une part importante des charges de grand équilibre risquerait d'empêcher nos propositions d'aboutir.

M. SALTES demande enfin s'il ne serait pas possible de conserver les 2.500 M. en attente, mais M. FILIPPI se refuse absolument à cette solution.

M. MORANE fait alors remarquer que ce qui est important à son avis c'est d'obtenir le relèvement des tarifs, ce qui est secondaire c'est l'imputation de la somme; il faut donc subordonner l'imputation au relèvement des tarifs. Il y a donc avantage, à son avis, à rentrer dans le cadre déjà acquis de la Convention de mars 1942 c'est-à-dire à imputer purement et simplement la somme en question au Fonds de Renouveaulement.

M. RENDU étant du même avis, M. ZAFFREYA déclare accepter la solution proposée par la S.N.C.F.

2ème question -

La question de l'annuité de renouvellement est alors évoquée.

M. MORANE précise que M. BICHELOMNE a accepté la formule S.N.C.F. d'une annuité de base modifiée ensuite par deux coefficients, un coefficient de trafic et un coefficient des prix, mais il estime d'autre part, qu'il faudrait tenir compte d'un troisième élément de variation résultant de l'idée qu'on peut se faire à une époque donnée du lien existant entre un certain trafic et le matériel nécessaire pour l'assurer. On aurait pu chercher à faire intervenir un troisième coefficient, mais c'était difficile.

Le Ministre estime donc qu'il est préférable de donner de temps à autre un coup de pouce à l'indemnité de base quand

les conditions d'exploitation ou le goût du public auront changé. Il est bien entendu, d'ailleurs, que le Ministre ne veut pas faire une application immédiate de ce principe mais seulement si le besoin s'en fait sentir, quand on reviendra à un trafic normal, c'est-à-dire après la guerre.

M. FILIPPI fait remarquer que ce qui semble gêner, en définitive le Gouvernement, c'est l'article 6 de notre projet, article qui déclare que l'annuité de base pourra être révisée tous les 10 ans et que la première révision aura lieu en 1949. Il est tout à fait d'accord pour accepter que l'article 6 soit supprimé.

La Conférence se demande alors comment on pourrait acter les intentions du Ministre des Communications telles que M. MORANE vient de les exposer. Il est finalement décidé, sur proposition de M. FILIPPI, que l'Arrêté étant accepté sous la forme présentée par la S.N.C.F., mais tronqué de son article 6, la S.N.C.F. en accusant réception écrira au Ministre pour déclarer qu'il est bien entendu que les calculs de base pourront être repris après la guerre, quand les conditions d'exploitation seront redevenues normales.

3ème question -

La Conférence se met facilement d'accord sur le fait que 80 % de l'annuité du Fonds de Renouvellement seront supportés par l'exercice 1943.

sur le montant de la ou des
premières primes mises en distribution
portant sur le dernier exercice
précédant la répartition.

Au cas où il se trouve en
l'Assemblée Générale ordinaire ayant
approuvé le compte, l'exercice
de son premier exercice mis en
distribution.

En l'absence de distribution
à partir de son exercice,
la correction de prime portera

~~iaturum, dicitur per hunc~~
~~dicitur per hunc~~
~~appropinquat ad~~
~~locum ad quem pertinet~~
~~operari~~

Monsieur le Chef de la Division Centrale
des Finances

Objet: Reversement au Trésor du reliquat laissé par le compte
de liquidation des exercices 1940 à 1942, à la suite de
l'incorporation dans les recettes de la somme de 2.500.000.000,-
versée par les autorités d'occupation au titre de location de
matériel

Conformément aux dispositions de la Convention du
31 août 1937 et de l'avenant du 4 mars 1942, je vous prie
de bien vouloir faire débiter notre compte au Trésor,
valeur _____, de la somme de frs. 1.749.563.613,5
(Un milliard sept cent quarante neuf millions cinq cent
soixante trois mille six cent treize francs 5 décimes), se
décomposant comme suit:

Remboursement des avances consenties au
titre de l'art. 25. 1^{re} alinéa

Exercice 1940 40.253.776,8

Exercice 1941 628.309.836,7

Remboursement de l'excédent de l'indemnité

compensatrice restant en compte à la SNCF.

sur la somme ^{nettement} appliquée en recettes d'exploitation.

1.081.000.000,-

(Lettre _____ de _____ de M. le Ministre Secrétaire
d'Etat à la Production Industrielle et aux Commerce(s))

En contrepartie vous voudrez bien débiter:

1) le compte N° 4560 "Avances du Trésor" (art 25. 1^{re} alinéa
de la loi n° 37) pour dans vos écritures de frs 668.563.613,5

2) la Comptabilité des Recettes, au titre de l'excédent de
l'indemnité compensatrice de _____

frs 1.081.000.000,-

Je vous serais obligé de m'aviser de l'exécution de ces
diverses opérations.